



COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN UNION

**Multilingual
postcards**

**Monikieliset
matkakertomukset**

**Flersprogede
rejseberetninger**

**Mångspråkiga
resedagböcker**

**Daudzvalodu
ceļojuma piezīmes**

**Dialanna turas
ilteangach**

**Meertalige
reisverhalen**

**Mitmekeelsed
reisikirjad**

**Daugiakalbiai kelionių
dienoraščiai**

**Carnets de voyage
multilingues**

**Večjezični dnevnik
potovanja**

**Vielsprachige
Reiseberichte**

**Cuadernos de viaje
multilingües**

**Taccuini di viaggio
nel multilinguismo**

**Wielojęzyczne zapiski
z podróży**

**Viacjazyčné zápisky
z cest**

**Cadernos de viagem
multilingues**

**Libretti tal-ivvjaġġar
multilingwi**

**Többsnyelvű
útínaplók**

**Višejezični dnevnik
putovanja**

**Însemnări de
călătorie multilingve**

**Πολυγλωσσικά ταξιδιωτικά
ημερολόγια**

**Vícejazyčné zápisky
z cest**

**Многоезични
пътеписи**

Multilingual postcards

Si par une nuit d'hiver un voyageur...

Camille de Toledo.....7

Многоезичието, или моят път към свободата и Европа

Стефан Тафров.....25

Consideraciones de un filólogo a propósito del multilingüismo

José Antonio Pascual37

Právníci-lingvisté u Soudního dvora EU a soudní překladatelé v ČR – dva odlišné světy?

Tomáš Duběda.....49

Danske domstoles fortolkning af EU-retten: Sprogforskelle er ikke i fokus

Anne Lise Kjær59

Offizielle Mehrsprachigkeit - ein Politikum von Anfang an Diskussionen zur Sprachenfrage im Kontext des EGKS-Vertrags

Isolde Burr-Haase.....69

Molengue heißt auf Sango Augenstern. Über den Versuch, den Reichtum von Sprachen für die Bildung zu nutzen.

Univ.-Prof. Dr. Eva Vetter.....85

Eesti keel Euroopa Liidus Euroopa Parlamendi liikme pilgu läbi

Marina Kaljurand97

Πολυγλωσσία: η οπτική του πολίτη

Νικηφόρος Διαμαντούρος.....105

Λόγος υπέρ πολυγλωσσίας

Χρίστος Αρτεμίδης117

Multilingualism: expressing unity through diversity

Roberta Metsola.....125

« Plus d’une langue »

Barbara Cassin131

Le multilinguisme devant les juridictions luxembourgeoises

Jean-Claude Wiwinius141

An Ghaeilge san Eoraip

Micheál D. Ó hUigínn155

O važnosti višejezičnosti u pravu

Marin Mrčela.....163

Il multilinguismo di una vita

Prof. Dr. Barbara Pozzo173

Latviešu valoda un daudzvalodība Latvijā

Prof. *Dr. iur.* Sanita Osipova183

Valstybinė kalba ir su jos statusu susijusių konstitucinių garantijų aiškinimas Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo praktikoje

Prof. dr. Danutė Jočienė191

A többnyelvű uniós jog a magyar bírói joggyakorlatban

Dr. Somssich Réka207

Multilingwiżmu u pajjiżi żgħar

Tonio Borg219

Europees recht in de polder: Nederlands als connector

Prof. dr. J. W. van de Gronden227

Het belang van meertaligheid voor de Europese universiteit van de toekomst

Prof. dr. Jan Wouters239

Ile języków, tyle światów

Katarzyna Kłosińska251

Multilinguismo — Testemunho de uma académica e juíza

Ana Maria Guerra Martins259

Interpretare humanum est

Radu Paraschivescu265

Multilingvizmus

Stanislav Vallo271

Izkušnje in razmišljanja o institucionalni večjezičnosti na ravni Evropske unije

Prof. dr. Rajko Knez277

Monikielisyyt ja oikeudellinen yhteistyö Pohjoismaissa

Heikki E. S. Mattila287

Språket som nyckelknippa

Stig Strömholm301

**Si par une nuit d'hiver
un voyageur...**



— Camille de Toledo

Camille de Toledo est écrivain, docteur en littérature comparée. Il enseigne à l'Atelier des écritures contemporaines de l'ENSAV (La Cambre), à Bruxelles et à l'Université d'Aix Marseille. Il est l'auteur, notamment, de *Le Hêtre et le Bouleau, essai sur la tristesse européenne* (2009), *Vies potentielles* (2010), *L'Inquiétude d'être au monde* (2012), *Le livre de la faim et de la soif* (2017). Il a étudié l'histoire, le droit, les sciences politiques et la littérature. En 2004, il obtient la bourse de la Villa Médicis. En 2008, il fonde la Société européenne des auteurs pour promouvoir « la traduction comme langue ». En 2012, il part vivre à Berlin après la mort de son frère, de sa mère et de son père. Engagé pour une reconnaissance juridique des éléments de la nature, il a orchestré le processus instituant des auditions pour un parlement de Loire (2019-2020), avec le pôle Art et Urbanisme, dont est sorti *Le fleuve qui voulait écrire*, récit de ce qu'il nomme « le soulèvement légal de la Terre ». Son dernier roman, *Thésée, sa vie nouvelle*, paru aux éditions Verdier en 2020, a reçu le prix de la création de l'Académie française et le prix Franz Hessel.

Si par une nuit d'hiver un voyageur...

c'est ainsi que commence le célèbre livre des méandres, tout entier de commencements, d'Italo Calvino ; mais c'est aussi comme ça que m'apparut la première fois la Cour de justice européenne avec ses hautes tours parallèles, deux or et une noire, dans la nuit brumeuse d'un hiver tardif. Et avec le recul, depuis cette visite, il me vient à l'esprit que c'est peut-être aussi de là qu'il nous faudrait repartir, si nous croyons, si nous voulons encore croire en l'Europe. *Si par une nuit d'hiver...* nous nous retrouvions collectivement là, face à la question que pose ce paysage de brume, à Luxembourg, et cet imposant édifice : Comment donner à l'Europe une loi, une seule, commune, dans toutes les langues ?

Comment, de toutes les langues, des diverses sensibilités qu'elles charrient, faire une vie partagée, des hauts de la Scandinavie jusqu'aux criques sèches et rocailleuses de la Méditerranée ?

Et à défaut d'un horizon commun, arrivera-t-on à relancer un *désir de converger* ?

Nous sommes quelques mois après des élections parlementaires, à l'automne 2019, un jour où Berlin, la ville où j'ai trouvé refuge, célèbre la Chute du Mur. Et je sais depuis le printemps que la vague annoncée, destructrice, des nationalismes et populismes en France, en Hongrie, en Italie, en Espagne, en Pologne... n'a pas tout emporté. L'Europe résiste. Pourtant,

je le vois, je l'entends, des députés jusqu'aux directions générales de la Commission, chacun a conscience que le bateau prend l'eau ; le vieux projet de paix est essoufflé. Le cœur des *European dreamers* est lourd et chacun est bien sûr que le péril est là, qu'il ne nous quittera plus.

Bienvenue à la Cour de justice européenne !

L'Europe est un vieux rêve qu'on aimerait rajeunir. Mais comment ? Les désirs de paix des années d'après-guerre, les impératifs de la reconstruction, sont depuis longtemps retombés. Le souffle européen a persisté jusqu'à la fin des années quatre-vingt grâce à la voix singulière de quelques chefs d'État. Ce furent les belles années des danses franco-allemandes. Et à la fin du vingtième siècle, il y eut même un regain d'espoir quand le Mur de Berlin est tombé. *Le désir d'Europe* parut relancé, avec en contrepoint, comme un mauvais augure, les guerres balkaniques, fratricides, qui se remirent à tuer. Il faut voir *Le Regard d'Ulysse*, le film de Theo Angelopoulos pour s'en souvenir : la violence brumeuse de ce continent quand la folie des nations le reprend...

Mais malgré ces espoirs – 1989 – et ces mises en garde – la guerre en ex-Yougoslavie – le premier souffle de l'Europe s'est éteint. *La lyre de la mémoire* aujourd'hui n'opère plus. Le temps des symboles – Willy Brandt agenouillé au ghetto de Varsovie, Mitterrand-Kohl, les beaux discours sur la réconciliation... – tout cela est révolu. Il faut réinventer quelque chose, mais quoi ?

En entrant dans la grande salle d'audience...

J'ai éprouvé une émotion singulière en entrant dans la grande salle d'audience de la Cour, sous le voile translucide du lustre central, lorsque j'ai vu les honorables juges prendre place, eux qui viennent des quatre coins de l'Europe et maîtrisent chacun quatre à cinq langues. J'ai été ému en découvrant, autour de la salle, les cabines pour les interprètes, afin que les discussions soient traduites depuis les différentes langues de l'Union. Ce fut pour moi comme entrer dans Babel, une Babel qui tient bon, qui résiste... comme si je passais de l'autre côté du miroir, derrière les slogans, derrière les polémiques *contre* ou *pour* l'Europe ; loin de la politique toujours si décevante. En m'asseyant derrière la vitre de la cabine d'interprétation, je me suis ressouvenu de mes études, de cette jubilation étrange que l'on ressent quand on quitte la sphère bavarde, brouillonne de l'*opinion* pour s'occuper de cette matière aride, verticale : le Droit.

« Il faudrait inviter dans cette Cour tous les écoliers d'Europe, ai-je pensé, tous les enfants à venir, toutes celles et ceux qui veulent comprendre, au plus près, ce qu'exige comme effort notre théâtre européen. »

Une scène du droit

Je dis *théâtre*, car la Cour est une scène, celle où se dessine, techniquement, laborieusement, la *loi commune*, c'est-à-dire, ici, une interprétation partageable des règles européennes. Et le drame qui se joue sur cette scène est celui de la divergence et de la convergence, de l'effort d'unité et de la nécessité des écarts ; c'est le drame des *translation gaps*, des malentendus volontaires et involontaires ; celui des fiertés culturelles centripètes et des entêtements administratifs centrifuges. C'est une scène, qui, comme un théâtre, a ses loges : des bureaux où, obstinément, consciencieusement, chacune et chacun s'affairent à créer, à partir de tous les couples de langues, une *comme-unité*.

On le sait, il y a Bruxelles, le monde politique des négociations, des compromis, là où s'essouffle l'*esprit de coopération* ; là où s'érode une certaine idée de la communauté, où les symboles et les principes tombent ; où se réarment les égoïsmes nationaux et où prospèrent de douloureuses hontes. Je pense, ici, aux lâchetés, aux abandons qui ont conduit à laisser mourir en Méditerranée des milliers de migrants. La politique, en Europe, paraît bien souvent un naufrage ; le Brexit en serait la marque, la montée des extrêmes droites le symptôme, l'intrication des intérêts privés et publics la part d'ombre et les faiblesses de la politique étrangère, la signature. Et tout contribue, ainsi, à cette impression de déroute.

Mais il reste, à l'opposé, cette scène-là, celle moins bruyante du droit ; il reste l'effort de la justice pour faire respecter les règles communes ; et c'est ainsi que j'en reviens aux tours bien verticales de la Cour de justice de l'Union européenne ; de ces tours, on aperçoit, dès qu'on s'y hisse, l'enceinte de la vieille ville et le Grand-Duché de Luxembourg à travers la brume hivernale. Et ici, on ne décide pas des règles, on veille à ce qu'elles soient appliquées. Ici, c'est *l'esprit des lois*. Et quand tant de principes sont quotidiennement bafoués, il n'est pas inutile d'y être rappelé.

L'esprit des lois et des langues

Il y a un lien qui noue les travaux de la Cour de justice de l'Union européenne à la grande Histoire ; qui rattache l'effort pour *produire un droit unifié* avec la raison d'être du projet européen.

En 1945, les Alliés ayant triomphé du nazisme se demandent comment juger les responsables allemands. Les procès de Nuremberg seront leur réponse. Mais il faut, pour juger, dépasser l'obstacle des langues ; trouver les outils pour autoriser un procès *translangue*. Les juges sont anglais, français, américains, russes ; la plupart des preuves sont allemandes. Il faut traduire ; et pendant les audiences, en *temps réel*, rendre les paroles des témoins, des victimes, des accusés dans les langues des juges. Aucun interprète jusque-là n'avait pratiqué l'interprétation simultanée.

Dans les premières approches, beaucoup des spécialistes convoqués pour faire face au défi évoquent une limite humaine, un indépassable : un être humain ne peut pas entendre, traduire et parler dans le même mouvement. C'est pourtant ce défi qui est relevé. À Nuremberg, s'invente un *possible*, celui d'une *technicité traductive* pour que puisse s'affirmer une justice translangue sur un continent défiguré.

L'Europe est donc née là, dans ce nœud traductif, entre les langues, là où s'entrelacent l'histoire du crime, la folie des nations, la « guerre civile européenne » selon l'expression de l'historien Ernst Nolte, et la nécessité, grâce à la traduction-comme-langue, de déborder les identités *pour dire le droit*.

Voilà de quoi la Cour de justice de l'Union européenne est l'héritière. Un impératif traductif pour qu'une *loi en plusieurs langues* puisse être entendue.

Une réalité européenne souvent impensée

Cette réalité multilingue de l'Europe m'a toujours semblé particulièrement inaperçue par nos élites politiques. Je ne dis pas qu'elle est ignorée, mais elle n'est jamais prise en compte de manière appropriée. La question des langues, d'une *communauté en langues* devrait être le cœur d'une nouvelle pensée de l'Europe : comment créer un espace public pour accueillir plus de 550 combinaisons de langues ? Comment relier

des citoyens que tant d'idiomes et de codes linguistiques séparent ?

Alors que les élargissements successifs ont causé une augmentation considérable des *flux de traduction* – et ici, à la Cour, de nouvelles extensions architecturales – les élites politiques ont donné à ce défi trois types de réponses : a. il y a, généralement, une réponse littéraire, qui consiste à mobiliser les écrivains pour célébrer la multiplicité des « poétiques » ; b. il y a une réponse pragmatique, *business-friendly*, où l'on finit par se réjouir du triomphe de l'anglais, résignation que le Brexit aurait pu perturber en provoquant un déclin automatique du *Globish* comme *langue pivot* des affaires européennes ; c. et enfin, depuis le début des années 2000, et plus spécifiquement depuis l'avènement des méthodes dites de « traduction neuronale », il y a une réponse technique, où certains optimistes imaginent que, grâce à l'intelligence artificielle – la traduction par l'algorithme, le *machine-learning* et les *clouds* sémantiques – nous aurons bientôt la possibilité de parler toutes les langues.

Jamais, pourtant, la question de la fragmentation de l'espace juridique et social *en langues* n'aura été embrassée *politiquement*. Toutes celles et ceux qui ont pu faire l'éloge de l'idée d'une Europe unie, de Victor Hugo jusqu'à nos jours, sont restés muets sur ce défi.

Les « États-Unis d'Europe », lançait le grand Victor, « mais en quelle langue ? » serais-je tenté d'ajouter après lui. Comment concilier ce terme, *Union*, avec la désunion linguistique et donc culturelle, affective, mémorielle ? Il semblerait que personne ne veuille frontalement aborder la question ; car elle obligerait soudain à penser l'Europe à partir de ses conflits, de ses irréductibles écarts.

Le modèle de la Cour de justice européenne

En visitant la Cour, en prenant connaissance de la manière dont sont organisés ses services, j'ai pu me dire : c'est pourtant à partir de là, de ce gigantesque *effort de traduction pour faire entendre le sens de la loi* que nous devons repenser un horizon commun. Nous pouvons, à partir des modèles qui s'élaborent ici, à la Cour, en matière de *techniques traductives*, produire les concepts pour une citoyenneté à venir.

Car c'est à partir de la traduction, me suis-je dit, que nous pourrions enseigner aux enfants à venir la politique du Divers, de la Multiplicité, des Différences dont nous avons plus que jamais besoin : non à partir d'une morale qui sanctifie l'Autre – Levinas – non en poursuivant les illusions de la convergence ou de l'unité ou, comme il a pu être dit, de la *communauté de destins* – en agitant des symboles et l'Histoire...

Le savoir-faire pratique, expérientiel de la Cour pour établir des règles communes dans les différentes langues nous aide à penser :

1. une *citoyenneté traductive*, toujours en tension entre des loyautés multiples, des cultures minoritaires, régionales, et des affiliations plus vastes, nationales et européennes.
2. une *citoyenneté traductive* comprise comme un effort pour relier ce qui jamais ne pourra être unifié.

Voilà le *cœur battant* de ce que j'ai vu de la Cour; celui que l'on découvre en montant dans les tours, en traversant la galerie, en longeant la bibliothèque... Il n'y a pas ici une seule personne, une seule fonction, qui ne soit instruite de ce défi pour faire avec les écarts.

24 langues. Des couples non réversibles. La langue du délibéré, le français. Les langues pivot, par exemple, l'anglais ou l'allemand. Les langues des procédures : potentiellement 24. La traduction des arrêts pour que la jurisprudence européenne redescende vers les divers systèmes juridiques nationaux. Les juristes linguistes venus des quatre coins du continent. Celles et ceux qui travaillent en sous-traitance, à l'extérieur du Palais ; celles et ceux qui contrôlent la qualité des traductions. Et quand les discussions arrivent à l'audience, les interprètes qui prennent le relais; qui doivent chaque fois absorber toute une nouvelle gamme sémantique. Et ce récit que je recueille, à l'étage de la « DGM » –

direction générale du Multilinguisme – d'où je peux voir le soleil rouge percer à travers la brume, roulant paisiblement vers le soir au-dessus de l'esplanade voisine qu'une fine couche de neige a nappée :

« Quand les avocats des États viennent se défendre contre telle ou telle règle européenne, il arrive que certains parlent trop vite. Les *speakers* oublient que derrière ces nombreuses vitres qui enserrent la Cour, nous sommes là, à courir après les mots, pour qu'ils soient entendus. » Une course pour *relier les langues*, pour concrètement établir un espace social et juridique dans la langue commune : la traduction, l'interprétation.

« Il y a un petit bouton, poursuit mon interlocutrice. Si on appuie une première fois, rien ne se passe. Mais si d'autres interprètes, dans d'autres cabines, appuient également, alors, une lumière rouge se met à clignoter sur le bureau du juge. Il sait alors que, dans les cabines, ça ne suit plus. Dans ces cas, souvent, le juge demande à la personne qui parle de ralentir. Ce système a été mis point pour les procès de Nuremberg.»

Tout est donc là, dans cette procédure d'urgence : le temps qu'il faut pour *marcher vers une loi commune*. S'entendre, bien s'entendre. Ralentir pour que toutes les oreilles, dans toutes les langues, puissent bien interpréter.

Voilà la leçon européenne que l'on apprend ici, à la Cour.

Vers un espace public en traduction

En découvrant les unités UPT – Planning et traduction externe, OAM – Outils d’aide au multilinguisme, PCT – Projets et coordination terminologiques, en prenant connaissance des ressources humaines, techniques qui sont ici déployées, on se prend à rêver qu’elles soient aussi mises au service de l’espace public plus large : pour traduire non pas seulement le droit de l’Union – souvent bien éloigné du cœur battant de nos sensibilités – mais aussi la presse, les livres de littérature, de sciences humaines... On me dira que c’est un rêve d’écrivain.

Mais *l’esprit de l’Europe*, celui que nous cherchons, est pourtant là :

- il faut à l’Europe une langue ; une langue qui nous attache à nos écarts, nos différences au lieu de nous écarteler.
- et il faut une justice, une loi, qui puisse être reconnue *en langues*.

Dans les deux cas, cela implique de nous traduire, inlassablement, les uns pour les autres.

Ce n’est pas un rêve d’écrivain. C’est un *fait* avec lequel les institutions composent.

Mais c’est un *fait* désormais qu’il importe de penser politiquement.

Qu’advierait-il de ce projet européen, si à l’image de la Cour qui produit plus d’un million de pages par an, un *service européen de la traduction* prenait en charge un

nombre égal de pages pour que s'affirme un *espace public en langues*, entre les langues ? Qu'advierait-il de nos appartenances, si un tel *espace multilingue* pouvait advenir ? Comment nos identités se reformuleraient-elles si l'Europe dans son ensemble reconnaissait publiquement la « traduction » comme la seule *langue officielle* ?

Ce serait alors toutes nos histoires imbriquées de l'exil, de l'enchevêtrement, des mélanges qui se verraient reconnues.

Un gigantesque système d'aiguillage

Témoigner du travail qu'accomplit la Cour, c'est bien sûr faire face à ces millions de pages de jurisprudence, ces milliers de demandes et de requêtes sur des sujets parfois extrêmement techniques ; c'est entrer, pour une part importante, au cœur de l'idéologie concurrentielle de l'Union européenne, dans cette quête pour établir un marché *pur et parfait* : c'est donc faire face à l'application des principes négociés dans les Traités : ici, la question des labels, ici les normes techniques...

Je suis, pour ma part, en désaccord profond avec cette base idéologique ; je l'ai toujours été. Je pense qu'il faudrait développer en priorité les principes du *droit social européen*, du *droit environnemental*, plus que ceux de la libre concurrence.

Mais la Cour ne crée pas le droit ; elle veille à son interprétation uniforme et à sa bonne traduction, à sa bonne inscription dans les législations nationales, à son interprétation.

Et si *politiquement* une direction plus juste, plus humaine et culturelle était impulsée à l'échelle des États et de la Commission, les juges de la Cour auraient alors matière à défendre un autre *esprit des lois*.

C'est aussi cet autre *esprit des lois* dont je me prends à rêver en finissant ma visite.

Ce que démontre la Cour de justice de l'Union européenne, ce que j'y ai vu, c'est surtout cette capacité extraordinaire à organiser des *flux de traduction*. Et là, il faut imaginer un gigantesque système d'aiguillage où les gares seraient des langues. Et entre toutes ces langues, des milliers de pages qui transitent, qui circulent. Du roumain, du letton, du finnois, de l'italien, du croate, du slovaque, du tchèque, du bulgare, du danois, du polonais, de l'estonien, de l'espagnol, du maltais, du grec, du hongrois... vers les *langues pivot* ou vers la *langue du délibéré*, puis retour, vers cette multitude.

Les vies de ceux qui travaillent ici dans les diverses unités linguistiques, sont souvent à l'image de cette *langue-réseau* de la Cour. Polyglottes, habitants de cette réalité multilingue, ils sont porteurs, en profondeur, d'une *vie européenne*. Un peu à l'image des interprètes de Nuremberg qui inventèrent la *traduction simultanée* et dont je lirais les portraits le lendemain, dans mon train vers Berlin. Né ici, vivant là, souvent filles et fils de parents aux origines croisées... La voilà cette Europe qu'il faudrait parvenir à incarner.

Et si de Gaulle avait eu tort...

Il y a une phrase de De Gaulle, souvent citée, qu'il prononce lors d'une conférence de presse le 15 mai 1962 :

« Je ne crois pas que l'Europe puisse avoir aucune réalité vivante si elle ne comporte pas la France avec ses Français, l'Allemagne avec ses Allemands, l'Italie avec ses Italiens, etc. Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe, dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment Italien, Allemand et Français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et qu'ils avaient pensé et écrit en quelque espéranto ou volapük intégré...»

Une telle phrase produit son effet, mais elle est oublieuse de la réalité. Elle tend à nous convaincre que nous sommes condamnés à *retomber dans nos langues*. Mais elle escamote le fait incontournable que ni Dante, ni Goethe ni Chateaubriand ne seraient ce qu'ils sont, si des traducteurs ne les avaient pas aidés à se dépayser. Elle oblitère aussi l'immense apport des écrivains réfugiés, exilés, et apatrides à la littérature européenne.

Il n'y a d'espace commun – et de *fama* littéraire – que grâce aux traductions.

La Cour le prouve quotidiennement dans le domaine des lois. Elle donne une réalité à ce que j'ai pu nommer « Antre des langues ». Et il est à espérer qu'à l'exemple de la Cour, on créera dans l'avenir un espace textuel,

politique et poétique en *langues*, au lieu de retomber toujours dans les bornes de nos nations.

Si par une nuit d'hiver

La nuit, maintenant, est tombée sur les hautes tours du Palais. L'obscurité dehors donne aux volumes de la Cour, aux très nombreuses surfaces vitrées, une opacité troublante, vertigineuse ; comme si nous étions cernés par des miroirs où la *vie de bureau* se dédouble, où les reflets des lumières s'entrelacent. Je quitte le Palais, je me tourne vers ses hauteurs. Des grues gigantesques comme de curieux géants percent le voile épais, cotonneux de l'hiver. On tremble, on a froid.

Dans quelques mois, les travaux de la troisième tour s'achèveront, puis il faudra traverser les mois sombres de la pandémie, veiller à l'équilibre entre la santé et les libertés des Européens. Et tandis que partout, dans le monde, grandira la tentation du repli et de la violence, on se réjouira, nous, de savoir que, loin, dans la brume de l'hiver, une certaine citadelle aux tours hautes comme dans les contes pour enfants continue d'œuvrer au respect du droit sans lequel rien ne tient... sans lequel tout se désagrège.

Berlin, 9 novembre 2019, puis Bruxelles,
2 janvier 2022.



**Многоезичието, или моят
път към свободата и Европа**



България

— Стефан Тафров

Стефан Тафров, роден през 1958 г. в София, е български дипломат, политик, журналист и преводач. Член на правозащитни организации по време на комунистическия режим, той отговаря за международните връзки на демократичното движение СДС от самото му основаване през 1990 г. и е първият външнополитически съветник на президента Желю Желев. Бил е посланик в Италия и Малта, Великобритания и Ирландия, Франция и ЮНЕСКО, два пъти постоянен представител в ООН — Ню Йорк, два пъти заместник-министър на външните работи, народен представител. Владее френски, английски, италиански, испански, полски и руски. Превеждал е на български произведения на Франсоа Мориак, Андре Жид, Жан-Пол Сартр, Клод Симон, Маргьорит Дюрас, Умберто Еко и др. Той е Командир на ордена на Почетния легион и Офицер на ордена на Италианската звезда.

Многоезичието, или моят път към свободата и Европа

Роден съм в България по времето на комунизма, който беше изолирал почти изцяло страната от останалата част на Европа. Пътуванията отвъд Желязната завеса бяха рядкост, на контактите с чужденци се гледаше с подозрение, те можеха да ти навлекат най-малкото неприятности, а понякога и преследвания. Ситуацията беше особено трудна за семейства като моето, зле гледано от режима най-вече заради баща ми, който като млад адвокат веднага след войната е защитавал членове на демократични опозиционни партии преди тяхната окончателна забрана през 1947 г. Арестуван от политическата полиция, преследван по всякакви начини, в продължение на дванадесет години баща ми е бил със спрени от режима адвокатски права, възстановени едва малко преди раждането ми през 1958 г. Нито на него, нито на майка ми бе разрешено да пътуват на Запад до края живота си. Аз самият прекосих за първи път Желязната завеса 31-годишен, на 3 октомври 1989 г., малко преди падането на Берлинската стена. Преди това българските власти в продължение на две години не ми разрешаваха да пътувам до Франция по покана на френското правителство, отправена ми като специалист по френска литература и преводач на Франсоа Мориак, Жан-Пол Сартр, Андре Жид, Клод Симон и др. Не ме „пускаха“, какъвто беше изразът тогава, защото не стига че бях от „неправилно“ семейство, но и си бях позволил да се присъединя към няколко правозащитни групи, възникнали в България през 80-те години, противопоставящи се на комунистическия режим. При тези условия за мен и за мнозинството мои сънародници копнежът по забранената Европа, естествено, преминаваше през ученето на езици. За семейството и цялата ми социална среда владенето на английски, френски или немски, на колкото е възможно повече европейски езици, беше много ценено, издигнато почти в култ, то бе смятано за сърцевината на истинската образованост. Ролеви модели за мен бяха близки и роднини, които благодарение на езиковата си експертиза имаха спорадичен достъп до западни страни — привилегия, достъпна почти изключително за комунистическата номенклатура. В училищата руският беше задължителен, преподаваха се и английски, френски и немски, но само по два часа седмично и единствено в гимназията. Бяха необходими значителни допълнителни усилия, за да научиш добре чужд език. Популярна форма бяха различните езикови курсове, но такива бяха достъпни само в големите градове.

Аз, разбира се, бях привилегирован не само защото живеях в София, а и заради солидните франкофонски традиции на семейството ми: баба ми беше завършила френска литература в Женева, а през детството и юношеството си баща ми беше живял и учил в романска Швейцария и говореше отличен френски. Вкъщи имаше библиотека с много книги от френската класическа литература. Големият ми шанс беше, когато след трудни изпити по български и математика и в конкуренция със стотици момчета за едно място, ме приеха във Френската гимназия. Тя бе част от мрежата специализирани, високо селективни езикови училища в българската образователна система, възникнали през 60-те години, в които се учеше задълбочено някой от главните европейски езици — френски, немски, английски, руски, а през 80-те години — и испански. Там обучението започваше ударно с подготвителен клас, посветен изцяло на изучаването на съответния език, и продължаваше по-нататък с преподаване на повечето предмети на същия език, в моя случай френски. И до днес мнозинството от българите, които владеят добре чужд език, го дължат на именно тези езикови гимназии, едно истинско постижение на българската образователна система.

Така през гимназиалните години разцъфна моят любовен роман с френския език, който продължава и до сега. Дълга го на прекрасните си учители, които ни научиха не само да говорим и пишем правилно на езика на Молиер, но и да използваме пълноценно културните му възможности и дълбочина.

Веднага щом напреднах достатъчно в езика, започнах редовно да посещавам малката библиотека на културната служба на френското посолство в София — единствената по рода си служба на западна страна тогава. Досегът до културния и политически живот на една свободна и демократична европейска страна чрез печата ѝ (през 70-те и 80-те френската журналистика преживяваше истински разцвет) изигра решаващо значение за оформянето ми като личност и гражданин, за когото свободата, духовността и човешките права станаха висши ценности. Френският ми помогна да се осъзная като европеец и да усетя силно колко неестествена е изолацията от Европа на любимото ми отечество България, една стара европейска страна и култура. Понякога французите казват, че всеки свободен човек има две родини, своята и Франция. В моя случай втората ми родина на свободен човек е френският език.

Учех неуморно английски от ранна детска възраст благодарение на езикови курсове и на малко частни уроци. Бях доста напреднал и затова, когато в гимназията

трябваше да избирам втори език, вместо на английски се спрях на испански, чието преподаване тогава правеше първите си стъпки в България. По вестникарските будки можеха да се намерят печатните органи на големите западни комунистически партии, между които италианският „Унита“, списван на добро журналистическо равнище и с доста либерален дух. Установих, че покрай френския сравнително лесно разбирах италиански, купих си една италианска граматика и речник и не след дълго сам научих достатъчно, за да чета и по-дълги текстове на този много любим за мен език.

Най-любопитна е историята на интереса ми към полския. Полша и нейната култура ме привличаха със своя дух на независимост и свободолюбие. По традиция някои от най-видните български интелектуалци и мои кумири бяха свързани с тази страна. Така като студент през август 1980 г. поех с влак към родината на Мицкевич и Шопен. Много възбудени, спътниците ми поляци разгорещено обсъждаха нещо, но не разбирах какво. После, докато влакът изчакваше на гарата в Люблин, станах свидетел как една жена тича на перона край вагоните и радостно вика на сънародниците си във влака: „Są strajki na wybrzeżu“. Една българска студентка в Краков ми преведе: „По крайбрежието има стачки“. Бяха започнали стачките на работниците в Гданск. Човек трябваше да бъде роден в комунистическа страна, за да разбере колко важно беше това събитие, защото стачките бяха строго забранени от системата. За първи път повярвах, че комунизмът ще си иде също и от България, именно в момента, когато разбрах какво викаше на полски жената на перона на гарата в Люблин. С помощта на полски приятел стигнах до Гданск и бях там, когато Лех Валенса подписа Гданските споразумения с правителството, които легализираха синдиката „Солидарност“. Първата ми работа след връщането ми в София бе да се запиша на курс по полски в Полския културен център. Полският е славянски език като българския и не е труден за мен от лексикална гледна точка, но граматиката му с своите падежи не е лесна за човек, свикнал с аналитични езици като българския и романските езици.

Завърших журналистика в Софийския университет и по време на следването си учих усилено английски в групата за най-напреднали, испански и италиански. Това бе може би най-смислената част от иначе много политизираното ми университетско образование. Огромно удоволствие беше да вниквам в лексикалните, граматическите и стилистичните тънкости на езиците, да ги сравнявам и да чувствам как световите, които те ми откриват, стават все по-интересни и все по-стимулиращи. Многоезичието бе моето спасение от потисничеството, моят начин

да живея на свобода и в Европа още преди да мога да се движа безпрепятствено из нея.

След завършването си започнах работа като редактор в един литературен седмичник, където пишех за съвременната френска и италианска литература. Така по естествен начин се озовах на полето на литературния превод — изпитан начин да проникнеш в най-сложните механизми на един чужд език. Текстовете на големите автори, които превеждах, ме учеха не само да разгадавам тайните и на родния си език, но и да чета задълбочено сложни текстове. И до днес за себе си знам, че истински съм прочел книгите, които съм превел. Това е особено вярно за експерименталната проза на Клод Симон в неговия роман „Път през Фландрия“, състоящ се изречения от понякога по двадесетина страници, наситени с деепричастия, един вид кубистична живопис със средствата на френския език. Преводът на този роман беше най-голямото предизвикателство за мен и ми помогна да стигна до пределите и на френския, и на българския език.

Комунистическата диктатура в България рухна едновременно с падането на Берлинската стена. Правозащитните групи, в които бях започнал да членувам през 80-те, обединиха усилията си за изграждане на мултипартийна демокрация заедно с възстановените политически партии, забранени от режима още през 40-те, в една широка коалиция, наречена от нас Съюз на демократичните сили. Десетки хиляди българи бяха излезли по улиците на градовете с две основни искания: демокрация и завръщане към Европа, едното немислимо без другото. Наред с българския триколюр и със сините флагове на коалицията хората развяха намерени незначително откъде европейски знамена. Така хора като мен с езикови познания, следили световната политика чрез европейския печат, се оказахме в центъра на това общо национално усилие. Съосновател на всекидневника на СДС „Демокрация“, аз отговарях за международните новини във вестника и успоредно с това организирах и оглавих Международния отдел на СДС. Когато през август 1990 г. нашият лидер Желю Желев бе избран за първия некомунистически президент на България, станах неговият първи външнополитически съветник в момент, когато под негово ръководство България трайно избра европейската интеграция като водещ принцип не само на своята външна политика, но и на развитието си изобщо.

Много важен елемент от новата европейска насоченост на страната бе насърчаването на многоезичието. При очевидната доминация на английския в световен план за

нас беше важно да съхраним и развием националните лингвистични традиции, зародили се във времената на българското Възраждане през XVIII и XIX в., когато френският и немският са се превърнали в основни чужди езици, изучавани от българския елит. Именно за да се съхрани част от тази важна традиция, по решение на президента Желев още през 1994 г. България се присъедини към Международната организация на франкофонията.

Това бе контекстът, при който настъпи критично важен момент в еволюцията на моето лично многоезичие. За първи път в живота ми устното общуване на езиците, които бях учил, взе превес над писменото. Започнах всекидневно да общувам с чужди дипломати, политици и журналисти както в България, така и по време на зачествяващите ми посещения в европейски столици. Интересът в Европа към ставащото зад бившата Желязна завеса беше огромен. Учейки чужди езици, почти не бях имал достъп до хора, за които те бяха родни. Трябваше в движение да се адаптирам към тази нова реалност, в която устното общуване беше водещо. Предизвикателството за мен беше сериозно, защото контактите ми често бяха на хора на много високо равнище, видни европейски държавници, политици и интелектуалци. Никога не бях си представял, че някога лично ще разговарям с Франсоа Митеран, Валери Жискар д'Естен, Жак Ширак, Маргарет Тачър, Лех Валенса или Джулио Андреоти например. Това, което ми помогна да овладеем неизбежния първоначален стрес, беше солидната ми езикова подготовка, в която основно място имаше доброто познаване на граматиката. Многото четене пък беше разширило значително лексиката ми и преходът към устната комуникация се оказа по-лесен, отколкото можеше да се предположи. Да си учил чужди езици по традиционен начин, с осмисляне, с много граматика, се оказа полезно за мен в дългосрочен план.

По време на дипломатическата ми кариера като посланик на България в Италия и Малта, Великобритания и Ирландия, Франция и ЮНЕСКО и два пъти постоянен представител в ООН, Ню Йорк, многоезичието беше и си остава носещата конструкция на моята ефективност като дипломат, незаменим инструмент за работа.

В дипломатията доброто владение на езика на събеседника е доказано средство за създаване на връзка и постигане на подкрепа. Когато през 1992 г. Карол Войтила, папа Йоан Павел II, ме прие на частна аудиенция в качеството ми на посланик в Италия, аз, разбира се, заговорих пред него на родния му език. Учуден, папата ме попита: „Как така говорите полски, господин посланик, живели ли сте

в Полша?“. Силно развълнуван, му казах истината: „Реших да уча полски заради надеждата, която събуди у нас в България появата на „Солидарност“, а преди това и Вашият избор за римски папа, Ваше Светейшество“. Очевидно трогнат, Йоан Павел II ми подари свои текстове на полски с кратко посвещение за мен. Впоследствие многобройните поляци в антуража на папата в Рим бяха моя основна опора по време на мисията ми в Италия, когато основната ми задача бе да променя представата за България в положителна посока след десетилетията комунистическа изолация.

Първата ми среща отблизо с институционалното многоезичие се състоя по време на общо деветте години, през които бях постоянен представител за България в ООН в Ню Йорк, веднъж през 2001—2006 г., вторият през 2012—2016 г. Става дума за едно ограничено многоезичие, основано на шестте официални езика на световната организация — английски, френски, руски, испански, арабски и китайски, като английският и френският са работни езици на Секретариата. Съществуващата регулаторна рамка гарантира, че устен превод е наличен по време на всички формални заседания на органите на ООН, като документите, приемани от тях, се превеждат и на шестте официални езика.

Отличните устни и писмени преводачески служби в ООН са сигурна опора са работата на дипломатите в организацията и играят ключова роля за улесняване на политическата комуникация. Добрият превод е незаменим инструмент за стандартизирането на терминологията, той помага и за изясняване на посланието на текстове или изказвания, в които авторът/говорителят използва сложна реторика, прекомерно натоварена със затъмняващи смисъла стилистични фигури и културни реалии. Ключовото значение на превода стимулира дипломатите и политиците да използват опростен, пряк език в писмената си устна комуникация по време на формалните консултации. Опитният дипломат в ООН предвижда този „ефект на превода“ и се съобразява с него, като поне в някаква степен пише „за“ писмения преводач и говори „за“ симултанния устен преводач. Резултатът е, че дипломатическата комуникация губи откъм стилистично богатство, но печели откъм яснота, което е в полза на процеса на взимане на решения и формиране на политики.

Друг важен ефект, подчертаващ централната роля на службите за устен и писмен превод на ООН в подобряване на политическата комуникация, е фактът, че те играят ролята на нещо като учители на дипломатите и делегатите, които използват един

от официалните езици на ООН, без той да им е майчин. Като правило дипломатите гледат на преводачите като на меродавен източник на езикова точност. Така езиковите служби в ООН дефинират терминологията, като тя се възприема от делегациите на практика като задължителна. Това е особено ценно при съставянето на политическите документи, защото разсейва опасността използването на неясен език и двусмислени термини. Така делегатите са сигурни, че когато употребят една дума на английски например, тя ще се преведе на останалите пет езика по точно определен и предвидим начин, и обратното. Впечатляваща е гъвкавата комуникация вътре в езиковите служби, които бързо координират помежду си точния превод на нови термини и на шестте езика, без значение на кой от тях се е появил новият термин.

Оплакванията на делегати от превода са много редки. Печалният пример със съществената разлика между текстовете на английски и френски на историческата Резолюция 242 на Съвета за сигурност за Близкия изток от 1967 г. няма аналог през последните десетилетия. Тогава текстът на английски чл.1 (i) гласи „withdrawal of Israel armed forces from territories occupied in recent conflict;“ вместо „THE territories....“, а на френски — „retrait des forces armées israéliennes DES territoires occupés au cours du récent conflit“.

Симултанните преводачи понякога прецизират своята терминология, следейки изказванията на някои дипломати, които се изразяват на свой роден език. Бил съм свидетел по време на закритите консултации на Съвета за сигурност през 2001—2002 г. как в особено напрегнати политически моменти по въпроси като Ирак или Близкия изток тогавашният руски постоянен представител Сергей Лавров, чийто английски е отличен, внимателно следи симултанния превод на изказването си от руски на английски, опрял на едното си ухо слушалката, и всеки път, когато не е съгласен, поправя преводача с правилния според него превод на английски.

Доминацията на английския не отминава и ООН, особено в главната му квартира в англоезичен град като Ню Йорк. Неформалните консултации почти изцяло протичат на английски. Това дава отражение дори и върху формалните заседания, по време на които някои делегати избират да говорят на английски, защото смятат, че така ще бъдат по-лесно и по-добре разбрани.

Лично аз обаче през деветгодишната си практика на посланик в ООН с много малки изключения правех своите изказвания на френски, защото защитата на многоезичието има според мен културно и политическо значение, което надхвърля реалната или въображаема полза от използването единствено на английски. Благодарение на отличния симултанен превод не съм усетил никога, че посланията ми са останали неразбрани и страната ми, както и аз като неин представител, сме изгубили нещо в комуникационно отношение. Разбира се, това невинаги беше лесно, особено когато трябваше да импровизирам изказвания по сложни и политически деликатни въпроси по време на закритите консултации на Съвета за сигурност, когато материалите и инструкциите ми, изпратени малко преди това, бяха на български или на английски.

Личното ми многоезичие беше мое основно средство за печелене на симпатии за страната ми в ООН. То например ми помогна много, когато бях избран за председател на един шестте основни комитета на Общото събрание, Трети комитет, който се занимава със социални, хуманитарни и културни въпроси и най-вече с човешките права. Фактът, че използвах и четирите официални езика на ООН по време на председателството си, мисля, допринесе за подобряване на атмосферата по време на заседанията и ми помогна по-добре да се справя с много деликатни ситуации.

Една от основните задачи на дипломатите в ООН е да правят кампании за избори в различни органи. Те заемат голяма част от времето и усилията им. Социалните и човешките контакти с представителите на страните, чиято подкрепа се опитват да спечелят по време на тези кампании, са решаващи за постигането на целта. Така например през 2001 г. България и Беларус се състезаваха за едно място на непостоянен член в Съвета за сигурност на ООН. Моят конкурент, постоянният представител на Беларус, дългогодишен министър-председател в страната си преди това, говореше само руски и правеше кампания с помощта свои млади дипломати, които използваше като преводачи по време на срещите си. За разлика от него моето лично многоезичие ми позволяваше да общувам на родния език на много от посланиците, сред които лобирах в полза на българската кандидатура. България спечели още на първия тур.

„Съюзът зачита културното, религиозното и езиковото многообразие“, гласи чл. 22 от Хартата на основните права Европейския съюз. В предходния чл. 21 от Хартата пък изрично се забранява дискриминацията, основана на езика.

Хартата е основен източник на институционалното многоезичие на Европейския съюз. Става дума за ценностен избор в полза на съхраняване на езиковото богатство, завещано от хилядолетната ни история, без който е немислим най-важният успех на европейската интеграция, нейната сърцевина: постигането и поддържането на мира на континента след Втората световна война, на същата онази Pax Europaea, толкова дълго мечтана от поколения велики хуманисти. Мирът в Европа е възможен не чрез културно и езиково уеднаквяване, какъвто е американският „melting pot“, а чрез съхраняване и безконфликтно съчетаване на всяка европейска национална идентичност, чрез постигане на единство не въпреки, а благодарение на културното и езиково многообразие, завещано ни от нашата хилядолетна история.

В тази регулативна и политическа рамка институционалното многоезичие материализира неотменното право на всеки европейски гражданин на достъп на своя собствен език до официалните документи, създавани от европейските служби и институции. Той гарантира на гражданите правото им да задават въпроси без оглед на езиковата си компетентност, и да получават отговори на тези въпроси на избрания от тях официален език на Европейския съюз.

Често в дебата за бъдещето на Европа се чуват гласове, че от гледна точка на доброто управление съществуващият модел на институционалното многоезичие е скъп и неефективен. Изходът би бил за официални езици на Европейския съюз да бъдат обявени един или най-много два езика, избрани по демографски и икономически критерий. Подобно отстъпление от принципите на недискриминация, прогласени от Хартата, без съмнение ще доведе до неравенство между европейските граждани и би открил пътя на по същество олигархичен модел на функциониране на европейските институции, до засилване на евроскептичните настроения в много страни членки.

Реформата на съдебната система е основната задача пред българското общество в момента. В тези си усилия страната ни се опира на европейското право и неговите институции. Затова неограничаваното от езикови бариери общуване по правни въпроси на българските юрисдикции, официални лица, политици, на неправителствени организации, журналисти и граждани със службите и институциите на ЕС, е от особено значение за консолидирането на правовата държава в България. Само през 2021 г. български магистрати са отправили шестдесет преюдициални запитвания до Съда на Европейския съюз и от година на

година този брой расте. От българска гледна точка работата на юрист-лингвистите в Съда на Европейския съюз и в другите европейски институции е незаменима. Техният труд е сериозен принос за облика на Европа такава, каквато ни е нужна и каквато я обичаме: отворена, разнообразна и солидарна.

Consideraciones de un filólogo a propósito del multilingüismo

España



© Real Academia Española

— José Antonio Pascual

José Antonio Pascual es un filólogo interesado por la historia del español. Desarrolló la mayor parte de su enseñanza en la Universidad de Salamanca, como catedrático de Lengua Española. Es miembro de la Real Academia Española, de la que ha sido vicedirector. Obtuvo el Premio Nacional Menéndez Pidal de Investigación. Es doctor *honoris causa* por las Universidades de París XIII y de León.

Diferido estilete la palabra cuando en su entraña está negar lo que promete

Pedro López Lara, *Meandros*, Madrid: Vitruvio, 2021

1. El multilingüismo, ejemplificado en el ámbito jurídico de la Unión Europea

El multilingüismo está ahí, ante nuestros ojos, en la realidad cotidiana que nos envuelve, como esa naturaleza de la que forman parte el aire, el sol, los mares o los bosques. En las lenguas toma cuerpo el lenguaje y a través de ellas sus hablantes acceden a una primera organización de la realidad, mientras van creando con su lengua esa fraternidad misteriosa y entrañable que proviene de nombrar desde niños las mismas cosas con los mismos nombres. Luego nos amparamos en la lengua que nos ha tocado en suerte para expresarnos en los buenos y en los malos momentos, para relacionarnos con los amigos, para defendernos de aquellos que nos producen temor; o simplemente para vivir, para pensar, para entretenernos, incluso para mentir... Tenemos todo el derecho del mundo de expresarnos en nuestra lengua, lo que no significa que ella, ni ninguna otra, sea mejor o peor que las demás.

Quiero entender, por ello, que esta *Démarche Multilinguisme*, organizada por la Dirección General del Multilingüismo del Tribunal de Justicia de la Unión Europea, trata de dar cuenta de que la institución sigue atenta a la defensa de las lenguas, en la que ha estado empeñada desde su creación, defensa que es en realidad la de sus hablantes para que puedan elegir libremente la lengua o lenguas en que quieran expresarse.

Vistas las cosas desde fuera y con muy poca experiencia de lo que ocurre más allá de un horizonte cuyo límite suele coincidir con el de mis libros, tengo la impresión de que la Unión, como comunidad de derecho, se ha implicado a fondo desde su creación en procurar, en un ámbito tan importante para la democracia como es el jurídico, que no haya quedado en un mero deseo, sino que se convirtiera en una realidad, disponer de los medios humanos, técnicos y organizativos para lograr en esta babelización de la Unión que cada persona que acuda a la justicia se exprese en la lengua propia de su país y cada Estado miembro defienda sus intereses en su lengua oficial. Esto complica las cosas al ser obligada la traducción de una parte importante de los documentos oficiales a todas las lenguas, así como proporcionar a cada una de ellas la interpretación en la actuación procesal y en otras situaciones. No es por ello mérito pequeño, a mi entender, que en este complejo entramado de la traducción e interpretación se haya conseguido trabajar con la calidad que exige el ejercicio de la justicia, a lo que me referiré enseguida.

Lejos del paraíso que para algunos se encontraría en la uniformidad lingüística, la Unión no solo optó desde el principio por el multilingüismo —situación de las lenguas que para cualquier filólogo es la natural—, sino que continuó potenciándolo por medio de acciones tan bien pensadas como la que abrió de par en par las puertas al intercambio de profesores y alumnos universitarios de sus países, a través de programas como el Erasmus, junto a otros de distinto calado, en el campo de la docencia y de la investigación, que sirvieron de incentivo para que, de dentro y de fuera de la Unión, se promovieran iniciativas paralelas a esta con países no europeos.

2. La imprescindible calidad de la traducción

Sería imposible que la comunicación entre las personas que conviven en un ámbito de multilingüismo no originara intercambios entre sus lenguas. Pero se ha de distinguir entre los más espontáneos y cercanos, que se producen en la cambiante realidad cotidiana, de aquellos otros que pertenecen a otras realidades distantes, cuando no enteramente ajenas, pertenecientes al ámbito del derecho y de la administración, para lo que se requiere afinar todo lo posible en la expresión de los conceptos. Quienes trabajan en las instituciones de la Unión se ven precisados a lograr encajar a diario en su trabajo las peculiaridades del derecho europeo, que se extiende por las distintas partes de la Unión. Esas peculiaridades obligan a apropiarse de conceptos ajenos (o a hospedarlos, si se prefiere) y a hacerlo además con una precisión que no resulta fácil de lograr, dado el cambio permanente de significado a que están sometidos los términos jurídicos. Estos cambios explican las dificultades para traducir las voces de este ámbito, tarea en la que, por cierto, el trabajo diario que se lleva a cabo en la Unión crea doctrina.

Doctrina, al menos para un filólogo, sobre todo si tiene algún ribete de lexicógrafo, pues para él es un verdadero tesoro la información que encuentra tanto en las bases de datos de las instituciones de la Unión como en los comentarios técnicos que contienen sus documentos o sus publicaciones. Lo mostraré por medio de algunos problemas cuya solución he ido conociendo (y con los que hubiera merecido la pena trazar una tipología completa):

1. Lo más sencillo es buscar una traducción más comprensible de un término, como el ingl. *rule of law*, para el que, en vez de acudir a *Estado de derecho*, resulta más transparente en muchos casos *imperio de la ley*. Claro está que pueden darse algunos problemas, fácilmente superables, como ocurre en los casos en que, aunque comparta la lengua de llegada un cognado con la lengua de partida, rechina el trasvase de

una acepción técnica a la voz común, al darse una diferencia de registro entre esta nueva acepción y la antigua: así sucede con el término forense inglés *frivolous*, cuya traducción al español por *frívolo* puede ser más precisa en algún contexto jurídico que el recurso a voces como *infundado*, a pesar del contraste de registro entre la acepción tradicional y la nueva.

2. Son numerosos los casos en que el problema surge de la necesidad de precisar por medio de palabras distintas una diferencia como la que se encuentra en los significados que contiene *Big data: macrodatos o datos masivos*, pero también *ciencia de los datos o inteligencia de datos*. Del mismo modo, se suele recurrir para trasvasar el ingl. *remedies* a *acciones, vías de recurso* o sencillamente *recursos*, cuando se refiere al medio para solicitar el reconocimiento de un derecho o de una pretensión (es lo normal); pero en otros contextos son preferibles traducciones como *tutela, amparo, medidas de tutela, medidas cautelares* (si se trata de un medio para obtener medidas preventivas) o *reparación o resarcimiento* (cuando nos referimos a medidas compensatorias).
3. Incluso podemos encontrarnos con que una cercanía de significantes contamine la diferencia de significados de un neologismo. Así, en las negociaciones de la Unión sobre el Brexit, partiendo de la voz *backstop*, que hace referencia en el ámbito del deporte a un tipo de barrera, se ha acuñado el término *backstop solution*, aplicado a la permanencia del territorio de Irlanda del Norte dentro de la unión aduanera de la Unión Europea. Se tradujo al español, de una manera análoga a como se hizo en otras lenguas, por *(solución del) mecanismo de protección, (solución de) salvaguardia, solución de última instancia y solución de último recurso* (estas dos últimas formas preferibles a las dos primeras, que remiten al término específicamente financiero empleado en la crisis iniciada en 2008 en otro contexto y con otro significado).
4. No es menos importante la consideración de los cambios de mentalidad que se han dado en la sociedad y su influjo en los cambios terminológicos, que aconsejan que *illegal* se traduzca en algunas ocasiones no por *ilegal*, sino por *irregular*. Es el caso también del doble significado (referido al ámbito global presupuestario o al estrictamente tributario) que ha adquirido a lo largo de la historia el término *fiscal* en el ámbito financiero en inglés y en español; el problema en esta ocasión es su complejidad de sentidos, que debería llevar a precisar los valores que estas voces deberían tener en su empleo jurídico en las distintas lenguas.

Ejemplos como estos, que he encontrado en una publicación de una institución de la Unión, son prueba de la cuidadosa atención que se presta a la traducción en las instancias jurídicas de la Unión, en el trabajo que realizan juristas lingüistas e intérpretes. Ello explica que el Tribunal de Justicia sea en este campo un referente de este tipo de instituciones dentro y fuera de la Unión, hecho que, en último término, se debe a haber privilegiado la calidad a la hora de acometer el trabajo, con la sensación de que toda atención que se preste a la traducción es poca para impartir justicia en una situación de multilingüismo. Lograr esta calidad lo permite haber empezado por la formación de partida de traductores e intérpretes, continuar por el proceso de selección de estos, seguir por su continuada mejora a lo largo de su trayectoria profesional y completarlo todo con la preparación diaria de su trabajo, para lo que se dispone de los expedientes oportunos y de algún tiempo para estudiarlos.

3. El plurilingüismo no impide el acercamiento entre las realidades que subyacen a las lenguas

Tras este inevitable excursus sobre la calidad, vuelvo a referirme a la relación entre las lenguas que conviven en ese proceloso mar en que contrastan las distintas mentalidades que existen en los distintos países de la Unión. Hay hablantes que han llegado a creer que lo suyo —su lengua o su religión, por ejemplo— es preferible a lo de los demás; en lo que encuentran la justificación para poner toda clase de barreras a la introducción de préstamos. Otros entienden, en cambio, que muchas veces los únicos papeles que debería necesitar una palabra para saltar de una lengua a otra son los deseos de los hablantes. Ello explica las dos maneras como se suelen tratar los préstamos, que, vistas por el lado bueno de las cosas, buscan, en el caso de la primera, la autoafirmación del hablante que no quiere romper el andamiaje con que se ha construido su lengua y, en el de la segunda, conseguir desprovincianizarla acercándola a las demás.

En el balanceo entre esos dos extremos en que nos hemos movido a lo largo de la historia deberíamos dejar de lado los miedos que surgen en esa que se conoce como la rabiosa actualidad, en la que parecería que nuestras lenguas, para desesperación de muchos de sus hablantes, estuvieran condenadas a dejarse invadir por los bárbaros (en el sentido etimológico de la palabra). Si dirigiéramos la mirada al pasado, observaríamos cómo lo que en su momento hubiera parecido una invasión insostenible de voces procedentes de otras lenguas concluyó con la desaparición de la mayor parte de ellas, pues los hablantes han sabido practicar la ecología lingüística que los lleva a reciclar

gran parte de esas insufribles formaciones trasladándolas a la incineradora en la que las almas de los hablantes reducen los excesos a cenizas.

Los intercambios de palabras —se adopten en la forma que se quiera— no son sino la punta del iceberg que al emerger nos pone sobre la pista de los intercambios de ideas —y, por consiguiente, de las mentalidades por las que estas discurren— que se dan a través de las lenguas de los hablantes. Algo que forma parte de lo que se conoce como cultura, que engloba las tradiciones, los comportamientos, las ideas, las creencias, los prejuicios, los ritos, las modas y hasta las leyes.

Son puentes que se levantan entre las lenguas convivientes, que han facilitado el desarrollo que se ha dado en las disciplinas lingüísticas y filológicas (por medio de gramáticas, diccionarios, tesauros), que permiten a las personas cultas adentrarse de una manera más profunda por el entresijo de las otras lenguas. A esto se añade que se ha llegado entre lingüistas computacionales y analistas de datos a construir lo que de una manera un tanto imprecisa se conoce como traducción automática —que va de los modelos estadísticos hasta los más recientes basados en redes neuronales (NMT)—, a la que muchos recurrimos a diario. Incidentalmente, el aprovechamiento de estos medios en la curia sirve de resonador para que instancias ajenas a las instituciones de la Unión vean la oportunidad de servirse de ellos, claro que completando su empleo con un cuidadoso proceso de revisión, a sabiendas de que los traductores no dejan de ser los protagonistas de estas acciones, para las que las máquinas son excelentes colaboradoras, pero colaboradoras al fin y al cabo.

Lo anterior no cierra las posibilidades de contribuir a una mayor permeabilidad de las lenguas de la Unión respecto de la utilización de conceptos relacionados con el derecho. Una obra como el *Diccionario panhispánico del español jurídico* de la Real Academia Española ofrece buenos ejemplos de versatilidad y precisión en el manejo del lenguaje. Incorpora la totalidad del léxico jurídico, los vocablos comunes y las variantes territoriales, de España y los demás países hispanohablantes de América. El diccionario permite la consulta inmediata, desde cada una de sus entradas, de la utilización de los vocablos por el legislador en cada uno de los países concernidos. Esta información permite una amplia intercomunicación entre todos los países de habla española. Es un primer paso hacia el establecimiento de una comunidad de información a la que, dentro de poco tiempo, se añadirá también la conexión con las bases de datos de la Unión y de otros países europeos, cualquiera que sea su lengua. Podrán, en consecuencia, consultarse

las variantes de un concepto, en el ámbito hispanoamericano y europeo sin salir del mismo sistema y con independencia de la lengua en que se formulen.

Me refiero a un tipo de obra cuya estructura sería aplicable a las legislaciones de la red judicial y administrativa de los países de la Unión; de hecho, apunta ya en el diccionario esta posibilidad, pues, junto a términos referidos exclusivamente a España (por ejemplo, *Consejo de la Guardia Civil*, propio de la administración, o *censo vitalicio*, del derecho civil aplicable en Cataluña) y a los países hispanoamericanos (por ejemplo, *casación en forma de oficio* o *conducta ministerial* en Chile; *caución de no ofender*, en México), se tratan también términos que se refieren directamente a las instituciones europeas (*comercialización transfronteriza* o *Convenio de Bruselas*). Muestra así esta obra una posibilidad de colaboración entre las instituciones de los países europeos en lo relacionado con la lengua y el derecho, lo que supondría un fuerte apoyo para la práctica del multilingüismo en el campo del derecho.

Referirme a las distintas posibilidades que han existido en el tratamiento de la neología me ha llevado a indicar la necesidad de contar con medios para movernos cada vez con más seguridad por esa compleja realidad diferencial entre países y personas de la que las palabras son solo una parte. Es el paso obligado para que los europeos aprovechemos el sentido que subyace en la voz *unión* que aparece en el sintagma *Unión Europea* y sepamos contagiarnos de las mejoras que podemos encontrar en la realidad de los demás, incorporándolas a una sociedad, la «nuestra», que nadie puede pensar que deba contentarse con creer que ha llegado a la perfección.

4. Las discrepancias de un filólogo sobre algunas formas de entender el multilingüismo

Llegados aquí, sigo manteniéndome en mis trece a propósito del multilingüismo, partiendo de esa condición de las lenguas que las sitúa a todas en un plano de igualdad. Pero entiendo también que, en la situación actual, quienes imparten justicia y quienes —magistrados, traductores e intérpretes— ayudan en esas funciones necesitan contar con una lengua de deliberación que sirva de vehículo en sus discusiones y en la que se redacte la versión de los documentos que tenga la consideración de ser «la original». No fue esta una idea a que obligaran los principios de la filología, sino la necesidad de la institución de disponer de una lengua que facilitara el trabajo que las personas con lenguas distintas tenían que desarrollar sin intermediarios.

Parece razonable la elección que se hizo en algunas instituciones de tres lenguas de trabajo, consecuencia de una negociación política en la que supongo que influirían muchos hechos ajenos a las lenguas. Me entra ahora alguna sospecha de que con motivo del Brexit quizá se pueda llegar a pensar que es el momento de rebajar la fuerza del inglés en la Unión, a lo que quizá se pueda añadir la grave enfermedad que le afecta, por su *mala calidad*, a causa precisamente de la internacionalización que padece. Si esta ocurrencia estuviera en el ambiente, me atrevería a preguntar, por un lado, si era el Reino Unido el único país de la Unión que tiene el inglés como lengua propia y si resulta oportuno olvidar la importancia que tiene precisamente su condición de lengua internacional; me preguntaría, por otro, si esa *mala calidad* no afectaría a cualquier lengua que se empleara en esas mismas condiciones y aun en otras: no es casual que alguien se haya referido a mi lengua como *angloñol* ni parece que se pretendiera elogiar al francés designándolo como *franglais*.

Lo recomendable y prudente para un filólogo sería desentenderse de estos asuntos, sobre todo si le asaltase la sensación de que las acciones de la Unión de promoción del multilingüismo podrían orientarse más a reforzar el bilingüismo que a servir de apoyo al multilingüismo, continuando una tradición en que han competido las lenguas para conquistar un puesto prominente entre ellas amparándose en que una podría estar más preparada que otra para la abstracción o para la ironía o para dar cuenta de los estados del alma e, incluso, como he leído recientemente, para mantener un nivel ético mayor que el de las demás. Todo ello ha llevado incluso a pensar que en el mundo en que conviven los idiomas algunos tienen una vocación que los lleva a sustentar en sus hombros la difícil tarea de tener que cumplir un destino. Como si a este los encaminaran las leyes de la naturaleza, en connivencia además con las de la historia, según estima un destacado filólogo francés, por cuya obra, incidentalmente, siento un grandísimo respeto: «chacune des trois grandes langues à vocation fédératrice de l'Europe a un rôle à jouer, que lui fixe un certain destin. Le développement des exigences culturelles, en réaction de lassitude face à l'insolente frénésie du profit, donne toutes ses chances au français. Et il peut, dans divers domaines où l'anglais et l'allemand sont moins présents, devenir par une heureuse complémentarité, un facteur d'équilibre trilingue en fédérant les aspirations». ¿No será este uno de esos casos en que «le plaisir qu'il y a à comprendre certains raisonnements délicats dispose l'esprit en faveur de leurs conclusions»?

No me parece que carezca de sentido que hoy en día el francés tenga en el Tribunal de Justicia la condición de lengua de trabajo. Para ello no es necesario colocarlo en el paraíso que aspiramos a alcanzar un día algunos seres humanos, pues no tienen cabida

en él las lenguas. Sencillamente, el francés está en el lugar a que lo condujo la historia en el momento en que se pusieron los cimientos del edificio de la Unión, momento en que se creó esta alternancia de francés y alemán con el inglés, que hemos heredado. Esa situación la alcanzó el francés tras una negociación política para la que se contaba con sobrados méritos externos a la lengua, debidos a la calidad de la educación que se daba en Francia, a la conocida tradición discursiva que existe desde antes de la Ilustración, al peso de su ciencia y de su cultura, a la fuerza de su diplomacia y a la importancia de su derecho. Hechos que propiciaban ese uso en una situación en que era razonable contar con algunas pocas lenguas de trabajo, pues resultaba inviable mantener un multilingüismo completo.

Quizá desde dentro de la Unión las cosas se vean de otro modo y se pueda detectar qué se podría hacer para el fomento y mejora del plurilingüismo. Yo sobre esto no tengo nada que decir desde mi observatorio de filólogo, pues es algo que corresponde pactar a los políticos, con respecto a una realidad —la de las lenguas—. El español cuenta en esa realidad con argumentos de peso, bien conocidos, como los tienen otros idiomas.

Concluyo: me gustaría —lo digo con menos esperanza que convencimiento— que esta ocasión que tenemos para promover el plurilingüismo en la Unión sirviera para fomentar el empleo de las lenguas de la Unión, no para restringir el uso de alguna de ellas.

Referencias

Me ha parecido innecesario explicar el porqué de la igualdad esencial entre las lenguas, a la que me refiero varias veces a lo largo del texto. Para ahorrar explicaciones, me conformaré con remitir a la excelente versión española del libro de David Crystal *Enciclopedia del lenguaje*, dirigida por J. C. Moreno Cabrera, Madrid: Taurus, 1994 [la original inglesa, *The Cambridge encyclopedia of language*, es de 1987], pp. 6 y 7.

La idea de la fraternidad que proviene de nombrar desde niños las mismas cosas con los mismos nombres, que se le atribuye a Carlos Fuentes, la he tomado de Juan Cruz, *El País*, 26.11.1984.

He querido alternar el uso tradicional de *préstamo* y *prestar* con el de *huésped* y *hospedar*, ateniéndome a la bienintencionada creación del sintagma *hospitalité langagière* de Paul Ricoeur, aunque el filósofo, en su intento de mejorar la realidad por medio de su creación, aporte muy poco al asunto de que aquí se trata.

Las referencias a la forma de traducir las formas inglesas *rule of law*, *frivolous*, *remedies*, *backstop*, *illegal* y de verter los distintos significados de *Big data* y los que ha adquirido a lo largo de la historia el término *fiscal* en inglés y español, las he tomado de distintos números de *puntoycoma*, boletín de los traductores españoles de las instituciones de la Unión Europea.

La imagen del reciclaje de las palabras que van a la incineradora del alma procede de J. J. Millás, *El País*, 3.12.2021.

El Diccionario panhispánico del español jurídico de la Real Academia Española, dirigido por Santiago Muñoz Machado, está publicado en Madrid: Santillana, 2017, y es accesible en la red: <https://dpej.rae.es>.

La creación del término *angloñol* la he encontrado en Francisco Javier Muñoz Martín, https://ec.europa.eu/translation/spanish/magazine/documents/pyc_172_es.pdf.

Hace más de medio siglo que René Etiemble publicó *Parlez-vous franglais?*, París: Gallimard, 1964.

El lingüista del que discrepo, por más que señale mi admiración hacia él, es Claude Hagège, autor de *Le souffle de la langue*, París: Odile Jacob, 2000.

La relación entre los pensamientos delicados y las conclusiones de estos la tomo de Paul Valéry, *Oeuvres*, vol. II, «Autres rhumbs», ed. de J. Hytier, París: Gallimard (Bibliothèque de la Pléiade), 1960, p. 693.

El inciso «con menos esperanza que convencimiento» es deudor del título del libro de Ángel González, *Sin esperanza, con convencimiento*, Barcelona: Literaturas, 1961.



Právníci-lingvisté u Soudního dvora EU a soudní překladatelé v ČR – dva odlišné světy?



Česká republika

— **Tomáš Duběda**

Tomáš Duběda působí v Ústavu translatologie (Filozofická fakulta, Univerzita Karlova, Praha), kde vyučuje odborný překlad a lingvistické disciplíny. Ve výzkumu se zaměřuje na právní překlad, překlad do nemateřského jazyka, fonetiku a kontaktovou lingvistiku. Je praktikujícím překladatelem a podílí se na vzdělávání českých soudních tlumočnicků a překladatelů.

Právní systém a jazyk, který je jeho výrazovým prostředkem, jsou dvěma úzce propojenými atributy konkrétního lidského společenství. Právo se vyvíjí v symbióze s jazykem, přisvojuje si jej a přetváří tak, aby co nejlépe odpovídal jeho potřebám. K tomuto „nerozlučnému spojení práva a jazyka“ přispívá podle G. Cornua ¹ i to, že oba fenomény mají konvenční povahu, jsou dané historicky, vyvíjejí se v čase a náležejí do kulturní sféry.

Překlad právního textu, jenž je podle M. Chromé ² „proces, kdy jeden duální sémiotický systém (výchozí systém práva a výchozí jazyk) má být převeden do jiného duálního sémiotického systému (cílový systém práva a cílový jazyk)“, pak můžeme chápat jako určité narušení přirozeného sepětí mezi právem a jazykem: smlouvu uzavřenou podle českého práva lze samozřejmě přeložit z češtiny do francouzštiny (dnes a denně k tomu ostatně dochází), ale francouzský právník při čtení překladu už po několika řádkách neomylně pozná, že text náleží do jiného právního systému, než na jaký je zvyklý. V případě vícejazyčných jurisdikcí je proces překladu snazší o to, že převod probíhá mezi dvěma jazyky, avšak uvnitř jediného právního systému, pro nějž jsou oba jazyky jazyky autentickými – příkladem může být švýcarské federální právo. Třetí možností je situace, kdy týž jazyk slouží dvěma či více právním systémům, jako je tomu například u němčiny. Zastřešující výraz „právní němčina“ tak v sobě skrývá několik částečně odlišných variet (německou, rakouskou, švýcarskou a další).

Jak změnilo přijetí evropského práva poměry mezi právními systémy a právními jazyky? Předně je třeba říci, že každý úřední jazyk EU získal jednu novou varietu, totiž jazyk evropského práva. Jazyky do té doby pevně spjaté s jediným právním řádem, mezi něž patří i čeština, se tak nyní mohou pochlubit tím, že jsou autentickými jazyky ne jednoho, ale dvou právních řádů – domácího a evropského. Prostřednictvím pevně stanovené terminologie a textotvorných konvencí byly tyto variety navázány na rozrůstající se evropský právní systém, a tím i jedna na druhou. Protože je ale evropské právo součástí vnitrostátního práva členských států, vracejí se tyto evropské variety obloukem zpět do domácích právních systémů a postupně do nich vrůstají.

1 | *L'union intime du droit et de la langue*. Cornu, G. (2005). *Linguistique juridique*, Paris: Montchrestien, s. 4.

2 | Chromá, M. (2014). *Právní překlad v teorii a praxi. Nový občanský zákoník*. Praha: Karolinum, s. 22.

Tvorba a aplikace evropského práva není myslitelná bez právního překladu. Ale ani jednojazyčné vnitrostátní systémy se bez překladu neobejdou – soudní překladatelé hrají nezastupitelnou roli při překladu úředních dokumentů, při policejních úkonech i při jednání před soudem. Na první pohled by se tak mohlo zdát, že právníci-lingvisté, kteří překládají texty Soudního dvora EU, a soudní překladatelé, kteří jsou přibíráni vnitrostátními soudy, vykonávají v podstatě tutéž práci. Srovnáme-li však jejich činnost zevrubněji, nalezneme řadu rozdílů, daných typem a účelem překladu, kompetencí překladatelů i jejich pracovními podmínkami. Právě tyto rozdíly jsou předmětem následujících úvah.

Typ překladu – když dva dělají totéž, není to totéž

Právní překlad má mnoho podob, které lze navzájem odlišit prostřednictvím několika kritérií – jsou jimi zejména typ textu (právní předpis, rozsudek, matriční dokument, smlouva aj.), vysílatel a příjemce (orgán státní správy, účastník soudního řízení, obchodní korporace, teoretik práva, veřejnost aj.), závaznost překladu (závazný vs. informativní překlad), směr překladu (do mateřského vs. cizího jazyka) a socioprofesionální profil překladatele (zejména kvalifikace a pracovní podmínky).

Právnicko-lingvisté u SDEU překládají všechny typy dokumentů souvisejících s řízením před tímto soudem, tedy zejména návrhy, žaloby, stanoviska a soudní rozhodnutí, ale také vnitrostátní legislativu, je-li při rozhodování brána v úvahu. Velká část překladů je určena ke zveřejnění ve Sbírce rozhodnutí, která je přístupná v databázi EUR-Lex. Ačkoli u rozsudků je rozhodnou verzí jen verze v jazyce řízení, musejí být dokumenty přeloženy tak, aby byly plně funkční, tj. aby jejich výklad byl shodný s originálem. Překlad probíhá jak uvnitř právního systému EU, tak mezi tímto systémem a systémy vnitrostátními; překladatelé k tomuto účelu disponují rozsáhlou databází IATE, která zahrnuje terminologii práva EU a do určité míry také termíny vnitrostátního práva členských zemí. V naprosté většině případů jde o překlad do mateřského jazyka.

Soudní překladatelé v České republice jsou povoláváni k překladu mnohem širšího okruhu dokumentů (soudní podání a rozhodnutí, obžaloby, policejní úkony, poučení, matriční dokumenty, doklady, osvědčení apod.). Referenčním právním systémem je české právo. Překlady musejí být funkční, neboť na nich příslušné osoby či orgány oprávněně zakládají svá rozhodnutí, ale téměř nikdy nebývají zveřejňovány. Není určena žádná závazná terminologie, a překladatelé tak využívají různé typy zdrojů (slovníky,

databáze, korpusy aj.), případně vytvářejí terminologické ekvivalenty sami. Velmi často je požadován překlad do cizího jazyka.

Terminologie – hledat jehlu v kupce sena

Terminologie není jediným konstitutivním prvkem právního jazyka, ale podle M. Chromé³ je prvkem nejviditelnějším, a proto také pro překladatele zásadním. Terminologie evropského práva je závazně stanovena a lze ji snadno dohledat v databázi IATE; pouze při překladu vnitrostátních textů musejí překladatelé hledat vlastní terminologická řešení, neboť IATE jim v tomto ohledu poskytuje jen částečnou pomoc. Pro soudní překlad v ČR – ať už z cizích jazyků do češtiny či obráceně – naopak neplatí žádné závazné terminologické korespondence. Překladatelé proto využívají podle vlastního uvážení tištěné či elektronické zdroje s různou mírou autoritativnosti, konzultují s kolegy či odborníky na právo a uplatňují vlastní terminologická řešení. Překlad je sice *ex definitione* kreativní činnost, a také panuje shoda na tom, že každý text lze přeložit mnoha různými způsoby, jež lze prohlásit za správné, avšak v případě terminologických soustav je intuitivně zřejmé, že kreativita vedoucí ke koexistenci různých, navzájem si konkurujících řešení je spíše na škodu věci, a to i s uvážením faktu, že soudní překlady hrají ve fungování českého práva jen okrajovou roli.

Anketa provedená v roce 2020 mezi 14 soudními překladateli francouzského jazyka⁴ ukázala, že terminologická roztržitost při překladu systémově specifických termínů českého práva (např. *dohoda o provedení práce*, *soudní exekutor*, *výpis z katastru nemovitostí*, *IČO*, *rodné číslo*, *Městský soud v Praze*) je velmi vysoká: průměrný počet různých ekvivalentů na jeden termín je 8, nejnižší zaznamenaný počet je 2 a nejvyšší 14 (toto číslo se shoduje s počtem respondentů, což zjednodušeně znamená, že každý předložil svůj „originální“ ekvivalent). Variabilita zjištěných údajů je samozřejmě vysoká také proto, že jde o překlad do cizího jazyka a že byly záměrně testovány obtížně přeložitelné termíny; anketa však v plném světle odhaluje realitu soudního překladu jako oblasti, v níž je terminologická

3| Chromá, M. (2016). Traps of English as a Target Language in Legal Translation. *Comparative Legilinguistics*, 26, s. 71–97.

4| Duběda, T. (2020). Soudní překladatelé a terminologické nástrahy. Průzkum k překladu právních termínů z češtiny do francouzštiny (1. a 2. část), *Soudní tlumočnick 2/2020*, s. 25–28, *Soudní tlumočnick 1/2021*, s. 30–32.

soustavnost těžko dosažitelná. Není třeba dodávat, že pro překladatelskou praxi Soudního dvora EU by podobný stav byl fatální.

Lze terminologickou konzistentnost v soudním překladu zvýšit? Nejspíše ano, ale jen do určité míry, neboť přiblížit se situaci, kterou známe z vícejazyčných jurisdikcí, by bylo možné jen se zásahem veřejné moci. Částečného úspěchu – tedy alespoň snížení chronické rozkolísanosti překladových ekvivalentů – lze dosáhnout díky přirozené autoritě právních lexikografů, profesních organizací, lektorů odborných kurzů a státních institucí s vícejazyčnou agendou. Současné s tím je nezbytný odpovědný a sebekritický přístup samotných soudních překladatelů a jejich schopnost komunikovat mezi sebou.

Jednou z cest, jak částečně normovat terminologii českého práva, je pořizování kvalitních a pokud možno veřejně přístupných překladů české legislativy. Tuto cestu již nastoupily některé veřejné instituce, když nechaly vyhotovit cizojazyčné (především anglické) verze vybraných zákonů. Zvláštní zmínku si zaslouží také nedávný překlad tří významných soukromoprávních předpisů – nového občanského zákoníku, zákona o obchodních korporacích a zákona o mezinárodním právu soukromém – do čtyř cizích jazyků (angličtiny, němčiny, francouzštiny a ruštiny). Anglický a francouzský překlad byly částečně zhodnoceny v odborných recenzích;⁵ dlužno říci, že francouzský překlad je natolik problematický, že o jeho terminologické autoritativnosti nemůže být řeč.

Směr překladu – z nouze ctnost

Britský teoretik překladu P. Newmark při úvahách o kvalitě nerodilého překladu trefně poznamenal, že notně přispívá k obveselení mnoha lidí.⁶ Staví se tak na stranu těch, kdo pro zajištění bezvadné jazykové, a zejména stylistické úrovně překladu doporučují svěřit překlad rodilému překladateli. Termíny „mateřský jazyk“ či „rodilý překladatel“ však mají v současném světě stále méně ostré kontury, a je proto vhodné zahrnout do nich i případy, kdy si překladatel osvojil cizí jazyk na úrovni srovnatelné s rodilými mluvčími. Řada translatologů navíc v poslední době poukazuje na to, že realita překladatelské praxe

5| Duběda, T. (2015). Francouzský překlad nového občanského zákoníku. *Soudní tlumočník*, 2015, s. 39–42.
Klbal, O. (2015). Anglický překlad zákona o obchodních korporacích. *Soudní tlumočník*, 2015, s. 35–39.

6| ... contribute greatly to many people's hilarity. Newmark, P. (1988). *A Textbook of Translation*. London: Prentice Hall, s. 3.

neumožňuje princip mateřského jazyka dodržovat beze zbytku. Podle zprávy IAPTI ⁷ se podíl nerodilého překladu na evropských trzích výrazně liší: zatímco mezi rodilými mluvčími angličtiny je jen 18 % překladatelů, kteří překládají do cizích jazyků, mezi rodilými mluvčími slovanských jazyků je to celých 85 %. V případě českého trhu je praxe nerodilého překladu stimulována omezeným mezinárodním rozšířením češtiny, nízkou dostupností rodilých překladatelů do hlavních západních jazyků, ale také diametrálně odlišnými finančními podmínkami na českém a západoevropském překladatelském trhu.

Soudní dvůr EU se při náboru právníků-lingvistů termínu „mateřský jazyk“ vyhýbá, a místo toho požaduje „vynikající znalost“ cílového jazyka a zároveň absolvování studia práv v tomto jazyce; platí také podmínka znalosti dvou zdrojových jazyků. Český zákon o soudních tlumočnících a soudních překladatelích termín „mateřský jazyk“ používá, ale mlčky předpokládá, že soudní překladatel bude překládat v náležité kvalitě oběma směry. Praxe nám poskytuje mnoho dokladů o tom, že tomu tak není.

Anketa, ⁸ již se v roce 2021 zúčastnilo 44 právních překladatelek a překladatelů (z toho naprostá většina soudních), ukázala, že u 41 % respondentů tvoří překlady do cizího jazyka nadpoloviční část jejich práce. Necelá polovina oslovených překladatelů má za to, že nerodilý překlad je nevyhnutelný a v zásadě přijatelný, přesná polovina se domnívá, že je nevyhnutelný, ale potenciálně rizikový, a jen 5 % zastává názor, že právní překladatelé by měli překládat jen do svého mateřského jazyka.

Kvalifikace a pracovní podmínky – ne každému je naděleno stejně

Překlad právních textů nespočívá jen v jazykové manipulaci – jak uvádí J.-C. Gémara,⁹ překlad textů právní povahy nebo právního dosahu je aktem srovnávacího práva, avšak spojeným s překladatelskou operací. Tato skutečnost se odráží i v personální politice Soudního dvora EU, jenž na místa právníků-lingvistů přijímá výhradně uchazeče

7| IAPTI (2015). Translation into a non-native language. https://www.iapti.org/files/surveys/2/IAPTI_non-native_report.pdf

8| Duběda, T. (v přípravě). Risk perception and risk management in legal translation.

9| ... *traduire des textes de nature ou de portée juridique revient à accomplir un acte de droit comparé, mais couplé à une opération traduisante*. Gémara, J.-C. (2015). De la traduction juridique à la jurilinguistique : la quête de l'équivalence. Meta 60/3, s. 476–493.

s právníkou kvalifikací. Naproti tomu čeští soudní překladatelé se ve valné většině rekrutují z absolventů jazykových oborů a právníké vzdělání je u nich výjimkou. Prováděcí předpis k zákonu o soudních tlumočnících a soudních překladatelích jim pouze ukládá povinnost absolvovat obecnou část doplňkového studia práva pro překladatele a tlumočníky (70 hodin výuky), a dále jazykově specifickou část tohoto studia (rovněž 70 hodin), pokud je pro daný jazyk nabízena. Povinnost dalšího vzdělávání po úředním jmenování není stanovena.

Zatímco překladatelé u SDEU mají možnost svá řešení konzultovat a jejich překlady procházejí revizí, čeští soudní překladatelé své pracovní úkoly plní převážně sami a vůči orgánům veřejné moci za ně nesou osobní odpovědnost. Zpětná vazba je minimální, zvláště při překladech do cizího jazyka – zde je totiž příjemcem překladu velmi často cizí účastník řízení před českým policejním nebo soudním orgánem, který nemá právníké vzdělání a vezme zavděk i jazykově problematickým překladem, pokud pro něj znamená pomoc v nesnadné situaci.

Tři čtvrtiny právních překladatelů, kteří se zúčastnili výše zmíněné ankety, vnímají právní překlad jako rizikovější než jiné typy překladu. Zároveň se ale ukazuje, že pokud toto riziko skutečně vede k horší kvalitě překladu, příjemce tyto nedostatky buď neodhalí, nebo se s nimi smíří. Dokladem tohoto faktu jsou odpovědi na otázku „Stalo se Vám někdy, že klient (ať už soukromý, nebo veřejný subjekt) Váš právní překlad reklamoval?“. Jen zhruba čtvrtina oslovených překladatelů se ve své překladatelské praxi setkala s reklamací (nejčastěji jednou, jen ve třech případech se dvěma či více). Ve slovním komentáři respondenti uváděli, že nedostatek bylo většinou možné snadno a rychle odstranit; neuvedli žádný případ sankcí nebo požadavků na náhradu škody. Zdá se tedy, že i přes potenciální rizikovost právního překladu jsou případy, kdy je překladatel činně odpovědným za svou nekvalitní práci, velmi řídké; podle J. Byrnea se tato domněnka vztahuje i na ostatní odvětví odborného překladu.¹⁰

Kvalita právněpřekladatelské praxe je ovlivněna také odměnou, která překladateli přísluší. Začínající právník-lingvista u Soudního dvora EU pobírá hrubý plat, který je o něco vyšší než průměrná lucemburská mzda. Český soudní překladatel může při pravidelném přísunu práce dosáhnout i dosti nadprůměrného výdělků; tato situace je ale spíše

10| Byrne, J. (2007). Caveat translator: Understanding the legal consequences of errors in professional translation. *Journal of Specialised Translation* 7, s. 2–24.

výjimkou, zvláště pokud jde o méně rozšířené jazyky. Při srovnání je ale samozřejmě třeba vzít v úvahu také kupní sílu průměrné mzdy, která se v obou zemích výrazně liší.

Závěrem

Pokusíme-li se o souhrnný pohled na shody a rozdíly mezi oběma zkoumanými socioprofesionálními komunitami, dospíváme k závěru, že ačkoli se věnují téže úzce vymezené odborné činnosti, totiž právnímu překladu, v konkrétní náplni jejich práce jsou podstatné rozdíly. Na otázku položenou v titulu tohoto článku bychom tedy mohli odpovědět tak, že právníci-lingvisté u Soudního dvora EU a soudní překladatelé v ČR představují dva světy spojené týmhž posláním – péčí o vícejazyčné fungování justice – ale zároveň světy dosti rozdílné, pokud jde o každodenní realitu.

Srovnání přitom dopadá z valné části v neprospěch českých soudních překladatelů, kteří většinou nemají právnícké vzdělání, nedisponují závaznou terminologií, pracují individuálně, postrádají zpětnou vazbu, musejí překládat v obou směrech a nemají jistotu pravidelného přísunu práce. Zatímco v případě Soudního dvora byly překladatelům vytvořeny zřejmě ty nejlepší možné pracovní podmínky (snad s výhradou menšího důrazu na jazykové vzdělání), jmenování soudním překladatelem v České republice předurčuje k vysoce odpovědné práci za systémově nedokonalých podmínek.

Jak lze stávající situaci změnit k lepšímu? Pokud jde o legislativní rámec, v němž činnost soudních překladatelů probíhá, přinesl nedávno přijatý zákon o soudních tlumočnících a soudních překladatelích určité zlepšení, o něž se zasloužila mimo jiné nově ustavená pracovní skupina, složená ze zástupců profese. Ta zároveň navázala s Ministerstvem spravedlnosti spolupráci, jež je do budoucna příslibem dalších změn. Požadavek vysokoškolského právníckého vzdělání je nerealistický, stejně jako všeobecný požadavek absolvování jazykově specifického kurzu právního jazyka (podobný kurz lze těžko realizovat pro více než několik málo hlavních světových jazyků). Méně rozšířené nebo okrajové jazyky tak budou nadále v nevýhodě dané malým počtem jmenovaných překladatelů, omezenějšími možnostmi profesního růstu i menší dostupností lexikografických zdrojů. Povinnost dalšího vzdělávání, kterou pracovní skupina prosazovala, nebyla legislativně zakotvena, mimo jiné proto, že by vyžadovala zavedení systému vykazování. Těžko realizovatelná je také myšlenka systematické kontroly kvality, která by poskytla vhled do procesu soudního překladu a odhalila slabá místa, jež se v něm bezesporu skrývají.

Velká míra autonomie, která je pro české soudní překladatele charakteristická, tak musí být v zájmu kvality vyvážena jejich vlastní svědomitostí, stimulovanou profesními sdruženími a dalšími autoritami. Pracovní podmínky, jaké panují u Soudního dvora EU, sice pro komunitu českých soudních překladatelů nemohou představovat reálný cíl, ale mohou být alespoň inspirací.

**Danske domstoles fortolkning
af EU-retten: Sprogforskelle er
ikke i fokus**



Danmark

— Anne Lise Kjær

Anne Lise Kjær er cand.ling.merc., ph.d. og lektor ved Det Juridiske Fakultet ved Københavns Universitet. Hun arbejder med juridisk begrebsdannelse på tværs af sprog og retskulturer og er optaget af at udvikle tværvidenskabelige forskningsmetoder i studiet af retsintegrationen i Europa, hvor sprog- og retsvidenskabelige metoder kombineres. Anne Lise Kjær er formand for RELINE – Retslingvistisk Netværk, der er et internationalt forskningsnetværk, der har til formål at fremme tværvidenskabelige studier af interaktionen imellem ret og sprog. Netværket inkluderer forskere fra alle dele af verden og repræsenterer mange forskellige discipliner og interesser: jurister, lingvister, retorikere, kommunikationsforskere, filosoffer, politologer og antropologer.

Indledning

Danske domstole synes ikke at være særlig opmærksomme på EU's sprogordning og de særlige vanskeligheder, som fortolkningen af EU-rettens kilder er underlagt på grund af ligestillingen af de 24 officielle sprog. Det gælder alle retsinstanser, også dem, der er særlig forpligtede til at foretage en sammenligning af sprogversionerne, hvor der under behandlingen af en sag er opstået tvivl om EU-rettens korrekte fortolkning.

I den berømte dom i sag 283/81, *Cilfit*, fra 1982 ¹ blev de særlige vilkår for EU-rettens fortolkning fastlagt af Den Europæiske Unions Domstol (herefter »Domstolen«), og selv om der er gået 40 år siden dommens afsigelse, er det disse såkaldte *Cilfit*-kriterier, der fortsat gælder som rettesnor for fortolkningen af EU-retlige kilder. Af interesse i denne sammenhæng er særligt dommens præmis 18, hvoraf det fremgår, at »[f]ortolkningen af en EF-retlig bestemmelse« først kan ske »efter en sammenligning af de sproglige versioner«, da »de EF-retlige bestemmelser er affattet på flere forskellige sprog«, og da »alle sproglige versioner er autentiske«.

Ikke desto mindre forekommer det meget sjældent, at danske domstole foretager en sammenligning af sprogversionerne af en EU-retlig bestemmelse. En søgning i Domstolens webbaserede database over retspraksis, InfoCuria ², viser således, at danske domstole kun i 21 tilfælde har forelagt præjudicielle sager for Domstolen, hvor en analyse af forskellige sprogversioner indgik. Heraf er det endda kun i 8 af sagerne, at den pågældende danske domstol selv har påpeget en uoverensstemmelse mellem sprogversionerne.

Vi ved imidlertid ikke, hvor ofte parterne i en sag for en dansk domstol har forsøgt at gøre gældende, at en uoverensstemmelse mellem versionerne på de forskellige officielle sprog skaber uklarhed om EU-rettens fortolkning og derfor bør føre til en præjudiciel forelæggelse for Domstolen. Det kommer kun undtagelsesvis til offentlighedens kendskab.

1 | Domstolens dom af 6.10.1982, sag 283/81, *CILFIT mod Ministero della Sanità*, ECLI:EU:C:1982:335.

2 | InfoCuria indeholder alle offentligt tilgængelige oplysninger om de sager, der er indbragt for Domstolen, Retten og Personaleretten. Databasen giver primært adgang til domme, udtalelser, kendelser og meddelelser til *Den Europæiske Unions Tidende* på samtlige officielle sprog og er søgbar efter en række forskellige kriterier, herunder »ret/medlemsstat, som et præjudicielt spørgsmål hidrører fra«.

Det er en sådan undtagelse, jeg gerne vil kommentere i dette indlæg. I en sag for Højesteret havde advokaten for tiltalte bemærket, at de forskellige sproglige versioner af et EU-direktiv, der var retskilde i sagen, ikke havde samme ordlyd. Den pågældende advokat henvendte sig til mig, fordi hun ønskede min sagkyndige udtalelse om den rette fremgangsmåde ved fortolkning af EU-retlige kilder i tilfælde, hvor der er uoverensstemmelse mellem sprogversionerne.

Det interessante i sagen er for det første anklagemyndighedens forståelse af flersprogsfortolkningens væsen og for det andet Højesterets begrundelse for ikke at forelægge sagen for Domstolen.

Først vil jeg i korte træk gengive sagens genstand og sagsforløbet.

Anklagemyndigheden mod Toyota Danmark A/S ³

I sagen var Toyota Danmark anklaget for at have overtrådt markedsføringslovens (herefter »MFL«) regler om kreditaftaler. Efter MFL's § 18, stk. 2, skal omkostningerne ved forbrugerkredit annonceres, så en række standardoplysninger om rentesats og andre vilkår fremgår »kort, klart og på en fremtrædende måde« og ved hjælp af et repræsentativt eksempel i annoncen. Der stilles således krav til, både *hvilke* standardoplysninger der skal gives, og hvordan de skal gives.

I en annonce, der blev bragt i *Metroexpress* i januar og marts 2015, markedsførte Toyota Danmark en annonce for finansieret køb af en Toyota Aygo X Play. I annoncens overskrift stod der med store bogstaver »995 kr./md.«, mens de lovpligtige standardoplysninger om finansieringen blev vist med annoncens mindste tekststørrelse nederst på siden efter en afslutningslinje og efter oplysningerne om bilens brændstofforbrug og CO₂-udslip.

Sagens stridspunkt vedrørte fortolkningen af kravet i MFL's § 18, stk. 2, om, at standardoplysningerne skal oplyses »på en fremtrædende måde«.

Sagen blev anlagt ved Retten i Glostrup, som i sin dom af 15. marts 2017 idømte Toyota Danmark en bøde på 140 000 kr. Byrettens dom blev anket til Østre Landsret af Toyota til frifindelse, formildelse eller strafbortfald. Anklagemyndigheden ankede til skærpeelse

3| Højesterets dom af 9.1.2019 i sag 85/2018.

af straffen til en bøde på 190 000 kr. Landsretten nedsatte i sin dom af 2. november 2017 bøden til 50 000 kr., men bemærkede samtidig, at der efter dens opfattelse ikke forelå sådanne formildende omstændigheder, at der var grundlag for at lade straffen bortfalde.

Efter tilladelse fra Procesbevillingsnævnet ankede Toyota Danmark herefter dommen til Højesteret, som i sin dom af 9. januar 2019 skærpede straffen, og et flertal på tre dommere mod to pådømte Toyota en bøde på 190 000 kr.

Når sagen har påkaldt sig min interesse, skyldes det, at MFL's § 18 gennemfører en EU-retlig bestemmelse, nemlig artikel 4, stk. 2, i Europa-Parlamentets og Rådets direktiv 2008/48/EF om forbrugerkreditaftaler. En strid om ordlyden af MFL's § 18, stk. 2, berører derfor ordlyden af den bagvedliggende EU-bestemmelse i samtlige officielle sprogversioner.

Uoverensstemmelse mellem sprogversionerne

Under forberedelsen af sagen for Højesteret konstaterede Toyotas advokat, at ordlyden af de forskellige sproglige versioner af artikel 4, stk. 2, ikke stemmer overens.

I den danske version er ordlyden: »Standardoplysningerne skal klart, *koncist og på en fremtrædende måde* ved hjælp af et repræsentativt eksempel angive følgende:« (min fremhævelse). På flere af de øvrige sprog anvendes der dog andre formuleringer, herunder »visible«, som anvendes i den franske version.

Det var i den forbindelse, at advokaten kontaktede mig vedrørende reglerne for flersprogsfortolkning i EU-retten, som jeg flere steder har skrevet om, bl.a. i *Juristen* i 2003 ⁴ og senest i antologien *Skriftlig Jura* i 2020 ⁵. Jeg henviste til den ligeværdighed mellem sprogversionerne, som følger af EU's sprogordning ⁶, til *Cilfit*-kriterierne og til Domstolens faste retspraksis ved fortolkningen af EU-retten. Jeg fremhævede især

4| »EU's flersprogsordning i praksis: Ret, sprog og virkelighed for de danske fjerkræavlere ved udbrud af Newcastle disease«, *Juristen*, årgang 85 (2003), nr. 2, s. 45-59.

5| »Internationale retstekster: sprog, oversættelse og fortolkning«, i Thomas Riis & Jan Trzaskowski (red.), *Skriftlig jura – den juridiske fremstilling*, 2. udgave 2020, s. 803-832.

6| Rådets forordning nr. 1 af 15.4.1958 om den ordning, der skal gælde for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab på det sproglige område, EFT 17 af 6.10.1958, s. 385 og 386 (den danske specialudgave; serie I, bind 1952-1958, s. 59).

det princip, at ingen af sprogversionerne kan anses for mere væsentlig end de andre, men at den pågældende bestemmelse skal fortolkes i lyset af samtlige sprogversioner. Dette princip blev allerede tidligt slået fast i Domstolens praksis, første gang i 1967 i sag 19/67 (*van der Vecht*)⁷, hvor det af præmis 1 fremgår, at:

»Nødvendigheden af en ensartet fortolkning af fællesskabsforordningen udelukker, at en bestemmelses ordlyd betragtes isoleret, og kræver i tvivlstilfælde, at fortolkningen og anvendelsen sker i lyset af versionerne i de tre andre sprog.«

Dette princip er bekræftet af Domstolen i adskillige domme lige siden og helt frem til nutiden.

Advokaten i Toyota-sagen valgte herefter at bede statsautoriserede translatører om at oversætte samtlige sprogversioner til dansk, således at hun kunne sammenligne formuleringerne på de forskellige sprog. Opgaven var vanskelig, fordi oversætterne jo skulle bibringes en forståelse for, at det var nødvendigt, at de producerede meget ordnære oversættelser – de skulle altså foretage en oversættelse, hvor den præcise ordlyd i kildeteksten er gengivet.

På baggrund af translatørernes bekræftede oversættelser af 20 af sprogversionerne foretog advokaten en inddeling af de formuleringer, der svarer til det danske udtryk på en fremtrædende måde, i seks betydningskategorier: *synlig, fremtrædende, tydelig, iøjnefaldende, letforståelig og grafisk illustreret*. Med denne spredning i formuleringerne mente advokaten, at der var fastslået en sådan tvivl om den rette fortolkning af direktivet, at hun valgte at anmode Højesteret om at udskyde sagen og forelægge Domstolen bl.a. følgende spørgsmål:

2) Kan formålet med artikel 4, stk. 2, i forbrugerkreditdirektivet opnås ved, at standardoplysninger alene oplyses på en »synlig« og »tydelig« måde således, at oplysningerne ikke behøver at oplyses på en »fremtrædende« måde?

7| Domstolens dom af 5.12.1967, sag 19/67, *Soziale Verzekeringsbank mod Van Der Vecht*, ECLI:EU:C:1967:49.

Jeg har efterfølgende foretaget en sammenligning af sprogversionerne på alle 24 officielle sprog og har konstateret følgende fordeling af de betydningskategorier, Toyotas advokat opstillede i sin anmodning om præjudiciel forelæggelse, og har tillige identificeret endnu flere betydningsnuancer:

- »en synlig måde«: anvendt i fem sprogversioner (den franske, den finske, den portugisiske, den polske og den rumænske version)
- »en fremtrædende måde«: anvendt i fem sprogversioner (den danske, den engelske, den svenske, den spanske og den kroatisk version)
- »en tydelig måde«: anvendt i tre sprogversioner (den tjekkiske, den litauiske og den maltetiske version)
- »en iøjnefaldende måde«: anvendt i fem sprogversioner (den tyske, den hollandske, den græske, den ungarske og den bulgarske version)
- »en klart identificerbar måde«: anvendt i den estiske sprogversion
- »en transparent måde«: anvendt i den slovenske sprogversion
- »en entydig måde«: anvendt i den slovakiske sprogversion
- »en letforståelig måde«: anvendt i den lettiske sprogversion
- »en grafisk fremhævet måde«: anvendt i den italienske sprogversion.

Retsformanden i Højesteret (Thomas Rørdam) besluttede, at spørgsmålet om præjudiciel forelæggelse for Domstolen skulle behandles i forbindelse med hovedforhandlingen i sagen, og pålagde Anklagemyndigheden at indlevere et supplerende sammenfattende processkrift vedrørende spørgsmålet om præjudiciel forelæggelse.

Anklagemyndighedens fortolkning

Anklagemyndigheden afviste, at de autentiske sprogversioner af forbrugerkreditdirektivets artikel 4, stk. 2, kunne give anledning til fortolkningstvivl. I den forbindelse henviste Anklagemyndigheden til det, den kalder *procedural languages* – den engelske, den franske og den tyske sprogversion – som benytter ordene »prominent«, »visible« og »auffallend«. Alle disse ord kunne efter Anklagemyndighedens opfattelse oversættes

til »fremtrædende« eller »iøjnefaldende«, svarende til den danske sprogversions udtryk »på en fremtrædende måde«. På baggrund af denne analyse konkluderede Anklagemyndigheden, at bestemmelsen skal fortolkes således, at standardoplysningerne skal være »fremhævet eller synliggjort for modtageren«.

Anklagemyndighedens ordlydsfortolkning er fejlagtig af to grunde. For det første er det ikke rigtigt, at »prominent«, »visible« og »auffallend« betyder det samme. Disse ord giver ikke den samme forståelse af, hvordan standardoplysningerne skal udformes for at opfylde kravene i forbrugerkreditdirektivet. Særligt »visible« (synlig) skiller sig ud. For det andet tager Anklagemyndigheden fejl, når den mener, at Kommissionens arbejdsprog har forrang ved fortolkningen af en EU-retlig bestemmelse. Anklagemyndigheden kender tilsyneladende ikke reglerne for flersprogsfortolkning og det helt grundlæggende princip om alle sprogs ligestilling.

Højesterets fortolkning

Højesterets fortolkning bærer ligeledes præg af en manglende anerkendelse af vigtigheden af at sammenligne sprogversionerne af den omtvistede direktivbestemmelse. Særlig bemærkelsesværdig er Højesterets begrundelse for at afslå advokatens anmodning om en præjudiciel forelæggelse for EU-Domstolen. Begrundelsen er, at der ikke kan herske tvivl om, at der med udtrykket »en fremtrædende måde« er sket en korrekt gennemførelse af forbrugerkreditdirektivets artikel 4, stk. 2.

Dermed synes Højesteret at blande to juridiske problemstillinger sammen: spørgsmålet om korrekt implementering af et EU-direktiv og spørgsmålet om fortolkningen af direktivet. Ved tvivl om fortolkningen af en national retskilde, der gennemfører et EU-direktiv (i Toyota-sagen altså MFL's § 18, stk. 2), skal direktivets ordlyd i samtlige autentiske sprogversioner lægges til grund for fortolkningen. Kravet om sprogsammenligning gælder også, når der er tvivl om, hvorvidt der er foretaget en korrekt implementering af det pågældende direktiv.

Derfor er Højesterets begrundelse misvisende.

Konkluderende bemærkninger

En række generaladvokater har i deres forslag til afgørelse gennem tiden foreslået at revidere *Cilfit*-kriterierne og har berørt det urimelige i at forlange, at en national fortolker skal sammenligne samtlige sprogversioner. Det gælder F.G. Jacobs i sag C-338/95 (*Wiener*)⁸, A. Tizzano i sag C-99/00 (*Lyckeskog*)⁹, D. Ruiz-Jarabo Colomer i sag C-461/03 (*Gaston Schul*)¹⁰, C. Stix-Hackl i sag C-495/03 (*Intermodal Transports*)¹¹, N. Wahl i de forenede sager C-72/14 og C-197/14 (*van Dijk*)¹² og senest M. Bobek i sag C-561/19¹³.

Efter Højesterets dom i Toyota-sagen har Domstolen atter taget stilling til *Cilfit*-kriterierne. Det skete i Domstolens dom i sag C-561/19, hvor Domstolens Store Afdeling den 6. oktober 2021 fastslog, at fortolkningsprincipperne fastlagt i *Cilfit*-dommen fra 1982 fortsat er gældende i dag.

I dommens præmis 44 henviser Domstolen direkte til den sproglige udfordring, som de nationale domstole står over for, når de skal fortolke EU-retten. Her er det værd at fremhæve, at Domstolen kræver af de nationale domstole, at de skal tage hensyn til forskellene mellem de sprogversioner, som de er bekendt med, navnlig når parterne har fremført disse forskelle:

44 Selv om en national retsinstans, der træffer afgørelse i sidste instans, i denne henseende ganske vist ikke kan være forpligtet til at undersøge hver enkelt sprogversion af den pågældende EU-retlige bestemmelse, følger det ikke desto mindre [af ligestillingen af sprogversionerne], at den skal tage hensyn til forskellene mellem de sprogversioner af denne bestemmelse, som den er bekendt med, navnlig når parterne har fremført disse forskelle, og de er fastslået.

8| Forslag til afgørelse i sag C-338/95, *Wiener mod Hauptzollamt Emmerich*, ECLI:EU:C:1997:352.

9| Forslag til afgørelse i sag C-99/00, *Lyckeskog*, ECLI:EU:C:2002:108.

10| Forslag til afgørelse i sag C-461/03, *Gaston Schul Douane-expéditeur*, ECLI:EU:C:2005:415.

11| Forslag til afgørelse i sag C-495/03, *Intermodal Transports*, ECLI:EU:C:2005:552.

12| Forslag til afgørelse i de forenede sager C-72/14 og C-197/14, *X og van Dijk*, ECLI:EU:C:2015:319.

13| Forslag til afgørelse i sag C-561/19, *Consorzio Italian Management og Catania Multiservizi*, ECLI:EU:C:2021:291.

Set i lyset af denne bekræftelse af princippet om sprogversionernes ligestilling og kravet om sprogsammenligning er Højesterets fortolkning af forbrugerkreditaftaledirektivets artikel 4, stk. 2, skuffende. Toyotas advokat havde fremhævet og fastslået omfattende forskelle mellem sprogversionerne. Ikke desto mindre tog Højesteret ikke hensyn til disse forskelle ved fortolkningen af bestemmelsen og afviste med en falsk begrundelse om »korrekt gennemførelse« af direktivet at forelægge fortolkningsspørgsmålet for EU-Domstolen.

Toyota-sagen illustrerer, at ikke alle nationale dommere og advokater har et tilstrækkeligt kendskab til EU's flersprogsordning. Derfor er det vigtigt, at Domstolen fortsat understreger betydningen af det principielle valg om flersprogethed og sprogenes ligestilling, som har været gældende, lige siden Rådet vedtog sin allerførste forordning i 1958. Flersprogetheden er en hjørnesten i EU-retten og er af afgørende betydning for de vigtigste elementer i EU-retten, nemlig EU-rettens umiddelbare anvendelighed og direkte virkning i medlemsstaternes retssystemer. Det er nødvendigt af retssikkerhedsmæssige grunde, at regler, man som borger eller virksomhed er direkte bundet af, skal foreligge i en autentisk udgave på ens eget sprog. Dertil kommer yderligere, at den direkte håndhævelse af EU-retten i alle medlemsstater nødvendigvis må ledsages af princippet om ligestilling mellem alle sprogversioner. Uden dette princip ville medlemsstaterne kunne basere fortolkningen af EU-retten på deres egne sprogversioner og dermed bringe sikringen af den ensartede anvendelse af EU-retten i fare.

En væsentlig forudsætning for Domstolens fortsatte legitimitet er anerkendelsen af, at alle sprog er ligeværdige. Derfor bør medlemsstaterne være opmærksomme på, hvor vigtigt det er at uddanne og efteruddanne nationale jurister i EU's flersprogsordning og flersprogsfortolkningens principper.

Offizielle Mehrsprachigkeit - ein Politikum von Anfang an

Diskussionen zur Sprachenfrage im Kontext des EGKS-Vertrags



Deutschland

— Isolde Burr-Haase

Isolde Burr-Haase ist Rechtslinguistin und Romanistin an der Universität zu Köln. Als Mitverantwortliche für zwei Studiengänge (BA-/MA-) Europäische Rechtslinguistik ist sie einem engen Bezug von Forschung, Lehre und Praxis verpflichtet. Dem Aspekt der offiziellen Mehrsprachigkeit im EU-Recht wird in dem von ihr seit über zehn Jahren hauptverantwortlich herausgegebenen e-Journal ZERL - Zeitschrift der Europäischen Rechtslinguistik eine vorrangige Stellung eingeräumt. Besonderen Zuspruch findet mittlerweile die Cologne Summer School der Europäischen Rechtslinguistik CSS-ERL, die sich insbesondere der EU-Rechtsetzung widmet.

1. Ein Blick auf die französische Fassung des EGKS-Vertrags aus deutscher Sicht

Am 11. Januar 1952 hatte der Deutsche Bundestag den Gesetzentwurf zur Ratifizierung des Vertrags über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) mit 378 Ja-Stimmen und 143 Nein-Stimmen, darunter die der Kommunisten und der Sozialdemokraten, verabschiedet. Tags zuvor war es dort noch z. T. zu lebhaft geführten Debatten gekommen,¹ die u. a. mehrsprachig-rechtslinguistische Argumente, insbesondere Übersetzungsfragen, ins Feld führten.

In einem längeren Schlagabtausch zwischen dem Abgeordneten Gerhard Kreyszig (SPD) und Walter Hallstein, Staatssekretär des Auswärtigen Amtes und Leiter der deutschen Delegation des Schumanplans bei den Verhandlungen in Paris, wird die deutsche Übersetzung des EGKS-Vertrags (vom 18. April 1951) unter die Lupe genommen. Sie hatte schon zu einem 12-seitigen Konvolut von Berichtigungen durch den Bundestagsausschuss für Besatzungsstatut und Auswärtige Angelegenheiten im Dezember 1951 geführt, dessen Berichterstatter, Victor-Emanuel Preusker (FDP), im Anschluss an Kreyszig monierte: „Der Ausschuss hätte es begrüßt, wenn die deutsche Übersetzung des Schumanplans an manchen Stellen genauer gewesen wäre, so dass der Ausschuss sich in diesen Fällen den wahren Sinn des Vertrages nicht erst an Hand des französischen Textes hätte erarbeiten müssen.“ Aus der Reihe noch verbleibender falscher Übersetzungen mit gravierenden Folgen führt Kreyszig Beispiele aus Art. 21 (mit Textauslassung), Art. 33, Art. 83 und Art. 61 an. In Art. 33 EGKS-Vertrag geht es um die Übersetzung von „*détournement de pouvoir*“ (Anmaßung von Amtsbefugnissen, Kompetenzüberschreitung), als dessen Übersetzung „Ermessensmissbrauch“ gewählt wurde, der die Hürde zur Anrufung des Gerichtshofs deutlich niedriger lege. Der Terminus „*saisir*“ (anrufen einer Institution unter bestimmten juristischen Voraussetzungen) in den Art. 37 und 61 sei in seiner rechtlichen Bedeutung nicht gleich mit „befassen“ oder „sich wenden an“. Hervorhebenswert ist hierzu Hallsteins Stellungnahme zum Vorwurf der unzutreffenden Übersetzung von „*détournement de pouvoir*“:

1 | Protokoll der 183. Sitzung des 1. Deutschen Bundestages – Plenarprotokoll, Donnerstag, den 10. Januar 1952, S. 7744-7747.

„Der einzige Punkt, bei dem ich zugeben muss, dass die Übersetzung problematisch war, und zu dem ich daher berichten kann, dass uns die Übersetzung selbst außerordentliche Schwierigkeiten gemacht hat, ist die Übersetzung des Wortes **,détournement de pouvoir‘**. Ich halte zwar die Auffassung des Herrn Abgeordneten für unrichtig, dass **,détournement de pouvoir‘** **,Amtsanmaßung‘** bedeutet. Ich muss aber zugeben, dass es einen juristischen terminus technicus, der völlig exakt den Sinn des Wortes **,détournement‘** wiedergibt, in der deutschen juristischen Fachsprache nicht gibt. Der Unterschied zwischen dem Ausdruck **,détournement de pouvoir‘** in der französischen Verwaltungsrechts- und Verwaltungsgerichtssprache und dem dem deutschen Verwaltungsjuristen geläufigen Ausdruck **,Ermessensmissbrauch‘** ist aber so gering, dass wir glaubten, es verantworten zu können, den Ausdruck mit dem anderen wiederzugeben. Der Unterschied liegt lediglich darin, dass es sich im Falle des **,détournement de pouvoir‘** um einen Vorgang handelt, bei dem eine bestimmte, um bestimmter Ziele willen einer Behörde übertragene administrative Befugnis in einer Weise ausgeübt worden ist, die nicht eben diesen vom Gesetz zugrunde gelegten Zielen dient, während das Wort **,Ermessensmissbrauch‘** in der deutschen Rechtssprache insofern eine gewisse andere Nuance hat, als es sich um eine Handlung der Verwaltungsbehörde aus unzulässigen und durch das Gesetz nicht gedeckten Motiven handelt.“ (S. 7746b)

Die bewusste Prägung eines gemeinschaftsrechtlichen Begriffs hat bis heute Bestand: In Art. 263 Abs. 2 AEUV heißt es im Französischen *détournement de pouvoir* und im Deutschen Ermessensmissbrauch.

Als besonderes Manko wird seitens der SPD-Abgeordneten die Tatsache hervorgehoben, dass der Vertrag allein in französischer Sprache verbindlich ist. Eine solche Feststellung steht durchaus in einem politischen Kontext, der eine einseitige, wenig supranationale Sicht vermuten lässt:

„Dass es hier bei dem Verträge geschehen ist, zu dessen Ratifizierung der Bundestag aufgefordert wird und der Deutschland über fünfzig Jahre bindet, dass hier also von den deutschen Abgeordneten über einen f r a n z ö s i s c h e n Text abgestimmt wird, das ist, glaube ich, einmalig in der Geschichte.“

Hallstein begegnet diesem Vorwurf mit dem Hinweis auf die knappe zur Verfügung stehende Zeit, in der neben einem deutschen Text auch die authentischen Paralleltexte in Italienisch und „Holländisch“ hätten abgefasst werden müssen. Dies hätte die weitere

Diskussion einer möglichen Problematik von Widersprüchen nach sich gezogen. Zudem weist er entschieden die zuvor referierte Sichtweise aus der französischen Kammerdebatte zurück, wonach der französische Text als allein verbindlicher auch für die Auslegung, insbesondere durch den Gerichtshof, bestimmend sein sollte.

Schon fünf Monate zuvor hatte Carl Bilfinger 1951 in seinem Gutachten für eine „mehrsprachige Fassung des Montan-Union-Vertrages“ plädiert:

„Da sich die Organe der Montan-Union in ihrer Tätigkeit immer wieder auf den Text des Montan-Union-Vertrages beziehen müssen und ihnen zur Zeit nur der französische Text zur Verfügung steht, wird auch dann, wenn sich die Organe anderer Amtssprachen bedienen, keine volle Gleichwertigkeit dieser anderen Amtssprachen erreicht werden können. Es wäre deshalb wünschenswert, wenn eine mehrsprachige Fassung des Montan-Vertrages ausgearbeitet und durch Vereinbarung der Mitgliedstaaten festgelegt würde, dass sämtliche Texte als authentisch und gleichwertig gelten, ohne dass der eine gegenüber den anderen einen Vorrang hat.“²

2. Der Weg zur Unterzeichnung am 18. April 1951

Die Festlegung der französischsprachigen Fassung des EGKS-Vertrags als einzig verbindlichem Text bis zur feierlichen Unterzeichnung am 18. April 1951 lag in seiner Genese und auch in der Intensität der Bearbeitung und Auseinandersetzung in französischer Sprache begründet. In seiner Regierungserklärung vom 9. Mai 1950 hatte der französische Außenminister Robert Schuman den Plan einer gemeinsamen supranationalen Behörde für Kohle und Stahl vorgetragen. Am 20. Juni 1950 wurden die Regierungsverhandlungen für eine Montanunion in Paris aufgenommen, an der neben der französischen und der deutschen Delegation – hier unter Walter Hallstein als Leiter der deutschen Delegation – auch Vertreter der Benelux-Staaten und Italien teilnahmen. Jean Monnet als Verhandlungsführer für die EGKS auf französischer Seite hatte schon am 24. Juni 1950 einen Vertragsentwurf von 40 Artikeln vorgelegt, die die französischen Vorstellungen wiedergaben, und zur Stellungnahme an die anderen Delegationsmitglieder weitergegeben. Nach zähen Verhandlungen, an denen auch Übersetzungsdienste

2| In: Gutachten von Prof. Dr. Bilfinger, Direktor des Max Planck-Instituts für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht in Heidelberg vom 9. August 1951 auf Anfrage des Sekretariats für Fragen des Schuman-Plans am 11. Juli 1951, PAA AA_B015_135_003—0035, ebda. 0035.

beteiligt waren, hatte Hallstein für Anfang Dezember 1950 die „endgültige Redaktion des deutschen Vertragstextes“ in Paris anvisiert.³ Zur Vorbereitung der Paraphierung am 19. März 1951 wurden in Abstimmung mit der französischen Delegation Entwürfe mit „nicht amtlicher“ deutscher Übersetzung vorbereitet, die in mehreren Fassungen einen Sprachenartikel vorsahen.⁴ Am 6. Februar 1951 war Art. 85 mit dem Französischen als Originaltext vorgesehen: *„Le Traité est fait en langue allemande, française, italienne et néerlandaise, le texte français étant le texte original. Les mêmes langues peuvent être utilisées pour les travaux de la Communauté. Les publications officielles de la Communauté seront faites en français et en allemand“*. Doch sollten die Diskussionen um die Sprachenfrage anhalten, die zumindest für eine größere Gleichberechtigung des Italienischen und des Niederländischen plädierten. Da ein Konsens nicht zu finden war, überantwortete man die Entscheidung für diesen Sprachenartikel, der jetzt im paraphierten Entwurf nur mit der Artikelnummer 89 versehen war, der Ministerkonferenz. Ohne weitere inhaltliche Füllung stand dort jetzt lapidar: *[Sprache: Der Ministerkonferenz vorbehalten] [Langue: question réservée à la Conférence des Ministres]*. Auf der Ministerkonferenz vom 12. bis 15. April 1951 konnte jedoch keine einvernehmliche Lösung in der Sprachenfrage erzielt werden. Der EGKS-Vertragstext kam am 18. April 1951 ohne jeglichen Sprachenartikel zur Unterzeichnung. Lediglich Art. 100 des EGKS-Vertrags verweist auf Französisch als einzige Vertragssprache: *„Le présent Traité, rédigé en un seul exemplaire, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République Française qui en remettra une copie conforme à chacun des gouvernements des États signataires“*.

3. Regelung der Sprachenfrage auf anderer Ebene: die Rolle der Interimskommission und des Juristenausschusses

Die Notwendigkeit der Sprachenregelung in einer supranationalen Organisation, die sich von einer internationalen Organisation abhebt, blieb bestehen. Wenn auch auf der Ebene von Empfehlungen und Vorschlägen an die Regierungen der Mitgliedstaaten,

3| Vgl. Schreiben vom 22. November 1950 von Walter Hallstein zur Abordnung eines weiteren sprachlichen Mitarbeiters von Bonn nach Paris zur redaktionellen translatorischen Arbeit. PAA_AA_B015_001_117.

4| Am 28. Januar 1951 machte die *Délégation Allemande concernant le projet de Traité* folgenden Vorschlag für einen „Article 85. Question de langue: a) *Le Traité est fait en langues allemande, française, italienne et néerlandaise; b) Langues officielles de la Communauté: allemande et français. Langues pour les travaux de la Communauté: allemande, française*“. PA_AA_B015_292_016.

so wurde noch auf derselben Ministerkonferenz am 18. April 1951 die Einrichtung einer Interimskommission⁵ beschlossen, die insgesamt viermal tagte⁶. Schon bei der ersten Tagung wurde die Bearbeitung der Sprachenfrage einem neu eingerichteten Juristenausschuss übergeben, der vom 30. bis 31. Mai 1951 in Paris zusammenkam. Der hierüber angefertigte Bericht⁷ stellte an den Anfang grundsätzliche Überlegungen, die von der Prüfung der Sprachenregelungen „internationaler Präzedenzfälle“ (UNO, Internationaler Gerichtshof, OEEC, Europarat und Nato) ausgingen. Von diesen könne man sich in einem gewissen Umfang leiten lassen, wobei „es aber andererseits notwendig sei, teilweise neue Lösungen herbeizuführen, die der Organisation der Institutionen des Schuman-Plans gerecht würden“. Dabei ist eine spezifische Adressatenbezogenheit hervorzuheben:

„Man steht Einzelmenschen gegenüber und nicht ausschließlich Vertretern von Staaten. Man befindet sich in einer Gemeinschaft und nicht in einer Organisation des üblichen internationalen Typus. Es ist notwendig, dass die durch die Arbeit der Institutionen berührten Einzelmenschen im Gebrauch der Sprachen in keiner Weise gehemmt werden; sie müssen sich in dieser Gemeinschaft ‚zu Hause‘ fühlen.“⁸

Als generelle Anleitung für die Sprachenregelung wird eine gewisse Flexibilität mit auf den Weg gegeben:

[...] dass es sich empfiehlt, es in einem gewissen Umfang den Geschäftsordnungen der verschiedenen Institutionen und der Gewohnheit zu überlassen, angemessene Lösungen zu finden“.

5| Aus dem Protokoll der Ministerkonferenz vom 18. April 1951: „Die Delegationen, die bei der Ausarbeitung des Vertrages beteiligt waren, werden in der Zeit zwischen der Unterzeichnung und dem Amtsantritt der Organe der Gemeinschaft in Form einer interimistischen Kommission in regelmäßigen Zeitabständen zusammentreten. ... Sie werden insbesondere die Frage des Sitzes der Organe sowie die Fragen der für die Gemeinschaft in sprachlicher Hinsicht geltenden Bestimmungen einer Prüfung unterziehen und den Regierungen mit Gründen versehene Vorschläge machen.“ Frz. Fassung in: Hemblenne 1992, 112.

6| Vom 17. bis 19. Mai 1951 in Unkel (Bonn), vom 25. bis 28. Juni 1951 in Rom, vom 12. bis 14. Juni 1952 im Haag und vom 4. bis 5. Juli 1952 in Brüssel; Hemblenne 1992, 112; Van der Jeught 2015, 56.

7| Vgl. Interims-Ausschuss: Bericht des Juristenausschusses über die Regelung der Sprachenfrage in der Gemeinschaft. 1. Juni 1951, PA AA_B015_236_011- 018; Hemblenne 1992, 112-114; Pfeil 1996a, 12-13.

8| PA AA_B015_236_015f.

Konsens innerhalb des Juristenausschusses bestand in der generellen Gleichberechtigung von Französisch, Deutsch, Italienisch und Niederländisch als „amtliche Sprachen“. Einen deutlichen Dissens gab es allerdings zwischen der französischen und der deutschen Delegation in der Frage der „Ausführungsbestimmungen und Entscheidungen allgemeiner Natur“ und den „Entscheidungen des Gerichtshofs“. Die französischen Vertreter leiteten aus der Tatsache, dass der Vertrag in französischer Sprache verfasst sei, ab, dass es „unumgänglich sei, auch die zur Durchführung des Vertrages dienenden Bestimmungen und die zu seiner Auslegung dienenden Entscheidungen in dieser Sprache abzufassen, zum mindesten, was die maßgebende Urfassung betreffe“. Dieser Auffassung schlossen sich die belgischen, italienischen, luxemburgischen und niederländischen Vertreter an. Anders der deutsche Vertreter, „nach dessen Auffassung die allgemeinen Bestimmungen und Entscheidungen des Gerichtshofs in allen amtlichen Sprachen abzufassen sind, wobei keiner Fassung im Vergleich zu den anderen Fassungen maßgebende Bedeutung zukommt“⁹.

Die unterschiedlichen Standpunkte blieben auch bei der zweiten Sitzung des Interimsausschusses vom 25. bis 28. Juni 1951. Von französischer Seite beharrte man auf einer Kontinuität der Rechtsprechung, die nur über das Französische als alleinige authentische Urteilssprache gegeben sein könne.¹⁰ Dagegen konterte der deutsche Vertreter mit dem Argument einer eigenen Begrifflichkeit der Gemeinschaft, die nicht ausschließlich an die Rechtssprache eines Mitgliedstaats gebunden sein könne:

„Die Rechtsprechung des Gerichtshofes dürfe sich nicht nur an den Rechtsbegriffen eines Mitgliedstaates ausbilden. Die Tatsache, dass der Vertrag nur in Französisch authentisch sei, habe für die Frage der Sprache der Urteile keine Bedeutung. Der Gerichtshof werde gezwungen sein, zahlreiche Rechtsbegriffe zu verwenden, die im Verträge nicht geregelt seien (z. B. den Begriff der Kausalität)“.¹¹

Mittlerweile hatte der steinige Weg der Ratifizierung begonnen, und erst im Juni/ Juli 1952 wurde die Regelung der Sprachenfrage in der Montangemeinschaft wieder Gegenstand der Interimskommission. Auf der dritten Sitzung vom 12. bis 14. Juni 1952

9| PA AA_B015_236_016.

10| Pfeil 1996a, 12.

11| Pfeil 1996a, 12.

kam es zu einer Einigung in der Sprachenfrage unter Berücksichtigung der deutschen Vorschläge und der Einwände der belgischen und italienischen Delegationen, die das Niederländische und das Italienische ebenso als Arbeitssprache anerkannt haben wollten. Die vier Amtssprachen der sechs Mitgliedstaaten wurden als gleichberechtigte Amts- und Arbeitssprachen der Gemeinschaft festgelegt. Jede Nationalsprache sollte auch vor dem Gerichtshof als Prozesssprache fungieren können. Bei Zweifeln über die Auslegung sollten alle vier Sprachfassungen der Rechtstexte herangezogen werden können.¹² Nach Klärung letzter Fragen fand man sich zu einem vierten Treffen des Juristenausschusses ein, um den Entwurf eines Protokolls anzufertigen. Auf der Außenministerkonferenz der Mitgliedstaaten vom 23. bis zum 25. Juli in Paris wurde dieses Protokoll bestätigt (s. u.).

4. Zwei Gutachten aus Heidelberg und Tübingen zur Stützung der deutschen Verhandlungsposition

Zur Stärkung der deutschen Delegation hinsichtlich des Sprachenproblems vor dem Gerichtshof und generell des sprachlichen Egalitätsprinzips in einer supranationalen Organisation hatte das deutsche Sekretariat für Fragen des Schuman-Planes¹³ im Juli bzw. August 1951 zwei Gutachten in Auftrag gegeben. Beide trafen am 18. August 1951 in Bonn ein.¹⁴

In seinem Gutachten präsentiert Karl Heinz Neumayer vom Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht in Tübingen eine „Untersuchung über die Regelung der Sprachenfrage in mehrsprachigen Ländern“. Hier sind Gegenstand der Betrachtung Sprachenregelungen in Belgien, der Schweiz, in Kanada – Provinz Quebec, in Finnland, in der Tschechoslowakischen Republik 1918 bis 1938, in Südtirol, in Irland, im alten Liv-, Est- und Kurländischen Privatrecht und im Versailler Vertrag. Der Verfasser kommt zu folgendem Fazit bezüglich der Gleichwertigkeit der Amtssprachen:

12| Hemblenne 1992, 114; Van der Jeught 2015, 57.

13| Dieses Sekretariat war am 7. Juli 1950 in der Dienststelle für auswärtige Angelegenheiten für die Bearbeitung aller Fragen des Schuman-Plans eingerichtet worden. PAA AA_B015_339_030.

14| Beide Gutachten befinden sich im Politischen Archiv des Auswärtigen Amts. PAA AA_B015_135_001-052. Vgl. Pfeil 1996a, 12f.

„Diese Zusammenstellung lässt erkennen, dass überall dort, wo ihrer politischen und kulturellen Bedeutung gleich zu bewertende Sprachen in einem Staatsgebiet einander gegenüberstehen, eine Regelung über absolute Gleichberechtigung dieser Sprachen aufgestellt und der Vorrang der einen vor der anderen ausgeschlossen wurde. [...] Dagegen wurden in Ländern mit einheitlicher Staatssprache in den Minderheitengebieten amtlich zugelassene Minderheitensprachen von der allgemeinen Staatssprache majorisiert.“¹⁵

Eine Analogie des egalitären Sprachenprinzips zum supranationalen Recht wird nahegelegt, ohne explizit ausgesprochen zu werden.

Anders in dem „Gutachten zur Regelung der Sprachenfrage in der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (Montan-Union)“ aus der Feder des Direktors des Max-Planck-Instituts für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht in Heidelberg, Carl Bilfinger. Zwar werden die nationale Praxis mehrsprachiger Staaten (Schweiz, Belgien, Kanada und Südafrika) in Gesetzgebung, Verwaltung und Jurisdiktion ebenso wie die mehrsprachige internationale Praxis (UNO) im Vergleich herangezogen, doch steht das Grundanliegen einer supranationalen Regelung im Vordergrund:

„Die Regelung muss in Betracht ziehen, dass durch die Tätigkeit der Organisation ein neues gemeinsames ‚übernationales‘ Recht auf dem Sektor der Montanindustrie für alle Vertragsstaaten geschaffen werden soll und dass die Geltungskraft einer Rechtsnorm wesentlich davon abhängt, dass sie in einer für die Betroffenen verständlichen Form, d. h. in der Sprache, in der sie zu denken und zu handeln pflegen, ausgedrückt wird“.¹⁶

Mit den „Vorschlägen für die Regelung der Montan-Union“¹⁷ lieferte der Gutachter eine wichtige Argumentationskette für die deutsche Delegation. Jede der vier Sprachen Deutsch, Französisch, Niederländisch und Italienisch sollte als Verhandlungssprache vor allen Organen zugelassen sein. Vor dem Gerichtshof sollte ebenso die Gleichberechtigung der Amtssprachen gelten.

15| PAA AA_B015_135_051.

16| PAA AA_B015_135_01-06.

17| PAA AA_B015_135_01-031-34.

„Maßgebender Grundsatz muss hier sein, dass jeder beteiligte Staat bzw. insbesondere jedes beteiligte Unternehmen in der ihm gewohnten Sprache rechtliches Gehör erhält, da nur auf diese Weise eine wirkliche Gleichberechtigung aller Parteien der Montan-Union erreicht werden kann.“¹⁸

Beide Gutachten sind mittlerweile historische Zeugnisse, die Grundgedanken einer spezifischen offiziellen Mehrsprachigkeit zum Ausdruck bringen, die auch heute ein Wesensmerkmal der Europäischen Union ist.

5. Der Protokollentwurf der Interimskommission vom 24. Juli 1952 zur Sprachenfrage in der Montanunion: Grundlage weiteren politischen Handelns sowie Verankerung in der Verfahrensordnung des Gerichtshofs und der Satzung der Allgemeinen Versammlung

Auch wenn die Sprachenfrage vertragsrechtlich im EGKS-Vertrag vom 18. April 1951 durch die Unterzeichnerstaaten nicht geregelt werden konnte, blieb der Auftrag einer zukünftigen Sprachenregelung. Hierzu diente der in verschiedenen Etappen zustande gekommene Protokollentwurf der neu gebildeten Interimskommission,¹⁹ den die Pariser Konferenz der Außenminister vom 23. bis 25. Juli 1952 billigte. Dieses „Sprachenprotokoll“, dessen Text amtlich nie veröffentlicht wurde, kann nicht Bestandteil des EGKS-Vertrags geworden sein – wie etwa Bestimmungen des Vertrags und seiner Anlagen der Zusatzprotokolle und des Abkommens über die Übergangsbestimmungen, und auch nicht als noch in einem zukünftigen Protokoll zu regelnder Materie (wie die Verbindung zwischen den Organen der Gemeinschaft und dem Europarat nach Art. 94 EGKS-Vertrag) –; daher ist seine rechtliche Einordnung unklar. Allerdings fand dieses Protokoll vom 24. Juli 1952 Eingang in die jeweiligen Regierungsakten der Mitgliedstaaten²⁰ und diente als Grundlage weiterer politisch-rechtlicher und administrativer Vorgehensweisen.

18| Ebd.

19| PA AA_B015_235_038-039.

20| PA AA_B015_235_038f.

Die vier Amtssprachen der sechs Mitgliedstaaten sollten sowohl Amts- als auch Arbeitssprachen der Gemeinschaft sein (Art. 1: „*Les langues officielles et les langues de travail de la Communauté sont: français, allemand, italien et néerlandais*“). In Einzelfallentscheidungen und sonstiger Kommunikation richtete sich die Wahl der Amtssprache nach der der Beteiligten einschließlich der Unternehmen. Zudem sollte die Sprache der an die Organe gerichteten Korrespondenz von dem Korrespondenzteilnehmenden in einer der Amtssprachen gewählt werden (Art. 2 und 3), und die Beantwortung seitens der Organe hat in derselben Sprache zu erfolgen. Rechtsakte allgemeiner Geltung (Art. 6: „*Les règlements, décisions générales et autres délibérations générales des institutions de la Communauté*“) sind im Amtsblatt der Gemeinschaft in allen vier Sprachen zu veröffentlichen. *De facto* erschien das Amtsblatt von seiner ersten Ausgabe 1952 an in allen vier Amtssprachen der Gemeinschaft. Bei Mitgliedstaaten mit offizieller Mehrsprachigkeit richtet sich die Sprachenwahl nach den legislatorischen Vorgaben des betreffenden Staates (Art. 7: „*[...] l'usage de la langue sera, à la demande de l'Etat intéressé, déterminé suivant les règles générales découlant de la législation de cet État.*“). Zur Sprachenregelung in der Gemeinsamen Versammlung, der Vorläuferin des Europäischen Parlaments, wird unter der Auflage, dass jeder Abgeordnete sich in einer der Amtssprachen äußern kann, auf eine Selbstregelung verwiesen (Art. 4). Dies führte zur unmittelbaren Umsetzung in die Geschäftsordnung der Gemeinsamen Versammlung, die dort in der Eröffnungssitzung vom 10. bis 12. September 1952 diskutiert und verabschiedet wurde. Art. 15 der Geschäftsordnung bestimmt die vier Amtssprachen Deutsch, Französisch, Italienisch und Niederländisch als Amtssprachen der Versammlung, in denen alle offiziellen Dokumente erstellt werden. Art. 16 sah ein Simultandolmetschen aus und in die vier Amtssprachen vor, das gegebenenfalls im Einvernehmen (Art. 17) reduziert werden konnte.²¹ In detaillierterer Form widmet sich das Protokoll (Art. 5 Buchst. a bis e) u. a. den Sprachenregelungen für den Gerichtshof, insbesondere den potenziellen Verfahrenssprachen aus der Reihe der vier Amtssprachen, ihrer Verwendung in geschriebener und gesprochener Form und der Veröffentlichungspraxis. Sie fanden Eingang in die Verfahrensordnung vom 7. März 1953 des im Dezember 1952 eingerichteten Gerichtshofs und bilden die Grundlage des heute durch den Faktor Mehrsprachigkeit gekennzeichneten Gerichtshofs der Europäischen Union.²²

21 | Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl: Geschäftsordnung der Gemeinsamen Versammlung, ohne Ortsangabe, März 1953; Hemblenne 1992, 127-128, Gaedke 1954, 289 ff.

22 | Verfahrensordnung des Gerichtshofs vom 4.3.1953, ABl. 1953, Nr. 3, S. 37 ff.

6. Ausblick auf die nächste Etappe der offiziellen Mehrsprachigkeit in der europäischen Integration

Nach der Gründung der EGKS sollte die Europäische Integration mit dem Fokus auf dem wirtschaftlichen Sektor weiter Fahrt aufnehmen. Auf der Konferenz von Messina im Juni 1955 wurden Pläne für einen Gemeinsamen Markt und eine Atomgemeinschaft thematisiert und ein Ausschuss mit dem Auftrag eingesetzt, Entwürfe für die Vertragstexte der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) und der Europäischen Atomgemeinschaft (EAG) vorzubereiten. Die Sprachenfrage war erst ab 1956 Gegenstand von Erörterungen und wurde in den Redaktionsgruppen kontrovers diskutiert.²³ Bei der Abfassung der Vertragstexte wurde nicht ausschließlich an einem französischen Text gearbeitet, vielmehr brachten die verschiedenen Redaktionsgruppen auch Elemente eines koredaktionellen Arbeitens mit ein;²⁴ eine Vorgehensweise, die durchaus Einfluss auf die Gestaltung aller vier Sprachfassungen hatte. Anders als im EGKS-Vertrag kam bei den Verträgen zur Gründung der EWG und der EAG im Hinblick auf die Vertragssprachen ein egalitäres Prinzip zur Anwendung. Alle Amtssprachen der Mitgliedstaaten – bei mehreren Amtssprachen zumindest eine – erhalten diesen Status auch auf der Ebene des Gemeinschaftsrechts, mit der expliziten Festlegung der Authentizität. „Dieser Vertrag ist in einer Urschrift in deutscher, französischer, italienischer und niederländischer Sprache abgefasst, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.“ (Art. 248 EWG-Vertrag/Art. 225 EAG-Vertrag). Anders als im Völkerrecht üblich ist die Anzahl der Vertragssprachen nicht beschränkt. Dieses Charakteristikum des europäischen supranationalen Rechts führte zur Zahl der heutigen 24 Vertragssprachen, die in Art. 55 Abs. 1 EUV explizit und in Art. 358 AEUV kraft Verweisung aufgeführt sind. Wie in den Römischen Verträgen gilt weiterhin die uneingeschränkte Verbindlichkeit aller Vertragssprachen.²⁵

23| Hemblenne 1992, 130; Schübel-Pfister 2004, 55f.; Van der Jeught 2015, 60 f.

24| Burr 2013, Rn. 19, 20.

25| Allerdings lässt sich eine fortdauernde Brisanz des Themas nicht leugnen. Nicht ohne Grund hatte der Generalsekretär des Verfassungskonvents, Sir John Kerr, bei der Eröffnung der Beratungen zum Verfassungskonvent 2002/03 eine Diskussion über die Vertragssprachen ausgeschlossen; Burr 2013, Rn. 21.

In Bezug auf die Amts- und Arbeitssprachen war es bei den vorbereitenden Arbeiten zu den Römischen Verträgen aufgrund einzelstaatlicher Widersprüche zu keiner einvernehmlichen Lösung für ein Sprachenregime gekommen. Erst kurz vor der Unterzeichnung am 23. März 1957 wurde diese Frage mit Art. 217 EWG-Vertrag einer sekundärrechtlichen Regelung vorbehalten. Dieser Artikel bestimmt, dass die Regelung der Sprachenfrage für die Organe der Gemeinschaft unbeschadet der Regelung des Gerichtshofs vom Rat einstimmig getroffen werden sollte. Eine solche primärrechtliche Zurückhaltung blieb auch im Lissabonner Vertrag bestehen, der in Art. 342 AEUV festlegt: „Die Regelung der Sprachenfrage für die Organe der Union wird unbeschadet der Satzung des Gerichtshofs der Europäischen Union vom Rat einstimmig durch Verordnungen getroffen.“

In Ausführung dieser 1957 festgelegten Basisnorm hatte der Rat am 15. April 1958 seine erste Verordnung²⁶ über die Regelung der Sprachenfrage erlassen, die sich in wesentlichen Teilen an das EGKS-Protokoll vom Juli 1952 anlehnt und heute noch Gültigkeit besitzt. Als Grundaussage bleibt das sprachliche Egalitätsprinzip. Die Gleichsetzung von Amts- und Arbeitssprachen (Art. 1 der Verordnung Nr. 1/1958) mag symbolischen Charakter haben; sie bietet die Möglichkeit, nicht aber die Pflicht, die Amtssprachen als Arbeitssprachen zu verwenden.²⁷ Verordnungen und Schriftstücke allgemeiner Art werden in den Amtssprachen abgefasst und im Amtsblatt veröffentlicht, das in den Amtssprachen erscheint (Art. 4 und 5 der Verordnung Nr. 1/1958). Anders als das Sprachenprotokoll des EGKS, das detailliertere Angaben zur Sprachenfrage im Gerichtshof enthielt, begnügt sich Art. 7 der Verordnung Nr. 1/1958 mit einem Hinweis auf die Regelungen in dessen Verfahrensordnung. Eine solche Verlagerung sprachenrechtlicher Befugnisse in den Organen generell auf die Ebene von Geschäftsordnungen (Art. 6 der Verordnung Nr. 1/1958) wird in der Literatur als Novum gegenüber dem EGKS-Protokoll angeführt,²⁸ doch finden wir schon in den Ausführungen des 1951 eingerichteten Juristenausschusses des Schumanplans (s.o., Abschnitt 3) die Empfehlung, Sprachenregelungen

26| Verordnung Nr. 1 des Rates vom 15. April 1958 zur Regelung der Sprachenfrage für die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft, ABl. 1958, Nr. 17, S. 385. Analog dazu zur Europäischen Atomgemeinschaft ABl. 1958, Nr. 17, S. 401.

27| Ringe 2022, 86; Schübel-Pfister 2004, 58 ff.

28| Van der Jeught 2015, 62 f.

„den Geschäftsordnungen der verschiedenen Institutionen und der Gewohnheit“ zu überantworten.

In der Öffentlichkeit fand das nicht publizierte EGKS-Protokoll von 1952 kaum Resonanz, doch wird es mittlerweile immer wieder zur Auslegung der Verordnung Nr. 1/1958 herangezogen. Die lapidare Feststellung, dass der EGKS-Vertrag nur in der französischen Fassung vorliegt, geht über wichtige Argumentationen hinweg, die in den Diskussionen und Debatten zum EGKS-Vertrag eine Rolle spielten. Es lohnt sich, die Materialien zu konsultieren, die auf verschiedene Weise das politisch-juristische Vorgehen bei der Entstehung eines supranationalen Vertragswerks dokumentieren. Aber auch heute, 2022, machen sie uns die Besonderheiten und Verpflichtung einer supranationalen Organisation deutlich, deren Bedeutung weit über die wirtschaftliche Komponente hinausreicht.

Quellen

PA AA (Politisches Archiv des Auswärtigen Amts), PA AA_B 015 Sekretariat für Fragen des Schuman-Plans

Protokoll der 183. Sitzung des 1. Deutschen Bundestages – Plenarprotokoll

<https://dip.bundestag.de/plenarprotokoll/protokoll-der-183-sitzung-des-1-deutschen-bundestages/4602?term=Schumanplan&f.wahlperiode=1&f.wahlperiode=20&rows=25&pos=5>

Referenzen

Burr, Isolde 2013. "Art. 55" in Blanke, Hermann-Josef / Mangiameli, Stelio (ed.). *The Treaty on European Union (TEU). A Commentary*. Berlin / Heidelberg: Springer.

Gaedke, Jürgen 1954. *Das Recht der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl, Textsammlung mit Anmerkungen und Sachverzeichnis*. München: C.H. Beck.

Hemblenne, Bernard 1992. "Les problèmes du siège et du régime linguistique des Communautés européennes (1950-1967)". In: Heyen, Erk Volkmar (ed.): *Die Anfänge der Verwaltung der Europäischen Gemeinschaft*. Baden-Baden: Nomos, 107-143.

Pfeil, Werner 1996a. "Der Aspekt der Mehrsprachigkeit in der Union und sein Einfluss auf die Rechtsfortbildung des Europäischen Gemeinschaftsrechts." *Zeitschrift für Rechtsvergleichung* 37, 11-20

Ringe, Nils 2022. *The Language(s) of Politics: Multilingual Policy-Making in the European Union*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.

Schübel-Pfister, Isabel 2004. *Sprache und Gemeinschaftsrecht. Die Auslegung der mehrsprachig verbindlichen Rechtstexte durch den Europäischen Gerichtshof*. Berlin: Duncker & Humblot.

Van der Jeught, Stefaan 2015. *EU Language Law*. Groningen: Europa Law Publishing.

Molengue heißt auf Sango Augenstern.

Über den Versuch, den Reichtum von Sprachen für die Bildung
zu nutzen.



Österreich

— Univ.-Prof. Dr. Eva Vetter

Eva Vetter ist seit 2011 Professorin für Fachdidaktik/Sprachlehr- und -lernforschung an der Universität Wien (Zentrum für LehrerInnenbildung und Institut für Sprachwissenschaft). Von 2013 bis 2018 war sie stellvertretende Leiterin des Zentrums für LehrerInnenbildung, seit 2012 ist sie Mitherausgeberin des International Journal of Multilingualism. Ihre Forschungsthemen sind Mehrsprachigkeit, Unterrichtsforschung, Diskursanalyse, Sprachlehr- und -lernforschung, Sprachkontakt- und konfliktforschung sowie Frankophonie.

Spracheneuphorie zur Einleitung

„Molengue“ oder auch „molengué“ bzw. „molenge“ ist ein Hauptwort in Sango, der Nationalsprache der Zentralafrikanischen Republik. In den Wörterbüchern wird es mit Kind übersetzt. Kind ist auch die Bedeutung, die diesem Wort in der Kommunikation unter Sango-Verwender*innen gegeben wird. Was hinter dieser heutigen Bedeutung steht, darüber hat sich Helmut Buchegger, der lange Zeit als Missionar in Zentralafrika gelebt hat, Gedanken gemacht (Buchegger 2021). Er deutet „molenge“ ähnlich wie andere zusammengesetzte Wörter, indem er die Bestandteile des Wortes analysiert: „mo“ ist die Anrede für die zweite Person, „le“ heißt Auge und auch Perle, schließlich das dritte Wort „nge“ klein, mager. Nicht in allen Sprachen sind die Bezeichnungen für Kind auf diese oder ähnliche Komponenten zurückzuführen. Die französische Bezeichnung „enfant“ beginnt mit einer Verneinung, die sich aus dem Lateinischen *infans* ableitet (Brachet 1874, 205). Verneint wird das lateinische Zeitwort *fari*, das aus dem Griechischen „*phaô*“ kommt. Auch wenn sich die Bedeutung „Kind“, die dem sprachlichen Zeichen „enfant“ allgemein gegeben wird, nicht mehr darauf bezieht, so verweisen noch die Bestandteile des französischen Wortes auf jemanden, der/die (noch) nicht sprechen kann.

Eine Sprache bietet eine Sichtweise auf die Dinge der Welt an. Ihr liegt ein Ordnungssystem zugrunde, das sich von dem anderer Sprachen deutlich unterscheiden kann. Die Art und Weise, wie eine Sprache die Welt kodiert, hängt eng mit den Lebensumständen ihrer Sprecher*innen zusammen. Wenn die Funktion eines bestimmten Objekts für eine Gemeinschaft eine bedeutende ist, so stellt sie ausdifferenziertere Bezeichnungen zur Verfügung als für ein Objekt, dem kaum Bedeutung zukommt. Für die Rentierzüchter im Norden Europas war die Beobachtung und Kenntnis der Schneeeverhältnisse von großer Bedeutung. Das Überleben der Herde konnte von ihr abhängen. So findet man im nördlichen Saamisch mehr als 20 Ausdrücke für unterschiedliche Schneearten (Haarmann 2021, 73).

Die Sprache legt zwar einen bestimmten Blick auf die Welt nahe, doch sind wir Menschen durch diese Perspektive nicht notwendigerweise eingeeengt. Keine Sprache ist ein in sich geschlossenes und unveränderbares, nach außen immer klar abgrenzbares System. Sprachen entwickeln sich weiter, so wie die Bedürfnisse der Menschen, die sie verwenden. Außerdem hat jeder Mensch die Fähigkeit, mehrere Sprachen zu lernen und zu verwenden. Damit können wir ziemlich schnell in die sprachliche Vielschichtigkeit eintauchen. Das beginnt schon beim Zählen. Diejenigen, denen das Dezimalsystem vertraut ist, müssen oft gar nicht weit suchen, um auf das davon unterschiedliche

Vigesimalsystem, also die Zwanzigerzählung, zu stoßen: Das Irische basiert auf der Vigesimalzählung, Bretonisch auf dem Dezimalsystem. Die beiden keltischen Sprachen sind geografisch nicht weit getrennt. Ob die Zählung damit zu tun hat, dass zu den Fingern aus welchen Gründen auch immer die Zehen dazugezählt wurden oder die Finger einfach umgedreht wurden und so die Zahl 20 ergeben, wird wohl noch länger im Dunkeln liegen (Haarmann 2021, 99).

Wenn Menschen das Sprachenlernen perfektionieren und besonders viele Sprachen auf sehr hohem Niveau verwenden, nennt man sie Polyglotten. Der wohl berühmteste unter ihnen ist Kardinal Mezzofanti (1774 bis 1849), von dem berichtet wird, dass er 72 Sprachen konnte und sich in 39 davon fließend verständigte (Hudson 2008, 90). Polyglotten teilen zweifellos die Freude an Sprachen. Auch unter weniger außergewöhnlichen Sprachverwender*innen kann das Interesse an den vielfältigen Möglichkeiten, die Welt in sprachliche Zeichen zu gießen, Freude aufkommen lassen.

Getrübte Freude

Nicht immer wird Sprachenvielfalt (gemeint ist sowohl die Mehrsprachigkeit von Individuen als auch jene von Gesellschaften) nur positiv bewertet. Dies trifft auch auf den Bereich der Bildung zu, dem sich dieser Beitrag widmet. Manchmal wird der Mehrsprachigkeit von jungen Menschen sogar eine benachteiligende Wirkung zugeschrieben, wenn wir an die Interpretation der PISA-Ergebnisse denken. Schüler*innen, die zu Hause andere Sprachen verwenden als die Unterrichtssprache, schneiden in vielen europäischen Schulsystemen schlechter ab als sogenannte monolinguale Schüler*innen. Demnach wird diese Mehrsprachigkeit als Nachteil interpretiert. Auch in den Vereinigten Staaten wurde Mehrsprachigkeit als Hindernis gesehen. Ein Beispiel ist die offizielle Namensgebung der Bildungsbehörde in New York, die sich von der Behörde für bilinguale Bildung (Office of Bilingual Education of the New York City Board of Education) zur Behörde für Englischlernende (2002: Office of English Language Learners of the New York City Department of Education) und schließlich zu jener für beeinträchtigte und englischlernende Studierende (2009: Chief Achievement Office: Students with Disabilities and English Language Learners) entwickelt hat (García 2011, 140)

In Europa ist gerade in den letzten 15 Jahren die zunehmende Hinwendung zur Unterrichts- und Mehrheitssprache bemerkbar. Ihr gilt alle Aufmerksamkeit, und fast hat man den Eindruck, als wäre die Freude an der Mehrsprachigkeit aus dem öffentlichen Diskurs verschwunden. Unvollständige Kenntnis dieser Unterrichtssprache ist mit Nachteilen

und Verzögerungen in der Bildungslaufbahn verbunden. An manchen Orten werden Sprachverbote und -gebote heftig diskutiert und bisweilen sogar politisch angeregt (Netzwerk Sprachenrechte 2021). Man kann dies als Fortbestand des monolingualen Habitus interpretieren, den Gogolin 1994 beschrieben hat, während gleichzeitig die Schüler*innen mehrsprachig sind.

In solchen Auseinandersetzungen wird häufig übersehen, dass Mehrsprachigkeit ein Thema ist, um das Bildungssysteme schon lange ringen. Historisch wie gegenwärtig haben sich Modelle zur erfolgreichen institutionellen Umsetzung entwickelt. Von diesen soll im Folgenden die Rede sein. Ausgewählt wurden Modelle, die nicht primär an finanzielle Ressourcen (z. B. der Eltern) gebunden sind oder im Bericht zu den innovativen Mehrsprachigkeitsmodellen in Europa bereits erwähnt werden (Le Pichon-Vorstmann et al. 2020, 42-95). So werden im Folgenden die utraquistischen Schulen in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie, die Minderheitenschulen in Europa und die mehrsprachigen Schulen in urbanen Gebieten angesprochen.

Ein Blick in die Geschichte: utraquistische Schulen¹ in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie

Auch in der Vergangenheit waren geografische Räume selten wirklich einsprachig. Eine Ausnahme stellen nicht kontaktierte Gemeinschaften dar und solche, die aus verschiedenen Gründen den Kontakt nach außen ablehnen. Im weitaus häufigeren Fall begegnen Menschen, die verschiedene Sprachen verwenden, einander nicht nur, sondern leben miteinander und teilen geografische wie politische Räume. Für die Bildung in mehrsprachigen Räumen sind in Europa die sogenannten utraquistischen Schulen entstanden. Dies war auch im Vielvölkerstaat der Österreichisch-Ungarischen Monarchie der Fall: Im gemischtsprachigen Gebiet waren zwei- und mehrsprachige Schulen im 19. Jahrhundert weit verbreitet, wobei Deutsch eine der Unterrichtssprachen war. Von vielen auch nicht-deutschen Eltern wurden sie mit Blick auf das spätere berufliche Fortkommen ihrer Kinder gegenüber einsprachigen Schulen bevorzugt (Urbanitsch 1980, 81). In utraquistischen Schulen fand der Unterricht der Fachgegenstände

1 | „Utraquistische Schule“ hat sich in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie als Bezeichnung für zweisprachige Schulen etabliert, in denen die verschiedenen Sprachen der Kinder als Unterrichtssprachen verwendet und sukzessive durch die andere Landessprache, also z. B. Deutsch oder Italienisch, ersetzt wurden (Stourzh 1980, 1136).

in verschiedenen Sprachen statt. Es war auch möglich, ein und denselben Gegenstand an einer Schule in unterschiedlichen Sprachen zu unterrichten. Die Unterrichtssprache wechselte somit je nach Gegenstand (und Gegebenheiten wie etwa verfügbare Sprachkenntnisse der Lehrpersonen).

Ein schönes Beispiel für das Funktionieren eines solchen utraquistischen Modells ist die Stadt Plzeň (Pilsen) im Böhmen des 19. Jahrhunderts. Böhmens zweitgrößte Stadt war Hauptstadt eines großen Bezirks mit bedeutender Industrie, dessen Westen mehrheitlich von Deutschsprachigen und dessen Osten von Tschechischsprecher*innen besiedelt war. Die Stadt war somit das Zentrum des Sprachkontakts und ein wichtiger Bildungsstandort für Tschechisch- und Deutschsprecher*innen. In der Stadt selbst wurde auch im 19. Jahrhundert mehrheitlich Tschechisch verwendet. Diese Schlüsse lassen sich aus den offiziellen Statistiken ziehen (Newerkla 2003).

Tatsächlich aber war die Stadtbevölkerung im 19. Jahrhundert zweisprachig: Für Tschechischsprecher*innen war eine gute Kenntnis des Deutschen mit sozialen und wirtschaftlichen Vorteilen verbunden. Die Deutschsprechenden waren im alltäglichen Kontakt mit der tschechischsprachigen Mehrheit auf entsprechende Sprachkenntnisse angewiesen. Die Analyse der ältesten Gymnasien der Stadt gibt Einblick in das Funktionieren des utraquistischen Systems: So werden in dem Gymnasium, das ab 1883 als tschechisches Gymnasium bezeichnet wird, Mathematik, Physik, Chemie und Mechanik auf Deutsch und Literatur, Geschichte, Geografie und Naturwissenschaften (in den unteren Jahrgängen auch Arithmetik) auf Tschechisch unterrichtet. Die übrigen Gegenstände werden in beiden Sprachen unterrichtet. Auch die Schule, die ab 1890 als „deutsch“ bezeichnet wird, führte zur Mitte des 19. Jahrhunderts einen bilingualen Zweig, in dem einige Fächer in der einen und die übrigen in der anderen Sprache unterrichtet wurden. Bemerkenswert ist, dass diese Sprachenregelung das Ergebnis der Bemühungen der Stadt war. Die Bürger*innen waren bestrebt, die nachfolgende Generation mit den nötigen Sprachkenntnissen für ein friedvolles Zusammenleben auszustatten. Der aufkeimende Nationalismus (Vetter 2003) und das sogenannte Sprachenzwangsverbot des Artikels 19 Absatz 3 im Staatsgrundgesetz (1867) führten zur sprachlich-nationalen Trennung der Schulen (Stourzh 1980). Das utraquistische System geriet in Vergessenheit.

Minderheitenschulen als Modelle für gegenwärtige Mehrsprachigkeit

Der europäische Nationalstaat hat bekanntermaßen ein Problem mit Sprachenvielfalt. In seinem Selbstverständnis knüpft der Nationalstaat an die Französische Revolution an und versteht sich als einsprachig. Die Sprache der Bildung ist folglich die Nationalsprache. Fehlende rechtliche wie finanzielle Unterstützung führt zu einer Verdrängung aller anderen Sprachen. Dies betrifft auch das Bildungswesen. In den 1970er Jahren kam es in mehreren europäischen Staaten zu Graswurzelbewegungen, die sich miteinander vernetzten und für die aus den Schulsystemen verdrängten Sprachen eintraten. Seither haben diese Schulen nicht nur an Schüler*innen gewonnen, sondern sind mittlerweile auch mit großem Prestige ausgestattet. Exemplarisch für diese Entwicklung ist die Geschichte der bretonischen Minderheitenschulen DIWAN (Vetter 2013).

Zur Gründungsgeschichte von DIWAN gehört das bekannte Foto des ersten Lehrers, eines bretonischen Musikers, mit fünf Kindern. Er war erst am Vortag engagiert worden und begann den Unterricht in einem nicht dafür vorgesehenen Raum. Heute besuchen 4 030 Kinder Schulen von DIWAN (Office de la langue bretonne für das Schuljahr 2021/22). Der gemeinnützige Verein betreibt 48 Schulen (écoles), sechs Mittelschulen (collèges) und zwei Gymnasien (lycées). Unterrichtet wird seit 1977 nach dem aus Kanada importierten Modell der Immersion. Vom Kindergarten an verwenden die Pädagog*innen Bretonisch. Die Kinder lernen auf Bretonisch lesen und schreiben. Diese Fertigkeiten werden ins Französische übertragen. Die Sprache der Schule ist Bretonisch, und dieses „Sprachbad“ zielt darauf ab, ein Gleichgewicht zu Französisch herzustellen. In der Gesellschaft dominiert Französisch, und viele Eltern können selbst nicht oder noch nicht Bretonisch, wenn sie ihre Kinder bei DIWAN einschreiben. Das Ziel des Immersionsmodells ist eine möglichst ausgeglichene Kompetenz in beiden Sprachen (Osterkorn, Vetter 2015).

In den mehr als vier Jahrzehnten seines Bestehens ist DIWAN eine Graswurzelbewegung geblieben, die sich ständig professionalisiert hat. Für die Ausbildung von Lehrer*innen wurden Angebote entwickelt, Lehrmaterialien wurden geschaffen, und die Vernetzung mit anderen Minderheitenschulen hat eine offizielle Form bekommen. Die Eröffnung neuer Schulen geht aber immer noch auf die Initiative von Eltern zurück.

Der Erfolg von DIWAN lässt sich auch in Zahlen gießen: DIWAN-Schüler*innen haben bei der Matura mehr Erfolg als der Durchschnitt der Schüler*innen in Frankreich wie

im Département Finistère. 2020 haben wie auch schon in einigen Jahren zuvor alle Schüler*innen des Gymnasiums in Carhaix die Matura geschafft (Linternaute). DIWAN bietet nicht nur das erfolgreichste Modell für das Erlernen der Minderheitensprache Bretonisch. Mit Englisch und in der Folge Deutsch oder Spanisch sowie Sprachaufenthalten bei anderen sprachlichen Minderheiten ist das Immersionsmodell auch ein Beispiel dafür, dass Kenntnisse in zwei Sprachen eine gute Basis für weiteres Sprachenlernen sind.

Superdivers: Mehrsprachigkeit im urbanen Raum

Das Besondere an Urbanität ist, dass auf einem umgrenzten Raum eine extrem hohe Komplexität und Diversität vorzufinden ist. In Wien gründet sich diese Vielfalt in der Tradition der Hauptstadt eines vielsprachigen Reiches, dessen Bewohner*innen seit Jahrhunderten ihre Sprachen in die Stadt mitbrachten. Heute ist die gesellschaftliche Mehrsprachigkeit von der Arbeitsmigration der 1960er Jahre geprägt. Neben Deutsch sind Bosnisch, Kroatisch und Serbisch, Türkisch, Albanisch, Polnisch und Rumänisch stark vertretene Sprachen. 2015 hat der Krieg in Syrien eine Fluchtmigration ausgelöst, die vermehrt Sprachen wie Arabisch und Persisch nach Wien gebracht hat. Mehr als die Hälfte der Schüler*innen verwendet außerhalb der Schule auch eine andere Sprache, oft gemeinsam mit Deutsch. An den Schulen ist die Sprachenvielfalt je nach Schultyp zwar unterschiedlich stark ausgeprägt, die lebensweltliche Mehrsprachigkeit hat sich aber insgesamt als wichtiges Merkmal der aktuellen Schüler*innen fest etabliert.

Um diese Mehrsprachigkeit wertzuschätzen, wurden an manchen Standorten spezielle Strategien entwickelt. Viele von ihnen sind in der Sprachlandschaft der Schule, dem sogenannten Linguistic Landscape, sichtbar als Aufschriften, Schilder oder Plakate. So findet sich am Schultor einer Schule das Wort „Willkommen“ in allen von den Kindern mitgebrachten Sprachen, an einem anderen die Aufschrift „40 Sprachen – eine Schule“. In wieder einer anderen Schule durchzieht die Aufschrift „Friede“ in einer Vielzahl von Sprachen das gesamte Schulgebäude. Mehrsprachige Lernplakate weisen darauf hin, dass nicht nur Deutsch eine Sprache des Lernens ist (Vetter 2021).

Manche Schulen gehen über solche Zeichen der Wertschätzung hinaus, indem sie Strategien entwickeln, um Mehrsprachigkeit in das sprachliche Handeln in der Schule einzubinden. Dazu zählen Gedichte in der Sprache des Herzens, die für jede*n Schüler*in eine andere sein kann, oder Recherchearbeiten, die in verschiedenen Sprachen stattfinden und so neue Perspektiven zugänglich machen. Dem von den Lehrer*innen oft befürchteten Mangel an Kontrolle steht ein Zuwachs an Selbststeuerung und positiven

Emotionen auf Seiten der Schüler*innen gegenüber. Außerdem wird das Übertragen von in verschiedenen Sprachen recherchierten Informationen in die gemeinsame Sprache geübt.

Mehrsprachiger Unterricht stellt sich der einsprachigen Ausrichtung von Bildung entgegen. Mehrsprachigkeit wird nicht nur sichtbar gemacht, sondern wird zum Ausgangspunkt oder Teil von Lernerfahrungen. Auch wenn Mehrsprachigkeit vielerorts noch eher als Herausforderung verstanden wird, so deutet doch die wachsende Anzahl an Materialien eine Wende an. Auch das Mercator Institut für Sprachförderung und Deutsch als Zweitsprache hat eine Handreichung für Lehrer*innen mit dem Titel „Mehrsprachige Unterrichtselemente“ veröffentlicht, und die Europäische Union widmet sich der Zukunft sprachlicher Bildung unter dem Vorzeichen von Mehrsprachigkeit (Le Pichon-Vorstman 2020).

Ein Fazit

2021 analysiert Jim Cummins die Forschung der letzten Jahrzehnte zum Bildungserfolg mehrsprachiger Schüler*innen. Er kritisiert die Interpretation der PISA-Ergebnisse scharf: Das schlechtere Abschneiden von Kindern, die zu Hause eine andere als die Mehrheitssprache verwenden, werde damit begründet, dass diese Kinder zu wenig Gelegenheit zum Erlernen der Mehrheitssprache hätten. Cummins betont einmal mehr, dass die PISA-Ergebnisse keine Evidenz für eine kausale Verbindung zwischen der Sprachverwendung zu Hause, der Gelegenheit zum Lernen der Mehrheitssprache und den unterdurchschnittlichen Testergebnissen böten (Cummins 2021, 96). Im Gegenteil, mit Bezug auf umfangreiche Studien zeigt er, dass ein Zurückgreifen auf die sprachlichen Ressourcen der Schüler*innen die Textproduktion und -rezeption in der zu lernenden Sprache unterstützt, das Einbringen vorhandenen Wissens erlaubt und ein Bewusstsein zu den Unterschieden zwischen den Sprachen anregt. Cummins betont weiters die Wirkung ermächtigender Strategien, sodass die Lernenden ein positives akademisches Selbstkonzept entwickeln können.

In den drei vorgestellten Modellen ist eine solche ermächtigende Wirkung von Bildung unterschiedlich umgesetzt. Gemeinsam ist ihnen, dass sie Sprache nicht nur als Mittel zum Lernen, sondern als eigenständige Komponente von Bildung verstehen. Gemeinsam ist ihnen auch, dass sie von engagierten Menschen vorangetrieben werden. Die Modelle unterscheiden sich darin, dass sie unterschiedlich tief in die Welt der Sprachen eintauchen. Vielleicht findet sich der Augenschein irgendwann einmal auf

einem Schulplakat, möglicherweise erweitern ehemalige Schüler*innen von DIWAN ihr zumindest viersprachiges Repertoire um weitere Facetten. Wie dem auch immer sei, in allen Modellen ist die Freude an Sprache und am Reichtum durch Vielfalt spürbar.

Referenzen

Brachet, Auguste. Dictionnaire Etymologique de la langue Française, Sixième édition. Ca. 1874.

Buchegger, Helmut 2021. Wenn der Fisch im Wasser weint... Begegnungen, Reisen, Abenteuer nach Tagebuchaufzeichnungen. Bibliothek der Provinz.

Cummins, Jim 2021. Rethinking the Education of Multilingual Learners: A Critical Analysis of Theoretical Concepts. Multilingual Matters.

García, Ofelia 2011. Pedagogies and Practices in Multilingual Classrooms: Singularities in Pluralities. *The Modern Language Journal* 95. 385–400.

Gogolin, Ingrid 1994. Der monolinguale Habitus der multilingualen Schule. Waxmann.

Haarmann, Harald 2021: Die seltsamsten Sprachen der Welt. Von Klicklauten und hundert Arten, ich zu sagen. C.H. Beck.

Hudson, R. 2008. Word Grammar, Cognitive Linguistics, and Second Language Learning and Teaching. In: P. Robinson & N. Ellis (Eds.), *Handbook of Cognitive Linguistics and Second Language Acquisition* (S. 89–113). New York: Routledge.

Le Pichon-Vorstman, E., Siarova, H., Szőnyi, E. 2020. 'The future of language education in Europe: case studies of innovative practices', NESET report. Luxemburg: Publications Office of the European Union. doi: 10.2766/81169.

Linternaute. Lycée Diwan (enseignement breton) (Carhaix-Plouguer): classement 2021 et taux de réussite au bac. <https://www.linternaute.com/ville/lycee/lycee-diwan-enseignement-breton/lycee-0292137R>.

Netzwerk Sprachenrechte. Wird Sprachen-Unrecht in Oberösterreich Regierungsprogramm? OTS 0035 APA-Presseaussendung vom 8.11.2021.

Newerkla, Stefan 1999. Intendierte und tatsächliche Sprachwirklichkeit in Böhmen. Diglossie im Schulwesen der Böhmisches Kronländer 1740-1918. Wien: WUV University Press.

Newerkla, Stefan 2003. The seamy side of the Habsburgs' liberal language policy: Intended and factual reality of language use in Plzeň's educational system. In: Rindler Schjerve, Rosita (ed.): Diglossia and Power. Language Policies and Practice in the 19th Century Habsburg Empire. Mouton De Gruyter, 167-195.

Office de la langue bretonne, chiffres-clés. <https://www.fr.brezhoneg.bzh/5-chiffres-cles.htm>

Osterkorn, Patrick K., Vetter, Eva 2015. „Le multilinguisme en question?“ – The case of minority language education in Brittany (France). In: Kramsch, Claire / Jessner, Ulrike (Hrsg.): The multilingual challenge: Cross-disciplinary perspectives. Berlin, New York: Mouton de Gruyter, 115-139.

Stourzh, Gerald 1980: Die Gleichberechtigung der Volksstämme als Verfassungsprinzip 1848-1918. In: Wandruszka, Adam/Urbanitsch, Peter (Hrsg.), Die Habsburgermonarchie 1848-1918. Band III Die Völker des Reiches. Wien: Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 975-1206.

Urbanitsch, Peter 1980. Die Deutschen. In: Die Habsburgermonarchie 1848-1918. Band III Die Völker des Reiches, 1. Teil. Wien: Österreichische Akademie der Wissenschaften, 33-410.

Vetter, Eva 2003. Hegemonic discourse in the Habsburg Empire: The case of education. A critical discourse analysis of two mid 19th century government documents. In: Rindler Schjerve, Rosita (ed.): Diglossia and Power. Language Policies and Practice in the 19th Century Habsburg Empire. Mouton De Gruyter, 271-307.

Vetter, Eva 2013. Teaching languages for a multilingual Europe – minority schools as examples of best practice? The Breton experience of *Diwan*. In: International Journal of the Sociology of Language 223(2013), 153-170.

Vetter, Eva 2021. Language Education Policy Through a DLC Lens: The Case of Urban Multilingualism. In: [Larissa Aronin and Eva Vetter \(Eds\): Dominant Language Constellations Approach in Education and Language Acquisition. Educational Linguistics Vol. 51](#), 43-59.



Eesti keel Euroopa Liidus Euroopa Parlamendi liikme pilgu läbi



Eesti

— Marina Kaljurand

Marina Kaljurand on Euroopa Parlamendi liige alates 2019. aastast. Aastatel 1991–2015 töötas ta mitmel ametikohal Eesti välisteenistuses, olles Eesti suursaadik erinevates riikides, sh Venemaa Föderatsioonis, Ameerika Ühendriikides ja Iisraelis. Aastatel 2015–2016 oli Kaljurand Eesti välisminister ning aastal 2019 valiti ta Riigikogu liikmeks. Ta on ekspertina osalenud mitme rahvusvahelise organisatsiooni tegevuses, tegutsenud diplomaatia lektorina Tartu Ülikoolis ja Eesti Diplomaatide Koolis ning avaldanud mitu artiklit küberjulgeoleku, rahvusvahelise õiguse ja poliitika teemadel.

2004. aastal liitus Eesti Euroopa Liiduga. Sellele eelnesid pikk ja põhjalik selgitustöö ning liitumisreferendum 2003. aastal. Eesti oli taastanud iseseisvuse kõigest 12 aastat tagasi ning osas ühiskonnast valitses hirm „uude liitu“ astumise ees. Kardeti, et Moskva asemel hakkab korraldusi jagama Brüssel, ning kardeti, et Euroopa Liit lähendab eesti keele, mida hoiti ja kaitsti läbi kogu nõukogude aja. Mäletan, et inimestega kohtudes tõime eeskujuks lirimaad, mis liitus Euroopa Liiduga (siis Euroopa Majandusühendusega) 1973. aastal ning oli paarikümne aastaga arendanud Euroopa Liidu toel mitte ainult majandust, vaid oluliselt suurendanud teadlikkust iiri kultuurist ning iiri keele oskust. Väikese liialdusega võib väita, et Euroopa Liit oli iiri keele taassünni ristivanemaks. Siis me veel ei teadnud, et iiri keel saab 2007. aastal Euroopa Liidu ametlikuks keeleks.

Eestlaste mure keele säilimise üle oli igati mõistetav, sest väitsid ju ka mõned eksperdid, et keel, mida kõneleb alla miljoni inimese, on määratud väljasuremisele. Kui siia lisada juurde sovetiseerimise kogemus NSV Liidust, on arusaadav, miks Euroopa Liidus nähti ohtu eesti keelele ja kultuurile. Erinevalt iiri keelest läks eesti keelele kohe algusest peale paremini: eesti keel sai Euroopa Liidu ametlikuks keeleks alates Euroopa Liiduga liitumisest.

Huvitav on tõdeda, et täna näevad eestlased Euroopa Liidu, sealhulgas Euroopa Parlamendi rolli eesti kultuuri (ja keele) kaitsmisel. 2022. aasta alguses avaldatud Eurobaromeetri uuringu¹ järgi on Eesti vastajate arvates esmatähtis, et Euroopa Parlament kaitseks liikumisvabadust (29%) ja rahvuslikke traditsioone ning kultuuri (26%). See on oluliselt erinev Euroopa Liidu keskmisest, kus Euroopa Parlamendi esmase ülesandena nähakse demokraatia kaitsmist (32%), sõna- ja mõttevabaduse kaitsmist (27%) ning inimõiguste kaitset (25%). See tähendab, et 18 aastat pärast Euroopa Liiduga liitumist on eestlaste mõtlemises toimunud täispööre: Euroopa Liidu institutsioonides nähakse eesti kultuuri ja keele kaitsjat, mitte ohustajat.

Keelelist mitmekesisust peetakse Euroopa rikkuseks ning Euroopa Liidu institutsioonide mitmekeelsus on erakordne. Loomulikult on sellel oma hind selle sõna kõige otsesemas tähenduses.

1 | <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2612>

Mitmekeelsuse kriitikud toovad tihti välja tõlkimise rahalise poole: liiga kulukas, liiga palju tõlke, mõttetu raharaiskamine, EL saaks asjaajamist korraldada palju odavamalt ja lihtsamalt, kui oleks üks või äärmisel juhul paar-kolm ametlikku keelt. Nõus, et mitmekeelne Euroopa Liit ei ole odav. Aga kõik ei saagi ega peagi olema odav. On olemas sümbolid ja väärtused, mis on rahast kallimad.

Oma karjääri jooksul olen osalenud väga erinevatel kohtumistel Euroopa Liidu institutsioonides, sealhulgas välisministrina välisasjade nõukogus ja praegu Euroopa Parlamendi saadikuna. Olen kasutanud suulist tõlget ja olen rääkinud inglise keeles, olen olnud väga rahul tõlke kvaliteediga ja mõnel juhul mitte nii väga. Aga olen alati hinnanud ja väärtustanud võimalust kõneleda Euroopa Liidu institutsioonides eesti keeles. Pean seda järgnevatel põhjustel olulisemaks rahalistest kuludest, mis kaasnevad tõlketeenusega, ning isegi aeg-ajalt kõikuvast tõlkekvaliteedist.

Esiteks on võimalus kasutada oma riigi keelt oluline inimeste eneseteadvusele, enesekindlusele ja väärikusele. Fakt, et Euroopa Liit tunnistab eesti keelt võrdsena suurriikide keeltega, lisab kindlasti uhkust eesti keele üle.

Selles mõttes on Euroopa Liit eeskujuks eesti keele kasutamisel ning väärtustamisel. Piltlikult öeldes: kui Brüsselis saab rääkida eesti keelt, peab seda saama teha ka igas Eesti ettevõttes, asutuses, ülikoolis jne. Loomulikult ei ole see absoluutne ja lihtsasti tehtav, näiteks rahvusvaheliste ettevõtete puhul, aga püüelda selle poole tuleks.

29. juunil 2016 kõnelesin välisministrina konverentsil „Eesti keel ja kultuur maailmas“². Ütlesin siis järgmist: „Maailmas arvatakse olevat üle 6000 keele, kuid vaid ligikaudu 200 neist on sedavõrd arenenud, et nendes keeltes saab õppida ülikoolis, teha teadustöid, lugeda ilukirjandust, kasutada arvutitarkvara jne.

Sama palju on keeli, mida räägib enam kui miljon kasutajat. Alates 2004. aastast on eesti keel üks Euroopa Liidu ametlikest keeltest. Selles mõttes on eesti keele positsioon päris hea. Meie keel on meile niivõrd tähtis, et see on kirja pandud põhiseadusesse: § 6 - Eesti riigikeel on eesti keel.

Riigi kohus on tagada eesti rahvuse, keele ja kultuuri säilimine läbi aegade. Keele püsimine sõltub suuresti sellest, kuidas suhtuvad sellesse inimesed, kes seda räägivad

2| <https://vm.ee/et/uudised/valisminister-marina-kaljuranna-kone-konverentsil-eesti-keel-ja-kultuur-maailmas>

ja kasutavad. Meie kõigi kohustus on hoida eesti keelt ilusa ja puhtana. Keel ei ole aga mitte ainult pärand, vaid igapäevaseks laialdaseks kasutamiseks ja arendamiseks. Keel kannab edasi identiteeti ja mõttemustreid ning kajastab meie väärtusi.“

Kõige selle taustal tasub meeles pidada, et keele säilimine on palju laiem probleem kui eesti keele kasutamine ELi institutsioonides. Väikeriigi jaoks on eluline arendada emakeelset teaduskeelt ja käia kaasas uute teemade ning valdkondadega, et keel ei jääks „kõõgikeele“ tasemele. See tähendab tasakaalu leidmist eesti keele ja võõrkeelte kasutamise vahel ülikoolides, teadusasutustes, digimaailmas. See tähendab emakeele säilitamist globaliseerivas maailmas, kus ühel pool on suur surve rahvusvahelistumisele ja teisel pool oht „konnatigistuda“.

Teiseks teeb võimalus suhelda Euroopa institutsioonidega, sealhulgas rääkida Euroopa Parlamendis emakeeles, suhtlemise inimeste jaoks lihtsamaks ja toob Brüsseli (Strasbourg) ja Luxembourg) eestlastele lähemale.

Tavainimese jaoks on Euroopa Liit reeglina kauge ja bürokraatlik. Selle taustal on suureks plussiks võimalus suhelda emakeeles ja lugeda õigusakte eesti keeles. See ei tähenda, et juriidilisest tekstist on emakeeles alati lihtne aru saada. Kaugel sellest. Juristina pean tunnistama, et mõnda eestikeelset seaduse teksti on keerulisem lugeda kui ingliskeelset. Näiteks siis, kui valdkonnas ei ole välja kujunenud tuttavat eestikeelset sõnavara või väljakujunenud mõisted on liiga kunstlikud. Toon näiteks küberjulgeoleku kui ühe valdkondadest, kus eestikeelne sõnavara hakkas kujunema alles kümmekond aastat tagasi. Kindlasti on Euroopa Liidul oma roll aja- ja asjakohase eesti keele arengus. Tuleb ju kõik Euroopa Liidu õigustekstid tõlkida eesti keelde ning see tähendab panustamist uute eestikeelsete sõnade ja mõistete loomisse ning tutvustamisse.

Julgen väita, et Euroopa Parlament eristub teistest Euroopa Liidu institutsioonidest, sest on kohustatud tagama mitmekeelsuse kõrgeima võimaliku taseme. Igal Euroopa kodanikul on õigus kandideerida Euroopa Parlamendi valimistel. Ei oleks mõistlik nõuda Euroopa Parlamendi liikmetelt mõne sagedamini kasutatava keele, nagu prantsuse või inglise keele täiuslikku valdamist. Euroopa Parlamendi kodukorras tunnustatakse selgelt iga parlamendiliikme õigust lugeda ja kirjutada parlamendi dokumente, jälgida arutelusid ja väljendada end oma keeles.

Euroopa Parlament juhindub põhimõttest, et kõigil Euroopa Liidu kodanikel peab olema võimalik lugeda neid mõjutavaid õigusakte oma riigi keeles. Euroopa Parlament kui kaasseadusandja on kohustatud tagama, et kõik parlamendi vastu võetud õigusaktid

oleksid lingvistiliselt veatud kõigis ametlikes keeltes. Eurooplastel on Euroopa Liidu seaduste kohaselt õigus jälgida parlamendi tööd, küsida küsimusi ja saada vastuseid oma keeles.³

Euroopa Parlamendi tõlketeenistuse andmetel on Euroopa Parlamendis ligi 700 tõlkijat, kellele lisandub umbes 500 assistenti ning tehnilist töötajat.⁴ Kuna kasutusel on 24 ametlikku keelt, tähendab see 552 keelekombinatsiooni, sest igat keelt tõlgitakse 23 keelde. Arvestades Euroopa Liidu rahvaarvu, mis on ligi 450 miljonit, ei ole 700 Euroopa Parlamendi tõlkijat väga suur number ning kulu. Eriti arvestades positiivse poolega, mida mitmekeelsus kaasa toob. Usun, et seda saab öelda kõigi Euroopa Liidu institutsioonide kohta.

COVID-19 pandeemia näitas, kuidas tõlketeenuse puudumine halvas Euroopa Parlamendi töö. Pandeemia alguses töötas Euroopa Parlament paar kuud ainult kaugtöö vormis ning ilma igasuguse tõlketa ehk ainult inglise keeles. Takistuseks oli tehniline võimekus või õigemini võimekuse puudumine, mille tõttu ei suudetud tagada jooksvat tõlget kõigisse keeltesse, ka mitte täiskogu istungitel. Mingil hetkel hakkas olukord paranema ja tasapisi taastus tõlketeenus täiskogu istungitel, komisjonides ja fraktsioonides.

Aga see ei tee olematuks fakti, et paar kuud ei saanud Euroopa Parlament teha oma tööd nii, nagu eeldatakse ja peab. Väga kehvast olukorrast olid saadikud, kes ei osanud võõrkeeli ja töötasid enne pandeemiat ainult oma keeles (milleks neil on täielik õigus). Ühelt poolt oli neid kurb vaadata, sest nad olid aruteludest välja lõigatud või pidid osalema koos oma isikliku tõlgiga, kes ei pruukinud olla professionaal ega tunda kõiki teemasid, mida arutati. Teiselt poolt oli tegemist väga põhimõttelise küsimusega, sest saadikud olid pandud olukorda, kus nad ei saanud oma tööd normaalselt teha. On arusaadav, et tegemist oli kriisiga, milleks ei olnud valmis mitte üheski riigis ega institutsioonis. Tänapäevaks on õppetunnid saadud ja järeldused tehtud. Euroopa Parlament jätkab ja peab jätkama mitmekeelsena: saadikutel peab olema võimalus töötada oma keeles ja kodanikel peab olema võimalus suhelda Euroopa Parlamendiga oma keeles.

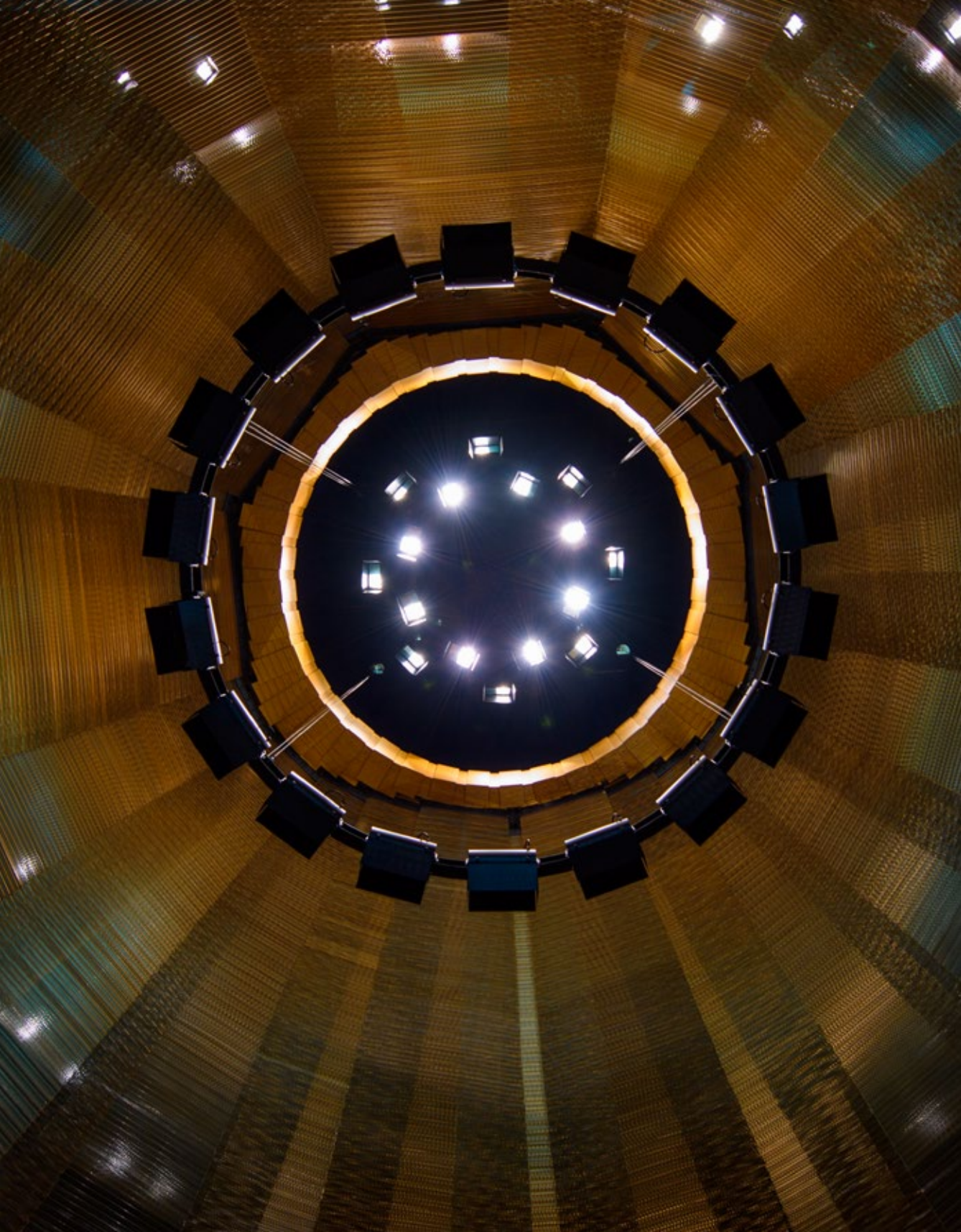
Mulle isiklikult on väga sümpaatne ka see, et Euroopa Parlamendi täiskogu istungeid juhitakse presidendi või asepresidendi riigi keeles. See näitab austust kõigi Euroopa

3| https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/lastrules/RULE-167_ET.html?redirect

4| <https://www.europarl.europa.eu/translation/et/translation-at-the-european-parliament/organisation>

Liidu ametlike keelte vastu ja on suurepäraseks eeskujuks nii teistele Euroopa Liidu institutsioonidele kui ka liikmesriikidele ja kodanikele.

Kuulus eurooplane keiser Karl V, keda peetakse 16. sajandi esimese poole Euroopa suurimaks riigimeheks, olevat kunagi öelnud, et ta räägib Jumalaga hispaania (või ladina?) keeles, naistega itaalia keeles, meestega prantsuse keeles ja oma hobustega saksa keeles. Naljaga pooleks võib öelda, et see võis olla Karl V arusaamine mitmekeelsusest. Ilmselt oleks ta imestanud, kui oleks teadnud, milliseks muutub mitmekeelsus viis sajandit hiljem ning kui oluliseks kujuneb selle hoidmisel just Euroopa roll. Ja ilmselt oleks ta uhke Euroopa (loe: Euroopa Liidu) mitmekeelsuse üle.



Πολυγλωσσία: η οπτική του πολίτη



Ελλάδα

—Νικηφόρος Διαμαντούρος

Ο Νικηφόρος Διαμαντούρος (Ph.D. Πανεπιστήμιο Columbia, 1972) είναι Ομότιμος Καθηγητής της Πολιτικής Επιστήμης στο Πανεπιστήμιο Αθηνών και Τακτικό Μέλος Ακαδημίας Αθηνών από το 2014. Έχει διατελέσει Ευρωπαίος Διαμεσολαβητής (European Ombudsman, 2003-2013), πρώτος Συνήγορος του Πολίτη στην Ελλάδα (1998-2003) και Διευθυντής και Πρόεδρος του ΔΣ στο Εθνικό Κέντρο Κοινωνικών Ερευνών (1998-2003). Από το 2012 έως το 2022 υπηρέτησε ως Επισκέπτης Καθηγητής στο Κολλέγιο της Ευρώπης (Bruges). Είναι επίτιμος διδάκτωρ του Παντείου Πανεπιστημίου (2015) και του American College of Greece (2011). Έχει παρασημοφορηθεί από τους Προέδρους της Γαλλίας (Λεγεώνα της Τιμής-2014), της Πολωνίας (Χρυσούς Σταυρός Αξίας-2010) και της Ελλάδας (Τάγμα του Φοίνικος-2004). Οι δημοσιεύσεις του εστιάζονται στη δημοκρατία, το κράτος δικαίου, τον θεσμό του ombudsman, τη δημόσια διοίκηση, καθώς και τη σχέση πολιτικής και πολιτισμού.

Όταν ανέλαβα τα καθήκοντά μου ως Ευρωπαίος Διαμεσολαβητής τον Απρίλιο του 2003, βρέθηκα αμέσως αντιμέτωπος με πολλές από τις θεωρητικές και πρακτικές πτυχές της πολυγλωσσίας¹. Εκείνη την εποχή, υπήρχαν δώδεκα επίσημες γλώσσες της Συνθήκης². Ο νέος μου ρόλος απαιτούσε να είμαι όχι μόνο ο Ευρωπαίος Διαμεσολαβητής, αλλά, για να αναφέρω μερικά παραδείγματα, Médiateur européen, Europäischer Bürgerbeauftragter, Defensor del Pueblo Europeo, Provedor de Justiça Europeu και Europeiska ombudsmannen. Η διεύρυνση του 2004 έφερε άλλες εννέα γλώσσες και αυτή του 2007 άλλες τρεις, έτσι ώστε έγινα επίσης, για να δώσω μόνο ένα ακόμη παράδειγμα, Europejski Rzecznik Praw Obywatelskich. Από τις αναφορές που μου απηύθυναν οι πολίτες ως Διαμεσολαβητή, ήταν προφανές ότι οι 24 εκδοχές του ονόματος του θεσμικού αυτού οργάνου αντανakλούσαν όχι μόνο γλωσσική ποικιλία, αλλά και ένα ευρύ φάσμα εννοιολογήσεων, άλλοτε καλά διαμορφωμένων, άλλοτε περισσότερο ή λιγότερο στοιχειωδών, που αφορούσαν στη φύση και στις λειτουργίες του θεσμού του διαμεσολαβητή. Για να είναι αποτελεσματικός, ο Ευρωπαίος Διαμεσολαβητής χρειάζεται όχι μόνο να εργάζεται σε πολλές γλώσσες, αλλά να το πράττει με τρόπο που να είναι ευαίσθητος στην πολιτισμική και κοινωνική απήχηση του σχετικού ζητήματος και στις προσδοκίες του εκάστοτε προσφεύγοντος για το πώς θα μπορούσε να βοηθήσει ο Διαμεσολαβητής.

Ήταν επίσης σημαντικό για τον Διαμεσολαβητή να μπορεί να επικοινωνήσει με ενδεχόμενους προσφεύγοντες, για να τους ευαισθητοποιήσει σχετικά με τον συγκεκριμένο ρόλο και τις εξουσίες του, οι οποίες, σε όλες τις περιπτώσεις, διαφέρουν σε μεγαλύτερο ή μικρότερο βαθμό από εκείνες των εθνικών θεσμικών οργάνων, με τις οποίες οι πολίτες ενδέχεται να είναι πιο εξοικειωμένοι.

Ευτυχώς, με τη συνεργασία της αρμόδιας για τον προϋπολογισμό αρχής και της Επιτροπής, ο προκάτοχός μου και πρώτος διορισμένος Ευρωπαίος Διαμεσολαβητής έθεσε σε εφαρμογή ένα λειτουργικό γλωσσικό καθεστώς για το γραφείο. Οι διοικητικές

1| Ο συγγραφέας επιθυμεί, από τη θέση αυτή, να ευχαριστήσει τους κ.κ. Ian Harden, Επίτιμο Καθηγητή του Πανεπιστημίου Sheffield, και Λάμπρο Παπαδιά, Προϊστάμενο της Γραμματείας της Εποπτικής Επιτροπής της Υπηρεσίας Καταπολέμησης της Απάτης της Ευρωπαϊκής Επιτροπής (OLAF), για την πολύτιμη συμβολή τους στην προετοιμασία του παρόντος κειμένου.

2| Παρόλο που τα ιρλανδικά δεν ήταν επίσημη γλώσσα εκείνη την εποχή, ήταν γλώσσα της Συνθήκης. Κατά συνέπεια, οι πολίτες είχαν το δικαίωμα να υποβάλουν αναφορά στον Ευρωπαίο Διαμεσολαβητή στα ιρλανδικά.

υπηρεσίες του θεσμού (προϋπολογισμός, ανθρώπινο δυναμικό, πληροφορική...) εργάζονταν και στα γαλλικά και στα αγγλικά. Οι αναφορές διεκπεραιώνονταν, ως επί το πλείστον, από νομικούς που εργάζονταν είτε στη μητρική τους γλώσσα είτε σε μια γλώσσα την οποία κατείχαν σε ισοδύναμο επίπεδο. Η γλώσσα της αναφοράς χρησιμοποιούνταν για όλα τα έγγραφα που απευθύνονταν στον προσφεύγοντα, συμπεριλαμβανομένης της απόφασης περάτωσης της υπόθεσης. Για να μπορέσει ο Διαμεσολαβητής να καθοδηγήσει, να διορθώσει και να εγκρίνει τα σχέδιά τους, οι νομικοί συνέτασσαν περίληψη κάθε αναφοράς, καθώς και προτάσεις για λύσεις, συστάσεις και αποφάσεις, σε γλώσσα κατανοητή από τον ίδιο τον Διαμεσολαβητή. Ο προκάτοχός μου είχε επιλέξει τα αγγλικά ως γλώσσα και εγώ συνέχισα αυτή την πολιτική για πρακτικούς λόγους. Επιπλέον, τα άλλα θεσμικά όργανα και φορείς της ΕΕ ακολουθούσαν το καλό παράδειγμα της Επιτροπής, η οποία έστειλε τις απαντήσεις της στον Διαμεσολαβητή στα αγγλικά, με μετάφραση στη γλώσσα της αναφοράς, εάν αυτή ήταν διαφορετική. Με αυτόν τον τρόπο, τα θεσμικά όργανα, οι φορείς και οι υπηρεσίες συνέβαλλαν στην αποφυγή των παρεξηγήσεων που θα μπορούσαν να προκύψουν, εάν οι ίδιες οι υπηρεσίες του Διαμεσολαβητή ήταν υπεύθυνες για τη μετάφραση των απαντήσεών τους στη γλώσσα της αναφοράς.

Πέραν του χειρισμού των αναφορών, υπήρχε συχνά η ανάγκη μετάφρασης των εγγράφων σε μία ή περισσότερες άλλες γλώσσες, όπως, για παράδειγμα, όταν πραγματοποιούσα μια ενημερωτική επίσκεψη σε ένα κράτος μέλος ή για λόγους υποβολής εκθέσεων στις αρμόδιες για τον προϋπολογισμό αρχές της ΕΕ. Τέτοιες μεταφράσεις πραγματοποιούνταν συνήθως εσωτερικά, από συνεργάτες μου. Ωστόσο, η εκπόνηση της Ετήσιας Έκθεσης του Διαμεσολαβητή και στις 24 γλωσσικές εκδόσεις ήταν πολύ μεγάλο έργο για να αντιμετωπιστεί με αυτόν τον τρόπο. Αρχικά, βασιστήκαμε στη βοήθεια της μεταφραστικής υπηρεσίας του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και, αργότερα, του Μεταφραστικού Κέντρου των Οργάνων της ΕΕ. Είτε πραγματοποιείτο εσωτερικά είτε εξωτερικά, η μετάφραση συχνά παρήγε έναν διάλογο που οδηγούσε σε αναθεώρηση του ύφους αλλά ακόμα και της ουσίας του αρχικού κειμένου. Βασιζόμενος σε μια σκέψη του φιλοσόφου John Rawls, μου άρεσε να θεωρώ το τελικό αποτέλεσμα αυτής της επανεξέτασης ως μια «αντανακλαστική ισορροπία», στην οποία η διαδικασία της μετάφρασης όχι μόνο εξασφάλιζε ότι όλες οι γλωσσικές εκδοχές ήταν του υψηλότερου δυνατού επιπέδου, αλλά οδηγούσε και σε βελτιώσεις στην ποιότητα του αρχικού κειμένου.

Μερικές από τις αναφορές που απευθύνθηκαν σε εμένα ως Διαμεσολαβητή προέκυψαν από διαφωνίες σχετικά με το καθεστώς που παραχωρήθηκε ή, αντιστρόφως, δεν

εκχωρήθηκε σε περιφερειακές ή μειονοτικές γλώσσες. Στον βαθμό που οι αναφορές αυτές στρέφονταν κατά των εθνικών αρχών, δεν ενέπιπταν στις αρμοδιότητές μου. Σε περιπτώσεις αναφορών που, στην ουσία, αποτελούσαν αιτήματα για παρέμβαση των ευρωπαϊκών θεσμικών οργάνων και οργανισμών ή για παρέμβαση οργανισμών σε εθνικό επίπεδο ή ακόμη για αλληλογραφία με τον προσφεύγοντα σε γλώσσες άλλες από αυτές των Συνθηκών, θεωρούσα ότι δεν υπήρχαν λόγοι που να δικαιολογούν τη διεξαγωγή έρευνας, υπό την προϋπόθεση βέβαια ότι ο ενδιαφερόμενος θεσμικός φορέας ή οργανισμός είχε εξηγήσει δεόντως τις περιορισμένες αρμοδιότητες και ευθύνες της Ένωσης στον τομέα αυτό. Επιπλέον, κατόπιν αιτήματος των ισπανικών αρχών, υπέγραψα συμφωνία μαζί τους, προσαρμόζοντας την πρακτική του γραφείου μου στα συμπεράσματα του Ιουνίου του 2005 του Συμβουλίου της ΕΕ, που προέβλεπαν τη χρήση των καταλανικών/βαλεντσιανών, γαλικιανών και βασκικών, προκειμένου να διευκολυνθεί η επικοινωνία των Ισπανών πολιτών με τα θεσμικά όργανα της ΕΕ. Βάσει αυτής της συμφωνίας, οι ισπανικές αρχές συγκρότησαν και χρηματοδότησαν έναν φορέα αρμόδιο για τη μετάφραση των αναφορών που υποβάλλονται σε αυτές τις γλώσσες, καθώς και των αποφάσεων του Διαμεσολαβητή για αναφορές που συντάσσονται στα καστιλιάνικα ισπανικά.

Με βάση το παραπάνω πλαίσιο για την οργάνωση και τη χάραξη πολιτικών του γραφείου μου, διενήργησα τρεις έρευνες για αναφορές σχετικές με διάφορα γλωσσικά καθεστώτα. Η πρώτη αναφορά, που υποβλήθηκε το 2006, αφορούσε στην Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα και, ειδικότερα, στο περιορισμένο εύρος γλωσσών που διατίθετο στον ιστότοπό της ³ . Περαιτέρω αναφορές που υποβλήθηκαν το 2011 και το 2012 αφορούσαν, αντίστοιχα, στο φάσμα των γλωσσών στις οποίες η Επιτροπή πραγματοποίησε μια δημόσια διαβούλευση και το περιορισμένο εύρος γλωσσών που ήταν διαθέσιμο στον ιστότοπο της Ευρωπαϊκής Αρχής Τραπεζών ⁴ .

Κατά την αξιολόγηση των επιχειρημάτων των προσφευγόντων και των θεσμικών οργάνων στις υποθέσεις αυτές, θεώρησα χρήσιμο να προσδιορίσω τις κύριες χρονολογικές περιόδους εξέλιξης της Ευρωπαϊκής Ένωσης σε ό,τι αφορούσε στη γλωσσική πολιτική. Στην πρώτη περίοδο –αυτή της κοινής αγοράς και των Ευρωπαϊκών

3| Έρευνα 1008/2006/MHZ <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/en/3135>.

4| Έρευνες 640/2011/AN <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/en/12009>, 1363/2012/BEH <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/en/49358>.

Κοινοτήτων, από τη Συνθήκη της Ρώμης το 1957 έως τη Συνθήκη του Μάαστριχτ το 1992/93– κυριάρχησαν τρία βασικά στοιχεία. Το πρώτο ήταν ο διεθνής χαρακτήρας του ευρωπαϊκού εγχειρήματος και η αρχή της ισότητας των κρατών μελών (έξι στην αρχή· δώδεκα μετά από διαδοχικές διευρύνσεις), πράγμα που σήμαινε ότι κάθε κράτος είχε τη δυνατότητα να ζητήσει να αποκτήσει η γλώσσα του το ίδιο με τις άλλες καθεστώς στο επίπεδο της Συνθήκης. Το δεύτερο στοιχείο ήταν η αρχή του κράτους δικαίου. Οι Συνθήκες προβλέπουν νομικά μέτρα που είναι δεσμευτικά όχι μόνο για τα κράτη μέλη αλλά και για τους ιδιώτες. Το κράτος δικαίου απαιτεί τα πρόσωπα για τα οποία ισχύουν τέτοια μέτρα να έχουν την ευκαιρία να τα γνωρίζουν εκ των προτέρων. Αυτό σημαίνει ότι τέτοια μέτρα πρέπει να δημοσιεύονται σε γλώσσα που τα πρόσωπα αυτά κατανοούν. Το τρίτο στοιχείο είναι η πρακτική ανάγκη για τη διασφάλιση της αποδοτικής και αποτελεσματικής εσωτερικής λειτουργίας των ευρωπαϊκών θεσμικών οργάνων.

Είναι σημαντικό να καταστεί σαφές ότι οι εκτιμήσεις σχετικά με την αποδοτικότητα και την αποτελεσματικότητα δεν συνηγορούν πάντοτε υπέρ της μείωσης ή του περιορισμού του αριθμού των γλωσσών που μπορούν να χρησιμοποιηθούν. Για παράδειγμα, όταν οι σχετικοί συμμετέχοντες δεν μοιράζονται μια κοινή γλώσσα, οι διαδικασίες διαπραγμάτευσης, λήψης, καθώς και υλοποίησης αποφάσεων είναι πιθανό να είναι αργές και αναποτελεσματικές, εάν δεν υπάρξει επαρκής πρόβλεψη για μετάφραση και διερμηνεία. Από την άλλη πλευρά, είναι αλήθεια ότι η μετάφραση και η διερμηνεία συνεπάγονται κόστος τόσο σε χρόνο όσο και σε χρήμα. Έπεται ότι πρέπει να αναζητηθεί ισορροπία και η κατάλληλη ισορροπία εξαρτάται συχνά, σε μεγάλο βαθμό, από το συγκεκριμένο πλαίσιο στο οποίο αυτή αναζητείται. Ήταν, κατά συνέπεια, σκόπιμο οι αρχιτέκτονες των ευρωπαϊκών θεσμικών οργάνων να μην είναι υπερβολικά ρυθμιστικοί στη σύνταξη, το 1958, του κανονισμού που καθορίζει τη χρήση των γλωσσών⁵.

Στην περίπτωση του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου, η αποτελεσματικότητα απαιτούσε μία μόνο γλώσσα εργασίας. Έτυχε να επιλεγεί η γαλλική. Και είναι πιθανώς για τους ίδιους λόγους αποτελεσματικότητας που κάθε χρόνο από την ίδρυσή του το Δικαστήριο αποφασίζει να εργάζεται εσωτερικά μόνο στα γαλλικά. Από την άλλη πλευρά, τα εθνικά δικαστήρια, όταν υποβάλλουν παραπομπές για την έκδοση προδικαστικής

5| Κανονισμός αριθ. 1 περί καθορισμού του γλωσσικού καθεστώτος της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EL/TXT/PDF/?uri=CELEX:01958R0001-19810101&from=EN>.

αποφάσεως στο Δικαστήριο, καθώς επίσης και οι υποβάλλοντες αίτηση ακυρώσεως ή αγωγή αποζημίωσης, έχουν το δικαίωμα να χρησιμοποιούν οποιαδήποτε από τις επίσημες γλώσσες της ΕΕ, η οποία στη συνέχεια γίνεται η επίσημη γλώσσα της διαδικασίας του Δικαστηρίου. Επιπλέον, προκειμένου το Δικαστήριο να ασκήσει τον ρόλο του ως συνταγματικό δικαστήριο της Ένωσης, οι αποφάσεις του κατά κανόνα διατίθενται σε όλες τις γλώσσες, έτσι ώστε η αξία τους ως νομολογιακού «προηγούμενου» να μπορεί να ληφθεί υπόψη από τα εθνικά δικαστήρια και τους δικηγόρους σε όλα τα κράτη μέλη.

Στη δεύτερη περίοδο, περίπου από τη Συνθήκη του Μάαστριχτ έως τη Συνθήκη της Λισσαβώνας (2009), η Ευρωπαϊκή Ένωση ενίσχυσε σταδιακά τόσο τα νομικά όσο και τα πολιτικά δικαιώματα των φυσικών προσώπων έναντι των θεσμικών οργάνων. Η Συνθήκη του Μάαστριχτ θέσπισε την ιθαγένεια της Ένωσης, καθώς και τον Ευρωπαϊό Διαμεσολαβητή, στον οποίο οι πολίτες θα μπορούσαν να απευθύνονται για να υποβάλουν αναφορά για κακοδιοίκηση από τα ευρωπαϊκά θεσμικά όργανα και φορείς. Η αναγνώριση των ατόμων ως πολιτών πρόσθεσε ένα επιπλέον επίπεδο στο ζήτημα της σημασίας της πολυγλωσσίας, που βασίζεται στις έννοιες της ιθαγένειας, της διαφάνειας και της συμμετοχής. Ο προκάτοχός μου ως Διαμεσολαβητής διαδραμάτισε σημαντικό ρόλο στην υλοποίηση αυτών των φιλοδοξιών, ιδίως όσον αφορά στην πρόσβαση του κοινού στα έγγραφα και τη σύνταξη του Χάρτη των Θεμελιωδών Δικαιωμάτων της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ιδίως του άρθρου 41 για τη χρηστή διοίκηση ⁶.

Όταν ανέλαβα τον ρόλο του Διαμεσολαβητή, ως υπερασπιστή και προωθητή των δικαιωμάτων και των συμφερόντων των Ευρωπαίων πολιτών, θεώρησα απαραίτητο και χρήσιμο να τονίσω στα θεσμικά όργανα αυτό που μου άρεσε να αποκαλώ «ζωή πέρα από τη νομιμότητα». Βάσει αυτής της έννοιας, η αρχή της χρηστής διοίκησης απαιτεί από τα ευρωπαϊκά θεσμικά όργανα όχι απλώς να αποφεύγουν την παρανομία, αλλά και να χρησιμοποιούν το περιθώριο διακριτικής ευχέρειας που διαθέτουν (είτε ρητώς αναγνωριζόμενο από τον νόμο είτε απορρέον από τις ελλείψεις του νόμου) με τρόπο που να αναγνωρίζει την αξία της πολυγλωσσικής επικοινωνίας τόσο για τους πολίτες όσο και για την ίδια την Ευρωπαϊκή Ένωση. Αυτό δεν σημαίνει ότι με μια τέτοια προσέγγιση αγνοούνται συχνά θεμιτές εκτιμήσεις σχετικά με την αποδοτικότητα

6] Σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου 41, «[κ]άθε πρόσωπο μπορεί να απευθύνεται στα θεσμικά όργανα της Ένωσης σε μία από τις γλώσσες των Συνθηκών και πρέπει να λαμβάνει απάντηση στην ίδια γλώσσα».

και την αποτελεσματικότητα. Η Ένωση δαπανά πάνω από ένα δισεκατομμύριο ευρώ ετησίως για την εξασφάλιση μετάφρασης και διερμηνείας 24 γλωσσών για τη διατήρηση της πολυγλωσσίας ⁷. Αντιθέτως, η στάθμιση που πρέπει να πραγματοποιείται κατά την εξέταση αναφορών που εγείρουν τέτοια ζητήματα πρέπει να λαμβάνει υπόψη όχι μόνο το οικονομικό κόστος της πολυγλωσσίας, αλλά και τα οφέλη της, που προκύπτουν από την αποτελεσματική κοινοποίηση των στόχων και των δεσμεύσεων της Ένωσης όσον αφορά ιδίως –αλλά όχι αποκλειστικά– στη συμμετοχή του κοινού και την πρόσβαση σε πληροφορίες.

Ένα από τα θέματα που τόνισα ως Διαμεσολαβητής, τόσο στο εσωτερικό του γραφείου μου καθώς και έναντι των άλλων οργάνων και υπηρεσιών, ήταν η σημασία της χρήσης όσο το δυνατόν σαφέστερης, ακριβούς και συνοπτικής γλώσσας· αυτό που μερικές φορές ονομάζεται «απλή γλώσσα». Όπως, με μια περίφημη διατύπωση, σημείωσε ο Πασκάλ, απαιτείται χρόνος για να γράψεις με τέτοιο τρόπο ⁸. Η σύνταξη κειμένων σε «απλή γλώσσα» σημαίνει λιγότερο χρόνο και κόστος για την προετοιμασία των μεταφράσεων. Έπεται ότι η πολυγλωσσία, σωστά οργανωμένη, ενθαρρύνει τη χρήση της απλής γλώσσας, με αποτέλεσμα ένα διπλό όφελος για τους πολίτες. Κατά την εξέταση αναφορών που αφορούσαν στις γλώσσες που χρησιμοποιούνται στους ιστότοπους και στις δημόσιες διαβουλεύσεις που πραγματοποιούνταν από τα θεσμικά όργανα της ΕΕ, και κυρίως την Επιτροπή, ήμουν πλήρως ενήμερος της νομολογίας του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου, σύμφωνα με την οποία η Συνθήκη δεν κατοχυρώνει την ισότητα των γλωσσών ως απόλυτη αρχή του δικαίου της Ένωσης, και ότι, σε κάθε περίπτωση, δεν επιβάλλεται να συντάσσεται στην οικεία για τον εκάστοτε αναφερόμενο γλώσσα οτιδήποτε θα μπορούσε να επηρεάσει τα συμφέροντά του ως πολίτη της Ένωσης ⁹. Ταυτόχρονα, ως Διαμεσολαβητής, έκρινα ότι τα θεσμικά όργανα θα πρέπει να ασκούν τη διακριτική τους ευχέρεια στο θέμα αυτό, λαμβάνοντας δεόντως υπόψη τη σημασία που έχει η επικοινωνία με τους πολίτες και η διασφάλιση σε αυτούς της δυνατότητας να κατανοούν και να συμμετέχουν πλήρως στις δραστηριότητες της

7| Ginsburgh, V., Moreno-Ternero J. D., «Brexit and multilingualism in the European Union», *Metroeconomica*, τόμος 73, αριθ. 2, Μάιος 2022, σ. 708–731.

8| «... mes Lettres n'avaient pas accoutumé de se suivre de si près, ni d'être si étendues. ... Je n'ai fait celle-ci plus longue que parce que je n'ai pas eu le loisir de la faire plus courte.»

9| Αναφέρθηκε ειδικότερα στην απόφαση του Δικαστηρίου της 9ης Σεπτεμβρίου 2003, C-361/01 P, Kik κατά ΓΕΕΑ (EU:C:2003:434, σκέψη 82).

Ένωσης. Σε γενικές γραμμές, η προσέγγισή μου συνοψίστηκε ως εξής: «Γνωρίζω πλήρως ότι η πολυγλωσσία επιβαρύνει τη διοίκηση της ΕΕ και τους περιορισμένους πόρους της. Ωστόσο, εάν τα θεσμικά όργανα της ΕΕ θέλουν να θεωρηθούν ότι συμμετέχουν σε πραγματικό διάλογο με τους πολίτες και την κοινωνία των πολιτών, πρέπει να βρουν τρόπους να προσεγγίσουν τους πολίτες στη γλώσσα τους» ¹⁰.

Στις περιπτώσεις που αφορούν στις γλώσσες στις οποίες τα θεσμικά όργανα της ΕΕ παρέχουν πληροφορίες στους ιστοτόπους τους, θεώρησα ότι θα συνιστούσε χρηστή διοίκηση, αν τα θεσμικά όργανα και φορείς της ΕΕ δημοσίευαν αυτοβούλως, δηλαδή με δική τους πρωτοβουλία, σε όλες τις γλώσσες σημαντικές πληροφορίες σχετικά με τις δραστηριότητές τους, τη νομοθεσία και βασικά πολιτικά τους έγγραφα. Ταυτόχρονα, κατέστησα επίσης σαφές ότι η πολυγλωσσία δεν μπορεί να χρησιμοποιηθεί ως βάση για τον περιορισμό του δικαιώματος πρόσβασης του κοινού σε έγγραφα που υπάρχουν μόνο σε μία γλώσσα ή σε περιορισμένο φάσμα γλωσσών.

Σε μια αναφορά σχετικά με μια δημόσια διαβούλευση που διεξήχθη από την Επιτροπή σε λίγες μόνο γλώσσες ¹¹, δεν δυσκολεύτηκα να υποστηρίξω το επιχείρημα του προσφεύγοντος ότι δεν μπορεί να αναμένεται από τους πολίτες να συμμετάσχουν σε μια «δημόσια» διαβούλευση, εάν δεν είναι σε θέση να κατανοήσουν τι ζητείται από αυτούς. Όπως έχει επισημανθεί και από άλλους αναλυτές, η κοινωνική συνοχή και η κοινή (ευρωπαϊκή) ιθαγένεια απαιτούν κοινές μορφές επικοινωνίας και κατανόησης, όχι μονογλωσσία ¹². Ως εκ τούτου, υιοθέτησα την άποψη ότι η πολυγλωσσία είναι απαραίτητη για να μπορούν οι πολίτες να ασκούν το δικαίωμά τους να συμμετέχουν στον δημοκρατικό βίο της ΕΕ και ότι η περιοριστική γλωσσική πολιτική της Επιτροπής συνιστούσε κακοδιοίκηση. Με βάση αυτό το σκεπτικό, ζήτησα από την Επιτροπή, όποτε οι δημόσιες διαβουλεύσεις αποσκοπούν στη συλλογή και διακρίβωση των απόψεων του κοινού σχετικά με νέες πολιτικές ή πιθανές νομοθετικές προτάσεις, να δημοσιεύει τα έγγραφα της δημόσιας διαβούλευσης σε όλες τις επίσημες γλώσσες ή, όταν η δημόσια διαβούλευση περιορίζεται σε τεχνικά θέματα ή ζητήματα που

10| Ομιλία μου σε συνέδριο στις 24 Απριλίου 2012 στις Βρυξέλλες, «Europe in crisis: the challenge of winning citizens' trust», <https://www.ombudsman.europa.eu/en/speech/en/11504>.

11| Έρευνα 640/2011/AN, βλ. υποσημείωση 3.

12| Lo Bianco, J., «The importance of language policies and multilingualism for cultural diversity», *International Social Science Journal*, 2010, τόμος 61, σ. 37.

επηρεάζουν περισσότερο τον κλάδο παρά τους πολίτες, να παρέχει τουλάχιστον μεταφράσεις κατόπιν αιτήματος.

Σημειώνω με ενδιαφέρον ότι η διάδοχός μου στο αξίωμα του Ευρωπαϊού Διαμεσολαβητή εξακολουθεί να θεωρεί την πολυγλωσσία ζήτημα ζωτικής σημασίας. Οι κατευθυντήριες γραμμές που εκπονήθηκαν το 2020 τονίζουν τη σημασία που έχει για τους πολίτες η δυνατότητα να παρακολουθούν το έργο των θεσμικών οργάνων της ΕΕ στη γλώσσα τους, ενώ ταυτόχρονα αναγνωρίζουν την ανάγκη να λαμβάνονται υπόψη οι πρακτικές δυσκολίες ¹³.

Με το πλεονέκτημα που δημιουργεί η ύστερη γνώση, είμαι πεπεισμένος ότι το τελευταίο μέρος της θητείας μου ως Ευρωπαϊού Διαμεσολαβητή σηματοδότησε την έναρξη της τρίτης περιόδου, η οποία θα πρέπει να προστεθεί στις δύο κύριες περιόδους που περιέγραφα προηγουμένως. Έχοντας αποχωρήσει από το αξίωμα του Ευρωπαϊού Διαμεσολαβητή, δεν φέρω πλέον το βάρος της εξισορρόπησης των διαφόρων δικαιωμάτων και συμφερόντων που σχετίζονται με τα γλωσσικά καθεστώτα και τις συναφείς δημόσιες πολιτικές. Ωστόσο, ως πολίτης της Ευρωπαϊκής Ένωσης και ως ακαδημαϊκός, θεωρώ ότι, σε αυτήν την τρίτη περίοδο, η ανάγκη της Ευρωπαϊκής Ένωσης για πολυγλωσσία έχει αυξηθεί ακόμη περισσότερο.

Οι κοινωνικές, πολιτικές και οικονομικές αλλαγές σπάνια αποτυπώνονται σε συγκεκριμένες ημερομηνίες, αν και οι κοινωνικές επιστήμες συχνά επιδιώκουν την ανάδειξη συγκεκριμένων γεγονότων σε εμβληματικές στιγμές που σηματοδοτούν τις μεταβάσεις από τη μια περίοδο στην άλλη. Με την επιφύλαξη αυτή, θεωρώ ότι η έναρξη της τρίτης περιόδου συμπίπτει περίπου με τη Συνθήκη της Λισσαβώνας. Η σημασία της τρίτης περιόδου για την πολυγλωσσία δεν προκύπτει, ωστόσο, από το περιεχόμενο αυτής της Συνθήκης, αλλά από την ανάγκη εμβάθυνσης της δημοκρατίας σε επίπεδο Ευρωπαϊκής Ένωσης, ως απάντηση σε γεγονότα που επηρεάζουν όλα τα κράτη μέλη: η χρηματοπιστωτική κρίση, η μεταναστευτική κρίση, η πανδημία SARS-COV-2 και, τη στιγμή που γράφονται αυτές οι γραμμές, η επιστροφή του πολέμου στην Ευρώπη με τη ρωσική επίθεση στην Ουκρανία.

¹³ | <https://www.ombudsman.europa.eu/en/doc/correspondence/en/129519>. Οι κατευθυντήριες γραμμές δημοσιεύθηκαν στο πλαίσιο του «strategic initiative» (SI/98/2018/DDJ).

Υπήρξαν ραγδαίες θεσμικές και πολιτικές εξελίξεις (για παράδειγμα, στην τραπεζική εποπτεία, στα προγράμματα αγοράς ομολόγων της ΕΚΤ, στον μετασχηματισμό της Frontex και στην ανάπτυξη κοινών χρεογράφων). Μεγαλύτερη σημασία για τους σκοπούς της παρούσας ανάλυσης έχει ότι το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο έχει γίνει πιο ενεργό στην εκπλήρωση της αποστολής του, που συνίσταται στην παροχή πολιτικής ηγεσίας στην Ένωση. Κατά την άποψή μου, η οποία, όπως τονίζω και πάλι, είναι πλέον αυτή του πολίτη και του ακαδημαϊκού, ο ενισχυμένος ρόλος του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου αποτελεί μια νέα πρόκληση για την πολυγλωσσία. Είναι αναγκαίο να υπάρξει μεγαλύτερη εμβάθυνση της ευρωπαϊκής δημοκρατίας, η οποία να διασφαλίζει ότι τα μέλη του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου συμμετέχουν σε διάλογο όχι μόνο με διαφορετικά εθνικά ακροατήρια, αλλά και με ένα πανευρωπαϊκό κοινό. Για να είναι αποτελεσματική, μια τέτοια μορφή δέσμευσης και επικοινωνίας θα πρέπει απαραίτητα να είναι πολύγλωσση.

Η πρόταση αυτή είναι μάλλον απίθανο ότι θα βρει ευήκοον ους από δύο συγκεκριμένα ρεύματα απόψεων. Το πρώτο ρεύμα συνεχίζει να βλέπει τη σχέση μεταξύ των κυβερνήσεων των κρατών μελών και των θεσμικών οργάνων της Ευρωπαϊκής Ένωσης με όρους μηδενικού αθροίσματος όσον αφορά στη νομιμότητα. Δεν υπάρχει χώρος εδώ για να αμφισβητήσουμε αυτή την άποψη σε βάθος. Θα αρκεστώ απλώς να πω ότι θεωρώ ότι μια τέτοια γνώμη αγνοεί την πραγματικότητα και τις επιταγές της ιστορικής εξέλιξης της Ένωσης κατά το τελευταίο τέταρτο του 20ού αιώνα.

Το δεύτερο ρεύμα απόψεων που θα μπορούσε να αντιμετωπίσει την πρότασή μου με σκεπτικισμό προέκυψε όταν το 2005 οι ψηφοφόροι απέρριψαν το σχέδιο Συντάγματος για την Ευρώπη. Συνοπτικά, αυτή η άποψη θεωρεί ότι η διαφάνεια, η συμμετοχική δημοκρατία και άλλα στοιχεία της Ευρώπης των πολιτών έχουν αποτύχει, διότι δεν ενίσχυσαν την εμπιστοσύνη στην Ένωση και τα θεσμικά της όργανα. Και πάλι, δεν είναι εδώ το μέρος για να αμφισβητήσουμε αυτή την άποψη σε βάθος. Θα πω μόνο ότι κινδυνεύει να δημιουργήσει έναν φαύλο κύκλο, στον οποίο η απογοήτευση της ελίτ με την ιδέα της Ευρώπης των πολιτών ενθαρρύνει ακόμη περαιτέρω την αποξένωση των πολιτών από το ευρωπαϊκό εγχείρημα.

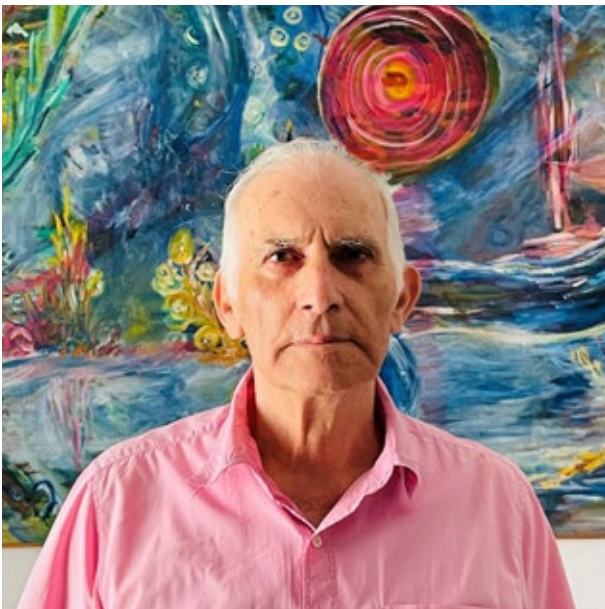
Αντί για νέες ή αναθεωρημένες υποχρεώσεις, είτε κατοχυρωμένες στο νόμο είτε αναπτυγμένες ως πτυχές της χρηστής διοίκησης, θα παρότρυνα τα μέλη του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου να κάνουν συστηματικά την πολιτική επιλογή να καλωσορίσουν και να συνεργαστούν με τους πολίτες σε όσο το δυνατόν περισσότερα κράτη μέλη. Πιο συγκεκριμένα, κάτι τέτοιο θα μπορούσε να γίνει μέσω εκπομπών από τα μέσα μαζικής ενημέρωσης, και της χρήσης μέσων κοινωνικής δικτύωσης, καθώς και άρθρων

εφημερίδων στη γλώσσα του οικείου κράτους μέλους. Αυτό που χρειάζεται είναι η προθυμία να προσπαθήσουμε. Εάν το αποτέλεσμα είναι μια αποτυχία, το πείραμα θα εξαφανιστεί από μόνο του. Ωστόσο, θα μπορούσε απλά να ριζώσει και να αναπτυχθεί οργανικά, ειδικά εάν οι εθνικοί ηγέτες αποφεύγουν τις κοινοτοπίες και παρουσιάζουν γνήσια πολιτικά επιχειρήματα.

Συμπερασματικά, αυτό το σύντομο δοκίμιο επικεντρώθηκε στην πολυγλωσσία ως πτυχή της χρηστής διοίκησης και, ιδιαίτερα, ως πολιτική επιταγή για τη μελλοντική ανάπτυξη της δημοκρατίας σε ευρωπαϊκό επίπεδο. Η πολιτιστική σημασία της πολυγλωσσίας και τα συγκεκριμένα νομικά δικαιώματα και υποχρεώσεις που συνδέονται με αυτήν αναμφίβολα θα εξεταστούν από άλλους συγγραφείς στον παρόντα τόμο. Το κεντρικό μου μήνυμα είναι το ακόλουθο: στο μοναδικό πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης και στο τρέχον στάδιο ανάπτυξής της, η πολυγλωσσία δεν αποτελεί περιορισμό στην αποτελεσματικότητα και την αποδοτικότητα, αλλά αντιθέτως προϋπόθεση για την επίτευξή τους. Για να το διατυπώσω ελαφρώς διαφορετικά: η πολυγλωσσία αποτελεί ένα από τα καθοριστικά χαρακτηριστικά της Ευρώπης και θα πρέπει να παραμείνει έτσι στο συνεχώς εξελισσόμενο υπόδειγμα της πολιτικής της δομής. Κατά συνέπεια, ο στόχος δεν πρέπει να είναι μόνο η υπεράσπιση της πολυγλωσσίας, όπου ήδη υπάρχει, αλλά η επέκτασή της σε νέα πεδία, προκειμένου να συμβάλει στην εδραίωση και την εμβάθυνση της ευρωπαϊκής δημοκρατίας.

Γένοιτο.

Λόγος υπέρ πολυγλωσσίας



Κύπρος

—Χρίστος Αρτεμίδης

Ο Χρίστος Αρτεμίδης γεννήθηκε στη Λευκωσία της Κύπρου. Σπούδασε νομικά στο Λονδίνο. Άσκησε στην Κύπρο το δικηγορικό επάγγελμα για περίπου 5 χρόνια και ακολούθως διορίστηκε Δικαστής Επαρχιακού Δικαστηρίου το 1972. Προήχθη σε Ανώτερο Επαρχιακό Δικαστή και Πρόεδρο, για να διοριστεί το 1988 μέλος του Ανωτάτου Δικαστηρίου. Το 2004 διορίστηκε Πρόεδρος του Ανωτάτου Δικαστηρίου μέχρι το 2008 που αφυπηρέτησε, συμπληρώνοντας το 68ο έτος της ηλικίας του, όπως προβλέπεται στο Σύνταγμα. Μετά την αφυπηρέτησή του δεν ασχολείται με κανένα επάγγελμα ή επιτήδευμα συναφές με τα νομικά. Ασχολείται όμως με άλλους τομείς που πάντοτε τον ενδιέφεραν όπως η ποίηση, η ζωγραφική και η μουσική που αγαπά ιδιαίτερα από μικρή ηλικία. Έχει οργανώσει 6 εκθέσεις ζωγραφικής και έχει εκδώσει 12 ποιητικές συλλογές και δύο πεζά-διηγήματα.

Γλώσσα... το μεγαλειώδες και μοναδικό δημιούργημα του ανθρώπου. Μόνο ο άνθρωπος έχει αυτό το πλεονέκτημα έναντι όλων των εμβίων της γης. Αντίστοιχα ο κόσμος και τα πράγματα είναι γέννημα της γλώσσας και του χρόνου. Στην αρχή, ο ήχος που πρωτόβγαλε ο άνθρωπος από τις φωνητικές του χορδές. Ο ήχος μεταβλήθηκε σε φθόγγους με διακυμάνσεις ώσπου να γεννηθούν οι λέξεις με τον συγκερασμό των φθόγγων. Και οι λέξεις δίδουν όνομα στα πράγματα, μεταδίδουν όμως και τις υψηλότερες σκέψεις, συγκινήσεις και διανοήσεις του ανθρώπου.

Δεν έχουν όμως όλοι οι λαοί του κόσμου την ίδια γλώσσα. Ο κάθε λαός-έθνος έχει τη δική του. Μερικοί μάλιστα λαοί-φυλές έχουν δική τους διάλεκτο ή ιδιώματα που δεν εμπίπτουν στη συνήθη και στενή έννοια του όρου «γλώσσα». Η Ευρωπαϊκή Ένωση, κεντρικός φορέας του δυτικού πολιτισμού, όπως καθιερώθηκε να χαρακτηρίζονται τα κράτη με δημοκρατικό πολίτευμα, αποτελείται από 27 κράτη. Το κάθε ένα από αυτά έχει τη δική του γλώσσα εκτός από την Κύπρο και την Ελλάδα, που έχουν ως κοινή γλώσσα την ελληνική, και τη Γερμανία και την Αυστρία, τη γερμανική.

Εμείς οι Έλληνες, θα αποτολμήσω να το πω, είμαστε υπερβολικά περήφανοι για την ιστορία και τη γλώσσα μας. Ιδιαίτερα γιατί αναγνωρίζεται πως ο δυτικός πολιτισμός έχει κοιτίδα του τα επιτεύγματα των Αρχαίων Ελλήνων, κυρίως κατά τον 5ο – 4ο αιώνα π.Χ, περίοδο γνωστή ως ο χρυσός αιώνας του Περικλέους. Τα έργα του Ομήρου, Ιλιάδα και Οδύσσεια, οι Διάλογοι του Πλάτωνος, τα έργα του Αριστοτέλους, οι τραγωδίες του Αισχύλου, του Σοφοκλέους και του Ευριπίδη, τα επιτεύγματα όλων των επιφανών Ελλήνων στους τομείς της τέχνης, επιστήμης, φιλοσοφίας και γενικά η αρχαία ελληνική γραμματεία αποτελούν και πνευματικό πλούτο των λαών που υιοθέτησαν τις ιδέες και αρχές όπως γεννήθηκαν στην Αρχαία Ελλάδα.

Ανέφερα λίγο νωρίτερα πως εμείς οι Έλληνες είμαστε «υπερβολικά» περήφανοι για τα επιτεύγματα των προγόνων μας. Θα προσπαθήσω να εξηγήσω λίγο τη σκέψη μου. Κάθε έθνος και κάθε λαός έχει τον δικό του πολιτισμό και την προοδευτική εξέλιξη της ιστορίας του. Αν κρατήσουμε μόνο τα καλά που μας συμβαίνουν τότε ο αλληλοσεβασμός, η συμβίωση και συναντίληψη όλων των λαών θα συνδράμουν ώστε να εδραιωθεί η ειρήνη και η πρόοδος στον πλανήτη μας.

Να συγχωρεθώ που μακρηγορώ ίσως και εκτός θέματος. Όμως οι πιο πάνω ταπεινές σκέψεις με οδηγούν, θέλω να πιστεύω, κατευθείαν στο αντικείμενο του κειμένου. Τα πολιτιστικά και επιστημονικά επιτεύγματα των Ελλήνων και όλων των λαών και εθνότητων θα ήσαν άγνωστα αν δεν υπήρχε το τιτάνιο έργο των μεταφραστών. Χωρίς

αυτούς οι γλώσσες θα μιλιούνταν και θα γράφονταν για να τις καταλαβαίνουν μόνο οι χρήστες τους. Καμία επικοινωνία με τους υπόλοιπους που δεν γνωρίζουν τη γλώσσα, καμία συναντίληψη, ιδιαίτερα πνευματική και πολιτιστική. Καμία απολύτως επικοινωνία.

Σκέφτομαι λοιπόν πως το κολοσσιαίο έργο των μεταφραστών πρέπει να εκτιμάται όπως του αξίζει. Αναφερόμαστε συνήθως σε «μεταφραστή» ως να είναι μια επαγγελματική ειδικότητα, ένα επιθήδευμα όπως όλα τα άλλα. Νομίζω όμως πως πρέπει να ιδωθεί το έργο των μεταφραστών στην πραγματική του διάσταση. Οι μεταφραστές είναι η γέφυρα επικοινωνίας μεταξύ των διαφόρων γλωσσών. Μεταφέρουν και διαβιβάζουν τον λόγο σε όλες του τις μορφές, γραπτό και προφορικό.

Έτσι λοιπόν οι Έλληνες, αλλά και όλες οι εθνότητες, ας καλοσκεφτούν πως χωρίς τους μεταφραστές τίποτε δεν θα γνώριζε ο ένας για τον άλλον. Μήτε οι άνθρωποι θα μπορούσαν να συνεννοηθούν εκτός και αν μάθαιναν πολλές γλώσσες. Αυτό βέβαια συμβαίνει ευρύτερα σήμερα. Είναι ευτυχές προσόν η γνώση γλωσσών.

Δεσπόζουσα γλώσσα στην πατρίδα μου είναι η ελληνική, η γλώσσα της πλειονότητας του πληθυσμού, των Ελλήνων δηλαδή που εγκαταστάθηκαν στην Κύπρο 12 αιώνες περίπου π.Χ. Το νησί κατακτήθηκε από τους Οθωμανούς το 1571 και σ' αυτό παρέμειναν οι Οθωμανοί πολεμιστές μετά την πολιορκία. Το 1878 η Κύπρος παραδόθηκε στο Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας. Στο μεταξύ όμως είχαν μεταφερθεί εκεί και Τούρκοι από τη Μικρά Ασία καθώς και από άλλες οθωμανικές κτήσεις κατά τη διάρκεια της τούρκικης κατοχής.

Το 1955 οι Έλληνες της Κύπρου άρχισαν ένοπλο αγώνα εναντίον της Μεγάλης Βρετανίας η οποία τελικά συμφώνησε να αποχωρήσει από τη χώρα. Υπεγράφη συνθήκη γνωστή ως Συμφωνίες Ζυρίχης και Λονδίνου μεταξύ του Ηνωμένου Βασιλείου, της Ελλάδος, της Τουρκίας και των ηγετών των δύο κοινοτήτων. Από τη συμφωνία αυτή προέκυψε το Σύνταγμα της Κυπριακής Δημοκρατίας (1960). Το Σύνταγμα καθιέρωσε ως επίσημες γλώσσες της Κυπριακής Δημοκρατίας την ελληνική και την τουρκική.

Για λίγο χρονικό διάστημα, μέχρι το 1963, οι θεσμοί της Πολιτείας λειτουργούσαν κανονικά. Ειδικότερα στα Δικαστήρια, ανάλογα με την εθνότητα των διαδίκων, χρησιμοποιείτο η ελληνική και τουρκική. Κοινή όμως και με σιωπηρά συναίνεση, χρησιμοποιείτο για τη διευκόλυνση των διαδικασιών κατά κύριο λόγο η αγγλική, γλώσσα ευρέως γνωστή σε όλους τους Κύπριους.

Το 1963 οι Τουρκοκύπριοι εγκατέλειψαν τις θέσεις τους από τον δημόσιο τομέα και τα δικαστήρια. Η Κυπριακή Δημοκρατία συνέχισε να λειτουργεί και να αναγνωρίζεται διεθνώς ακόμη και μετά την τούρκικη εισβολή του 1974. Για την ολοκλήρωση της διχοτόμησης του νησιού, η Τουρκία μετέφερε όλους τους Τουρκοκύπριους που κατοικούσαν σε διάφορες περιοχές της Κύπρου στο υπό κατοχή βόρειο τμήμα της. Επιπλέον μεταφέρθηκαν χιλιάδες Τούρκοι από την Τουρκία, που εγκαταστάθηκαν στο βόρειο τμήμα της Κύπρου, αλλοιώνοντας έτσι το δημογραφικό χαρακτήρα της χώρας.

Ζητώ συγγνώμη αν πλατειάζω. Θα φροντίσω όμως να συνδέσω τα πιο πάνω τραγικά γεγονότα με το θέμα του κειμένου. Η υπάρχουσα πολυγλωσσία στην Ευρωπαϊκή Ένωση αλλά και σε ολόκληρη την υφήλιο θα έπρεπε να ωθεί τους ανθρώπους στην προσπάθεια επικοινωνίας μέσω της μάθησης ή με μεταφραστική βοήθεια ξένων γλωσσών ώστε να επιτυγχάνεται η αλληλοεκτίμηση και η ειρηνική συμβίωση. Αυτό γινόταν στη χώρα μου. Σχεδόν όλοι οι Τουρκοκύπριοι γνώριζαν ελληνικά και πολλοί Ελληνοκύπριοι τουρκικά. Ζούσαν σε μεικτά χωριά ενώ στις πόλεις γειτόνευαν. Στα δικαστήρια σπάνια γινόταν χρήση διερμηνέα.

Τα πράγματα σήμερα έχουν αλλάξει. Με την πάροδο του χρόνου, ιδιαίτερα μετά την ένταξη της Κύπρου στην Ευρωπαϊκή Ένωση, η Κύπρος θεωρείται ελκυστικός προορισμός. Εκτός όμως από άτομα που νόμιμα εγκαθίστανται στο νησί, καταφθάνουν δεκάδες χιλιάδες μετανάστες και αιτητές ασύλου, πολλοί από τους οποίους μένουν παράνομα στο νησί.

Οι υπηρεσίες του Κράτους και οι δικαστικές αρχές λειτουργούν αυστηρά μέσα στο πλαίσιο της αρχής της ισότητας και της διασφάλισης των ατομικών θεμελιωδών δικαιωμάτων όπως διασφαλίζονται στο Σύνταγμα και στο Ευρωπαϊκό δίκαιο, στο οποίο δόθηκε από το ίδιο το Σύνταγμα υπερυψωμένη ισχύς. Η πολυγλωσσία στην Κύπρο δεν περιλαμβάνει μόνο τις γλώσσες των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης αλλά και άλλες γλώσσες και διαλέκτους, όπως της Αφρικής, της Εγγύς και Άπω Ανατολής και της Ασίας. Οι διαφορετικές γλώσσες των λαών έχουν ένα φαινομενικό μειονέκτημα έναντι άλλων πολιτιστικών δραστηριοτήτων και επιτευγμάτων. Η γλώσσα είναι το σημαντικότερο πολιτιστικό στοιχείο και απόδειξη της ταυτότητας ενός λαού. Η μουσική, οι εικαστικές και άλλες τέχνες δεν χρειάζονται τις υπηρεσίες μεταφραστή, όπως η γλώσσα. Γι' αυτό και καθιερώθηκε η φράση πως «η μουσική είναι η πλέον διεθνική γλώσσα». Πράγματι η δυτική, κυρίως κλασική μουσική, ακούεται σε ολόκληρο τον κόσμο, ταυτόχρονα όμως διάσημοι μουσικοί και ερμηνευτές παγκοσμίως φήμης

προέρχονται από όλες τις χώρες της υφηλίου. Παράλληλα η μουσική των χωρών της Ανατολής και της Ασίας ακούεται συχνά στις αίθουσες συναυλιών της Ευρώπης. Τα τραγούδια της φυλής Μαορί της Νέας Ζηλανδίας, πολυφωνικά και μελωδικά, συγκινούν με την αισθητική τους αξία όλο τον κόσμο.

Η γλώσσα όμως, δημιούργημα του νου, όταν είναι άγνωστη χρειάζεται τη μεσολάβηση του μεταφραστή. Θυμίζω αυτό που είπα στην αρχή, ότι δηλαδή το μειονέκτημα αυτό της γλώσσας είναι φαινομενικό. Και τούτο γιατί η γλώσσα κάθε λαού είναι το σημαντικότερο στοιχείο της ταυτότητάς του, σημείο αναφοράς της καταγωγής και του πολιτισμού του. Γι' αυτό και πρέπει να τυγχάνει απόλυτου σεβασμού.

Η Ευρωπαϊκή Ένωση και ειδικότερα το Δικαστήριο της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ευαίσθητο στην πολυγλωσσία, και με πλήρη σεβασμό στην πραγματικότητα αυτή, δέχεται τα νομικά ερωτήματα από τα εθνικά δικαστήρια των κρατών μελών και τις προσφυγές διατυπωμένα στη γλώσσα του κράτους μέλους. Η διαδικασία αυτή δεν συνιστά μια τυπολατρική εφαρμογή ενός εσωτερικού κανονισμού του Δικαστηρίου. Είναι η συνειδητή αναγνώριση της απόλυτης ισότητας των κρατών μελών μεταξύ τους, των πολιτών τους, αλλά είναι και πεποίθηση πως ο σεβασμός στις διαφορετικές γλώσσες των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης οδηγεί στην ειρηνική συμβίωση και ευημερία των λαών.

Αποτελεί εμπειρία δοκιμασίας για τους Δικαστές μας όταν σε υποθέσεις, κυρίως ποινικές, εμπλέκονται ξενόγλωσσοι διάδικοι ή κατηγορούμενοι που προέρχονται από διάφορες χώρες, εκτός χωρών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, όπως από τη Μέση Ανατολή, την Άπω Ανατολή και την Ασία. Σ' αυτές τις περιπτώσεις συνήθως δεν υπάρχουν επαγγελματίες μεταφραστές. Το έργο της μετάφρασης αναλαμβάνουν κατά κανόνα ομογενείς των εμπλεκομένων. Οι Δικαστές αγωνιούν να βεβαιωθούν ότι έχουν ενώπιόν τους τα πραγματικά γεγονότα της υπόθεσης, όπως αυτά αναδύονται από τη μετάφραση ιδιαίτερα στις εμμέρτυρες διαδικασίες. Η διαδικασία είναι μεν βασανιστική και χρονοβόρα, δείχνει όμως την υψηλή αποστολή των Δικαστών να μετατρέπουν τη γλώσσα σε θεμελιώδες ατομικό δικαίωμα, που τυγχάνει σεβασμού από τη δικαιοσύνη σε όλα τα κράτη που εφαρμόζουν τα ανθρώπινα δικαιώματα.

Καταβάλλονται καθηκόντως προσπάθειες ικανοποίησης όλων των υποθέσεων ξενόγλωσσων διαδίκων. Δεν υπάρχουν βεβαίως επαγγελματίες μεταφραστές τόσων γλωσσών και ιδιωμάτων.

Να μου επιτραπεί και μια παρατήρηση. Θα βοηθηθεί η συλλειτουργία των γλωσσών αν στον λόγο, προφορικό ή γραπτό, επικρατήσει ολιγολογία και ακρίβεια. Σε αυτό βοηθά νομίζω και η καλλιέργεια της γλώσσας με το διάβασμα έργων μεγάλων συγγραφέων και λογοτεχνών. Αυτοί είναι οι δημιουργοί της γλώσσας. Γλώσσα γλαφυρή, ακριβής και απλή. Αυτό θα βοηθήσει και το έργο των μεταφραστών. Για να συνεννοούμαστε και να συνυπάρχουμε δηλαδή.

Θα με ανεχθείτε ακόμα λίγο για την περιγραφή ενός φανταστικού επεισοδίου. Αν άκουγε ο Μότσαρτ τα τραγούδια της φυλής Μαορί, το θείο ταλέντο και η μεγαλοφυΐα του θα τον οδηγούσε αμέσως στο πιάνο για να τα μεταφέρει σε παρτιτούρα, συνθέτοντας μια εξάισια μελωδική-ρυθμική μουσική με τέλεια αντίστιξη. Και η μουσική αφηρημένη όπως είναι θα συγκινεί όλα τα έθνη της υψηλίου. Κανείς όμως δεν θα γνωρίζει τους στίχους των τραγουδιών. Η γλώσσα είναι δημιούργημα του νου, αναγνωρίζονται όμως οι έννοιές της εφόσον μεταφραστούν. Ο ιθαγενής λοιπόν της φυλής Μαορί, αν εμφανιστεί ενώπιον δκαστηρίου το οποίο εφαρμόζει τα θεμελιώδη δικαιώματα, θα μιλήσει τη γλώσσα της φυλής του. Λαμπρύνεται έτσι η ιδέα της δικαιοσύνης όπως η μουσική του Μότσαρτ, έστω σε μικρότερη γεωγραφική και εθνική εμβέλεια.

Πρωτιά σε αυτή την υψηλή ιδέα, της χρήσης δηλαδή της πολυγλωσσίας ως ατομικό ανθρώπινο δικαίωμα επικοινωνίας και αλληλοεκτίμησης πολιτισμών, έχει το Ευρωπαϊκό Δικαστήριο με τις 24 γλώσσες των 27 κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Η υψηλή αυτή ιδέα δηλώνεται στο άρθρο 22 του Χάρτη των Θεμελιωδών Δικαιωμάτων της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Τέλος, το Ευρωπαϊκό Δικαστήριο διαθέτει το μεγαλύτερο στον κόσμο τμήμα μεταφραστών, πολύτιμο εργαλείο για την επιτυχία του μοναδικού έργου του.



**Multilingualism:
expressing unity
through diversity**



Malta

— **Roberta Metsola**

Born in 1979, Roberta Metsola graduated from the University of Malta as a lawyer and obtained her master from the College of Europe in Bruges, specialising in European law and politics. Prior to her election as an MEP, she served within the Permanent Representation of Malta to the EU and as the legal advisor to the High Representative of the EU for Foreign Affairs and Security Policy. She was first elected to the European Parliament in 2013, and has subsequently been re-elected. As an MEP, she was rapporteur on the European Border and Coastguard Regulation. She also co-authored Parliament's own-initiative report on the need to protect journalists in the European Union from Strategic lawsuits against public participation (SLAPP). In 2020 she was elected European Parliament's First Vice-President. Since January 2022, she has been the President of the European Parliament.

Language is a vital means of communication. It helps transmit thoughts, feelings, actions, desires, strategies, and the many and variegated realities of the human condition. It is a bridge between persons and a vehicle for members of a community to feel closer to each other as they share a common, recognisable medium of conversation. A national language, a regional dialect, a local parlance, are identifiers, a source of commonality and a powerful agent of cohesion. One may even go as far as to consider the development of languages to be one of the greatest achievements of humankind. It is for this reason that languages remain essential as humankind continues to evolve, develop and move on in the quest for a more fulfilling life and a better world.

The European Union is a community of languages. The 24 official languages represent the multivariate composition of the European Union, or more precisely, the millions of people that compose it. It is undeniable that languages facilitate inclusivity, wider knowledge, deeper familiarity and a sense of rapprochement among peoples, nations and states. This is why multilingualism is the order of the day in the functions, events, activities, communications, and operations of the European Union's institutions, agencies and bodies. Indeed, the motto that the European Union has adopted, 'united in diversity', is epitomised in its multilingual policy.

The European Union recognises and affirms that languages unite those communities which comprise it and considers the medium of language as essential for accessing cultures and for the promotion of intercultural understanding. Undoubtedly, learning and speaking various languages offers individuals a better prospect of employability, higher possibilities for mobility between EU Member States, a safer stay in different countries and contact with diverse societies. It is for this reason that there is a commitment from the Member States to enhance cooperation in the field of multilingualism, including through the promotion of language teaching programmes in schools. The European Union is working closely with national governments that have committed to giving all European citizens the possibility to start learning at least two foreign languages from a very young age. In fact, the European Union is seeking to render more effective legislation in sectors that strengthen the existence of a cohesive multilingual society.

For a multicultural community to function efficiently, the entire population – every single citizen – must benefit from the manifest acceptance of cultural diversity. This is the only way to bring about the harmonious coexistence of the many cultures that enrich the EU: unity in diversity in practice. Multilingualism is, therefore, the quintessential means by which to bring about such cohesion and respect for one and all.

In the European Parliament, all official languages are given the same weight and importance. Every parliamentary document can be read in any of the EU languages, while all Members of the European Parliament are able to speak and write in any one (or more) of the 24 official EU languages. Such a rich variety of languages offers wider accessibility and fuller participation in the work of the European Parliament. Official languages are not tied to the size of the state or the number of citizens residing in it. Each state has the same equal standing, the same equal rights and the same opportunities. When the predecessor of the European Union was established, only four languages were used. Now, 24 official EU languages are heard during vibrant European Parliamentary debates, discussions and deliberations. This is proof of how far we have come.

Naturally, the simultaneous use of all these languages could provide linguistic challenges. To address potential obstacles, a strong translation service has been created and is continuously reinforced to ensure that multilingual written and electronic communications properly facilitate the work of the European Union. As European Union legislation affects more than 447 million citizens, the European Parliament maintains high translation standards by ensuring faithful and clear translations in all the official languages. To this effect, the linguistic and legal quality of such texts is carefully scrutinised by the European Parliament's lawyer-linguists.

The European Union also has a robust corps of interpreters to help mitigate any issues arising from the multilingual reality of the EU's day-to-day work. This facilitates smoother discussions and negotiations within the European Parliament and other EU bodies, allowing Members of the European Parliament and other officials to carry out their duties without any language barrier concerns.

Our multilingual facility is accordingly ensuring transparency and providing a real connection between all citizens of the European Union and the various European Union entities. This aims at fostering a closer relationship between the centre and the periphery at all levels of our Union.

Those who do not treat it with respect and patience may consider multilingualism as an impediment to communication, creating possibilities for confusion and interrupting the smooth flow of proceedings; but, if considered an asset, the multilingual environment is an enticing and positively challenging milieu. Bringing together cultures, and respecting and understanding them better, is what makes the world a better place. Humanity should seek to find ways to come closer together, and understanding each other through language is the first step in this direction. Having a multilingual community is like having a product made from many components – diverse, yet each one essential for the success of the whole. This is how we should consider the diversity of languages; this is reminiscent of the phrase ‘variety is the spice of life’. They produce taste, bring about vitality, and display a splash of colour. A multilingual society is a canvas of different hues and feelings – however, in the end, it is one picture.



« Plus d'une langue »



© John Foley (Opale)

France

— **Barbara Cassin**

Barbara Cassin, médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et membre de l'Académie française, est philologue et philosophe. Spécialiste de la Grèce ancienne, elle travaille sur ce que peuvent les mots. Elle a notamment dirigé le *Vocabulaire européen des philosophies, Dictionnaire des intraduisibles* (Seuil-Robert, 2004), qui se trouve à son tour traduit, c'est-à-dire réinventé, en une dizaine de langues. Elle a été commissaire de l'exposition *Après Babel, traduire* (Mucem, 2016-2017) qui a elle aussi vocation à se réinventer dans de nouveaux lieux (Fondation Bodmer, 2017-2018 ; Musée de l'immigration de Buenos Aires, 2022), et propose en 2022 à la Vieille Charité de Marseille une exposition sur *Les Objets migrants*.

Dernières publications : Le bonheur, sa dent douce à la mort, Fayard, 2020. Les Maisons de la sagesse-Traduire, une nouvelle aventure, avec Danièle Wozny, Bayard, 2021.

Permettez-moi de témoigner d'un paradoxe, mettons, personnel. Il s'agit de ma propre expérience du multilinguisme au sein d'une l'institution à laquelle j'appartiens prioritairement au sein de mon pays : l'Académie française.

Créée en 1635 par Richelieu, cette vénérable compagnie d'« immortels » a pour mission de « travailler, avec tout le soin et toute la diligence possibles, à donner des règles certaines à notre langue et à la rendre pure, éloquente et capable de traiter les arts et les sciences » (article 24 de ses statuts). « Notre langue », à savoir : le français. L'Académie est donc par excellence une institution du monolinguisme. Elle hérite du rapport très consciemment politique du pouvoir à la langue au sein de notre pays, la France. Tout a commencé avec l'ordonnance de Villers-Cotterêts promulguée par François I^{er} en août 1539 et son article 111 qui stipule : « Nous voulons que doresenavant tous arrestz ensemble toutes autres procèdeures [...] soyent prononcez, enregistrez et délivrez aux parties en langage maternel francoys, et non autrement ». On en trouve l'écho dans l'article 2 de la Constitution de la République du 25 juin 1992 : « La langue de la République est le français ». Deux phrases-clefs à presque cinq siècles de distance. Elles proclament toutes deux haut et fort que la langue française est au cœur du dispositif de l'État français. Comme d'habitude, dès qu'il s'agit de langue, donc de politique, on est sur le fil du rasoir. Quand François I^{er} fait que chacun puisse comprendre ce qui lui arrive, il construit une nation qui échappe à l'emprise du latin des clercs et des doctes. Mais qu'arrive-t-il ensuite à tous ceux qui parlent, non pas latin, mais ces « patois » que la Révolution française veut éradiquer ? Quant à la « Loi Toubon », conséquence de la Constitution, elle impose l'usage du français, mais on croit trop souvent qu'elle impose son exclusivité sans comprendre qu'elle favorise l'enrichissement terminologique et la traduction. Même si, de fait, tous les États-nations ont une, ou plusieurs, langue(s) nationale(s), on comprend, on ne comprend que trop, la méfiance que peuvent nourrir des institutions européennes, par définition et par essence multilingues, à l'égard d'un État qui, pour reprendre ce qu'Arnoldo Momigliano avait coutume de dire de la Grèce antique, se revendique comme « fièrement monolingue ».

Le paradoxe à présent.

Chaque académicien doit se doter d'une épée – évidemment, l'élection de femmes, impensable jusqu'à celle de Marguerite Yourcenar en 1980, a compliqué les choses et Jacqueline de Romilly par exemple préféra un sac à main –, et sur cette épée, il doit inscrire une devise. Mon épée est délibérément non létale, en résine et en cuir ;

sa garde est composée d'un mini-ordinateur, comme une montre connectée, qui donne virtuellement accès à tous les textes du monde. Son pommeau est la reproduction d'une petite figurine, mais pas n'importe laquelle : une statuette « barbare », datée du III^e millénaire avant notre ère ; une femme aux belles courbes, mère ou déesse, avec des seins, des pendants d'oreille et des bottes en or. On l'a trouvée en fouillant une tombe d'Alaca Höyük, précisément là où Schliemann plaçait Troie : cette femme est par excellence une barbare. N'oublions pas que « barbare » est une onomatopée, comme « Babel » ou « blabla », que les Grecs réservaient à tous ceux qui ne parlaient pas grec. Sur cette épée, j'ai choisi de faire affleurer en fibres optiques, lumineuse et très visible, une phrase du philosophe Jacques Derrida pour me servir de devise : « Plus d'une langue ».

« Notre langue », soit, mais « Plus d'une langue ». Monolinguisme et, ou pas sans, multilinguisme. Telle est précisément l'expérience, ô combien commune, qui m'intéresse. On la nomme « traduction ». Il importe, je crois, de ne jamais oublier l'injonction-constat si simple d'Umberto Eco : « La langue de l'Europe, c'est la traduction »¹.

On parle français à l'Académie française, on fait même un dictionnaire du français, mais notre compagnie comprend des personnalités qui viennent de Géorgie, de Russie, du Liban, de Chine, d'Angleterre, de Haïti, d'Italie, sans oublier un certain nombre de « sachants » l'espagnol, le basque, le corse, le créole, l'arabe littéraire, le latin et le grec : chacun de nous fait vivre plusieurs langues, « grandes » ou « petites », d'hier ou d'aujourd'hui, et presque tous nous sommes aussi traducteurs. Qu'est-ce à dire ? Mais tout simplement qu'aucune langue n'existe et ne se soutient seule, sans le concert des autres. Et que tout le monde le sait, y compris ces quelques francophones qui ont pour tâche d'« illustrer » le français.

Je crois que si l'Académie française a bien voulu m'accueillir, je le dois, au moins en partie, au *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles*², cet ouvrage un peu fou, confectionné à cent cinquante auteurs pendant une dizaine d'années,

1] U. Eco aurait prononcé cette phrase lors de sa conférence donnée aux Assises de la traduction littéraire en Arles, dimanche 14 novembre 1993, et c'est une phrase de sa leçon inaugurale au Collège de France, le 2 octobre 1992.

2] Seuil-Le Robert, 2004, 2^e éd. augmentée de nouvelles entrées provenant des traductions-adaptations du dictionnaire français, 2019.

avec des entrées qui mettent en jeu une quinzaine de langues d'Europe ou constitutives de l'Europe. J'appelle « intraduisible » un symptôme de différences de langues, qu'il s'agisse de sémantique ou de syntaxe : non pas ce qu'on ne traduit pas, mais ce qu'on ne cesse pas de (ne pas) traduire. Il ne s'agit pas seulement de termes homonymes, équivoques ou ambigus, que le contexte éclaire, mais de ce que disent les mots en langues. Quand, pourquoi, comment les mots et les réseaux dont ils relèvent sont-ils non superposables ? Quel est l'impact des manières de dire et penser « vérité », « justice » ou « liberté » sur les manières de sentir et de se comporter d'une part, sur les problèmes de communication et, plus largement, d'interopérabilité culturelle et politique, d'autre part ? Prenons *dette* en français et dans les langues latines : *debitum*, on rend ce qu'on doit, et c'est soldé ; mais *Schuld* en allemand dit à la fois la « dette » et la « faute », c'est un fardeau qui pèse sur les épaules, dont Weber, après Luther, a rendu conscient. Il n'est pas impossible que la perception de cette différence importe à l'Europe. De même, comprendre que la distinction entre *law* et *right* ne correspond que très partiellement à celle entre *loi* et *droit* n'a rien d'anecdotique. Instruire ces distorsions, c'est affronter des malentendus qui, inaperçus, deviennent dangereux. Il n'est pas si facile de comprendre qu'on ne se comprend pas.

On objectera que la langue globale est là pour parer à ce danger. Mais c'est pour tomber dans un autre danger, non moins grave à mes yeux. Le *Globish*³ ou *global English*, est indissociable de son lien avec l'anglais langue d'empire, celui de la diplomatie et de l'économie américaines. Or, c'est l'esperanto pragmatique qui sert aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, à « soumissionner », non seulement à Bruxelles mais à Paris et pour des Français. Nous devons tous proposer des *case-studies*, *issues* et *deliverables* à des experts de notre *knowledge-based society*, qui le plus souvent ne sauraient comprendre l'anglais d'Oxford – chacun de nous a sans doute l'expérience de ce genre de colloques. Face au *Globish*, toutes les langues de culture qui font l'Europe ne sont plus que des dialectes, *parochial*, à parler chez soi et à préserver comme des espèces menacées via une politique patrimoniale : des survivances pour les *Digital Humanities*. *Globish* plus dialectes, voilà à mes yeux l'un des scénarios catastrophe qui menace l'Europe.

3 | Le terme a été inventé par Jean-Paul Nerrière, alors vice-président d'IBM États-Unis, pour désigner l'espèce d'anglais très pauvre mais très efficace adopté par les *non-native speakers* en *business* international, où ils se révélaient bien meilleurs négociateurs, avec les Chinois et les Indiens notamment, que les *native speakers* (voir par exemple *Don't speak English, parlez Globish*, Paris, Eyrolles, 2004-2006).

De fait, le *Dictionnaire des intraduisibles* s'est pensé d'emblée comme une arme, non seulement philosophique mais réellement politique, contre deux scénarios catastrophe potentiels : le *Globish*, d'une part, et le nationalisme linguistique, de l'autre. Cet autre scénario catastrophe, symétrique inverse, est lié à l'encombrant problème du « génie des langues », qui sacralise les vernaculaires, certains plus que d'autres, et les hiérarchise entre « petites » langues et « grandes » langues justement. Les philosophes connaissent bien ce danger, écho du *logos* grec, un mot si universel ou « universalisant » (*ratio* et *oratio* traduisaient les Latins), qu'il désignait à la fois la raison, le langage et la langue par excellence, à savoir le grec. Ainsi le français pour Rivarol se confond-il avec la « logique naturelle » et le « sens commun » : « ce n'est plus la langue française, c'est la langue humaine »⁴. Tout comme l'allemand pour Heidegger, plus grec encore que le grec, est une « langue authentique » au plus haut degré, un degré qui « se mesure à la profondeur et à la puissance de l'existence d'un peuple et d'une race qui parle la langue et existe en elle »⁵. On entend combien l'appropriation de l'universel, via la confusion entre langue, race, nation, est grosse des pires dangers.

Ni *Globish* ni nationalisme linguistique, « ontologique » pour parler comme Heidegger, mais quoi alors? Précisément : la traduction, comme respect de la diversité et savoir-faire avec les différences. Le grand linguiste et diplomate allemand de la fin du XIX^e siècle, Wilhelm von Humboldt, peut ici nous éclairer. À le suivre, on ne rencontre jamais le langage, mais des langues : « Le langage se manifeste dans la réalité uniquement comme diversité »⁶ et elles forment un Panthéon, pas une Église. Il se plaît à évoquer l'idée qu'il puisse y avoir autant de langues que d'hommes qui habitent la terre : « La diversité des langues est condition immédiate d'une croissance pour nous de la richesse du monde [...]; par là s'élargit en même temps l'aire de l'existence humaine, et de nouvelles manières de penser et de sentir s'offrent à nous sous des traits déterminés et réels »⁷. Une hyper-Babel radicale, ô combien heureuse, grâce à une Pentecôte :

4| « Discours sur l'universalité de la langue française », dans *Pensées diverses*, Desjonquères, 1998, p. 134.

5| M. Heidegger, *De l'essence de la liberté humaine. Introduction à la philosophie* [1930], trad Martineau, E., Gallimard, 1987, p. 57s.

6| Wilhelm von Humboldt, « Über die Verschiedenheiten des menschlichen Sprachbaues », dans *Gesammelte Schriften*, éd. A. Leitzmann., Berlin, Behr, 1907, vol. VI, première partie, p. 240.

7| Wilhelm von Humboldt, cité dans Pierre Caussat, Darius Adamski et Marc Crépon, *La langue source de la nation*, Mardaga, 1999, p. 433.

la traduction. C'est en construisant l'exposition *Après Babel, traduire*⁸ que j'ai compris, je crois, le sens de ces petites langues de feu sur les images pieuses qui m'intriguaient tant quand j'étais enfant. Elles n'indiquent pas que les apôtres ont le don des langues, qu'ils les parlent toutes, mais bien plutôt que tous ceux qui sont là les comprennent parce que chacun les entend parler dans sa propre langue, quelle que soit celle dans laquelle ils s'adressent à eux. Autrement dit : c'est Dieu, ou l'Esprit Saint, qui est le premier traducteur.

Revenons à notre Europe et à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Les visites que j'ai pu y faire m'ont durablement bouleversée. En particulier, en ce qui concerne l'une des tâches qui m'a été confiée : représenter l'Académie française au Commissariat scientifique de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts, un projet symbolique de l'intérêt que la République et son président portent à la langue. À la CJUE, le multilinguisme est, de droit comme de fait, chez lui. La Cour peut être saisie dans n'importe laquelle des vingt-quatre langues officielles de l'Union. Or, les délibérations doivent se dérouler dans le secret respecté par toutes les autorités judiciaires dans les pays démocratiques, ce qui empêche la présence d'interprètes. Après la fin de la seconde guerre mondiale, les juges ont pris la décision de recourir à la langue française qui s'est imposée comme langue commune de trois des six États fondateurs et en considération de la place du droit romain. Mais l'arrêt, lui, est prononcé dans la langue du cas, et c'est ce prononcé qui fait foi. L'arrêt est donc traduit dans les 23 autres langues de l'Union, généralement pour le jour même de son prononcé. La jurisprudence existe donc, et de la même manière, dans toutes les langues de l'Union, assurant l'égalité devant le droit. Il me semble que l'édit de Villers-Cotterêts est ainsi assuré de la plus conséquente des suites : chacun sera jugé dans sa langue et, à chaque fois, seule cette langue fait foi. Il n'y aura pas comme à l'ONU de Résolution 242 qui, entre « le retrait des territoires occupés » et *withdrawal from occupied territories*, produit deux cartes de géographie gravement différentes. À la question qui s'impose : quel est l'équivalent de Villers-Cotterêts, aujourd'hui et ailleurs, en Europe ou sur d'autres continents ? L'une des réponses me paraît être : la CJUE, une magnifique machine qui fonctionne au cœur de nos vies d'Européens, pour, si je ne me trompe, quelque chose comme le prix d'un sucre par jour dans le café de chaque citoyen. Il y va du sens même de l'Europe définie comme unie dans la diversité.

8 | Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), et catalogue Actes Sud-Mucem, 2016.

Puisqu'il s'agit ici de témoignage, j'aimerais pour finir évoquer deux types de travaux en cours.

Le premier est de pratique quotidienne. Il concerne les nouveaux arrivants et le temps de l'accueil. Je travaille au sein d'une association, Maisons de la sagesse-Traduire, qui, avec le soutien du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Culture, invente une série de *Glossaires bilingues de l'administration française* d'un nouveau genre. Tout est parti pour moi de ce constat, fait lors de l'exposition *Après Babel, traduire* : les questions les plus simples, dans les dizaines de questionnaires, dématérialisés ou non, que les nouveaux arrivants ont à remplir dès qu'ils posent le pied sur notre sol, sont grosses en France de siècles d'administration française. Nom, prénom, date de naissance, civilité, rien de tout cela ne va de soi pour un nouvel arrivant ; la manière de nommer, de désigner les liens de parenté, le jour et l'année de naissance, tout cela diffère selon les cultures, il faut parfois inventer de nouveaux mots dans telle ou telle langue pour désigner ces réalités évidentes pour nous, pour nous mais pas pour tous. Derechef, il n'est pas si simple de comprendre qu'on ne se comprend pas. D'où l'exaspération d'un côté, la gêne et le silence de l'autre, et l'impuissance partout.

C'est à faciliter cet apprentissage de réciprocité élémentaire que visent nos glossaires. Avec le secours, en particulier, de ce que nous appelons entre nous des « piqures de culture », qui marquent le temps d'arrêt nécessaire pour expliciter ce qui risque de bloquer la compréhension mutuelle, ou de prêter à confusion à cause de la discordance entre les pratiques, les usages, les droits, les règles en vigueur ici et ailleurs. Il y va, avec tous ces questionnaires, de textes minuscules pleins des mots les plus quotidiens, mais soudain aussi remplis de termes, parfois très abstraits et parfois au contraire très concrets, techniques ou spécialisés, liés au droit, à la santé, au travail, au logement, aux aides, aux impôts, qui n'existent pas comme tels dans l'autre langue, qui ne renvoient à rien ou n'ont pas d'équivalent exact. Vous avez dit « divorcé », « pacsé », qu'est-ce que c'est ? Vous voulez parler de « grande famille » ou de « petite famille » ? Qu'est-ce qu'un « foyer fiscal » pour un Soninké ou un Syrien ? Comment signaler qu'en Russie « nationalité » et « citoyenneté » n'ont pas le même sens qu'en France ? Bien sûr les questionnaires sont traduits, généralement très bien, et bien sûr il y a des interprètes, mais c'est sur le fond, de culture à culture et de langue à langue, qu'il est parfois difficile de s'entendre. Il faut le cas échéant forger des mots dans ces autres langues, en se fiant à l'instinct et au génie linguistique de ceux qui les parlent, comme d'ailleurs nous-mêmes n'avons cessé d'en importer et d'en forger dans le français au cours du temps. La traduction est plus qu'un savoir, plus qu'un art, c'est du temps de vie.

L'autre projet, très ambitieux, prend les choses d'en haut. Comment faire pour que l'Europe soit pour de bon riche de ses langues ? Comment se mettre en capacité de promouvoir leur diversité, définitionnelle de l'Europe ? Voici quelques pistes, que tente d'explorer le projet collectif que nous nommons, à tout seigneur tout honneur, *Projet ECO*.

Pour faire un atout de ce qui peut paraître un handicap, nos 24 langues, il faut d'abord profiter de leur mondialisation : l'anglais, l'espagnol, le français, le portugais, sont parmi les langues les plus parlées au monde – sans oublier les langues parlées à côté des langues nationales, comme l'arabe, deuxième langue de France. Les langues de l'Europe sont la plus paisible de ses armes de conquête.

Un tel projet est au cœur des préoccupations et des préconisations les plus actuelles. Il passe par la structuration d'humanités numériques dignes de ce nom : non pas simplement augmenter le nombre de corpus numérisés, si intéressants soient-ils, mais les articuler en un tout disponible à partir d'une idée directrice, pour constituer un référentiel européen des intraduisibles lié à un moteur européen de traduction.

Il est au cœur de la communication d'avenir : la traduction neuronale. Le référentiel, en prise sur les compétences linguistiques et terminologiques considérables des interprètes, traducteurs et juristes linguistes au service des institutions européennes, vise à nourrir l'apprentissage profond des machines apprenantes. Il a vocation à utiliser les 552 combinaisons linguistiques, comme à s'ouvrir aux apports et aux expériences des citoyens. Il pose chemin faisant quelques questions fortes : une machine apprend-elle comme un enfant ? Comment s'articulent quantité et qualité ? Comment s'établissent les nouvelles connexions ? Quel est le statut de ces métaphores envahissantes ?

Le progrès attendu ne tient pas seulement à la qualité et à la diversité des corpus. Il tient aussi à la construction de l'algorithme. Le développement du moteur ECO veut exploiter les capacités considérables de la technologie neuronale en prenant soin de ne pas introduire d'erreur liée au procédé lui-même et en permettant aux modèles entraînés d'exprimer des doutes – de manière à donner le contrôle à l'utilisateur final et à établir une confiance en cet outil de traduction innovant. La traduction neuronale jouera ainsi le rôle de lanceur d'alerte quant aux difficultés et aux biais.

Je suis partie d'une phrase de Jacques Derrida : « Plus d'une langue ».

Il se trouve que cette phrase définit pour lui ce qu'il appelle la « déconstruction », c'est-à-dire la remise en jeu de la philosophie et de son histoire telle que la tradition, du latin tradere, « transmettre », la raconte – même si le mot connaît de nouvelles

fortunes, féminissimes notamment. « Si j'avais à risquer, Dieu m'en garde, une seule définition de la déconstruction, brève, elliptique, économique comme un mot d'ordre, je dirais sans phrase : "plus d'une langue" », écrit-il dans *Mémoires pour Paul de Man*⁹.

Telle que je l'entends, c'est une phrase qui décrit le mouvement même de la construction et de la citoyenneté européennes. Elle décrit l'énergie de la mise en mouvement, de la remise en jeu, nécessaire à toute institution durable.

9| Galilée, 1988, p. 38.

Le multilinguisme devant les juridictions luxembourgeoises



Luxembourg

— Jean-Claude Wiwinius

Jean-Claude Wiwinius a été président de la Cour supérieure de justice et de la Cour constitutionnelle au Luxembourg de 2016 à 2021. De 2019 à 2021, il a présidé le Réseau des Présidents de Cours suprêmes de l'Union européenne. Il a occupé divers postes responsables dans la magistrature luxembourgeoise, à la Cour de cassation, à la Cour d'appel, au Parquet général et au tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Il a enseigné le droit international privé et la procédure civile au Centre universitaire de Luxembourg pendant 25 ans. Il est l'auteur de l'ouvrage de référence *Le droit international privé au Grand-Duché de Luxembourg*.

Le Luxembourg est un **pays ouvert à toutes sortes de cultures et à un large éventail de nationalités**. Il sait intégrer ce multiculturalisme comme peu d'autres sociétés en sont capables.

Multilinguisme et diversité culturelle sont intrinsèques à l'histoire et à l'identité de nombreux pays. Le Luxembourg en est un exemple vivant. Le pays est multilingue, accueille un nombre significatif de résidents originaires d'autres pays, emploie des travailleurs frontaliers et dessine ses frontières avec l'Allemagne, la Belgique et la France. Le Grand-Duché est animé par une importante communauté internationale qui lui offre sa palette de cultures, de religions et de milieux sociaux.

Le trilinguisme au Luxembourg

Par une loi du 24 février 1984, le régime des langues a été légiféré au Luxembourg. On y lit :

« **Art. 1^{er}.** – Langue nationale

La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.

Art. 2. – Langue de la législation

Les actes législatifs et leurs règlements d'exécution sont rédigés en français. Lorsque les actes législatifs et réglementaires sont accompagnés d'une traduction, seul le texte français fait foi.

[...]

Art. 3. – Langues administratives et judiciaires

En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.

Art. 4. – Requêtes administratives

Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant. »

La loi de 1984 a donc consacré le « trilinguisme » au Luxembourg, le français et l'allemand étant historiquement les langues administratives au Luxembourg, le français restant actuellement la seule langue de la législation. S'y est ajoutée, en 1984, la langue locale qu'est le luxembourgeois, devenue la seule langue nationale du pays. Le multilinguisme au Grand-Duché est un fait avec une population qui a une pratique quotidienne des trois langues, la langue d'intégration restant toujours le luxembourgeois. La pratique du luxembourgeois s'est maintenue dans la population en partie comme ciment de l'identité nationale (*eis Sprooch*, « notre langue »).

Ce particularisme est dû à la petite taille du pays et à l'histoire du Grand-Duché, situé au croisement des aires francophone et germanophone. Les nombreux échanges entre le Luxembourg et ses voisins, et, notamment, depuis les années 1970, l'émigration vers le Luxembourg afin d'y trouver du travail, ont fait que les deux langues voisines sont actuellement couramment parlées dans le pays.

Contrairement à d'autres pays multilingues, comme la Suisse, le Canada ou la Belgique, où la distribution des langues est géographique, celle-ci est fonctionnelle au Luxembourg, ce qui signifie que le recours à telle ou telle langue dépend de la situation. En général, on accepte le trilinguisme parallèle. Chacun peut parler dans sa langue, mais doit comprendre les deux autres, sans exiger une traduction.

Pendant la scolarité, l'apprentissage des trois langues est obligatoire. Tous les élèves doivent étudier l'allemand dès l'âge de 6 ans, le français dès 7 ans et l'anglais dès 14 ans.

À l'école fondamentale, les cours sont dispensés en allemand et les explications sont souvent données en luxembourgeois. Dans le secondaire, l'enseignement classique est dispensé en allemand aux classes inférieures, alors que les niveaux supérieurs utilisent le français. Dans l'enseignement général, au niveau inférieur, toutes les matières sont enseignées en allemand, sauf les mathématiques, alors qu'au niveau supérieur les cours sont principalement en français mais les explications restent souvent en luxembourgeois.

Le multilinguisme au Luxembourg

Plus de 200 langues sont actuellement parlées au Luxembourg. Avec un peu plus de 55 %, le luxembourgeois figure au premier rang, suivi du portugais (16 %) et du français (12 %).

Selon les Luxembourgeois, en 2012, à l'exception de leur langue maternelle, les autres langues qu'il était **le plus utile de connaître** pour leur développement personnel étaient à 72 %, le français, à 47 %, l'allemand et, à 40 %, l'anglais. Il n'est cependant pas exclu que cette proportion subisse des changements dans un avenir plus ou moins proche. À titre d'anecdote, le soussigné, se proposant de répéter les verbes pronominaux avec son petit-fils de 11 ans, se voit répondre par le jeune homme (en luxembourgeois) : « Mais, Bopa, tout cela est parfaitement inutile, étant donné que plus tard, dans ma vie professionnelle, je n'aurai plus besoin du français, vu que l'usage de l'anglais sera amplement suffisant. » Autant pour la francophonie dont on se vante si souvent au Grand-Duché.

Le multilinguisme est également renforcé par la présence de nombreux **travailleurs frontaliers** francophones (75 %) ou germanophones (25 %). Ces frontaliers représentent près de la moitié des travailleurs du pays. Aux trois langues officielles, il faut ajouter l'usage du portugais et de l'anglais : près de 18 % de la population est portugaise, créant une forte communauté où le portugais reste la langue d'usage même si la deuxième génération parle le luxembourgeois. Le très fort développement du secteur bancaire a fait que l'usage de l'anglais comme langue de travail est devenu fréquent.

La **presse nationale** est rédigée majoritairement en allemand et partiellement en français, sans que les articles soient traduits dans l'autre langue. On y trouve aussi quelques lignes rédigées en luxembourgeois : le courrier des lecteurs, les annonces personnelles ayant trait à la vie privée (nécrologies, faire-part divers, etc.). Il existe également, depuis quelques années, des hebdomadaires en anglais et en portugais.

À la **Chambre des Députés** (le Parlement luxembourgeois), la langue courante est le luxembourgeois, avec quelquefois l'usage du français pour la citation des textes légaux. En revanche, aux assemblées plénières du **Conseil d'État** on parle français.

Comment tout cela se présente-t-il dans **la pratique de tous les jours** au Grand-Duché ? Voici quelques exemples, cités pêle-mêle, rencontrés par le soussigné au cours des deux semaines ayant précédé la finalisation de la présente contribution. La Ville d'Esch-sur-Alzette, capitale européenne de la Culture en 2022, où l'on parle, en plus du luxembourgeois, du français et de l'allemand, également l'italien et le portugais dans

les nombreuses familles d'ouvriers sidérurgistes issus de l'immigration, consacre un de ses projets – une pièce de théâtre « polyglotte » où les acteurs s'expriment dans leurs langues maternelles respectives – aux problèmes mais aussi au comique des situations qui peuvent naître de ce brassage des langues (« *melting-pot* linguistique »). Un *flyer* de l'Administration de la commune de résidence du soussigné annonce la prochaine collecte des objets encombrants en six langues. Dans une lettre à la rédaction d'un quotidien luxembourgeois, l'auteur se plaint du fait que les annonces dans les trams ne se font qu'en français et en anglais, et non également en allemand et en luxembourgeois. L'épouse qui rentre d'une répétition de sa chorale remarque qu'elle a dû s'exprimer en cinq langues différentes pour s'entretenir avec ses amies choristes. Autre exemple encore, le soussigné, qui lors d'une randonnée pédestre a perdu son GSM, et qui, en rebroussant chemin, doit demander, en trois langues différentes, à trois autres promeneurs s'ils n'ont pas trouvé son téléphone. La liste de ces exemples pourrait être poursuivie sans fin. Personne au Luxembourg ne s'en étonne et, surtout, personne ne s'en offusque.

Le luxembourgeois

La langue luxembourgeoise a bénéficié de cet environnement multilingue.

Relevons brièvement que le luxembourgeois (*Lëtzebuergesch*), la seule langue nationale des Luxembourgeois, est une langue indo-européenne de la famille des langues germaniques (le francique mosellan) parlée essentiellement au Luxembourg ainsi que dans quelques communes limitrophes en Belgique, en France et en Allemagne. On estime qu'environ 600 000 personnes dans le monde parlent cette langue.

Le statut reconnu de **langue nationale** du Luxembourg atteste une réalité: la langue luxembourgeoise n'est pas un dialecte. Les Luxembourgeois entre eux ne parlent que le luxembourgeois, et cela à tous les niveaux et dans toutes les situations. Ils parlent donc « leur langue ».

Depuis plusieurs années, des travaux de **révision de la Constitution** luxembourgeoise sont en cours. La dernière ligne droite vient d'être entamée. Dans le chapitre 1^{er}, intitulé « De l'État, de son territoire et de ses habitants », et plus précisément dans la section 1^{re}, intitulée « De l'État, de sa forme politique et de la souveraineté », figure un article 4 qui, dans son paragraphe (1), dispose : « La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande. »

Le commentaire de ce texte indique que, à l'instar d'autres Constitutions européennes, l'article 4 évoque les **symboles de l'État** qui sont la langue, l'emblème national, les armoiries et l'hymne national. En ce qui concerne le régime linguistique, la formulation qui inclut la langue luxembourgeoise vise à garder une certaine flexibilité dans la réglementation de l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande par voie législative. Lors des débats à la Chambre des Députés siégeant comme Constituante, les orateurs ont considéré que l'ancrage non seulement de la langue luxembourgeoise mais également du multilinguisme dans la Constitution témoigne de l'attachement du pays au multilinguisme, qui constitue un atout pour le pays et permet de défendre l'importance du Luxembourg à travers le monde.

Le multilinguisme et le monde judiciaire

Les magistrats

La loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice dispose en son article 2, pour les attachés de justice qui sont recrutés par la voie d'un examen-concours, que pour être admis à cet examen, il faut remplir différentes conditions, à savoir, notamment, être de nationalité luxembourgeoise, mais surtout – dans le présent contexte – **avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives et judiciaires**, telles que définies par l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le **contrôle des connaissances linguistiques** est prévu aux articles 3 et 4 d'un règlement grand-ducal du 25 juin 2021 sur le recrutement et la formation des attachés de justice. En principe, tous les candidats qui ont terminé leurs études secondaires dans un lycée appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois sont dispensés d'un examen linguistique. Dans le cas contraire, un examen en luxembourgeois et, au besoin, en allemand ou en français est prévu. Même si le texte de l'article 2 parle d'une connaissance « adéquate », il est admis que le magistrat luxembourgeois maîtrise « parfaitement » les trois langues. Ces trois dernières années, six candidats ont été refusés par la Commission de recrutement et de formation des attachés de justice (trois en 2019, un en 2020 et deux en 2021) en raison de l'insuffisance de leurs connaissances linguistiques. Il arrive que le candidat refusé se représente l'année suivante après avoir suivi avec succès des cours intensifs de luxembourgeois ou d'allemand.

Les avocats

Dans une publication consacrée à la « La libre circulation des avocats au Luxembourg », datant d'il y a une dizaine d'années, l'actuel juge luxembourgeois de la Cour de justice de l'Union européenne, François Biltgen, a examiné dans le détail l'historique des problèmes rencontrés par les deux barreaux luxembourgeois, qui connaissent une adhésion d'un **très grand nombre d'avocats non luxembourgeois**, en ce qui concerne les connaissances linguistiques de ces avocats étrangers et le contrôle de ces connaissances au regard des dispositions pertinentes du droit de l'Union. L'auteur a exposé les antécédents de la loi du 13 juin 2013, portant modification de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et a rappelé la procédure d'infraction entamée par la Commission européenne en 2011, conformément à l'article 258 TFUE à propos des conditions d'admission des avocats européens inscrits sur la liste IV du Tableau de l'Ordre des avocats qui demandent l'inscription sur la liste I de ce tableau (« clause d'assimilation »).

Actuellement, suivant les dispositions de **l'article 31-1 de la loi sur la profession d'avocat** précitée, « [L]es avocats inscrits à titre individuel doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que toute autre langue nécessaire à l'exercice de leurs activités professionnelles, sans préjudice de l'article 6 (1) d). Les avocats inscrits à la liste II doivent en outre maîtriser les langues administratives et judiciaires du Grand-Duché de Luxembourg nécessaires pour l'accomplissement de leurs obligations résultant du stage judiciaire. L'avocat qui accepte de se charger d'une affaire doit avoir les compétences professionnelles et linguistiques nécessaires sous peine de s'exposer aux sanctions disciplinaires prévues ».

L'inscription sur la liste II (avocats-stagiaires) du Tableau de l'Ordre n'est possible que si le candidat peut attester de la maîtrise des langues luxembourgeoise, française et allemande. En ce qui concerne le **passage de la liste IV vers la liste I** (avocat à la Cour), une circulaire du bâtonnier (n° 1 2013/2014) dispose que l'avocat doit produire une déclaration sur l'honneur qu'il se limitera à pratiquer exclusivement dans les langues qu'il maîtrise, avec indication des langues maîtrisées. Un règlement du 8 juin 2016 a été adopté par le Conseil de l'Ordre pour préciser différents points. On y lit, tout d'abord, que les niveaux à atteindre quant à la maîtrise de la langue sont ceux fixés par la loi. Ce règlement précise ensuite que la réussite des cours complémentaires en droit luxembourgeois fait présumer la maîtrise de la langue française au sens de la loi. Les candidats ayant suivi un enseignement primaire ou secondaire dans un système d'enseignement luxembourgeois ou allemand et ayant obtenu, dans ce système, un

diplôme permettant l'accès à des études d'enseignement supérieur, dans la mesure où l'enseignement qui a mené à ce diplôme a été dispensé dans la langue luxembourgeoise ou allemande, sont réputés maîtriser la langue luxembourgeoise ou allemande au sens de la loi. Les autres candidats doivent produire un certificat attestant du niveau de maîtrise de la langue luxembourgeoise ou allemande requis par la loi, délivré par un professionnel agréé.

Ces textes relativement récents ne sont, cependant, pas toujours suivis en pratique.

Si, tel qu'il vient d'être exposé, le barreau de Luxembourg, au cours des dernières années, a fait preuve d'une certaine sévérité quant au contrôle des connaissances linguistiques de ses membres en en faisant, à juste titre, une **question d'éthique** de la profession, tel n'a pas toujours été le cas.

Le soussigné se rappelle le temps, dans les années 1984-1989, où en tant que **juge de paix à Esch-sur-Alzette**, il lui arrivait d'être confronté à des situations frôlant le burlesque. Devant la justice de paix, où l'on traite, outre toutes les affaires de bail à loyer et de droit du travail en première instance, des dossiers dont l'enjeu est de moindre importance (actuellement en dessous de 15 000 euros), le particulier peut comparaître sans l'assistance d'un avocat. Plus d'une fois, le soussigné a dû ajouter à sa casquette de juge celle d'interprète, quand il a expliqué au particulier luxembourgeois ce que l'avocat adverse, francophone, ne sachant pas s'exprimer en luxembourgeois, venait de plaider. Plus loufoque encore était la situation dans laquelle il a dû expliquer à l'avocat ce que son adversaire venait de développer en luxembourgeois. Évidemment, ce n'est pas là le rôle du juge. Mais, en tant que « juge de proximité » et ayant même, d'après la loi, une mission de conciliateur, tout comme ses collègues, le soussigné préférerait agir de la sorte évitant ainsi, d'un côté, une remise de l'affaire pour permettre à une partie de trouver un avocat s'exprimant en luxembourgeois et, d'un autre côté, des frais éventuels inutiles d'un interprète, frais qui auraient risqué de dépasser le montant de la demande en paiement. Une autre solution, bien entendu, aurait été de dire à l'avocat : « Tant pis pour vous – et pour votre client – si vous n'arrivez pas à comprendre ce qui est exposé devant le tribunal. »

Il semble que, malgré les règles nouvelles exposées ci-dessus, la situation quant à l'emploi des langues – du moins devant les justices de paix – n'a pas changé partout, sinon la diffusion d'une **circulaire commune de la justice de paix de Luxembourg et du barreau** de Luxembourg, signée très récemment, le 22 mars 2022, n'aurait pas été

nécessaire. On y lit, sous le titre « Emploi des langues », après l'énoncé de l'article 31-1 de la loi modifiée sur la profession d'avocat : « À l'audience, les langues luxembourgeoise, française ou allemande sont [...] supposées être suffisamment connues pour comprendre, parler et plaider dans ces langues. Il ne rentre pas dans les attributions des juges de paix, des assesseurs ou du greffe de procéder à des traductions. L'avocat doit maîtriser la langue parlée de l'interlocuteur, qu'il soit avocat ou particulier. À défaut, il devra se faire assister par un confrère disposant des compétences linguistiques requises. »

Les audiences

Tel qu'il a été vu dans l'introduction à la présente, dans l'article 3 de la loi du 24 février 1984, précitée, l'emploi des langues française, allemande et luxembourgeoise en matière judiciaire est autorisé d'une manière large. En principe, le **trilinguisme est pleinement respecté**.

Concrètement, dans tous les dossiers qui passent par une **procédure écrite** et où l'assistance d'un avocat est exigée (à savoir devant la Cour constitutionnelle, la Cour de cassation, la Cour administrative, les chambres civiles, commerciales et de droit du travail de la Cour d'appel et devant les tribunaux d'arrondissement en matière civile), les écrits sont **en français**. Si, à l'audience, des explications sont nécessaires, celles-ci se font également (en général) en français.

Dans toutes les **autres affaires** (à savoir, en matière pénale devant toutes les juridictions, devant les tribunaux d'arrondissement – sauf en matière civile – devant le tribunal administratif et devant les justices de paix), où le particulier peut se présenter sans l'assistance d'un avocat, **les plaidoiries peuvent se tenir dans l'une des trois langues officielles du pays**. Dans ces affaires, même les avocats ne plaident pas toujours en français. Et cela fonctionne.

Évidemment, tous les particuliers ne savent (ou ne veulent) pas s'exprimer dans l'une de ces trois langues. Ils ont alors le droit de s'exprimer dans la langue de leur choix et de se faire assister par un interprète. Le soussigné, qui a présidé une chambre pénale de la Cour d'appel pendant plusieurs années, estime que **près de la moitié des affaires pénales ont lieu avec l'assistance d'un interprète**.

À ce sujet, il convient de renvoyer à la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale et portant, entre autres, transposition de la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil, du 20 octobre 2010, relative au

droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales, qui a introduit les articles 3-2 à 3-5 au Code de procédure pénale.

Ces articles prévoient qu'une personne qui ne parle ou ne comprend pas la langue de procédure a droit à l'assistance gratuite d'un interprète dès qu'elle est interrogée (article 3-2 du Code de procédure pénale) et qu'elle a droit à une traduction gratuite dans une langue qu'elle comprend de tous documents lui notifiés (article 3-3 du même code). La même chose vaut pour les victimes et les parties civiles (articles 3-4 et 3-5 du même code).

Plusieurs observations doivent être faites à ce sujet. Tout d'abord, en raison du grand nombre de résidents étrangers au Grand-Duché et de la diversité des langues parlées, il existe très souvent des **problèmes sérieux pour trouver des interprètes ou traducteurs** disponibles dans la langue voulue, étant donné que la plupart de ces personnes ont une autre occupation principale, ce qui restreint leur disponibilité. Il faudrait un véritable « Service de Traduction » dans l'administration judiciaire pour remédier à ces problèmes pratiques. Il arrive même que l'avocat sollicite l'assistance d'un interprète pour pouvoir s'entretenir avec son propre client. Malheureusement, la qualité des interprétations laisse assez souvent à désirer. Les demandes d'interprétation, qu'elles soient abusives ou non, sont parfois formulées au dernier moment, avant l'audience, ce qui entraîne une remise de l'affaire.

Inutile de préciser que les **coûts des traductions et interprétations** sont exorbitants. En 2021, l'administration judiciaire a déboursé 577 600 euros pour les interprètes auprès de la police, 300 647,62 euros pour les interprètes devant les juridictions, et 980 940 euros pour les traductions des documents, ce qui fait un total de 1 859 187,62 euros.

Pour la petite histoire, il est encore intéressant de renvoyer à une **circulaire du parquet général** concernant l'emploi des langues allemande et française dans l'administration de la justice datant du 16 septembre 1879, qui – officiellement – est toujours en vigueur. Selon cette circulaire, « [d]ans l'administration de la justice civile et commerciale, où les parties sont représentées par des avocats-avoués, on se sert de la langue française, les magistrats et les agents de notre police judiciaire se servent de la langue allemande dans tous les actes de la justice répressive ». Il est ajouté que « [l]es juges de paix devront donc toujours rédiger en allemand les jugements qu'ils rendront comme juge de police, et les greffiers des justices de paix se serviront de cette langue dans les notes sommaires qu'ils doivent dresser en matière répressive en exécution des dispositions légales ».

Cette dernière injonction n'est, cependant, plus suivie en pratique par les juges de paix. Durant les cinq années pendant lesquelles il siégeait comme juge de police à la justice de paix, le soussigné se souvient d'une seule décision qu'il a dû rédiger en allemand, à la demande expresse du prévenu.

Les juridictions tant judiciaires qu'administratives ont développé une jurisprudence intéressante en ce qui concerne, d'une part, **la réponse à une requête rédigée dans une langue autre** que les trois langues officielles et, d'autre part, **l'obligation de répondre dans la langue choisie par l'administré**.

Ainsi, il a été décidé que s'il est vrai que ni la loi du 24 février 1984, ni aucune autre disposition légale ne sanctionnent explicitement d'irrecevabilité une requête rédigée dans une langue autre que les trois langues officielles du Grand-Duché de Luxembourg susceptibles d'être utilisées en matière judiciaire, il n'en reste toutefois pas moins que la rédaction d'une requête introductive d'instance dans une langue autre que l'une des trois langues officielles prévues à l'article 3 de la loi de 1984, à défaut d'être accompagnée d'une traduction dans une des trois langues officielles, est non seulement susceptible de porter atteinte aux droits de la défense de la partie défenderesse, et, le cas échéant, du tiers intéressé partie à l'instance, mais empêche encore le juge d'avoir une bonne et complète compréhension du dossier, la rédaction de la requête introductive dans une des trois langues officielles du pays étant la garantie d'une telle compréhension complète du dossier, de sorte qu'un tel recours est irrecevable (cf. TA 12 février 2020, n° 42194).

Il a encore été décidé que « [l']obligation imposée aux administrations par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ne s'applique pas aux juridictions ; celles-ci sont libres de faire usage de la langue française qui est employée traditionnellement pour la rédaction des décisions judiciaires » (cf. Cass 30 juin 2011, Pas 2012, p.592 ; TA 23 septembre 2015, n° 35036).

Quant à la question du **dépôt de pièces dans une langue non officielle**, la jurisprudence en fait une question de respect des droits de la défense.

Ainsi, la Cour d'appel, après avoir rappelé que la loi de 1984, qui dispose que les langues française, allemande ou luxembourgeoise sont utilisées devant les tribunaux, ne s'applique qu'aux actes judiciaires eux-mêmes, c'est-à-dire aux décisions de justice et aux conclusions échangées entre parties au litige, à l'exclusion des pièces et documents qui sont par définition préexistants au procès et qui sont maintenus dans la procédure

dans la mesure où les intervenants au procès en comprennent la teneur, a rejeté le moyen tendant à voir écarter des débats des pièces rédigées en langue anglaise (cf. Cour 11 décembre 2019 CAL-2017-71).

Dans le même sens, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, après avoir rappelé que la matière judiciaire a été expressément incluse, sur proposition du Conseil d'État, dans la loi précitée de 1984, a considéré que, dans cette matière, l'emploi des langues n'était pas libre, la loi prévoyant seulement la faculté d'employer les langues française, allemande ou luxembourgeoise. Étant donné que, dans le cas de l'espèce, les pièces citées étaient non pas des documents de la vie de tous les jours rédigés dans un anglais courant et au contenu aisément compréhensible, mais des documents de nature juridique, rédigés dans un anglais juridique, dont l'interprétation pouvait donner lieu à controverse et que, au surplus, ces pièces constituaient des éléments déterminants pour asseoir la décision du tribunal, celui-ci a décidé qu'elles ne sauraient être prises en considération telles quelles, à défaut d'être rédigées dans une des langues prévues en matière judiciaire. Par conséquent, le tribunal a invité les parties à verser une traduction certifiée de ces documents (cf. TAL 14 novembre 2017, n° 228/2017).

En **matière fiscale**, le tribunal administratif a décidé que « [l]es particularités du droit fiscal luxembourgeois, notamment au vu de son origine en partie allemande, peuvent justifier, à côté de celles liées à l'identité des parties ou à une affaire donnée, l'emploi de la langue allemande devant les instances judiciaires compétentes, alors même que l'usage du français y est de tradition, du moins pour la rédaction des actes de procédure » (cf. TA 4 février 1998, n° 9850).

Lors des **enquêtes**, au civil et au pénal, le plus souvent, le juge interroge le témoin en luxembourgeois, acte les déclarations en allemand et rédige son jugement en français.

Les juges **administratifs**, compétents en matière fiscale, après avoir – normalement – écouté une plaidoirie en français, vont délibérer dans leur langue maternelle, le luxembourgeois, sur un texte rédigé en allemand, la *Abgabenordnung*, pour finalement rédiger un arrêt en français. Ce n'est pas mal.

Le mot de la fin

À partir de 2023, l'espace libre situé au pied de la troisième tour de la Cour de justice de l'Union européenne, siège des juristes et des juristes linguistes de la Cour, se transformera

en un jardin voué à apporter un peu de verdure dans cette partie du plateau densément urbanisée. Baptisé « Jardin du Multilinguisme » en raison, notamment, de sa proximité avec les juristes linguistes de la Cour qui transposent les décisions dans les 24 langues officielles de l'Union (le luxembourgeois n'en fait pas partie), le futur espace vert doit être « une miniaturisation des coteaux boisés et des champs agricoles du paysage luxembourgeois », selon la description du paysagiste français.

D'après le juge luxembourgeois François Biltgen, président de la Commission des bâtiments de la Cour, ce jardin constitue également un hommage au Luxembourg qui accueille l'institution depuis sa création et qui connaît un multilinguisme séculaire.

Terminons cette contribution par la réflexion de ce même juge, lors du lancement des travaux : « Le multilinguisme, c'est comme un jardin, il faut le cultiver. »

Bibliographie

François Biltgen, *La libre Circulation des avocats au Luxembourg*, annales du droit luxembourgeois, 2012, p. 11.

Fernand Fehlen et Andreas Heinz, Université du Luxembourg, *Die Luxemburger Mehrsprachigkeit. Ergebnisse einer Volkszählung* (Luxembourg, 2016, ISBN 978-3-8376-3314-6). Paul Dickes et Guayarmina Berzosa, Les cahiers du CEPS/INSTEAD, *Pays multiculturel, pays multilingue ? Un modèle pragmatique pour l'analyse des relations langagières au Luxembourg*, juillet 2010.

Paul Dickes et Guayarmina Berzosa, Les cahiers du CEPS/INSTEAD, *Les compétences linguistiques auto-attribuées*, septembre 2010.

Université du Luxembourg, recherches sur le multilinguisme.

Documents parlementaires relatifs à la révision de la Constitution – Projet n° 7700.

Documents parlementaires relatifs à la loi du 24 février 1984 quant au régime des langues – Projet n° 2535.

Vademecum « *Ma vie au barreau de Luxembourg* »

Wikipedia, article « Multilinguisme au Luxembourg ».

Wikipedia, article « Luxembourgeois ».

An Ghaeilge san Eoraip



Éire

— Micheál D. Ó hUigín

Alt le Micheál D. Ó hUigín. Is é Micheál D Ó hUigín Uachtarán na hÉireann ó 2011 i leith (atoghadh é in 2018). Roimhe sin bhí sé ina Sheanadóir (25 bhliain) agus ina Theachta Dála (9 mbliana). Ba é an chéad Aire Ealaíon idir 1993 agus 1997 agus bhunaigh sé Teilifís na Gaeilge (TG4 anois) le linn na tréimhse sin. Bhí freagracht dhíreach air mar Aire freisin an Ghaeilge a chur chun cinn agus geilleagar agus sochaí na Gaeltachta a fhorbairt. Ba mhéara na Gaillimhe é ar feadh dhá théarma agus sula raibh sé ina pholaiteoir ba léachtóir é ar an tríú leibhéal. Is file, scríbhneoir, fear léinn é an tUachtarán Micheál D. Ó hUigín a thacaíonn le cearta an duine agus a chuireann an tsaoránacht chuimsitheach chun cinn.

Tá an t-ilteangachas ag croílár shoचाई na hÉireann agus tá bród an domhain orm as na pobail ilteangacha ar fud an oileáin seo. Tá sé feiliúnach mar sin go bhfuil sé beartaithe ag Cúirt Bhreithiúnais an Aontais Eorpaigh mar cheiliúradh ar 70 bliain ar an bhfód, aitheantas speisialta a thabhairt do luach an ilteangachais, ní hamháin ina cuid oibre féin, ach i saolta lear mór saoránach an AE. Is mór an pléisiúr dom é cuireadh a fháil cuir leis an bhfoilseachán seo agus ba mhaith liom na heagarthóirí a mholadh agus mo bhuíochas a ghabháil leo.

Ní haon dóithín i gcónaí é cothú an ilteangachais. Is cleachtas tábhachtach é áfach, a léiríonn an luach a leagaimid ar an aontacht agus ar an ilchineálacht san Eoraip. Tá moladh tuillte ag an gCúirt Bhreithiúnais as 70 bliain a chaitheamh mar eagraíocht ilteangach. Tá an comhthéacs a raibh an Chúirt ag feidhmiú ann athraithe go mór ó bunaíodh é in 1952 mar chuid den Chomhphobal Eorpach do Ghual agus Chruach. Cé a shamhlódh go n-éireodh leis an gCúirt in 2022 a sprioc maidir le haonghnéitheacht ateangaireachta agus feidhmiú dhlí an AE a bhaint amach i measc 27 mballstát agus 24 theanga oifigiúla a chur i gcrích? Is cinnte nár tháinig claochlú chóras breithiúnach an AE le blianta beaga anuas mar thoradh ar Chonarthaí leanúnacha agus iliomad méaduithe gan dúshláin áirithe. Tá baol ann, nuair a leathnaítear aontas dá leithéid, go gcaolaítear an nasc idir saoránaigh agus eagraíochtaí lárnaigh. Gné tábhachtach den nasc seo a choinneáil docht ná cinnte a dhéanamh de go bhfuil fáil chothrom ag gach saoránach, beag beann ar a cheantar cónaithe ná a theanga labhartha, ar eagraíochtaí. Mar sin, cé go bhfuil costas airgeadais le híoc as gnó an Aontais a dhéanamh i 24 theanga, ní féidir áibhéil a dhéanamh ar thábhacht na hinfheistíochta seo.

Agus mé i mbun machnaimh ar an ilteangachas sa lá atá inniu ann san Aontas Eorpach, ritheann na ceithre eochairargóint ar a shon liom. Ar an gcéad dul síos, mar a luadh thuas, le rath neach fornáisiúnta ar nós an AE a chinntiú, tá sé ríthábhachtach go mbeadh saoránaigh infheistithe agus páirteach san Aontas. Leis seo a bhaint amach, chaithfidís gnó an Aontais a thuiscint, rochtain a bheith acu ar thairbhe an Aontais agus teagmháil a dhéanamh le heagraíochtaí agus gníomhaireachtaí an Aontais trí mheán na teanga is compordaí dóibh. I gcás na Gaeilge, tá an-dul chun cinn déanta i dtaca leis seo le blianta beaga anuas. Ba chúis bhróid í in Éirinn nuair a d'éist an ECJ lena chéad chás trí mheán na Gaeilge in 2020 (UH v an tAire Talmhaíochta, Bia agus Mara, Éire agus an tArd-Aigne). Ba bheart siombalach í don chúirt a breithiúnas ar chás Gaeilge a fhoilsiú ar ár lá saoire náisiúnta, Lá Fhéile Pádraig, 2021. Gan ach cúpla seachtain tar éis dheireadh an mhaolaithe i dtreo na Gaeilge in Eanáir na bliana seo, cuireadh moladh a chéad leasaithe reachtaíochta trí mheán na

Gaeilge faoi bhráid Pharlaimint na hEorpa. Cuireann na céimeanna dearfacha seo le deiseanna an chainteora Ghaeilge teagmháil a dhéanamh leis an AE agus tá súil agam go spreagfaidh na samplaí seo níos mó daoine tabhairt faoina leithéid amach anseo.

An dara buntáiste a thagann leis an ilteangachas san AE ná na peirspictíochtaí éagsúla ar ilchineálacht teangacha i bpróiseas cinnteoireachta an Aontais. Is minic a deir caointeoirí ilteangacha nuair a labhraíonn siad teanga áirithe go smaoiníonn siad ar bhealach áirithe. Is cinnte go dtugann teanga lionsa dúinn, ar féidir linn, tríd an lionsa seo, an domhan mórthimpeall orainn a fheiceáil agus a thuiscint. Ar an gcaoi chéanna a thuigtear go saibhríonn an ilchineálacht struchtúir próiseas cinnteoireachta, is féidir le cúlaí teanga éagsúla na gcinneadóirí san AE feidhmiú mar a bheadh cosaint ann in aghaidh na grúpsmaointeoireachta agus ceist na bpeirspictíochtaí éagsúla a éascú.

Ar an tríú dul síos, insíonn teanga cad as a dtáinig na daoine agus cad atá i ndán dóibh. I gcomhthéacs Eorpach, meabhraíonn teangacha nasc ár mór-roinne tríd na cianta dúinn, agus dar ndóigh trí mhílaoiseanna. Mar shampla, cé gur teanga Cheilteach í an Ghaeilge, a roinneann fréamhacha le Gaeilge na hAlban, leis an mBreatnais, an mBriotáinis, le Gaeilge Mhanann agus leis an gCoirnis, bheadh spéis ag ár gcairde ar fud na hEorpa a fhoghlaim faoi thionchar a dteangacha féin ar an nGaeilge. Is minic a thagann focail Ghaeilge a bhaineann leis an loingseoireacht agus an tráchtáil, cuir i gcás, ó theangacha Lochlannacha mar thoradh ar theagmháil leis na Lochlannaigh idir 900-1200AD. Cúpla sampla de seo is ea ‘pingin’ agus ‘margadh’. Ar an mbealach céanna, tá tionchar na Fraincise ar an nGaeilge le feiceáil i bhfocail cosúil le ‘seomra’ agus ‘séipéal’ a thuigtear a thagann ó theacht na Normannach go hÉirinn sa bhliain 1169.

Tá an-áthas orm go bhfuil fás tagtha ar an nasc teangeolaíochta seo lenár gcomharsana Eorpacha le blianta beaga anuas, agus an Ghaeilge á staidéar in ollscoileanna sa Fhrainc, sa Pholainn, i bPoblacht na Seice, sa tSualainn, sa tSlóvaic, sa Ghearmáin agus san Ostair.

Mar fhocal scoir, agus níos tábhachtaí ná gné ar bith eile, cruthaíonn an teanga ceangal sainiúil le féiniúlacht náisiúin. Is léir ón aitheantas a tugadh do theangacha oifigiúla ar fad an AE go bhfuil na tíortha go léir, cé acu beag nó mór, ar comhchéim san Aontas.

An Ghaeilge san Eoraip

Cosúil leis an gCúirt Bhreithiúnais, tá Éire ag ceiliúradh clocha míle tábhachtacha i mbliana. In 2022 a dhéantar ceiliúradh ar Chomóradh 50 Bhliain ó síníodh Conradh an Aontachais 1972, a d'éascaigh aontachas na hÉireann leis na Comhphobail Éireannacha. Tháinig síniú an Chonartha seo, a bhí mar chéad chéim thuras na hÉireann i dtreo ballraíocht iomláin san AE, le deireadh an mhaolaithe i dtreo na Gaeilge i mí Eanáir na bliana seo. Tá sé éasca do dhuine féachaint siar ar na dátaí seo agus ceapadh nach dtosaítear ar an obair go dtí tar éis na gcloch míle seo, go bhfuil sé furasta na céimeanna tosaigh seo a ghlacadh. Ó thaobh na hÉireann de, sa dá chás, ní mar seo a bhíodh.

Nuair a chuir Éire isteach ar bhallraíocht Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa in 1961 den chéad uair, cuireadh an t-iarratas ar ceal go héifeachtach nuair a dhiúltaigh an Ginearál de Gaulle d'iarratas na Ríochta Aontaithe. Bhí an toradh céanna i ndán d'iarratas ar Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa sé bliana níos déanaí agus i mí na Nollag 1967, d'fhógair an Coimisiún Eorpach nach mbeadh sé ag leanúint le hiarratas ballraíochta na hÉireann. Níor réitigh beartais eacnamaíocha chaomhnaitheacha iar-neamhspleáchais na hÉireann le sprioc an AE de shaorthrádail idir Bhailstáit. Chreid rialtas na hÉireann gur luí todhchaí na hÉireann i gcroílár na hEorpa áfach, agus d'oibrigh sé go tréan le háitiú ar bhaill na linne cead a thabhairt d'Éirinn ballraíocht a ghlacadh. Tháinig toradh a shaothair le Conradh an Aontachais 1972, a daingníodh le 83 faoin gcéad de vótaí i reifreann i mí Bealtaine na bliana sin.

Tá scáthánú ar an mbuanseasmhacht agus an tiomantas a léiríodh don togra Eorpach seo le feiceáil i rath na Gaeilge ó bhí Éire ina ball den AE. Ó 1973 i leith, ba theanga chonartha í an Ghaeilge, a chiallaigh nár aistríodh ach conarthaí an AE go Gaeilge. Sa bhliain 2005, chuir an Rialtas iarratas isteach ar an nGaeilge a aithint mar theanga oifigiúil agus mar theanga oibre an Aontais, stádas a bhain sí amach ar an 1 Eanáir 2007. Mar sin féin, bhí maolú ar an nGaeilge ar feadh cúig bliana de bharr ganntanas aistritheoirí cáilithe agus acmhainní teicneolaíochta. Cuireadh leis an maolú seo faoi dhó, le buairt fós ann maidir le fáil na foirne a raibh na scileanna Gaeilge cuí acu. Ó 2017 ar aghaidh, ceadaíodh le Rialachán ón gComhairle do mhéadú incriminteach sna cineálacha reachtaíochta a bheadh aistrithe go Gaeilge ag institiúidí an AE. Dar ndóigh, thar na cúig bliana sin, d'fhás inniúlacht an AE d'aistriúchán na Gaeilge go mór. Ba cheart an

t-aitheantas a thabhairt don Roinn Turasóireachta, Cultúir, Ealaíon, Gaeltachta ¹, Spóirt agus na Meán as líon na foirne a mhéadú tríd An Tionscnamh Ardscoilleana Gaeilge, mar aon le tionscnaimh dhigiteacha agus theicneolaíocha. Bhí toradh na hoibre seo le feiceáil gan mhoill: tháinig fás faoi shé ar líon na n-ábhar Gaeilge idir 2016 agus 2021, agus d'ardaigh líon na bhfoirne Gaeilge in eagraíochtaí teanga an AE ó 58 go beagnach 200 idir Eanáir 2016 agus Eanáir 2022.

Sa lá atá inniu ann, in éineacht le 23 theanga eile an AE, is teanga lán, oifigiúil í an Ghaeilge, a chiallaíonn go n-aistrítear an reachtaíocht Eorpach ar fad go Gaeilge anois. Chuidigh deireadh an mhaolaithe le seirbhísí an AE a chur ar fáil níos éasca do chainteoirí Gaeilge sa bhaile agus i gcéin. Is céim chun tosaigh thar a bheith tábhachtach í seo, ní hamháin san Eoraip ach in Éirinn freisin, agus áit á glacadh ag ár dteanga náisiúnta ar an ardán idirnáisiúnta. Feabhsaíonn stádas oifigiúil na teanga laistigh den AE féidearthachtaí le tuilleadh forbartha a dhéanamh ar an teanga.

An Ghaeilge in Éirinn

Dar ndóigh, is cuid an-beag de scéal leathan, iomráiteach na Gaeilge ar oileán na hÉireann í ballraíocht na Gaeilge san AE. Is scéal comónta í scéal na Gaeilge do phobail choilínithe timpeall na cruinne. Ar feadh na gcianta, bhíodh an Ghaeilge mar lingua franca ar n-oileáin, in ainneoin iarrachtaí leanúnacha an Béarla a chur chun cinn. Ba é an Gorta Mór idir 1845-50 cúis mheath na teanga ar deireadh thiar thall. Bhí ar rabharta imirceach ó Iarthar na hÉireann, cainteoirí dúchasacha Gaeilge, an Béarla a fhoghlaim le himeascadh le sochaí na Breataine agus Thuaisceart Mheiriceá. Fiú i gcás na ndaoine a d'fhan in Éirinn, ní raibh siad in ann a gclanna a chothú ón talamh a thuilleadh agus b'éigean dóibh aistriú go cathracha a raibh an Béarla go minic mar theanga an ghnó iontu. Measadh gur tógadh beagnach leath de na daoine a rugadh in Éirinn sa chéad leath den 19ú haois le Gaeilge, ach faoi dhaonáireamh 1891, níor tógadh ach 3.5% den daonra trí mheán na Gaeilge. Scríobh Arnold, in *The Study of Celtic Literature*, gurbh í an Ghaeilge “suaitheantas an chine bhuailte”.

1 | Ceantair a bhfuil an Ghaeilge mar phríomhtheanga chumarsáide na ndaoine ann.

Le linn an 130 bliain ó shin i leith, dhéantaí iarrachtaí comhbheartaithe leis an teanga a chaomhnú. I measc na n-iarrachtaí ba luaithe bhí Conradh na Gaeilge, eagraíocht shóisialta agus chultúrtha a bunaíodh in 1893 leis an nGaeilge a chur chun cinn in Éirinn agus timpeall an domhain. Bhí go leor gaiscí luatha ag an gConradh, aitheantas Lá Fhéile Phádraig mar shaoire náisiúnta agus tabhairt isteach na Gaeilge ar an gcuraclam scoile náisiúnta, gan ach a bheagán a lua. De réir a chéile, bhí cúis an Chonartha fite fuaite le cúis na hÉireann neamhspleáiche: do cheannródaithe dúchasacha ghluaiseacht athbheochan na Gaeilge, bhí Stát neamhspleách ag teastáil le go mbeadh an teanga in ann forbairt ina hiomláine, agus ar an gcaoi chéanna, bhí a theanga féin ag teastáil ó Stát neamhspleách le bheith faoi rath. Mar a dúirt Pádraig Mac Piarais, “Chan amháin saor ach Gaelach chomh maith. Chan amháin Gaelach ach saor chomh maith”.

Bhí sé dúshlánach do Shaorstát nuabhunaithe na hÉireann é féin a bhunú ar stáitse an domhain gan úsáid a bhaint as an mBéarla, áfach. Mar theanga oifigiúil Chonradh na Náisiún, bhí an Béarla ar go leor slite, riachtanach agus cás á dhéanamh ar son Státacht na hÉireann. Mar stát a rugadh san fhoréigean agus a bhí nasctha go fóill le hImpireacht na Breataine, bhain Éire úsáid éifeachtach as an mBéarla le cumarsáid agus caidrimh a dhéanamh le páirtithe idirnáisiúnta. Nuair a bhí borradh faoi gheilleagar na hÉireann ag dara leath an 20ú haois, bhí an Béarla mar uirlis úsáideach agus naisc thrádála á bhforbairt thart timpeall an domhain, ag breathnú amach seachas isteach. Le hoscailt gheilleagar agus shochaí na hÉireann le linn an ama seo, cuireadh tús le ré nua don náisiún, mar aon le malartú laghdaithe daonra den chéad uair ón nGorta Mór.

Ní hé sin le rá go bhfuil an Ghaeilge thíos leis de bharr rath na hÉireann, ná go bhfuil Éire faoi chomaoín ag an mBéarla mar theanga labhartha as a bhfuil bainte amach aici. I gcomhar le hiarrachtaí luatha leis an mBéarla a fhorbairt go hidirnáisiúnta, tá bearta ann le fada leis an nGaeilge a chur chun cinn sa bhaile. Bhí sé de phribhléid agam a bheith mar Aire Ealaíon, Oidhreacht agus Gaeltachta idir 1993 agus 1997. Le linn na tréimhse seo, bhunaigh mé Teilifís na Gaeilge, TG4 mar a thugtar anois air, an stáisiún teilifíse náisiúnta Gaeilge. Tá gaisce á dhéanamh ag TG4 le 650,000 de lucht féachana aige in aghaidh an lae agus uaireanta craolta de chlár Ghaeilge nua á gcráladh gach lá. Anuas ar na meáin chumarsáide Ghaeilge, shínigh mé Acht na dTeangacha Oifigiúla (Leasú) 2021 le déanaí, a fheabhsóidh rochtain ar sheirbhísí poiblí trí mheán na Gaeilge. Níl dabht ar bith agam ach go mbeidh tionchar ollmhór ag an reachtaíocht seo ar úsáid na Gaeilge inár dtír sna blianta amach romhainn, agus go bhfásfaidh líon na dtuismitheoirí in Éirinn a roghnóidh gaelscolaíocht dá bpáistí, agus ar an gcaoi sin, bronnantas an dátheangachais a thabhairt dóibh.

Críochnóidh mé leis an smaoineamh seo a leanas – ní cluiche nialasach is ea foghlaim agus labhairt teangacha iomadúla. Ní thagann aon mhíbhuntáistí le sealbhú na teanga breise. Labhair Céad Uachtarán na hÉireann, Dubhghlas de hÍde, seacht dteanga agus bhí sé ina bhunaitheoir den ghrúpa cearta teanga, Conradh na Gaeilge. Níor chuir an dáimh a bhí aige leis an nGaeilge isteach ar a chumas Gearmáinis a labhairt lena bhean, Eabhrais a labhairt, cleachta a bheith aige ar théacsanna Laidineacha agus Gréagacha, ná ar an bhFraincis a labhairt. Mar a chéile, ní dhéanfaidh tabhairt isteach na dteangacha oifigiúla nua san AE aon dochar do na teangacha seanbhunaithe. Agus muid ag ceiliúradh ilchineálacht lear mór theangacha agus traidisiúin theangeolaíocha na hEorpa, mholfaínn do chách na deiseanna saibhris a thagann leis an ilteangachas a thapú.

O važnosti višejezičnosti u pravu



Hrvatska

— Marin Mrčela

Marin Mrčela, sudac Vrhovnog suda Republike Hrvatske, izvanredni profesor u naslovnom zvanju Pravnog fakulteta Osijek, predsjednik GRECO-a.

I. Uvod

1. Jezik u pravu ima posebnu važnost. „Jezik je sredstvo kojim se izražava pravo”.¹ Bez jezika nema prava jer se jezikom prenosi pravna norma i njezina primjena u konkretnom predmetu i u svakodnevnom životu. Pravo određuje ljudske odnose, prava i obveze pojedinca u zajednici, a nerijetko i ljudsku slobodu. Zato je važno kako je norma napisana, ali i kako je sudskom odlukom primijenjena. Naime, normu, a posebno njezinu primjenu kroz sudsku odluku, primatelji trebaju razumjeti. Stranke u sporu, stručna, ali i opća javnost trebaju razumjeti razloge zbog kojih je neka sudska odluka donesena. Zato je osobito važno kako je ona napisana.
2. Uporaba jezika može biti promatrana kroz više područja i na više razina. Svako stručno ili znanstveno područje ima svoja pravila koja se često izražavaju tehničkim terminima nerijetko poznatima samo onima koji se tim područjem bave. Tako je i s pravom, s time što ono ima opću značajku; odnosi se na sve, pa čak i sudske odluke koje rješavaju spor stranaka mogu imati važnost i za druge koji su u jednakoj ili sličnoj pravnoj situaciji. Zbog prostornog ograničenja ovdje ćemo naznačiti samo dvije razine problematike uporabe jezika u pravu.² Jedna se odnosi na uporabu jezika u sudskim odlukama, a druga na problematiku višejezičnosti, uključujući i strano pravno nazivlje, koje zbog preuzimanja stranih pravnih rješenja i odluka nadnacionalnih sudova ulazi u nacionalno pravno područje.

1 | Akademik Jakša Barbić: Jezik u propisima, Okrugli stol „Jezik u pravu”, Hrvatska akademija znanosti i umjetnosti, Modernizacija prava, knjiga 20., Zagreb, 2013., str. 49.

2 | Problematika uporabe jezika u zakonima i drugim propisima posebna je razina kojoj se ovdje ne može posvetiti prostor iako je riječ o posebno važnom području. Zato upućujemo na publikaciju navedenu u prethodnoj bilješci koja se tom problematikom opsežnije bavi.

II. O jeziku u sudskim odlukama

3. Pisanje sudskih odluka vještina je kojoj se često ne pridaje potrebna važnost. Smatra se da je važno što je napisano, a ne kako je napisano. To je posebno razvidno iz obrazloženja presuda koja znaju biti predugačka zbog nepotrebnih ponavljanja. Sudski poslovnik ima odredbu koja kaže da „tekst sudskih odluka i ostalih pismena mora biti sažet i jasan”.³ Sažet znači da sudska odluka treba sadržavati samo ono što je propisano, a pravno gledano samo ono što je nužno za konkretnu pravnu problematiku. Sažetost ovisi ponajprije o poznavanju prava, onoga što je bitno za pravnu dimenziju odluke. Jasno znači da odluka mora biti razumljiva, ali ne samo pravnicima nego i strankama te svima koji čitaju odluku. Na jasnoću uvelike utječe stil pisanja, odabir riječi i pravilna uporaba hrvatskog standardnog jezika koji sadržava pravila i normativne razine (pravopisna, gramatička, leksička i stilistička).
4. U sudskim je odlukama obvezna upotreba pravnog nazivlja ili kako to Sudski poslovnik određuje „obavezna je uporaba zakonskiizraza”.⁴ To je i razumljivo jer je riječ o primjeni prava, a pravno nazivlje ima jasan sadržaj i značenje. Zato nije dobro u sudskim odlukama pisati „vještvo” jer je zakonski naziv „vještačenje”. Jednako tako, nije „razudba” nego „obdukcija”, nije „obrazložba” nego „obrazloženje”, glavna rasprava u parničnom postupku nije „dokončana” nego „zaključena”.

3| Članak 59. stavak 1. Sudskog poslovnika („Narodne novine”, broj 37/2014., 49/2014., 8/2015., 35/2015., 123/2015., 45/2016., 29/2017., 33/2017. – ispravak, 34/2017., 57/2017., 101/2018., 119/2018., 81/2019., 128/2019., 39/2020., 47/2020., 138/2020., 147/2020., 70/2021., 99/2021. i 145/2021.; dalje: SP)

4| Članak 59. stavak 4. SP-a

4.1. No, osim pravnog nazivlja, za razumijevanje sudskih odluka važna je i uporaba hrvatskog standardnog jezika. Standard osigurava da se svi govornici hrvatskog jezika razumiju. Pritom uporaba lokalizama nije zabranjena, ali njihovo značenje u sudskim odlukama mora biti objašnjeno tako da ga svi govornici mogu razumjeti. Izričaj iz sudske odluke „baltica je pronađena u ganjku“ bit će razumljiv govornicima u Hrvatskom zagorju i Prigorju, ali ne nužno u primorskim ili dalmatinskim krajevima. Obratno, izričaj „pucao je iza štekata“ ili „droga je bila u buži ispod pitara“ bit će jasan u Dalmaciji, ali možda ne u Zagorju ili Slavoniji. Zato je važna uporaba hrvatskog standardnog jezika, koji svojim standardnim izričajima i pravilima pomaže u pravilnom izražavanju i razumijevanju pravnih tekstova.

5. Pravila hrvatskog standardnog jezika se uče. „Ničija baba ne govori hrvatski standardni jezik“, u jednoj je prigodi šaljivo kazao ugledni hrvatski jezikoslovac. Nažalost, u hrvatskom sustavu obrazovanja pravnika na fakultetima ne postoji kolegij koji bi buduće pravnike poučavao pravilima hrvatskog standardnog jezika i važnosti pravnog izričaja. U okviru Pravosudne akademije postoji radionica posvećena pravilnoj uporabi pravnog nazivlja i hrvatskog standardnog jezika. Radionica je namijenjena pravosudnim dužnosnicima (sucima, državnim odvjetnicima, savjetnicima).⁵

6. Hrvatski standardni jezik poznaje pet funkcionalnih stilova: književnoumjetnički, razgovorni, publicistički, administrativni i znanstveni. Pravni tekstovi pišu se administrativnim funkcionalnim stilom čije su značajke „činjeničnost, objektivnost, točnost, jasnoća, jednostavnost, logičnost, sažetost, preglednost, analitičnost, neobilježnost i usklađenost s normama hrvatskoga standardnog jezika“.⁶

5 | <https://www.pak.hr/iz-godisnjeg-kalendara-programa-pa-2/>

6 | Marin Mrčela, Kristian Lewis: I u pravu treba biti u pravu – o jeziku hrvatskih pravnih tekstova, Hrvatski jezik, Institut za hrvatski jezik i jezikoslovlje, Zagreb, 2017., broj 3, str. 32.

7. Značajke administrativnog funkcionalnog stila trebale bi biti vidljive i u sudskim odlukama. No to nije uvijek tako. U sudskim su odlukama poseban problem rečenične konstrukcije. Nerijetko je riječ o dugačkim rečenicama koje je teško pratiti, a kamoli razumjeti nepravnicima, ali i pravnicima. Jedna rečenica na jednoj stranici praktički je nečitljiva i nerazumljiva. Zato rečenice u pravnim tekstovima, ponajviše u sudskim odlukama, trebaju biti kratke i jasne. „Ako ljudi imaju red u glavi, lako će se jasno i izraziti.“⁷ Kaže se da je umijeće pravnu argumentaciju iznijeti kratko i jasno. Jasan i sažet prikaz pravne argumentacije vještina je koja se uči i razvija.

7.1. Poseban su problem činjenični opisi kaznenih djela, osobito kada je riječ o gospodarskim kaznenim djelima. Oni se nerijetko protežu i na više stranica te sadržavaju i dijelove koji su s pravnog aspekta nepotrebni. Tradicionalno pisanje činjeničnih opisa u jednoj rečenici treba napustiti i prijeći na model koji će činjenične opise pisati u više rečenica i time ih učiniti jasnijima. Osim toga, time bi i postupanje, a osobito dokazivanje odnosno utvrđivanje odlučnih činjenica u postupku, bilo olakšano.

7.2. Dugačke rečenice nisu osobitost hrvatske pravne prakse. Nalazimo ih i u odlukama Suda Europske unije.⁸ Naravno, ima i primjera odluka u kojima su rečenice pretežito kratke, koje su stoga i jasnije.⁹

7| Nives Opačić, <https://slobodnadalmacija.hr/vijesti/hrvatska/nives-opacic-poplava-stranih-izraza-lakse-siri-kod-ljudi-koji-pate-od-sindroma-manje-vrijednosti-a-da-je-hrvate-briga-za-pravopis-odavno-bi-ga-naucili-1082177>

8| Primjerice, izreka u predmetu C-128/18. od 15. listopada 2019. Izreka ima pet odlomaka, a prva rečenica u prvom odlomku duga je 13 redaka.

9| Primjerice, presuda Westminster Magistrates' Courta od 23. travnja 2018. presuda je na 17 stranica koje imaju 86 odlomaka. Najduži odlomak ima 13 redaka, ali sedam rečenica. Osim toga, pisana je, naravno, engleskim jezikom, no tako da je može lako razumjeti i osoba kojoj taj jezik nije materinski, a ima prosječno znanje engleskog jezika. U presudi je jedan izraz koji možda treba provjeriti u rječniku, i to u rečenici „That sort of case is a far cry from the fraud alleged in this case.“ (*far cry is something notably different*, dakle, nešto bitno drukčije).

8. Osim dugačkih rečenica, u sudskim se odlukama često pojavljuju izričaji (sintagme) koji odvlače pažnju. Pleonastični izričaji poput „no međutim“, „čak štoviše“, „kako i na koji način“, „zato jer“, „javno objaviti“, „vremensko razdoblje“ ili još gore „vremenski period“ možda ne utječu na pravno razumijevanje, ali svakako stvaraju dojam o sastavljaču sudske odluke.

III. Strano pravno nazivlje i višejezičnost

9. Ovo područje možemo razmatrati na tri razine: ulazak stranog (pravnog) nazivlja u hrvatski pravni sustav, prijevodi stranih pravnih tekstova na hrvatski jezik i obratno te višejezičnost u primjeni ponajprije europskog prava.
10. Pri upotrebi stranog pravnog nazivlja u prvom je redu riječ o stranim riječima koje se unose u hrvatske pravne tekstove. Jedan od primjera je riječ „transparentan“ koja u hrvatskom jeziku ima više značenja – „providan, proziran, koji se lako uočava, pregledan, očit“, a u prenesenom smislu i „lako razumljiv“. Mnogi prijevodi propisa EU-a sadržavaju upravo tu riječ.¹⁰ Zato nije čudno da je nalazimo, primjerice, u Zakonu o tržištu kapitala, u kojem stoji da „tržište ima jasna i transparentna pravila“.¹¹ Smisao odredbe je da pravila budu dostupna javnosti, pa je tako trebala i glasiti.
- 10.1. Često se govori i piše o „implementaciji“ i „transponiraju“, iako nije jasno što nije u redu s hrvatskim riječima „primjena“ i „prenošenje“ jer o tome je riječ kada propise EU-a primjenjujemo ili prenosimo u hrvatski pravni sustav.

10| Direktiva 2004/109/EZ Europskog parlamenta i Vijeća od 15. prosinca 2004. o usklađivanju zahtjeva za **transparentnošću** u vezi s informacijama o izdavateljima čiji su vrijednosni papiri uvršteni za trgovanje na uređenom tržištu, Uredba (EU) 2017/2402 Europskog parlamenta i Vijeća od 12. prosinca 2017. o utvrđivanju općeg okvira za sekuritizaciju i o uspostavi specifičnog okvira za jednostavnu, **transparentnu** i standardiziranu sekuritizaciju itd. O „sekuritizaciji“ kao pretvaranju neprenosivih financijskih instrumenata u prenosive instrumente, tj. vrijednosne papire, ovdje nećemo podrobnije raspravljati.

11| Članak 110. stavak 3. točka 2. navedenoga Zakona

10.2. Poseban je problem upotreba stranih riječi u nazivima hrvatskih zakona. Tako imamo Zakon o faktoringu u kojem je engleska riječ *factoring* jednostavno prenesena u hrvatski jezik.¹² Još je gora situacija sa zakonom koji nije ni pokušao englesku riječ prenijeti u hrvatski jezik, pa tako imamo Zakon o leasingu.¹³ Točno je da se pravno značenje ovih engleskih riječi možda ne može izraziti jednom hrvatskom riječju. No, nije poznato je li se barem pokušalo naći odgovarajuće riječi hrvatskoga jezika koje bi mogle biti upotrijebljene u nazivima zakona. To bi bilo potrebno i zato što Ustav Republike Hrvatske ima odredbu koja govori o tome da je u Republici Hrvatskoj u službenoj uporabi hrvatski jezik.¹⁴ Ovako izgleda da je naziv zakona suprotan hrvatskom Ustavu.

11. U postupku europeizacije hrvatskoga prava odnosno prilagođavanja europskoj pravnoj stečevini trebalo je prevesti velik broj naših propisa na engleski jezik. Taj je posao rađen na brzini, jednako kao što je donesen velik broj zakona po hitnom postupku. Ta brzina dovela je i do šaljivih prijevoda. Primjerice, Vrhovni sud je u nacrtu jednog dokumenta preveden kao „Vrhunsko igralište“. Odredba SP-a koja govori o spajanju listova sudske odluke prošivanjem ili lijepljenjem bila je isprva prevedena tako da su listovi prevedeni kao *leaves* pa je izgledalo da se sudska odluka sastoji od lišća.

11.1. U obratnim situacijama, osim navedenih nespretnosti s prevođenjem engleskih riječi *transparent*, *implementing* i *transposing*, postoje ozbiljniji problemi. Primjerice, nije jasno zašto je *Advocate General* (njem. *Generalanwalt*, franc. *avocat général*) preveden kao „nezavisni odvjetnik“. Njegova je uloga pomagati Sudu¹⁵. To mora činiti „nepristrano i neovisno“.¹⁶ Riječ je, dakle o pomoćnicima ili savjetnicima Suda pa „nezavisni odvjetnik“ nije *Independent Lawyer*, *Unabhängiger Anwalt* ili *avocat indépendant*.

12| Zakon o faktoringu, „Narodne novine“, broj 94/2014, 85/2015 i 41/2016

13| „Narodne novine“, broj 141/2013

14| Članak 12. Ustava Republike Hrvatske, <https://www.usud.hr/hr/ustav-RH>

15| Članak 19. stavak 2. Ugovora o Europskoj uniji, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/HR/TXT/HTML/?uri=CELEX:12016M019>

16| Članak 252. stavak 2. UFEU-a

11.2. Velik problem u sudskoj praksi stvorio je pogrešan prijevod članka 267. stavka 1. Ugovora o funkcioniranju Europske unije (dalje: UFEU). Ta odredba na engleskom jeziku glasi: *The Court of Justice of the European Union shall have jurisdiction to give preliminary rulings concerning: ...* Odredba na francuskom jeziku glasi: *La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer, à titre préjudiciel: ...* Njemačka je verzija: *Der Gerichtshof der Europäischen Union entscheidet im Wege der Vorabentscheidung: ...* Dakle, sve tri inačice govore o ovlasti Suda Europske unije da donosi prethodnu odluku.

11.2.1. No, hrvatski prijevod odredbe glasi *Sud Europske unije nadležan je odlučivati o prethodnim pitanjima koja se tiču...* Takav pogrešan prijevod doveo je do toga da je odredba europskog prava prenesena u Zakon o kaznenom postupku i pogrešno smještena u odredbu koja govori o prethodnom pitanju (članak 18. toga Zakona). To je pak dovelo do pogrešne primjene europskog prava u sudskoj praksi koja je ispravljena naknadnim tumačenjem i promjenom Zakona.¹⁷

12. Konačno, važnost višjejezičnosti posebno se očituje nakon odluke Suda u predmetu CILFIT II.¹⁸ Ona govori o tome da je nacionalni sud prilikom odlučivanja hoće li podnijeti zahtjev za prethodnu odluku dužan „uzeti u obzir razlike među jezičnim verzijama“ odredbe europskog prava u odnosu na koju podnosi zahtjev. Ostaje vidjeti kako će ta primjena izgledati u praksi, odnosno kako će grčki sudac uzimati u obzir estonsku verziju određene odredbe.

17| Više o tome: Marin Mrčela: Utjecaj odluka europskih sudova na odluke hrvatskih sudova u kaznenim predmetima, Okrugli stol „Europska budućnost hrvatskoga kaznenog pravosuđa“, Hrvatska akademija znanosti i umjetnosti, Modernizacija prava, knjiga 44., Zagreb 2018., str. 69. – 77. Promjenom zakona zahtjev za prethodnu odluku izdvojen je iz članka 18. koji se odnosi na prethodno pitanje i smješten u posebnu odredbu članka 18.a („Narodne novine“ broj 126/2019.).

18| C-561/19, ECLI:EU:C:2021:799

IV. Zaključno

13. Problematika jezika u pravu osjetljivo je i važno područje. Ovdje su samo naznačeni neki problemi čija rješenja mogu doprinijeti boljem tumačenju i primjeni prava te boljem razumijevanju sudskih odluka. Polazište je osvještavanje potrebe promjena, primjerice, u pravilnom tumačenju i upotrebi pravnih izričaja, ali i jezičnih stilova i pravila. Zalažemo se za pisanje jasnih i sažetih odluka. Uporaba kratkih rečenica po mjerilu „jedna misao – jedna rečenica“ može biti dobra polazna promjena. No, za pravilnu uporabu jezika u pravu nužna je suradnja pravnika i jezikoslovaca. To se ne odnosi samo na povremenu suradnju u stručnom i znanstvenom radu nego i na nastavak cjeloživotnog obrazovanja praktičara u pravosuđu. Osim toga, čini se nužnim uvesti sustavno obrazovanje budućih pravnika tako da pravni fakulteti imaju poseban kolegij koji bi se odnosio na pravilnu uporabu jezika i pravnog nazivlja.

Il multilinguismo di una vita



Italia

— Prof. Dr. Barbara Pozzo

Barbara Pozzo è professore di diritto privato comparato dal 2001 presso l'Università degli Studi dell'Insubria (Como, Italia), dove è stata Direttore del Dipartimento di Diritto, Economia e Culture (2015-2021) e dove è attualmente Delegata del Rettore per l'Uguaglianza di Genere e le Pari Opportunità. Dal 2016 è Coordinatore del Dottorato di ricerca internazionale e interdisciplinare in Diritto e Scienze Umane. Nel 2018 ha vinto la Cattedra UNESCO "Gender Equality and Women's Rights in the Multicultural Society". È Membro Titolare della International Academy of Comparative Law (IACL), ed è Membro del Direttivo della Società Italiana di Diritto Comparato (SIRD) e del Direttivo Italiano della Association Capitant – Amis de la Culture Juridique Française.

Prologo

Mi sono spesso chiesta se la decisione di occuparmi di multilinguismo nell'ambito della mia attività accademica, come professore di diritto privato comparato, non sia dipesa – almeno in parte – dall'essere cresciuta in un ambiente multilingue, fattore che ha avuto vantaggi e svantaggi nel corso del tempo, ma che ha sempre esercitato nei miei confronti un indubbio fascino.

Nata a Calcutta per motivi attinenti alle scelte di lavoro dei miei genitori, cresciuta tra Milano e Roma, ho sempre frequentato – dall'asilo fino all'esame di maturità – la Scuola Svizzera, ove la prima lingua in cui erano insegnate le varie materie era il tedesco, a cui seguivano il francese e l'inglese. La scelta a favore di questa scuola non poteva essere fatta risalire a lontane ascendenze elvetiche nel mio albero genealogico, ma piuttosto alla convinzione dei miei genitori che una buona educazione non potesse che richiedere la conoscenza delle lingue straniere.

Le potenzialità di conoscere una lingua straniera mi furono presto note. A casa, se i miei genitori avessero voluto dirsi qualcosa che rimanesse incomprensibile alle loro figlie, avrebbero parlato in *hindi*; ma ben presto anche noi figlie utilizzammo la stessa arma e – se qualcosa doveva rimanere segreta fra noi figlie – veniva fatta circolare tra noi in *tedesco*, lingua che i miei genitori non conoscevano.... Con grande disappunto soprattutto di mia madre che vedeva il suo investimento ritorcersi contro.

Studiare da italiana, in Italia ma in una scuola straniera aveva – come anticipato – vantaggi e svantaggi. Significava imparare una lingua complessa come il tedesco sin dalla più tenera età attraverso attività ludiche senza quasi accorgersene. Implicava però anche, in assenza di genitori con cui confrontarsi nella medesima lingua, un indubbio spaesamento quando il discorso linguistico cominciò a farsi più complesso e non bastava più memorizzare una qualche canzoncina insegnata all'asilo, ma cimentarsi con testi di Goethe, Schiller, e più tardi di Mann, Dürrenmatt e tanti altri. Senza contare che dalla seconda media in poi si cominciava anche il corso di latino che veniva insegnato da un professore madrelingua tedesco. Si trattava in definitiva di una scuola molto impegnativa, che occupava tutte le nostre mattine, ma anche alcuni pomeriggi della settimana e che sicuramente per molti di noi studenti costituiva una vera e propria sfida, in particolare nei casi in cui in famiglia si fosse parlato solo italiano.

Nonostante le inevitabili recriminazioni lanciate da adolescente nei confronti di un ambiente particolarmente severo ed esigente, da adulta ho dovuto riconoscere che il percorso è stato molto arricchente: la presa di coscienza che a lingue diverse appartengono suoni diversi, concetti diversi, diversi modi di dire e diverse metafore, ma a volte anche profonde differenze culturali, ha accompagnato la mia crescita e sicuramente ha forgiato in me una certa curiosità e disponibilità a comprendere l'alterità, la differenza. Da bambina riflettere come mai in italiano e in francese si ha *una fame da lupi* (*faim de loup*), mentre in tedesco la fame vera è quella dell'orso (*Bärenhunger*) aiuta a capire che ci possono essere diverse prospettive in ordine alla mancanza di cibo. Nella mente di un bambino che apprende per la prima volta un modo di dire, si associano spesso immagini volte a comprenderne le origini, ma anche a fare paragoni: e quindi se *perdersi in un bicchier d'acqua* appare un'espressione buffa, molto più tragico appare il destino di chi *affoghi in una pozzanghera* (*in einer Pfütze ertrinken*).

Un episodio torna spesso alla mia mente, quando undicenne, allieva delle scuole medie, mia madre controllava che avessi fatto tutti i compiti e che soprattutto seguissi con attenzione le lezioni. In verità, non era sempre facile spiegare in italiano cosa avessimo fatto a scuola in tedesco, poiché più si andava avanti più si incontravano nelle specifiche materie termini astratti e complessi che non avevo mai incontrato nella lingua colloquiale italiana, per cui alle volte mi mancavano le parole in quella che poteva considerarsi a tutti gli effetti la mia lingua madre, mentre conoscevo il termine tecnico in tedesco. Dotata di un innato spirito simile a quello di un *Feldmarschall* prussiano, mia madre era solita chiedermi quali fossero stati i contenuti delle lezioni frequentate ed era consigliabile che io rispondessi puntualmente. In quella occasione, mi ricordavo benissimo che l'insegnante ci aveva spiegato le *Völkerwanderungen*, e avevo capito benissimo di cosa si trattasse, solo che nell'immediato non sapevo trasporre il concetto in italiano. Ricorsi quindi ad una approssimativa traduzione dei due lemmi che componevano la parola e tradussi a mia madre che stavamo studiando il periodo in cui i popoli (*Völker*) passeggiavano (*wandern*) per l'Europa.

«Come passeggiano? Quali popoli?» chiese mia madre incuriosita.

«Eh sì!» – risposi io prontamente – «ci sono i Visigoti e gli Ostrogoti e i Burgundi e i Franchi che “passeggiano” per l’Europa».

Sempre più sorpresa mia madre chiese: «Ma non è che il professore ti stava spiegando le invasioni barbariche?».

«Ma no! Non sono né invasioni, né barbariche! È che questi popoli si spostano perché ne hanno bisogno!».

«Forse dal loro punto di vista, ma da quello di chi subiva queste “passeggiate” si trattava di vere e proprie invasioni».

Io però, nonostante il rimbroto di mia madre che si rifaceva agli insegnamenti appresi a suo tempo nella scuola italiana, non riuscivo a trovare in quella bella parola «neutra», quasi poetica: *Wanderungen*, che riecheggiava le passeggiate nel bosco, la stessa ostilità e la stessa aggressività che suscitava in me «invasione».

Ci misi del tempo per comprendere come «il punto di vista» sia importante e come le parole celino significati profondi, stratificatisi nel corso dei secoli, e come la traduzione letterale da una lingua all’altra non sia sempre in grado di trasferire quell’insieme di valori che hanno forgiato termini e concetti. Anche oggi, se si cerca la voce: *Völkerwanderungen* su Wikipedia e poi la voce corrispondente in italiano, troviamo ancora un articolo intitolato *Invasioni barbariche*; per il francese il termine è *invasions barbares*, per lo spagnolo *invasiones bárbaras*, segno che i popoli del Meridione d’Europa hanno vissuto quelle «passeggiate» in modo assai più drammatico dei popoli germanici.

Lavorare con più lingue sin da bambini costituisce un bagaglio di esperienze e di emozioni che apre nuovi orizzonti e che arricchisce tutta la vita, qualsiasi sia la professione che si intende intraprendere, anche quella del giurista che – uscita dal liceo – decisi da affrontare.

Lingue, diritto, comparazione

Nell'impostazione classica della facoltà di Giurisprudenza, come la frequentai io negli anni '80 del secolo scorso, non vi era molto spazio dedicato allo studio delle lingue straniere. Gli studenti avevano generalmente ricevuto una formazione classica e forse erano più ferrati in greco e in latino che in una qualsiasi delle lingue europee. Lontana era ancora la realizzazione del progetto Erasmus e l'idea di poter frequentare parte dei corsi curriculari all'estero sembrava una chimera. La maggior parte dell'attenzione era rivolta alla conoscenza del diritto nazionale per formare i futuri magistrati, avvocati e notai.

Tuttavia, i corsi di diritto comparato, che in quegli anni cominciavano a riscuotere sempre maggior successo per divenire poi corsi obbligatori per tutti gli studenti italiani, rendevano ben presto palese che l'avventurarsi nell'analisi e nello studio di qualsiasi sistema giuridico straniero passasse attraverso il filtro linguistico.

I più fortunati di noi poterono frequentare la *Faculté Internationale de Droit Comparé* a Strasburgo, incoraggiati da qualche illuminato professore e dove avevamo l'occasione di incontrare professori e studenti tedeschi, inglesi, francesi, belgi, ma anche polacchi, cecoslovacchi, ungheresi, che non erano ancora cittadini europei, e potevamo così confrontarci con realtà culturali, linguistiche e politiche ancor prima che giuridiche completamente alternative a quelle conosciute.

In quel particolare momento storico, a metà degli anni '80, in cui sbocciava l'interesse per la comparazione, chi parlava già alcune lingue straniere fu sicuramente avvantaggiato nel perseguire una carriera accademica in questo ambito e non è un caso che i comparatisti che si vennero a formare in quel contesto sviluppassero un grande interesse per il tema della traduzione giuridica, poiché nello studio dell'*alterità* e della *divergenza* all'interno del fenomeno giuridico, dovettero confrontarsi per primi – naturalmente e necessariamente – con il problema linguistico.

Nello studio della traduzione giuridica la prospettiva comparatistica veniva ad unirsi a quella storica. In primo luogo, perché la comprensione dell'evoluzione del lessico giuridico e il divenire dei diversi linguaggi giuridici nazionali in prospettiva storica offriva la chiave per comprendere le difficoltà di traduzione esistenti. In secondo luogo, perché era grazie alla prospettiva storica che si comprendeva come determinate parole avessero acquisito o perso uno specifico valore, mettendo in luce come il linguaggio giuridico potesse essere compreso appieno solo con riferimento ad un certo contesto culturale.

Con il consolidarsi del programma Erasmus a partire dalla fine degli anni '80 e, successivamente, con il diffondersi dei doppi titoli, ossia di quei corsi di studi binazionali organizzati dagli istituti universitari di due paesi diversi, la didattica delle lingue straniere è gradualmente diventata – anche nelle facoltà di Giurisprudenza – sempre più presente.

Allo stesso tempo, la dimensione europea del diritto è entrata in tutti i settori dell'insegnamento del diritto, motivando l'attenzione verso gli aspetti linguistici che affiorano ogni qualvolta il legislatore nazionale deve confrontarsi con la necessità di trasporre nella propria lingua nazionale il diritto europeo, aspetto che si è andato a complicare, soprattutto dopo il 2004 con l'entrata di dieci nuovi paesi nell'Unione europea, con il progressivo aumento del numero delle lingue ufficiali fino a 24, e con il recente venir meno dell'esenzione per la lingua irlandese.

In Italia, nei corsi di laurea in Giurisprudenza esistono ormai corsi di lingua giuridica e – anche se più raramente – corsi di traduzione giuridica, che permettono agli studenti di affacciarsi alla dimensione sempre più sovranazionale del nostro diritto, prendendo coscienza delle difficoltà, ma anche dell'indubbio interesse intellettuale, che riveste il dialogo tra culture giuridiche diverse. A livello *post-lauream* si diffondono i corsi di traduzione giuridica dedicati a specifici settori del diritto, mentre nei dottorati di ricerca l'approccio interdisciplinare porta al dialogo tra giuristi e linguisti. Se confrontata con quella di alcuni decenni or sono, la preparazione del giurista italiano è sempre più proiettata nella prospettiva europea, in cui il multilinguismo fa da corollario.

Insegnare il multilinguismo ai giuristi del domani

In questa nuova dimensione dei corsi di Giurisprudenza che ormai sovrasta i confini nazionali, per chi si occupa di formazione dei giovani giuristi è importante veicolare le difficoltà e le potenzialità del multilinguismo europeo.

Da un lato è infatti necessario far comprendere le gioie e i dolori della traduzione giuridica, la complessità di tradurre da una lingua all'altra termini tecnici che sono il portato di elaborazioni secolari, mettendo in guardia dai falsi amici, sottolineando l'irriducibilità e il fascino di certi termini che sono e rimangono intraducibili. Come fare, ad esempio, a tradurre il concetto di «interessi legittimi», che per noi italiani designa il criterio spartiacque della competenza dei giudici amministrativi rispetto a quella dei giudici ordinari, in qualsiasi altra lingua europea?

Dall'altro lato è però anche importante mettere in evidenza il ruolo politico della lingua nel processo di armonizzazione del diritto in Europa. La traduzione in un contesto multilingue non si riduce infatti alla sommatoria di tante traduzioni tra le diverse lingue europee, ma deve invece perseguire gli stessi scopi cui tende la stessa legislazione multilingue, ed in particolare quello dell'armonizzazione del diritto.

Il paradigma che si presenta oggi supera quindi la logica binaria di chi traduce da una lingua all'altra: operazione che, seppur complessa, gode ormai di una esperienza millenaria. La sfida che il multilinguismo propone alle nuove generazioni è diversa e parte dall'idea che le norme europee, una volta redatte nelle 24 lingue ufficiali e una volta trasposte nei 28 (27, ahimè, dopo la Brexit) Stati membri, raggiungano ovunque lo stesso risultato, conferendo uguali diritti a tutti i cittadini europei.

Il contesto multilingue della nostra Casa europea è ricco e complesso. Poggia, da un lato, su fondamenta solide. Prima fra tutte l'affermazione del principio del «multilinguismo ufficiale», ossia della parità delle lingue, ovvio corollario del principio in base al quale ogni lingua ufficiale abbia la stessa dignità rispetto alle altre, indipendentemente dal numero dei parlanti, e che implica non solo che i testi legislativi debbano essere adottati in tutte le lingue ufficiali, ma altresì che le diverse versioni linguistiche del medesimo atto normativo facciano ugualmente fede. La stessa Corte di giustizia ha statuito, con una giurisprudenza consolidata, che la versione in una lingua di un testo normativo

della Comunità non può di per sé essere considerata come superiore alle versioni in altre lingue, in quanto l'applicazione uniforme del diritto comunitario richiede che l'interpretazione tenga conto anche delle altre versioni linguistiche (si vedano le sentenze del 12 novembre 1969, Stauder, 29/69, EU:C:1969:57, punto 3, e del 17 luglio 1997, Ferriere Nord/Commissione, C 219/95 P, EU:C:1997:375, punto 15).

D'altro canto, occorre anche tenere presente come, nella maggior parte dei casi, il multilinguismo ufficiale si fonda su di una finzione giuridica, ed in particolare sulla presunzione della redazione simultanea e dell'identità di tutte le versioni linguistiche, ciò che in realtà non avviene quasi mai. D'altro canto, poiché la redazione plurilingue dovrebbe cercare di dare origine ad un testo che esprima il significato e produca gli effetti voluti dal legislatore europeo e dato che l'affidabilità di un testo autentico si misura in base alla sua interpretazione ed applicazione concreta, l'obiettivo della redazione plurilingue dovrebbe essere quello di produrre dei testi che siano interpretati e applicati in maniera uniforme dalle corti in tutti i diversi contesti nazionali. Tuttavia, la probabilità che gli interpreti attribuiscono il medesimo significato alle diverse versioni linguistiche di un atto legislativo è minore laddove i diversi testi non condividano il medesimo sistema di riferimento, a prescindere dalla lingua utilizzata. E il sistema comune di riferimento in Europa non è un dato di fatto: lo stiamo ancora costruendo.

Il multilinguismo europeo è un'avventura unica. È unica perché mai in passato un ordinamento giuridico ha funzionato con 24 lingue ufficiali in cui sono possibili 552 combinazioni linguistiche, dato che ogni lingua può e deve essere tradotta nelle altre 23. È unica, ma è anche possibile. Ed è possibile perché ci crediamo, noi Europei, uniti nella diversità.



Latviešu valoda un daudzvalodība Latvijā



Latvija

— Prof. Dr. iur. Sanita Osipova

Sanita Osipova ir tiesnese, tiesību zinātņu doktore un profesore. Laikposmā no 2011. gada augusta līdz 2022. gada februārim – Latvijas Republikas Satversmes tiesas tiesnese, bijusi šīs tiesas priekšsēdētāja vietniece un no 2020. gada oktobra līdz 2022. gada februārim Satversmes tiesas priekšsēdētāja. 2006. gadā Sanita Osipova ievēlēta par Latvijas Universitātes Juridiskās fakultātes Tiesību teorijas un vēstures katedras profesori. Viņas zinātniskā darbība ietver priekšlasījumus valsts un starptautiskajās zinātniskajās konferencēs, kā arī vairāk nekā 100 publikāciju par tiesību teorijas un vēstures, konstitucionālo tiesību, tiesību socioloģijas un jurista ētikas jautājumiem. 2020. gadā Sanitai Osipovai piešķirts tituls “2020. gada Eiropas cilvēks Latvijā”. 2021. gada 19. janvārī piešķirta Latvijas Zinātņu akadēmijas Arveda Švābes vārdbalva Latvijas vēsturē par rakstu krājumu “Nācija, valoda, tiesiska valsts: ceļā uz rītdienu”. Kopš 2021. gada Latvijas Zinātņu akadēmijas korespondētājlocekle.

*“... viens no lielākajiem brīnumiem: RAKSTĪŠANAS PRIEKŠ.
Roka zīmē visādus ķeksīšus, velk vertikālas un horizontālas
svītras un no tām veido sarežģītas domu celtnes, pieejamas
tūkstošiem miljonu cilvēku.”*

Zenta Mauriņa ¹

Latvieši saka: “Tēvu zeme un mātes valoda.” Tas pauž mūsu pārliecību, ka cilvēka personības pamatus veido zeme, ko viņš manto no senčiem, un valoda, kas ļauj iekļauties savā tautā. Šīs divas daļas – zeme un valoda – nodrošina nācijas nepārtrauktību un ilgtspēju, radot tiltu starp pagātni un nākotni un savienojot to, ko cilvēks saņem no vecākiem un ko dzīves gaitā rada pats, lai nodotu saviem bērniem.

“Tēvu tēvu laipas mestas,
Bērnu bērni laipotāji;
Tā, bērniņi, laipojiet,
Ka pietika mūžiņam.”
Latviešu tautasdziesma ²

1 | Zenta Mauriņa. “Sirds mozaīka”. Atbalsis. Rīga: Jumava, 2019, 50. lpp. Rakstniece un tulkotāja Zenta Mauriņa (1897–1978) ir latviešu literāri filozofiskās esejas žanra iedibinātāja un izkopēja.

2 | Vārds “tautasdziesma” (no vācu *Volkslied*) starptautiskajā kultūras aprītē ienāca līdz ar apgaismības filozofa un literāta Johana Gotfrīda Herdera (*Johann Gottfried Herder*) rakstiem (pirmo reizi minēts 1773. gadā). Plašākā nozīmē latviešu tautasdziesmas ir visa tautā mutvārdos izplatītā dziesmu folklorā, taču parasti jēdziens lietots, lai apzīmētu dziesmu folkloras senāko daļu – t. s. klasiskās tautasdziesmas, kuru sinonīms ir dainas (no lietuviešu *dainà* ‘dziesma’).

Valoda ir atslēga uz nācijas dvēseli. Savukārt katra jauna valoda, ko apgūstam, atver durvis uz citas kultūras veidotu savdabīgu un krāšņu pasauli.

Niklass Lūmans (*Niklas Luhmann*) ir rakstījis, ka “sabiedrība nav spējīga iziet ārpus tām robežām, kuras tiek nospraustas valodā”³. Vienlaikus sabiedrība valodu nemitīgi pilnveido un aizvien paplašina šīs robežas. Mātes valoda ir jāmācās visu mūžu, jo katra jauna pieredze, ko piedzīvojam, pievieno valodai jaunus vārdus un paver jaunas robežas. Arī katra jauna valoda, ko apgūstam, paver mūsu garam plašākus apvāršņus.

Viennozīmīgi valoda ir būtisks sabiedrības raksturlielums, saliedētājs un vērtība, kas ļauj nodrošināt sabiedrības ilgtspēju. Savukārt zaudēt valodu nozīmētu zaudēt arī būtisku daļu no savas identitātes un kultūras mantojuma. Ikvienā kultūrā ievērojama tās daļa ir piesaistīta vārdiskai formai: folklorā, literatūrā, kinofilmās, dziesmu lirika. Tostarp arī visa jurisprudences, proti, tiesību normas, judikatūra un doktrīna, tiek formulēta vārdiski. Zaudējot savu valodu, zaudēta tiek arī daļa no kolektīvās atmiņas.

Latviešu nācijai valoda ir īpaši svarīga, jo gadsimtiem ilgi mūs latviskumā ir vienojusi tikai valoda. Skaidrojums rodams vēsturē. Lai gan latviešu vēsturiskās saknes ir vairāk nekā tūkstoš gadu senas, Latvijas valsts, kas tagad apvieno un sargā nāciju, tikai pavisam nesen svinēja savu simtgadi. Turklāt pusi no šiem simt gadiem Latvija bija okupēta. Latviešu un lībiešu zemes vēstures gaitā ir iekļautas Livonijas, Polijas–Lietuvas, Zviedrijas, Krievijas impērijas valstu teritorijās, un Latvijas valsti okupēja Padomju Sociālistisko Republiku Savienība, bet Livonijas pilsētas viduslaikos ir bijušas Hanzas savienības locekles. Kopš 13. gadsimta, kad tagadējā Latvijas teritorijā tika izveidots pirmais valstiskais veidojums, vara ar tautu runāja svešā mēlē. Secīgi līdz ar iekarotājiem latviešu un lībiešu zemēs ienāca latīņu, vācu, zviedru, poļu un krievu valoda. Turklāt bija laiki, kad visi mūsu senči nebija pakļauti vienai publiskai varai, jo bija dalīti starp dažādām valstīm. Piemēram, 17. gadsimtā daļā mūsu senču zemes valstsvīri runāja poļu valodā, daļā – zviedru valodā, turklāt iekarotāji ievēroja vietējo muižnieku privilēģijas, kas ietvēra arī vācu valodas lietojumu vietējā pārvaldē. Savukārt 18. gadsimtā, apvienoti Krievijas impērijā, mūsu senči tika dalīti dažādās guberņās. Baltijas guberņās, atzīstot vietējās tradīcijas, līdz 19. gadsimta otrajai pusei valsts valoda bija vācu, bet austrumlatviešiem – latgaļiem, kuri bija iekļauti Vitebskas guberņā, – valsts valoda bija krievu. Savukārt katoļu baznīcas viduslaikos ticīgos uzrunāja latīņu valodā. Latviešu valoda baznīcā ienāca tikai

3| Луман Н. Общество как система. Москва: Логос, 2004, с. 45.

16. gadsimtā, kad reformācijas procesu rezultātā luterāņu baznīcās veidojās latviešu draudzes un parādījās pirmie Svēto Rakstu tulkojumi latviešu valodā.

Latviešu vēsturiskā pieredze ir raiba, multikulturāla un arī daudzvalodīga, jo gadsimtiem ilgi esam lauzījušies runāt svešās mēlēs. Tikai latviešu valoda un tajā veidotās garamantas, visupirms dainas (jeb tautasdziesmas), mums ir palīdzējušas cauri gadsimtiem iznest vienotības ideju, kopt un saglabāt savu identitāti, nepazūdot lielajās tautās, no baltu ciltīm izaugt par nāciju, ar laiku saprotot (iespējams, daudz par vēlu) arī somugru tautas – lībiešu – tiesības uz savu identitāti un pieņemot daudzās vēstures gaitā palikušās mazākumtautības, un izlolot un īstenot sapni par savu valsti. Latviešu valoda kā konstitucionāla vērtība un konstitucionālās identitātes pamats ir nostiprināta Latvijas Republikas Satversmē⁴. "Latvijas identitāti Eiropas kultūrtelpā kopš senlaikiem veido latviešu un lībiešu tradīcijas, latviskā dzīvesziņa, latviešu valoda, vispārcilvēciskās un kristīgās vērtības," teikts Satversmes ievadā.

Vienlaikus latviešu tauta jau vēsturiski ir veidojusies un dzīvojusi daudzvalodīgā telpā, kurā liela daļa cilvēku prot vairākas valodas. Tradicionāli līdz 20. gadsimta otrajai pusei tā ir bijusi latviešu, vācu un krievu valoda, bet pašlaik globalizācijas ietekmē vācu valoda piekāpjas angļu valodas priekšā. Kāpēc šīs valodas? Latviešu, jo, kopš 1918. gadā tika dibināta Latvijas Republika, tā tika noteikta par valsts valodu, kurā sazinās gan latvieši, gan mazākumtautību pārstāvji. Vācu, jo lielākajā daļā Latvijas teritorijas gandrīz 700 gadu tā bija publiskās pārvaldes valoda, kurā notika arī tiesvedība un varēja iegūt izglītību. Turklāt līdz 1939. gadam Latvijā dzīvoja ievērojama vācbaltu nacionālā minoritāte. Krievu valoda, jo tā bija kalpojusi par valsts valodu kopš 19. gadsimta beigām līdz pat Latvijas valsts dibināšanai. Arī krievi vēsturiski ir bijuši būtiska mazākumtautība – līdz ar igauņiem, lietuviešiem, poļiem, ebrejiem, romiem.

4| Latvijas Satversmes sapulces 1922. gada 15. februārī pieņemts Latvijas Republikas pamatlikums (konstitūcija), kas nosaka Latvijas valsts konstitucionālos pamatus, valsts iekārtu un personas attiecības ar valsti.

Latvijā līdzās latviešiem vēsturiski vienmēr ir dzīvojuši arī citu tautību pārstāvji. Latviešu nacionālā kultūra, kas izveidojās jau pirms Latvijas valsts nodibināšanas, kļuva par neatkarīgās valsts kultūras pamatu. Latvijas mazākumtautību kultūras sāka savu īpašo attīstības ceļu pēc 1918. gada 18. novembra, kad etnokulturālie kopumi kļuva par nacionālajām minoritātēm un pie tiem piederīgie iedzīvotāji – par Latvijas pilsoņiem. Nacionālo minoritāšu tiesības Latvijas Republikā tikušas ievērotas jau kopš valsts dibināšanas. Ieliekot valsts pamatus, 1918. gada 17. novembrī tika pieņemta Tautas padomes ⁵ politiskā platforma, kurā bija noteikts: “Nacionālo grupu kulturelās un nacionālās tiesības nodrošināmas pamata likumos.”

Pēc Latvijas Republikas dibināšanas, lai gan valsts valoda bija latviešu, valsts ar pilsoņiem sazinājās trijās valodās, proti, arī vācu un krievu valodā. Latviešu, vācu un krievu valoda skanēja arī no likumdevēja tribīnes, jo nacionālās minoritātes bija pārstāvētas gan Satversmes sapulcē ⁶, gan vēlāk Saeimā ⁷. Latvijas juristi lielākoties bija studējuši Tērbatā vācu valodā, Maskavas, Pēterburgas vai citās impērijas universitātēs krievu valodā, arī ārpus impērijas, piemēram, Parīzē, franču valodā, bet vācbaltieši – Vācijas universitātēs. Latviešu juridiskā terminoloģija vēl tikai veidojās, trūka juridiskās literatūras latviešu valodā. Arī juridiskā prakse gaidīja izglītotus juristus, kas labi prastu visas trīs minētās valodas, jo klienti bija dažādu tautību. Jau pirmajā Latvijas juristu kongresā, kas 1932. gadā apvienoja visu tautību Latvijas juristus, attiecībā uz juridisko izglītību tika pieņemta rezolūcija: “Ņemot vērā speciālās juridiskās literatūras studiju vajadzības, kā arī Latvijas īpatnējos apstākļus, juridiskās izglītības un juristu profesionālā stāvokļa sekcija veic vēlējumu: lai no L.U. [Latvijas Universitātes] juridiskās nodaļas absolventiem tiktu prasītas labas vācu un krievu valodas zināšanas.” ⁸

5| Latvijas Republikas pirmā un augstākā pagaidu (līdz Latvijas Satversmes sapulces sanāksšanai) likumdevēja institūcija 1918.–1920. gadā.

6| Pirmais vēlētais parlaments, kas darbojās no 1920. gada 1. maija līdz 1922. gada 7. novembrim, aizsākot parlamentārās demokrātijas posmu Latvijas Republikā.

7| Latvijas tautas pārstāvības institūcija (parlaments), kas pilda likumdošanas funkcijas un ko veido 100 tautas priekšstāvji jeb Saeimas deputāti.

8| Jurovska O. Pirmais juristu kongress. Atreferējums. Jurists, 1932, Nr. 1 (35), 10. lpp.

Daudzvalodība valsts pārvaldē un izglītībā Latvijā turpinājās līdz 1934. gadam, kad Kārļa Ulmaņa valsts apvērsuma ⁹ rezultātā tika stiprināta nacionāla valsts, kas lieto tikai latviešu valodu.

Padomju okupācijas laikā Latvijas teritorijā valdīja piespiedu daudzvalodība. Lai gan Padomju Savienība turpināja jau Krievijas impērijas 19. gadsimta otrajā pusē iesāktu rusifikācijas politiku un visās okupētajās teritorijās iedzīvotājiem obligātas bija krievu valodas zināšanas, tomēr savienotajās republikās iedzīvotājiem tika saglabāta iespēja lietot arī dzimto valodu, tostarp likumdošanā un tiesvedībā. Latvijas PSR bērni skolā apguva krievu un latviešu valodu, kā arī vienu svešvalodu – biežāk vācu vai angļu, retāk franču.

Latvija pēc neatkarības atjaunošanas, stiprinot latviešu valodas kā valsts valodas lietojumu, vienlaikus sekmē arī mazākumtautību kultūru attīstību un daudzvalodību. Satversmes tiesa ir uzsvērusi: “Satversmes 114. pants atklāj Satversmes ievadā ietvertā mazākumtautību cieņas principa saturu. Līdz ar to Latvijā līdz ar latviskajām vērtībām tiek sargāta arī mazākumtautību savdabība.” ¹⁰ Latvija atzīst, ka valstij ir jānodrošina pie mazākumtautības piederoša bērna tiesības apgūt dzimto valodu sākotnējos izglītības posmos. Tas nozīmē, ka valstij ir jānodrošina iespēja bērniem savā starpā sazināties dzimtajā valodā. To var nodrošināt, dodot bērnam iespēju pirmsskolas un pamatzglītības iestādēs mācīties dzimto valodu vai saņemt norādījumus dzimtajā valodā. ¹¹

Līdz ar Latvijas iestāšanos Eiropas Savienībā latviešu valoda kļuva par vienu no Eiropas Savienības oficiālajām valodām. Latvija turpina kopt daudzvalodības tradīciju, taču tagad tas notiek Eiropas Savienības pamatbrīvību un demokrātiskas tiesiskas valsts pamatbrīvību ietvarā. Proti, Latvijas iedzīvotāju mijiedarbība ar citiem Savienības pilsoņiem un brīva pārvietošanās Eiropas Savienības teritorijā ir stimuls tam, lai Latvijas iedzīvotāji vēlētos brīvi uzturēt Latvijas seno tradīciju prast daudzas valodas.

9| Premjerministra Kārļa Ulmaņa vadīta savērnieku grupa 1934. gada naktī no 15. uz 16. maiju veica valsts apvērsumu. Tā rezultātā tika apturēta Satversmes darbība, atlaista Saeima, reorganizēta valdība un ieviests karastāvoklis. Tādējādi Latvijas Republikā tika iedibināts autoritārs režīms.

10| Latvijas Republikas Satversmes tiesas 2019. gada 23. aprīļa sprieduma lietā Nr. 2018-12-01 23. punkts.

11| Latvijas Republikas Satversmes tiesas 2020. gada 19. jūnija sprieduma lietā Nr. 2019-20-03 18.1. punkts.

Tā vēstures gaitā latvieši savu nacionālo identitāti ir saglabājuši, runājot latviski, un vienlaikus – gan spaidu kārtā, jo pār mums valdīja sveši kungi, gan brīvprātīgi, lai paplašinātu zināšanas, attīstītu komercdarbību, brīvi apceļotu pasauli, sadarbotos zinātnē vai kultūrā vai vienkārši lai pilnīgāk saprastu savus kaimiņus, kas pieder pie mazākumtautībām, – apguva svešvalodas. Daudzvalodība ir vienīgais ceļš, kā multikulturālā sabiedrībā veidot līdztiesīgu dialogu, kurā ikviena dalībnieka identitāte tiek ne tikai saglabāta, bet arī pilnveidota, jo līdz ar svešvalodu zināšanām mēs paplašinām arī savas valodas apvāršņus.

**Valstybinė kalba ir su
jos statusu susijusių
konstitucinių garantijų
aiškinimas Lietuvos
Respublikos Konstitucinio
Teismo praktikoje**



Lietuva

— **Prof. dr. Danutė Jočienė**

Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo pirmininkė, Mykolo Romerio universiteto profesorė, Europos Žmogaus Teisių Teismo teisėja (2004–2013), keleto knygų ir daugelio straipsnių žmogaus teisių klausimais autorė.

Įvadas

Kalbų įvairovės pagrindų¹ susiformavusi Europos Sąjunga remiasi, be kita ko, ir savo valstybių narių konstitucinėmis tradicijomis, o viena iš tokių konstitucinių tradicijų yra valstybinės arba oficialiosios kalbos teisinės apsaugos valstybėse narėse užtikrinimas.

Tačiau kartu, Europos Sąjungos valstybių narių teisinėse sistemose saugant valstybinę arba oficialiąją kalbą, be kita ko, konstituciniu lygmeniu, neturi būti pažeistas tiek Europos Sąjungos teisėje, tiek jos valstybių narių nacionalinėse teisinėse sistemose taikomas bendrasis nediskriminavimo ir asmenų lygybės principas, drauge užtikrinant asmenų nediskriminavimą kalbiniu pagrindu, taip pat turi būti garantuojamos tokios demokratinės visuomenės vertybės, kaip tolerancija, teisingumas ir pagarba žmogaus orumui.

Šiame kontekste paminėtina, jog Europos Sąjungos sutarties 2 straipsnyje nustatyta, kad Europos Sąjunga yra grindžiama šiomis vertybėmis: pagarba žmogaus orumui, laisve, demokratija, lygybe, teisine valstybe ir pagarba žmogaus teisėms; šios vertybės yra bendros valstybėms narėms, gyvenančioms visuomenėje, kurioje vyrauja nediskriminavimas, tolerancija, teisingumas, solidarumas ir moterų bei vyrų lygybė.

Be to, minėtos sutarties 3 straipsnio 3 dalyje, be kita ko, pabrėžta, kad Europos Sąjunga gerbia turtingą savo kultūros ir kalbų įvairovę bei užtikrina, kad Europos kultūros paveldas būtų saugomas ir turtinamas. Taigi pagarba, *inter alia*, kalbų įvairovei Europos Sąjungoje yra vienas iš tų pamatinių principų, į kuriuos turi atsižvelgti ir jos valstybės narės, savo konstitucinėse sistemose nustatydamos tam tikras valstybines arba oficialiosios kalbos apsaugos priemones (*inter alia*, konstituciniu lygmeniu).

Taigi Europos Sąjungos valstybės narės, saugodamos ir puoselėdamos savo valstybinę arba oficialiąją kalbą, turi ir laikytis minėtų pamatinių vertybių, kuriomis grindžiama pati Europos Sąjunga, ir kartu skatinti pagarbą, *inter alia*, kalbų įvairovei Europos Sąjungoje.

Europos Sąjungos valstybėse narėse konstitucinės nuostatos dėl valstybinės arba oficialiosios kalbos ir (arba) konkrečių su kalbos vartojimu susijusių žmogaus teisių ir laisvių bei jų garantijų yra konstitucinės justicijos institucijų aiškinimo objektas. Ne

1 | Kalbų įvairovės svarba, https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/file_import/Lt_lithuanian_24.pdf.

išimtis ir Lietuvos Respublika, kur Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas (toliau – ir Konstitucinis Teismas arba Teismas) ne kartą buvo pasitelktas su konstituciniu valstybinės kalbos statusu Lietuvoje susijusioms garantijoms aiškinti.

Pabrėžtina, kad Lietuvos Respublikos Konstitucija (toliau – Konstitucija) įtvirtina valstybinės kalbos apsaugos garantijas, o Konstitucinis Teismas, remdamasis Konstitucija, yra sprendęs ne vieną konstitucinės justicijos bylą, kurioje aiškino šias garantijas ir palaipsniui formavo oficialiąją konstitucinę valstybinės kalbos apsaugos ir jai taikomų garantijų doktriną.

Taigi šiame straipsnyje pirmiausia apžvelgiamas lietuvių kalbos, kaip valstybinės kalbos, statuso Konstitucinio Teismo konstitucinėje jurisprudencijoje aiškinimas. Be to, atskleidžiamos ir joje aiškintos kitos dvi su konstituciniu valstybinės kalbos statusu susijusios konstitucinės garantijos: pirmiausia, bendroji asmenų nediskriminavimo kalbos pagrindu garantija (arba diskriminacijos kalbos pagrindu uždraudimas) ir, antra, specialioji procesinė teisės į vertėją garantija.

Šios konstitucinės garantijos buvo ir tebėra itin aktualios Lietuvoje užtikrinant tautinių mažumų² teises, taip pat vis gausėjant Lietuvoje gyvenančių užsieniečių (tiek teisėtai esančių valstybės teritorijoje, tiek trečiųjų šalių piliečių, neteisėtai kirtusių Lietuvos valstybės sieną³), taigi didėjant ir kitų, ne tik lietuvių, kalbų (t. y. užsienio kalbų) vartojimo valstybės ir visuomenės gyvenime svarbai. Minėtos garantijos gali būti laikomos

2| 2011 m. visuotinio gyventojų surašymo duomenimis, 84,2 proc. Lietuvos gyventojų sudarė lietuviai, 6,6 proc. – lenkai, 5,8 proc. – rusai, 2,3 proc. – baltarusiai, ukrainiečiai ir kitų tautybių gyventojai. Kaip gimtąją kalbą savo tautybės kalbą nurodė, pavyzdžiui, 77,1 proc. lenkų, 87,2 proc. rusų. Lietuvos statistikos departamento duomenys, https://osp.stat.gov.lt/documents/10180/217110/Gyv_kalba_tikyba.pdf/1d9dac9a-3d45-4798-93f5-941fed00503f. 2021 m. gyventojų ir būstų surašymo duomenimis, pagal tautybę 84,6 proc. gyventojų – lietuviai (2011 m. – 84,2 proc.); lenkai išlieka didžiausia tautine mažuma – šalyje, jų yra 6,5 proc., rusų – 5 proc., baltarusių – 1 proc. Žr. <https://osp.stat.gov.lt/informaciniai-pranesimai?eventId=288049>. Istoriniu požiūriu, laikantis N. Girasoli pateikto tautinių mažumų skirstymo į tautines mažumas su istorinėmis šaknimis ir etnines tautines mažumas, G. Potašenko nuomone, pavyzdžiui, lenkų, rusų tautinės mažumos Lietuvoje priskiriamos pirmosioms. Katuoka, S. ir kt. Tautinių mažumų apsauga: tarptautinės teisės aspektai. Vilnius: Mykolo Romerio universitetas, 2013, p. 14.

3| Lietuvoje nuo 2021 m. sausio 1 d. registruoti neteisėtos migracijos šrantai (iš viso 4 309 migrantai) rodo, kad pagal deklaruotą pilietybę daugiausia yra piliečių iš Irako (2 858), Kongo (203), Sirijos (170), Kamerūno (135), Baltarusijos (102) ir Afganistano (101). Lietuvos statistikos departamento 2021 m. gruodžio 13 d. duomenys, <https://ls-osp-sdg.maps.arcgis.com/apps/dashboards/9b0a008b1fff41a88c5fcc61a876be2>.

ir Europos Sąjungai reikšmingomis asmenų daugiakalbystės⁴ užtikrinimo apraiškomis, o kartu ir reikšti pagarbos, *inter alia*, kalbų įvairovei Europos Sąjungoje skatinimą

I. Lietuvių kalbos, kaip valstybinės kalbos, statuso aiškinimas konstitucinėje jurisprudencijoje

Vykdydamas konstitucinį teisingumą, garantuodamas Konstitucijos viršenybę teisės sistemoje ir konstitucinį teisėtumą, Konstitucinis Teismas yra konstitucinių vertybių saugotojas ir puoselėtojas, besirūpinantis jų pusiausvyra konkrečiuose konstituciniuose ginčiuose. Viena iš konstitucinių vertybių, kuriomis grindžiama Lietuvos Respublikos piliečių 1992 m. spalio 25 d. referendume priimta Konstitucija ir kurios realus įtvirtinimas, gynimas ir apsauga yra pačios valstybės *raison d'être*⁵, yra valstybinė kalba, įtvirtinta Konstitucijos 14 straipsnyje.

Jau Konstitucijos preambulėje pabrėžus, kad lietuvių tauta priima ir skelbia šią Konstituciją išsaugojusi, be kita ko, savo gimtąją kalbą ir raštą, toliau Konstitucijoje lietuvių kalbos, kaip valstybinės kalbos, statusas *expressis verbis* yra įtvirtintas jos I skirsnyje „Lietuvos valstybė“, kurio nuostatoms, kaip įtvirtinančioms ypatingas, pamatines konstitucines vertybes, nustatyta aukštesnio lygio konstitucinė apsauga (jos gali būti keičiamos tik referendumu (Konstitucijos 148 straipsnio 2 dalis)).

4| Nors Europos Taryba skiria daugiakalbystės ir įvairiakalbystės sąvokas – pirmoji apima geografinėje teritorijoje vartojamas kalbų atmainas, o antroji (arba individualioji daugiakalbystė) – individualų vartojamų kalbų ar jų atmainų repertuarą, Europos Sąjunga daugiakalbystės terminą vartoja abiem atvejais (kartais pabrėžiant „individualiąją daugiakalbystę“). Europos kalbų lobynas: daugiakalbystės politikos ir praktikos tendencijos Europoje (red. G. Extra ir K. Yağmu), 2012, http://www.teachingenglish.org.uk/sites/teacheng/files/LRE_Lithuania_Europas_kalbu_Lobynas_-_Daugiakalbystes_Politikos_ir_Praktikos_Tendencijos_Europoje.pdf.

5| Konstitucinio Teismo 2006 m. rugpjūčio 19 d. nutarimas (Žin., 2006, Nr. 90-3529), 2009 m. rugsėjo 24 d. nutarimas (*ibid.*, 2009, Nr. 115-4888), 2014 m. sausio 24 d. nutarimas (TAR, 2014-01-24, Nr. 478).

Konstitucijos I skirsnio 14 straipsnyje nustatyta, kad „[V]alstybinė kalba – lietuvių kalba“⁶. Ši nuostata mokslinėje doktrinoje dėl jos įtvirtinimo būdo ir reikšmės traktuojama ir kaip pirminis konstitucinis principas⁷.

Aiškindamas Konstitucijos 14 straipsnį, Konstitucinis Teismas ne kartą yra pažymėjęs, kad lietuvių kalba – ypatinga konstitucinė vertybė, ji yra lietuvių tautos etninio ir kultūrinio savitumo pagrindas, tautos tapatumo ir išlikimo garantija; valstybinė kalba – bendrinė lietuvių kalba – yra tautos suvereniteto įteisinimo ir oraus bendravimo su pasauliu priemonė⁸.

Pirmasis lietuvių kalbos, kaip valstybinės kalbos, statuso aiškinimą iliustruojantis Konstitucinio Teismo nutarimas priimtas dar **1999 m. spalio 21 d.**⁹ Jis susijęs su tautinėms grupėms save priskiriančių piliečių asmenvardžių rašyba Lietuvos Respublikos piliečio pase.

Į Konstitucinį Teismą besikreipusio pareiškėjo šioje konstitucinės justicijos byloje – konkretaus teismo nagrinėtoje civilinėje byloje ieškovas prašė įpareigoti policijos komisariatą jam išduodamame naujame Lietuvos Respublikos piliečio pase jo vardą ir pavardę rašyti jo gimtąja (lenkų) kalba. Teismui, nagrinėjusiam ieškovo bylą, kilo abejonė dėl tuometinės Aukščiausiosios Tarybos¹⁰ priimto 1991 m. sausio 31 d. nutarimo

6| Lietuvos Respublikos Konstitucija (Žin., 1992, Nr. 33-1014; 1996, Nr. 64-1501, 122-2863; 2002, Nr. 65-2629; 2003, Nr. 14-540, 32-1315, 32-1316; 2004, Nr. 111-1423, 111-4124; 2006, Nr. 48-1701; TAR, 2019-04-02, Nr. 5330).

7| Valstybinės kalbos principas įtvirtintas tik vienoje Konstitucijos nuostatoje; „jo buvimui konstatuoti, be nuorodos į šią nuostatą, daugiau nieko nereikia“. Kūris, E. Konstituciniai principai ir Konstitucijos tekstas (2). Jurisprudencija, 2002, t. 24 (16), p. 59.

8| Konstitucinio Teismo 2007 m. gegužės 5 d. nutarimas (Žin., 2007, Nr. 52-2025) ir 2014 m. vasario 27 d. sprendimas (TAR, 2014-02-28, Nr. 2336).

9| Žin., 1999, Nr. 90-2662.

10| 1990–1992 m. dar vadintas Atkuriamuoju Seimu; šiuo metu tai – Lietuvos Respublikos Seimas.

„Dėl vardų ir pavardžių rašymo Lietuvos Respublikos piliečio pase“¹¹ nuostatos, pagal kurią ir nelietuvių tautybių Lietuvos Respublikos piliečių vardai ir pavardės pasuose rašomi lietuviškais rašmenimis, atitikties, be kita ko, Konstitucijos 22 straipsniui, įtvirtinančiam žmogaus teisę į privatumą, 29 straipsniui, nustatančiam konstitucinį asmenų lygiateisiškumo principą, ir 37 straipsniui, garantuojančiam tautinėms bendrijoms priklausančių piliečių teisę puoselėti, be kita ko, savo kalbą.

Tirdamas nurodytos nuostatos konstitucingumą, Konstitucinis Teismas pabrėžė iš konstitucinio valstybinės kalbos statuso įtvirtinimo kylančią valstybinės kalbos reikšmę, t. y. tai, kad valstybinė kalba saugo tautos identitetą, integruoja pilietinę tautą, užtikrina tautos suvereniteto raišką, valstybės vientisumą ir jos nedalomumą, normalų valstybės ir savivaldybių įstaigų funkcionavimą, o kartu sudaro prielaidas užtikrinti svarbias piliečių lygiateisiškumo garantijas, leidžiančias visiems piliečiams vienodomis sąlygomis bendrauti su valstybės ir savivaldybių įstaigomis, įgyvendinti savo teises ir teisėtus interesus.

Konstitucinis Teismas šioje konstitucinės justicijos byloje kartu pabrėžė iš šio valstybinės kalbos statuso išplaukiančią būtinybę įstatymų leidėjui įstatymais nustatyti, kaip šios kalbos vartojimas užtikrinamas viešajame gyvenime, taip pat nustatyti jos apsaugos priemonės.

Taigi iš šio Konstitucinio Teismo nutarimo matyti, kad **konstitucinis valstybinės kalbos statusas reiškia, jog lietuvių kalba privalomai vartojama tik viešajame Lietuvos gyvenime**. Antai, anot Konstitucinio Teismo, lietuvių kalba privaloma šiose viešosiose srityse: visose valstybės ir savivaldos institucijose, visose Lietuvoje esančiose įstaigose, įmonėse ir organizacijose; įstatymai ir kiti teisės aktai turi būti skelbiami valstybine kalba; raštvedyba, apskaitos, atskaitomybės, finansiniai dokumentai privalo būti tvarkomi lietuvių kalba; valstybės ir savivaldos institucijos, įstaigos, įmonės bei organizacijos tarpusavyje susirašinėja valstybine kalba. Tačiau pabrėžtina tai, kad kitose gyvenimo srityse asmenys nevaržomai gali vartoti bet kokią jiems priimtina kalbą.

11 | Šis nutarimas pripažintas netekusiu galios 2022 m. sausio 18 d. Seimo priimtu Lietuvos Respublikos asmens vardo ir pavardės rašymo dokumentuose įstatymu Nr. XIV-903, įsigaliojusiu 2022 m. gegužės 1 d. (su tam tikra išimtimi, susijusia su šio įstatymo įgyvendinamųjų teisės aktų parengimu). Seimo narių grupė su 2022 m. sausio 20 d. prašymu kreipėsi į Konstitucinį Teismą dėl konkrečių minėto nutarimo nuostatų atitikties Konstitucijai (be kita ko, jos 14 ir 29 straipsniams).

Konstitucinis Teismas minėtame 1999 m. spalio 21 d. nutarime dėl tautinėms grupėms save priskiriančių piliečių pripažino, kad įrašų Lietuvos Respublikos piliečio pase rašymas valstybine kalba nepaneigia įvairioms tautinėms grupėms save priskiriančių piliečių teisės rašyti savo vardus ir pavardes bet kokia kita kalba, jeigu tai nesusiję su įstatyme nustatyta valstybinės kalbos vartojimo sritimi. Kartu šiame nutarime pabrėžta, kad Lietuvos Respublikos piliečio pasas yra oficialus dokumentas, patvirtinantis asmens ir valstybės nuolatinį teisinį ryšį, t. y. asmens pilietybę, o pilietybės santykiai yra viešojo valstybės gyvenimo sritis, todėl, Konstitucinio Teismo teigimu, asmens vardas ir pavardė piliečio pase turi būti rašomi būtent valstybine kalba. Kitaip būtų paneigtas konstitucinis valstybinės kalbos statusas.

Vis dėlto pažymėtina ir tai, kad šie klausimai, susiję su įvairioms tautinėms mažumoms (grupėms) save priskiriančių piliečių asmenvardžių rašymu Lietuvos Respublikos piliečio pase, ilgą laiką kelia jautrias diskusijas visuomenėje ir jie ne kartą Konstitucinio Teismo buvo nagrinėti aiškinant minėtame 1999 m. spalio 21 d. nutarime suformuluotas nuostatas ir (ar) siekiant jas plačiau atskleisti.

Aiškindamas 1999 m. spalio 21 d. nutarimo nuostatas, įskaitant tai, kad asmens vardas ir pavardė piliečio pase turi būti rašomi valstybine kalba, iškilus klausimui dėl galimybės Lietuvos Respublikos piliečio pase daryti papildomus įrašus – tautinėms grupėms priklausančių asmenų asmenvardžius rašyti nelietuviškais rašmenimis ir nesugramatinta forma, Konstitucinis Teismas **2009 m. lapkričio 6 d. sprendime** padarė gana svarbią išvadą, kad, Lietuvos Respublikos piliečio pase įrašius asmens vardą ir pavardę valstybine kalba, to paties paso kitų įrašų skyriuje vis dėlto galima nurodyti asmens vardą ir pavardę kitokiais, ne lietuviškais, rašmenimis ir nesugramatinta forma, jei asmuo to pageidauja. Tokiais atvejais, Teismo nuomone, nebūtų pagrindo teigti, jog būtų paneigti iš Konstitucijos kylantys imperatyvai, kad „asmens vardas ir pavardė piliečio pase turi būti rašomi valstybine kalba“ ir kad viešajame valstybės gyvenime turi būti vartojama valstybinė kalba.

Taigi Konstitucinio Teismo 2009 m. lapkričio 6 d. sprendimas yra itin svarbus daugiakalbystės Europos Sąjungoje skatinimo ir kalbų įvairovės puoselėjimo požiūriu; šiuo sprendimu buvo išaiškinta, kad Lietuvos Respublikos piliečio pase galima daryti minėtus kitus įrašus, kuriuose tautinėms grupėms priklausančių asmenų asmenvardžiai rašomi nelietuviškais rašmenimis ir nesugramatinta forma. Taigi minėtu sprendimu ne tik paskatinta daugiakalbystė šių asmenų grupių atžvilgiu, bet ir sudarytos prielaidos vartoti šių asmenų gimtąją kalbą, nors gana ribotai, ir viešajame Lietuvos gyvenime.

Tokia paskata tikėtų laikyti ir galimybę įtvirtinti (įstatymų leidėjo nuožiūra ar jo įgaliosios specialios valstybės institucijos vardu) **kitokias asmens vardo ir pavardės rašymo Lietuvos Respublikos piliečio pase taisykles nei ta, kad jie rašomi lietuviškais rašmenimis ir pagal tarimą** (t. y. kad rašant nelietuviškus vardus ir pavardes galima vartoti ne tik lietuvių kalbos abėcėlės raides, bet ir kitus tik lotyniško pagrindo rašmenis)¹², tačiau tai darant būtina paisyti konstitucinio imperatyvo saugoti valstybinę lietuvių kalbą.

Ši galimybė Konstitucinio Teismo aptarta kitame, **2014 m. vasario 27 d., sprendime**, kuriame taip pat aiškintos 1999 m. spalio 21 d. nutarime išdėstytos nuostatos, susijusios su asmenvardžių Lietuvos Respublikos piliečio pase rašymu, toliau nagrinėjant klausimą dėl lietuviškų rašmenų ir su jų vartojimu susijusių aspektų.

Dar viena situacija, susijusi su tautinių mažumų kalbų vartojimu, matyti iš Konstitucinio Teismo 2006 m. gegužės 10 d. nutarimo. Jame iškeltas klausimas dėl šių kalbų vartojimo tam tikroms Lietuvos Respublikos piliečių grupėms įgyvendinant konstitucinę teisę balsuoti referendume. Konstitucinis Teismas sprendė dėl pareiškėjo ginčytos Lietuvos Respublikos vyriausiosios rinkimų komisijos įstatymo nuostatos, kuria buvo numatytas referendumo biuletenių spausdinimas valstybine kalba ir kartu jų vertimas į savivaldybės teritorijoje tradiciškai gausiai gyvenančios tautinės mažumos kalbą¹³, atitikties Konstitucijos 14 ir 29 straipsniams. Šiame kontekste paminėtina, kad, kaip teigė ir savo prašymą šioje konstitucinės justicijos byloje grįsdama pareiškėja Lietuvos Respublikos Seimo narių grupė, Lietuvoje tradiciškai gausiai ir sutelktai gyvena tautinės mažumos, vartojančios lenkų ir rusų kalbas¹⁴.

12| Pažymėtina, kad dėl tokio rašymo iki šiol kyla daug intensyvių diskusijų tarp politikų, įvairių mokslininkų, kalbos specialistų, teisės praktikų ir galų gale visoje visuomenėje. Be to, nesutarimų kyla ir, pavyzdžiui, dėl vietovardžių rašymo.

13| Vyriausiosios rinkimų komisijos įstatymo 3 straipsnio 6 dalies (2003 m. balandžio 10 d. redakcija; Žin., 2003, Nr. 38-1737) nuostatos dėl referendumo biuletenių spausdinimo valstybine kalba ir jų vertimo į savivaldybės teritorijoje tradiciškai gausiai gyvenančios tautinės mažumos kalbą: „Vykdama referendumus <...> Vyriausioji rinkimų komisija <...> 5) organizuoja referendumo dėl Lietuvos Respublikos dalyvavimo tarptautinėse organizacijose papildomą biuletenių, kuriuose kartu su referendumo biuletenio tekstu valstybine kalba yra šio teksto vertimas į savivaldybės teritorijoje tradiciškai gausiai gyvenančios tautinės mažumos kalbą, spausdinimą. Šie biuleteniai naudojami balsuojant tose referendumo apylinkėse, kuriose tradiciškai gausiai gyvena tautinė mažuma, ir balsuojant miesto, rajono paštuose.“

14| Lietuvos statistikos departamento duomenimis, daugiausia tautinės bendrijos yra susitelkusios tam tikrose Lietuvos vietovėse, labiau Pietryčių Lietuvoje – Vilniaus rajone, Švenčionyse, Švenčionėliuose, Visagine, Trakų rajone, taip pat Klaipėdoje.

Minėtame nutarime akcentavęs, kad valstybinė kalba yra ir visaverčio piliečių dalyvavimo valdant valstybę (taip pat įgyvendinant kiekvieno piliečio konstitucinę teisę balsuoti referendumuose) prielaida, ir būtina sąlyga, Konstitucinis Teismas darsyk priminė ankstesnę savo poziciją dėl bet kokios asmenims priimtinos kalbos vartojimo ne viešajame Lietuvos gyvenime ir pabrėžė, kad „oficialių dokumentų rašymas valstybine kalba nepaneigia tautinėms mažumoms save priskiriančių piliečių teisės rašyti, skaityti ir bendrauti bet kokia kita kalba, jeigu tai nesusiję su Konstitucijos apibrėžta valstybinės kalbos vartojimo sritimi“.

Taigi šiame nutarime Konstitucinis Teismas labai aiškiai pabrėžė, kad referendumų biuleteniai turi būti spausdinami tik valstybine lietuvių kalba. Priešingu atveju, kaip konstatavo Konstitucinis Teismas, būtų ignoruojama konstitucinė valstybinės kalbos samprata, suponuojanti būtent valstybinės kalbos vartojimą priimant valstybinės reikšmės sprendimus, ir taip būtų pažeidžiamas Konstitucijos 14 straipsnis.

Tačiau Konstitucinis Teismas nenustatė nagrinėtos Vyriausiosios rinkimų komisijos įstatymo nuostatos prieštaravimo Konstitucijos 29 straipsniui. Konstitucinis Teismas šioje byloje, be kita ko, nusprendė, kad konstitucinio valstybinės kalbos įtvirtinimo, reikalavimo paisyti konstitucinio valstybinės kalbos imperatyvo, *inter alia*, tada, kai yra priimami valstybinės reikšmės sprendimai, negalima aiškinti kaip pažeidžiančių tautinių mažumų teises. Priešingai – kaip minėta, būtent valstybinės kalbos mokėjimas užtikrina visų valstybės piliečių lygiateisiškumą.

Taigi, apžvelgus nagrinėtą Konstitucinio Teismo jurisprudenciją, gana aiškiai matyti dvi tendencijos: viena vertus, Konstitucinis Teismas gina konstitucinį valstybinės lietuvių kalbos statusą, pabrėždamas visuotinę visų Lietuvos Respublikos piliečių (nepaisant jų etninės kilmės, priklausymo tam tikrai tautinei mažumai ir kt.) pareigą viešajame Lietuvos valstybės gyvenime vartoti lietuvių kalbą, tačiau, kita vertus, neleidžia konstitucinio valstybinės kalbos imperatyvo aiškinti kaip pažeidžiančio tautinių mažumų teises ir šią tendenciją iliustruoja, pavyzdžiui, suteikta galimybė, Lietuvos Respublikos piliečio pase įrašius asmens vardą ir pavardę valstybine kalba, to paties paso kitų įrašų skyriuje leisti nurodyti asmens vardą ir pavardę kitokiais, ne lietuviškais, rašmenimis ir nesugramatinta forma, jei asmuo to pageidauja.

Taigi darytina išvada, kad, užtikrinęs valstybinės kalbos vartojimą įvairiose Lietuvos viešojo gyvenimo srityse (kaip antai Lietuvos Respublikos piliečių asmenvardžių rašymą Lietuvos Respublikos piliečio pase ir šių asmenų konstitucinės teisės balsuoti referendume įgyvendinimą), Konstitucinis Teismas, saugodamas ir gindamas konstitucinį valstybinės kalbos statusą, kartu užtikrino visų Lietuvos Respublikos piliečių lygybę, pabrėžęs,

kad toks valstybinės kalbos mokėjimo reikalavimas viešajame valstybės gyvenime yra taikomas vienodai visiems piliečiams, nepaisant, pavyzdžiui, jų priklausymo tam tikrai tautinei mažumai. Taigi Konstitucinis Teismas ieško pusiausvyros tarp viešojo gyvenimo srities ir kitų sričių, pavyzdžiui, tam tikrų tautinių mažumų atstovų privataus gyvenimo srities, siekdamas užtikrinti tinkamą susikertančių interesų pusiausvyrą, kad, be kita ko, nebūtų paneigtos tautinių mažumų teisės, įskaitant jų galimybę laisvai vartoti gimtąją kalbą ne viešajame valstybės gyvenime (o ir viešajame valstybės gyvenime ją vartoti tiek, kiek leidžiama pagal konstitucinę jurisprudenciją). Šias garantijas būtina paanalizuoti detaliau.

II. Konstitucinės garantijos, svarbios kitų nei valstybinė kalbų vartojimo užtikrinimui

Tautinių mažumų, taip pat Lietuvoje vis daugėjančių užsieniečių teisių užtikrinimui reikšmingos ir kitos konstitucinės garantijos, tiesiogiai susijusios su tautinių mažumų ir užsienio kalbų vartojimu.

Antai Konstitucijos II skirsnyje „Žmogus ir valstybė“ nurodytos žmogaus teisės, kurios turi būti garantuojamos visiems asmenims (su tam tikromis nustatytomis išimtimis, pavyzdžiui, Konstitucijos 32 straipsnis, suteikiantis, be kita ko, piliečiams teisę laisvai išvykti iš Lietuvos ir įtvirtinantis draudimą neleisti piliečiui sugrįžti į Lietuvą, arba Konstitucijos 33 ir 34 straipsniai, suteikiantys piliečiams tam tikras politines teises, be kita ko, teises dalyvauti valdant savo šalį ar rinkimų teisę), esantiems Lietuvos Respublikos jurisdikcijoje. Minėto skirsnio 37 straipsnyje įtvirtinta itin svarbi nuostata, suponuojanti tautinių mažumų teisių gynimą ir pagarbą joms, kad „[P]iliečiai, priklausantys tautinėms bendrijoms, turi teisę puoselėti savo kalbą, kultūrą ir papročius“.

Aiškindamas šią nuostatą, Konstitucinis Teismas dar 1999 m. spalio 21 d. nutarime teigė, kad šia konstitucine norma visoms Lietuvos teritorijoje gyvenančioms tautinėms bendrijoms yra garantuojamas tautinio identiteto išsaugojimas, kultūros tęstinumas, tautinė saviraiška.

Pažymėtina ir tai, kad minėta Konstitucijos 37 straipsnio nuostata neabejotinai garantuojama tokia Konstitucijoje įtvirtinta žmogaus teisių ir laisvių samprata, kad vienių asmenų teisės ir laisvės sugyvena su kitų asmenų teisėmis ir laisvėmis¹⁵, nes

15| Konstitucinio Teismo 2004 m. gruodžio 29 d. nutarimas (Žin., 2005, Nr. 1-7).

Konstitucijoje įtvirtintos žmogaus teisės ir laisvės sudaro vieną darnią sistemą¹⁶. Taigi ir tautinių mažumų narių teisės yra šia Konstitucija garantuojamos žmogaus teisių sistemos sudedamoji dalis.

Konstitucijos preambulėje pabrėžus, kad lietuvių tauta priima ir skelbia šią Konstituciją, puoselėdama Lietuvos žemėje tautinę santarvę, pažymėtina ir tai, kad Konstitucinis Teismas yra atkreipęs dėmesį, jog tautinės santarvės, taigi, ir su tautinėmis mažumomis, puoselėjimas Lietuvos žemėje yra istorinė Lietuvos valstybės tradicija.

Antai dar 2006 m. lapkričio 13 d. nutarime dėl Lietuvos Respublikos pilietybės Konstitucinis Teismas išskyrė lietuvių tautos ir kitų Lietuvos teritorijoje gyvenančių tautinių bendruomenių taikų sugyvenimą, įvairių tautų žmonių tarpusavio pakantumą ir toleranciją: „<...> nuo seniausių laikų Lietuvos žemėse gyveno ir nelietuviai – kitų etninių tautų žmonės. Jie kartu su lietuviais kūrė ir gynė Lietuvos valstybę, rūpinosi jos likimu. Taigi lietuvių tautos gyvensena nuo seno buvo grindžiama lietuvių tautos ir kitų Lietuvos teritorijoje gyvenančių tautinių bendruomenių taikiu sugyvenimu, įvairių tautų žmonių pakantumu ir tolerancija vienių kitiems <...>“

Prielaida tokiai tolerancijai, reikšminga ir kalbos vartojimo požiūriu, yra ir Konstitucijos 29 straipsnyje garantuojamas asmenų lygiateisiškumo principas, užtikrinantis asmenų nediskriminavimą. Nors Konstitucijos tekste (šiuo atveju 29 straipsnio 2 dalyje) (kaip ir pagal Europos Sąjungos teisę – nediskriminavimo direktyvose¹⁷) įtvirtintas asmenų nediskriminavimo pagrindų sąrašas nėra išsamus¹⁸, Konstitucinis Teismas savo jurisprudencijoje yra aiškiai konstatavęs, kad iš esmės pagal Konstituciją diskriminacija negalima jokiais pagrindais. Konstitucijos 29 straipsnyje yra uždrausta diskriminacija kalbos

16| *Ibid.*

17| Europos nediskriminavimo teisės vadovas, 2018 m. leidimas, <https://op.europa.eu/lt/publication-detail/-/publication/494aec98-2803-11e8-ac73-01aa75d71a1>.

18| Konstitucijos 29 straipsnio 2 dalyje nustatyta: „Žmogaus teisių negalima varžyti ir teikti jam privilegijų dėl jo lyties, rasės, tautybės, kalbos, kilmės, socialinės padėties, tikėjimo, įsitikinimų ar pažiūrų pagrindu.“

pagrindu (diskriminacijos draudimas kalbos pagrindu aiškiai nurodytas Konstitucijos 29 straipsnio 2 dalyje)¹⁹.

Paminėtina, kad Konstitucinio Teismo 2004 m. gruodžio 13 d. nutarime pabrėžta, jog piliečiai negali būti diskriminuojami arba jiems negali būti teikiama privilegijų nei Konstitucijos 29 straipsnio 2 dalyje *expressis verbis* nurodytais, nei kitais konstituciškai nepateisinamais pagrindais.

Šiame kontekste taip pat pažymėtina, kad ir pagal Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartijos 21 straipsnį draudžiama bet kokia diskriminacija, ypač dėl asmens lyties, rasės, odos spalvos, tautinės ar socialinės kilmės, genetinių bruožų, **kalbos**, religijos ar tikėjimo, politinių ar kitokių pažiūrų, priklausymo tautinei mažumai, turtinės padėties, gimimo, negalios, amžiaus, seksualinės orientacijos. Diskriminacija, *inter alia*, kalbos pagrindu draudžiama ir 1966 m. Jungtinių Tautų priimtame Tarptautiniame pilietinių ir politinių teisių pakte, pagal kurio 26 straipsnį visi žmonės yra lygūs įstatymui ir turi teisę į vienodą, be jokios diskriminacijos rasės, odos spalvos, lyties, **kalbos**, religijos, politinių arba kokių nors kitokių pažiūrų, tautinės ar socialinės kilmės, turtinės padėties, gimimo ar kokio nors kito požymio pagrindu įstatymo apsaugą. Pažymėtina, kad Lietuvos Respublika yra šio pakto kaip universalios tarptautinės sutarties valstybė dalyvė ir jo nuostatos jai privalomos.

Be to, kad būtų užtikrinti asmenų lygiateisiškumas ir nediskriminavimas bei garantuota pusiausvyra tarp valstybinės kalbos principo ir tautinių mažumų teisių apsaugos bei užsienio kalbų vartojimo, itin svarbią reikšmę įgyja tam tikros Konstitucijoje įtvirtintos konkrečios procesinės garantijos.

Antai Konstitucijos IX skirsnis „Teismas“ yra skirtas konstituciniams teismų sistemos pagrindams. Šio skirsnio 117 straipsnio 2 dalyje nustačius, kad „[T]eismo procesas Lietuvos Respublikoje vyksta valstybine kalba“, šio straipsnio 3 dalyje įtvirtinta, kad „[A]smenims, nemokantiems lietuvių kalbos, garantuojama teisė dalyvauti tardymo ir teisminiuose veiksmuose per vertėją“.

19| Konstitucinio Teismo 1995 m. sausio 24 d. išvada (Žin., 1995, Nr. 9-199). Be to, kaip konstatuota Konstitucinio Teismo 2017 m. gruodžio 19 d. nutarime: „Konstitucinės žmogaus orumo apsaugos elementu laikytinas ir iš Konstitucijos 29 straipsnio, kuriame įtvirtintas asmenų lygiateisiškumo principas, kylantis draudimas diskriminuoti asmenis dėl jų lyties, rasės, tautybės, **kalbos**, kilmės, socialinės padėties, tikėjimo, įsitikinimų ar pažiūrų“.

Nors pastarosios teisės naudotis vertėjo pagalba, jeigu asmuo nesupranta ikiteisminiame tyrime ar teismo procese vartojamos valstybinės – lietuvių – kalbos ar ja nekalba, turinys konstitucinėje jurisprudencijoje kol kas plačiau nėra atskleistas, neabejotina, kad minėta konstitucinė nuostata Lietuvoje užtikrina galimybę nurodytose srityse vartoti tautinių mažumų ir užsienio kalbas, *inter alia*, gaunant vertėjo į valstybinę kalbą garantiją bylos tyrimo ar teismo proceso metu.

Taigi apibendrinant galima teigti, kad ne vien lingvistinio, bet ir, svarbiausia, sisteminio, Konstitucijos aiškinimo pagrindu išlaikydamas Konstitucijoje įtvirtintų vertybių pusiausvyrą ir Konstituciją aiškindamas kaip vientisą aktą (Konstitucijos 6 straipsnis), konkrečiose konstitucinės justicijos bylose Konstitucinis Teismas ne tik gina lietuvių kalbos, kaip valstybinės kalbos, statusą ir iš šio statuso kylančias garantijas, bet ir puoselėja asmenų, įskaitant Lietuvoje gyvenančius tautinių mažumų atstovus ar joje gyvenančius užsieniečius, teises. Daugiakalbystės puoselėjimas ir pagarba kalbų įvairovei yra itin reikšmingos vertybės, būtinos tiek asmenų konstituciniam lygiateisiškumui užtikrinti, tiek tolerancijai visuomenėje skatinti ir taikiam visų asmenų sugyvenimui Lietuvoje puoselėti.

Išvados

Ypatingą lietuvių kalbos, kaip valstybinės kalbos, apsaugą lemia ir užtikrina Konstitucija (14 straipsnis) ir ją aiškinanti konstitucinė jurisprudencija. Konstitucinis Teismas, saugodamas ir gindamas šį valstybinės kalbos, kuri pagal Konstituciją yra lietuvių kalba, statusą, kartu užtikrina, kad nebūtų paneigta ir Lietuvoje gyvenančių tautinių mažumų teisė puoselėti savo kalbą, kultūrą ir papročius (Konstitucijos 37 straipsnis), atskleisdamas tų kitų kalbų vartojimo Lietuvoje užtikrinimui svarbias konstitucines garantijas. Konstitucinis Teismas savo konstitucinėje jurisprudencijoje yra aiškiai pabrėžęs, kad šia konstitucine norma visoms Lietuvos teritorijoje gyvenančioms tautinėms bendrijoms yra garantuojamas tautinio identiteto išsaugojimas, kultūros tęstinumas, tautinė saviraiška, kartu išskirdamas lietuvių tautos ir kitų Lietuvos teritorijoje gyvenančių tautinių bendruomenių taikų sugyvenimą, įvairių tautų žmonių tarpusavio pakantumą ir toleranciją.

Su valstybinės kalbos statusu susijusios konstitucinės tautinių mažumų ir užsienio kalbų vartojimo garantijos, atskleistos šiame straipsnyje, – tai visų pirma asmenų nediskriminavimo kalbos pagrindu garantija, įtvirtinta Konstitucijos 29 straipsnyje, ir 117 straipsnio 3 dalyje įtvirtinta nemokančio lietuvių kalbos asmens teisė į vertėją tardymo ir teisminiuose veiksniuose garantija.

Dėl tautinėms grupėms save priskiriančių piliečių asmenvardžių rašymo Lietuvos Respublikos piliečio pase pažymėtina, kad nors išlieka reikšminga konstitucinėje jurisprudencijoje nubrėžta iš valstybinės kalbos konstitucinio imperatyvo kylanti skirtis tarp valstybinės kalbos vartojimo Lietuvos viešajame ir asmenų privačiame gyvenime, itin svarbu pabrėžti, kad įrašą valstybine kalba pase vis dėlto galima papildyti kitų įrašų skyriuje asmens vardą ir pavardę užrašant ir jo gimtąja kalba. Tai yra tautinėms mažumoms priklausantiems asmenims itin svarbi konstitucinė garantija, kad oficialiuose dokumentuose šių asmenų vardą ir pavardę galima užrašyti kitokiais, ne lietuviškais, rašmenimis ir nesugramatinta forma, jeigu jie to pageidauja. Pabrėžtina ir tai, kad Konstitucinis Teismas ne kartą yra akcentavęs, jog „oficialių dokumentų rašymas valstybine kalba nepaneigia tautinėms mažumoms save priskiriančių piliečių teisės rašyti, skaityti ir bendrauti bet kokia kita kalba, jeigu tai nesusiję su Konstitucijos apibrėžta valstybinės kalbos vartojimo sritimi“.

Taigi konstitucinio valstybinės kalbos įtvirtinimo, reikalavimo paisyti konstitucinio valstybinės kalbos imperatyvo, *inter alia*, tada, kai yra priimami valstybinės reikšmės sprendimai, negalima aiškinti kaip pažeidžiančių tautinių mažumų Lietuvoje teises. Priešingai, Konstitucinio Teismo nuomone, būtent visiems Lietuvos Respublikos piliečiams vienodai taikant valstybinės kalbos mokėjimo ir jos vartojimo viešajame gyvenime reikalavimą yra užtikrinamas visų valstybės piliečių lygiateisiškumas.

Kadangi valstybinės kalbos principas nedraudžia ne viešajame Lietuvos gyvenime vartoti bet kokios kitos priimtinos kalbos, o tokį vartojimą detalizuoja ir kitos konstitucinės nuostatos (pavyzdžiui, Konstitucijos 21 straipsnis, garantuojantis, be kita ko, žmogaus orumo apsaugą (2 dalis), taip pat 22 straipsnis, kuriame įtvirtinta žmogaus teisė į privatumą), šioje pozicijoje, manytina, glūdi ir potencialas Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje toliau aiškinti konstitucinį valstybinės kalbos statusą, o kartu ir skatinti daugiakalbystę bei pagarbą kalbų įvairovei valstybėje, nes Lietuvos visuomenė, būdama pliuralistinė demokratinė, yra atvira tiek Europos Sąjungos teisei, tiek ją aiškinantiems Europos Sąjungos Teisingumo Teismo sprendimams²⁰.

20| Žr., be daugelio kitų, Konstitucinio Teismo 2019 m. sausio 11 d., 2019 m. lapkričio 8 d. nutarimus.



A többnyelvű uniós jog a magyar bírói joggyakorlatban



Magyarország

— Dr. Somssich Réka

Prof. Somssich Réka, egyetemi tanár a budapesti ELTE Állam- és Jogtudományi Karán, ahol 2001 óta oktat európai uniós jogot és nemzetközi magánjogot. Korábban 13 évig dolgozott az Igazságügyi Minisztériumban mint középvezető. Ez idő alatt többek között koordinálta Magyarország csatlakozásával összefüggésben az uniós joganyag magyar nyelvre fordítását, majd 2004 és 2010 között a magyar kormány képviselőjét látta el az Európai Unió Bírósága előtt. Fő kutatási területe a többnyelvű jogalkotás, jogharmonizáció.

Valóban össze kell-e hasonlítaniuk a végső fokon eljáró nemzeti bíróságoknak az uniós jog (összes) egyformán hiteles nyelvi változatát, amikor azt mérlegelik, hogy egy uniós jogi előírás értelme minden észszerű kétséget kizáróan megállapítható-e? – teszi fel a kérdést Michal Bobek egyik utolsó főtanácsnoki indítványában, amelyben az általa alvó oroszlánhoz hasonlított CILFIT kritériumok újragondolására tett javaslatot a Bíróságnak.¹ Az egyre inkább többnyelvű uniós jog rendszerében egyre nehezebben megvalósítható elvárás jelentőségére a főtanácsnok már kinevezését jóval megelőzően, egy 2008-ból való írásában egyértelműen rámutatott, amikor is úgy fogalmazott, hogy a tagállami bírásról az őket terhelő kötelezettségek fényében egyfajta dworkini értelemben vett európai Herkules bíró képe rajzolódik ki, aki nemcsak a vonatkozó nemzeti, hanem az európai joganyagot is kiválóan ismeri, azt hivatalból alkalmazza, több nyelven olvas jogszabályokat, melyek értelmezése során könnyedén alkalmazza a jogösszehasonlítás módszerét, és tisztában van az európai jogalkotói szándékkal is.²

A tagállami jogalkalmazók nyilvánvalóan nem bírhatnak ezeknek a képességeknek az összességével, és objektív okokból sem tudják értelmezési tevékenységük során valamennyi hivatalos nyelv összevetését elvégezni, hiszen a legpoliglottabb bíró sem ismerhet saját anyanyelvén kívül még 23 nyelvet úgy, hogy azon komoly jogi, szakmai szövegeket olvasson. Ez egy illúzió volna. Ugyanakkor az uniós jogszabályok többnyelvűségére és azok tanulmányozásának lehetőségére mégsem elsősorban teherként kell tekintenünk, hanem inkább úgy, mint az uniós jogértelmezés során egyfajta adottságra. Adottságra, hiszen a Bíróság joggyakorlata nem csak a felsőbbbíróságoktól várja el a többnyelvűségre tekintettel való értelmezést, hanem elvi élel mondja ki, hogy „egy uniós jogi rendelkezés valamely nyelvi változatának megfogalmazása nem szolgálhat e rendelkezés értelmezésének kizárólagos alapjául, illetve e tekintetben nem élvezhet elsőbbséget más nyelvi változatokkal szemben”³. Ekként tehát a többi nyelvi változatra történő kitékintés egyfajta általános követelményként is megjelenik, hiszen

1 | Lásd: Bobek főtanácsnok Consorzio Italian Management és Catania Multiservizi ügyre vonatkozó indítványa (C-561/19, EU:C:2021:291, 1. pont).

2 | Bobek, Michal: On the Application of European Law in (Not Only) the Courts of the New Member States: 'Don't Do as I Say'? Cambridge Yearbook of European Legal Studies, 2007–2008., 1. o.

3 | Lásd legutóbb: GSV ítélet (C-74/13, EU:C:2014:243, 27. pont).

egy véletlen szövegezési, fordítási hiba szükségszerű kiküszöböléséhez elengedhetetlen bármely nemzeti jogalkotó számára.

Az is bizonyos, hogy az idegen nyelvű szövegek tanulmányozása a különböző nyelvi háttérű és környezetű tagállamokban működő bírák számára más és más volumenű feladat. Könnyebben fog bele egy olyan jogalkalmazó, aki egy eleve több hivatalos nyelvvel rendelkező tagállamban szocializálódott, vagy olyan országban nőtt fel és dolgozik, amelyben jellemző az idegen nyelvek magas fokú ismerete. Nem így van ez ugyanakkor azokban a tagállamokban, ahol az idegennyelv-tudás viszonylag alacsonyabb szinten áll.

Magyarország nemcsak, hogy egynyelvű ország, de egyúttal nyelvileg elszigetelt is, így a nyelvrokonság hiánya vagy annak nagyon távoli volta nem segíti az idegen nyelvek könnyű elsajátítását. Jóllehet egy 2019-es felmérés szerint a felsőbbéves gimnazista korosztálynak közel 70%-a tanul legalább két idegen nyelvet Magyarországon, amivel megelőzi az uniós átlagot,⁴ a 25–64 éves korosztály körében végzett 2016-os felmérés jóval szomorúbb képet mutat. E felmérés szerint Magyarország a 26. helyen állt a tekintetben, hogy a megkérdezettek a saját anyanyelvükön kívül legalább egy idegen nyelven tudnak-e kommunikálni.⁵

Mindennek fényében kell tehát azt vizsgálni, hogy a magyar bíróságok az uniós csatlakozás óta mennyiben éltek a nyelvi változatok összevetésének módszerével egy-egy uniós jogi rendelkezés értelmének tisztázásához. Bár a nyilvános bírósági adatbázisok segítségével azonosított ilyen ítéletek száma nem magas, hiszen összesen hat határozatra bukkanhatunk csak, ezek jelentősége nem alábecsülendő, sőt kifejezetten nagy horderejű kérdésekben foglaltak állást. A hat ítélet közül háromban a legfelsőbb bírói fórum, vagyis a Kúria mondta ki az utolsó szót, és olyan kérdésekben döntött a nyelvi változatok összevetésének módszerével, mint például egy irányelv közvetlen vertikális hatályának alkalmazásakor az irányelvi rendelkezés pontos tartalmának megállapítása, vagy a nemzeti jog és az uniós jog ütközésének egyértelmű rögzítése, illetve annak eldöntése, hogy egy kereskedőnek a vámeljárás során fel kellett volna-e ismernie a nyelvi változatok eltérését, és ebből következően annak helyes értelmezését.

4| Lásd az Eurostat felmérését: https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Foreign_language_learning_statistics.

5| https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Foreign_language_skills_statistics

Az alábbiakban ezt a három ügyet mutatjuk be röviden, alátámasztandó, hogy a nyelvi változatok összevetésén alapuló értelmezés élő és alkalmazott módszer a magyar bíróságok eljárásában.

I. Nyelvi változatok összevetése irányelv közvetlen hatályának megállapításához

Egy irányelvi rendelkezés közvetlen hatályának biztosítása eleve nagy felelősséget ró a nemzeti jogalkalmazóra, hiszen ki kell mozdulnia a nemzeti jog világából, sőt félre kell tennie annak az irányelvvel ellentétes rendelkezését, mintegy felülbírálv a nemzeti jogalkotót. A pontos irányelvi tartalom megállapításában ilyenkor fontos szerep juthat más nyelvi változatok tanulmányozásának is. Ez történt egy 2015-ös, azóta gyakran referenciaként is hivatkozott ügyben. Az elvi bírósági határozatként is közzétett ítéletében ⁶ a Kúriának végső soron abban kellett állást foglalnia, hogy hogyan oldja fel azt az ellentétet, ami a magyar Áfa. tv. ⁷ 77. §-a és a HÉA irányelv ⁸ 90. cikkének (1) bekezdése között húzódott. Az előbbi ugyanis az adó alapjának utólagos csökkentésére pusztán az ügylet érvénytelensége és hibás teljesítése jogcímén nyújtott lehetőséget, míg az utóbbi, amelynek az átültetését egyébként a magyar szabály célozta, az elállást, valamint a teljesítés megghiúsulását nevesítette e körben, mint az adóalap-csökkentés kötelező eseteit. A Kúria döntését megelőzte egy általa kezdeményezett előzetes döntéshozatali eljárás, amiben a Bíróság egyértelművé tette, hogy a vonatkozó irányelvi előírást úgy kell érteni, hogy annak ki kell terjednie minden olyan esetre, amikor az ügylet teljesítését követően az adóalany az ellenértéket részben vagy egészben nem kapja meg. Ennek a vizsgálatát ugyanakkor már a magyar bíróság feladatává tette. ⁹ A Kúria számára egyértelmű volt, hogy az érvénytelenség egy sokkal szűkebb kategória, mint amire a 90. cikk (1) bekezdése utal. Ez utóbbi pontos értelmének tisztázásához azonban segítségül hívta az irányelv más nyelvi változatait. Ez azért is volt szükséges, mert az irányelv magyar nyelvű változata, a magyar jogban kötött „elállás” kifejezés használatával

6 | EBH 2015. K11.

7 | 2007. évi CXXVII. törvény az általános forgalmi adóról.

8 | A közös hozzáadottértékadó rendszerről szóló, 2006. november 28-i 2006/112/EK tanácsi irányelv (HL 2006. L 347., 1. o.; helyesbítések: HL 2007., L 335., 60. o.; HL 2015. L 323., 31. o.).

9 | Almos Agrárkülkereskedelmi ítélet (C-337/13, EU:C:2014:328).

is egyfajta szűkebb tartalomra utalt, mint ami a Bíróság ítéletéből következett volna. A magyar jogalkalmazónak tehát azt kellett vizsgálnia, hogy a 90. cikk valójában nem csak az egyik fél akaratából történő, visszamenőleges hatályú megszüntetésre vonatkozik (elállás), hanem az olyan esetekre is, amelyek mindkét fél akaratát tükrözik (felbontás). Ehhez egy kétlépcsős vizsgálatot végzett: először a „nagy nyelvek” (francia, német, angol – ebben a sorrendben) figyelembevételével folytatott le egy részletesebb terminológiai elemzést,¹⁰ majd ennek következtetéseit támasztotta alá más nyelvek megoldásaival (lengyel, spanyol, finn, olasz, horvát).¹¹ Nem lehet véletlen, hogy a Kúria ítélete nem az angol változat bemutatásával kezd, hiszen láthatóan mind a francia, mind a német nyelvű szöveg sokkal inkább törekedett arra, hogy a szerződés megszűnésének eseteire vonatkozó kifejezések saját nemzeti jogukban található módozatait megfelelően lefedjék, és mindkét nyelv nem két, hanem három kifejezést használ.¹² Ezzel szemben az angol verzió – amely alapján minden bizonnyal a szintén csak két kifejezést alkalmazó magyar szöveg is készült – a jóval általánosabb *cancellation* és *refusal* terminusok kettősségével sokkal bizonytalanabb értelmezési szférát hagy a kontinentális jogi alapon gondolkodó jogász számára. A magyar felsőbbíróság a további öt nyelvi változattal megerősítve arra a következtetésre jutott, hogy a szabályozás magában foglalja mind az egyoldalú, mind pedig a mindkét fél akaratától függő szerződésmegszűnést, és ennek fényében alkalmazta az adóhatósággal szemben az irányelvi rendelkezést, a magyar előírást figyelmen kívül hagyva.

A Kúria fenti ítélete több szempontból is meghatározó érdemekkel bír. Nemcsak azért, mert jól láthatóan kiemelkedő szerepe volt a nyelvi változatok összevetésének az irányelvi rendelkezés pontos tartalmának megállapításában, hanem azért is, mert ehhez nagyobb számú (nyolc), a magyartól eltérő nyelvi változatot tudott érdemben értékelni, ami önmagában is figyelemre méltó. A felsőbbíróság észlelte továbbá azt is, hogy ebben az esetben kifejezetten nem az angol nyelvű szöveg lesz az, ami a mögöttes tartalom tisztázásához segítségül hívható, hanem inkább a kontinentális jogrendszerekhez tartozó jogok terminológiájából táplálkozó nyelvek tudnak érdemi pontosítással szolgálni.

10| Lásd az ítélet 26. pontját.

11| Lásd az ítélet 27. pontját.

12| A francia az *annulation*, *résiliation*, és *résolution*, valamint a német az *Annullierung*, *Rückgängigmachung*, *Auflösung* szavakat.

II. A nyelvi eltérések jogalkalmazó általi feloldásának lehetetlensége

A nyelvi változatok közötti eltérések azonban nem mindig oldhatóak fel a nemzeti jogalkalmazó által, hiszen adott esetben magának az uniós jognak az elvei szabnak gátat ennek. A Kúria egy 2019-es ítéletében ¹³ például – helyesen – arra jutott, hogy a fordított vertikális közvetlen hatály tilalma nem teszi lehetővé a vonatkozó irányelv szerinti tágabb értelmezést az átültető jogszabályban szereplő szűkebb fogalommal szemben. A konkrét ügy tényállásában egy vontatmány lejárt műszaki dokumentumai miatt szabtak ki a magyar hatóságok határellenőrzés során bírságot. Az ügy felperese vitatta a bírság jogalapját, mivel a vonatkozó magyar jogszabály ¹⁴ egyértelműen gépjárművek esetében tette lehetővé a bírság kiszabását érvénytelen műszaki okmányok miatt, a vontatmány pedig nem gépjármű, hanem a gépjárműhöz hasonlóan a jármű egyik fajtája. A másodfokú hatóság arra tekintettel hagyta helyben az elsőfokú hatóság által kiszabott bírságot, hogy bár a magyar jogszabály által végrehajtani kívánt uniós rendelet magyar nyelvű változata is a gépjármű kifejezést használja, annak angol változatából (*vehicle*) egyértelmű, hogy az uniós jogalkotó valamennyi járművet a hatálya alá kívánt érteni, így a vontatmányokat is. Hivatkozott továbbá arra, hogy az uniós rendelet háttérszabályának minősülő irányelv ¹⁵ magyar nyelvű változata is egyértelműen a jármű kifejezést használja, és nem hagy kétséget a tekintetben, hogy jármű alatt a gépjárművet és a pótkocsit kell érteni. A felperes keresete nyomán eljáró Szegedi Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság a hatóság határozatát megsemmisítette, és kifejtette, hogy a közigazgatási bírság kiszabásának konkrét jogszabályi feltételeit az uniós jogra tekintettel kiterjesztően nem lehet értelmezni, a tagállami hatóság jogszerűen az ügyféllel szemben nem hivatkozhat arra, hogy a nemzeti jogalkotó nem megfelelően ültette át az irányelv rendelkezéseit. A fordított vertikális közvetlen hatály tilalma okán ugyanis a hatóság

13| Kfv. 37.271/2019/4.

14| A közúti árufuvarozáshoz, személyszállításhoz és a közúti közlekedéshez kapcsoló egyes rendelkezések megsértése esetén kiszabható bírságok összegéről, valamint a bírsággal összefüggő hatósági feladatokról szóló 156/2009. (VII. 29.) Korm. rendelet.

15| Az Unió területén közlekedő haszonjárművek közlekedésre való alkalmasságának közúti műszaki ellenőrzéséről és a 2000/30/EK irányelv hatályon kívül helyezéséről szóló, 2014. április 3-i 2014/47/EU európai parlamenti és tanácsi irányelv (HL 2014. L 127., 134. o.; helyesbítések: HL 2014. L 197., 87. o.; HL 2019. L 219., 77. o.).

a magánféllel szemben közvetlenül uniós jogra igényt nem alapíthat.¹⁶ Ezt követően járt el felülvizsgálati eljárásban a Kúria, amely határozatának meghozatala során vizsgálta a nyelvi változatok tartalmát is. Megállapította, hogy mind a magyar jogszabály, amely a vonatkozó uniós rendeletet kívánta végrehajtani, mind a rendelet magyar változata a szűkebb, gépjármű kifejezést használja, míg az uniós rendelet más nyelvi változatai vagy elhagyják a jelölést, vagy a tágabb jármű kifejezést alkalmazzák. A Kúria már nem csak az angol, hanem a francia nyelvi változatot is segítségül hívta. Lényegi elemnek azonban azt tekintette, hogy az uniós rendelet saját fogalmainak tartalommal való kitöltéséhez az irányelvek fogalommeghatározásait hívja fel, ez utóbbiak pedig mind angol, mind francia, mind pedig magyar nyelven egyértelműen járművekre, tehát a szélesebb kategóriára utalnak. Ahogyan tehát a Kúria rámutatott, a fogalomhasználat tekintetében tapasztalható eltérés az uniós jog hazai jogba való átültetése szempontjából bír jelentőséggel¹⁷, és bár a helyes értelmezés abba az irányba mutatott, hogy a bíróság kiszabásának pótkocsik esetében is helye lenne, a Kúria hatályában fenntartotta az elsőfokú bíróság ítéletét arra hivatkozva, hogy nem megfelelően átültetett irányelvek rendelkezéseit a tagállamok hatóságai nem alkalmazhatják magánfelekkel szemben, azok hátrányára.

A felsőbbíróság ítélete tehát egy olyan – a nemzeti jog és uniós jog közötti – nyelvi eltérésen alapuló tartalmi ellentmondásra mutatott rá, amit a jogalkalmazó már nem, csupán a jogalkotó tud kiiktatni a jövőre nézve. Döntése során ötvözni, sőt ütköztetnie kellett az uniós jog értelmezésének két elvét: a helyes tartalomnak a nyelvi változatok segítségével való megállapítását, valamint az irányelv fordított vertikális közvetlen hatályának tilalmát.

16| 11.K.27.735/2018/9.

17| Lásd a 26. és 27. pontot.

III. A különböző nyelvi változatok tanulmányozásának kötelezettsége vámeljárásban

Az uniós jog hivatalos nyelvi változatai közötti eltérésre vonatkozó európai bírósági joggyakorlatot magyar bíróságok is gazdagították. Sőt az Európai Bíróság ítéletének komoly, egészen a Kúriáig eljutó utóélete volt. A C 74/13. sz. GSV ügyben ¹⁸ a magyar hatóságok – az importőr bejelentésével ellentétben – egy olyan, egyébként dömpingvámval érintett tarifaszám alá soroltak egy üvegszövetet, amely tulajdonságait tekintve az abban szereplő leírásnak (hálós szövet) megfelelt, de az elnevezésének (szitaszövet) nem. Ez az eltérés azonban csak a vámtarifa magyar nyelvű változatában jelent meg, más nyelveken – így az angol szövegben is – mind a leírás, mind az elnevezés a hálós szövetre utalt. Ehhez képest a magyar nyelvű változat – amelyre igényét az importőr alapította – hálós szövethez társított kódja nem tartozott dömpingvám alá. A Debreceni Közigazgatási és Munkaügyi Bíróság kérdésére az Európai Bíróság egyértelművé tette, hogy a tárgybeli nyelvi eltérés nem eredményezheti az említett termék adott kód alá történő tarifális besorolásának hatályon kívül helyezését, amely besorolást a vámhatóságok ugyanezen kód és az említett rendeletek valamennyi más nyelvi változata alapján végeztek el. Az ítélet ugyanakkor tartalmazott egyfajta különutas lehetőséget az így beszedett dömpingvámok vámhatóság általi esetleges visszatérítésére vagy elengedésére a Vámkódex 239. cikke alapján, amennyiben az ott meghatározott feltételek egyébként fennállnak. ¹⁹ A felperes ezt követően, az Európai Bíróság ítéletére figyelemmel, elállt a keresetétől, és immár egy másik, ezúttal dömpingvám-visszatérítés iránti kérelmet nyújtott be. Ez az ügy került végül két hatósági határozatot és egy bírósági ítéletet követően a Kúria elé. E második eljárásban tehát a hatóságoknak, majd utóbb a bíróságoknak már nem az egyértelmű nyelvi eltérések feloldásával kellett foglalkozniuk, hiszen ezt az Európai Bíróság megtette, hanem arról kellett döntenük, hogy az adott esetben fennállnak-e a visszatérítésnek alapot adó különleges körülmények, valamint, hogy az importőr részéről nem történt-e megtévesztés, vagy eljárása nem volt-e hanyag. Az eljárás során a felperes többek között azzal érvelt, hogy nemcsak az érintett tarifaszám mellett szerepelt a helytelen (és az általa importált terméknek nem megfelelő) magyar nyelvű kifejezés, hanem magát a dömpingvámot kiszabó rendeletben is, ezért nem feltételezhette alappal, hogy az fordítási hiba, mivel több jogforrásban is következetesen megjelent. Az ügyben az első

18| Hivatkozás a 3. lábjegyzetben.

19| Lásd az ítélet 52. pontját.

és másodfokon eljáró hatóságok elutasították a felperes kérelmét: a nyelvi változatok eltérését ugyan különleges, az Unió magatartására visszavezethető körülménynek tekintették, és megállapították, hogy a felperes részéről nem állt fenn megtévesztés, a felperes eljárását ugyanakkor hanyagnak minősítették. Ezt azzal támasztották alá, hogy a hibát tartalmazó jogszabály nem tekinthető bonyolultnak, valójában az Európai Unió Hivatalos Lapjában közzétett szövegek egyszerű olvasása elegendő kellett volna, hogy legyen a vámhatóságok által elkövetett hiba felfedéséhez. Jelentőséget tulajdonítottak továbbá annak is, hogy a felperes tapasztalt importőr volt, aki rendszeresen hozott be árukat harmadik országokból, ügyleit, szerződéseit angol nyelven kötötte, az általa benyújtott angol nyelvű számlákon szereplő elnevezés megegyezik a dömpingvámval érintett termék angol nyelvű tarifabesorolásával. Mindezek alapján a másodfokú hatóság arra jutott, hogy a felperes tisztában volt, vagy kellő körületek esetén tisztában kellett lennie az importált áru idegen nyelvű megnevezésével, és észlelnie kellett volna, hogy az antidömpingvám kivetéséről szóló rendelet magyar nyelvi változata hibás, így figyelembe véve a Hivatalos Lapban közzétett szövegeket, lehetősége lett volna a helyes áruosztályozásra. A közigazgatási határozat felülvizsgálata során eljáró elsőfokú bíróság (Debreceni Törvényszék) nem osztotta a hatósági értelmezést, és teljesen más jelentőséget tulajdonított annak, hogy az uniós rendelet hiteles magyar nyelvű szövege egy, a felperes által importált terméktől teljesen eltérő elnevezést tartalmazott a dömpingvámval érintett körben. A bíróság az Alaptörvényből levezetetten jutott arra, hogy az, miszerint Magyarországon a magyar mint hivatalos nyelven megszövegezett jogszabályok álljanak rendelkezésre, a jogállamiság egyik pillérét jelentő alapvető jog, amely a magyar anyanyelvű ügyintézőkkel, vezető tisztségviselőkkel rendelkező törvény alapján létrehozott jogalanyokra is kiterjedő alapvető garanciális szabály. Az egyformán hiteles nyelvi változatokban kihirdetett uniós jogszabályok esetében ez pedig azt eredményezi, hogy a nyelvi változatok közötti eltérés nem jelentheti azt, hogy az adott és szabályszerűen kihirdetett nyelvű változatnak semmilyen joghatása ne legyen. Az ezzel ellentétes feltevés ugyanis súlytalanná tenné az Alaptörvényből levezetett alapvető követelményeket. A felperes gondossága tekintetében kiemelte, hogy a magyar nyelvű szöveg egyértelmű volt, abban a felperesnek nem lehetett oka kételkedni.

A felülvizsgálati eljárásban a Kúria éppen a felperes gondossága és a jogszabályi környezet bonyolultsága tekintetében nem tudott egyetérteni az elsőfokú ítélettel.²⁰

20| Kfv. 35.294/2015/3.

Hangsúlyozta, hogy a felperessel mint vámügyekben jártas szereplővel szemben magas kell, hogy legyen az elvárható gondosság szintje. E tekintetben utalt rá, hogy a nemzetközi kereskedelemben a napi rutin része a fordítás, az idegen nyelven történő kommunikáció, ami az üzleti akarat pontos kifejezésére irányul. A felperes esetében pedig angolról szükségszerűen magyarra kellett fordítani az áru nevét annak érdekében, hogy az a magyar nyelvű vámáru-nyilatkozatban feltüntethető legyen. Ennek során a felperes éppen a kérdéses áru lényegi jellemzőjét adó hálós kifejezést (*mesh*) hagyta el a magyar megfelelő megadásakor, holott az az angol változatban mind a termékhez kapcsolódó számlákon, mind a vonatkozó tarifakód angol nyelvű szövegében szerepelt. A Kúria az érintett kifejezés értelmének tisztázásához még a legismertebb angol–magyar nagyszótár²¹ is segítségül hívta, mint egyszerűen hozzáférhető és nem szaknyelvi forrást, amiből szintén egyértelműen kiderül a szó alapvető jelentése. Ebből következően a Kúria arra jutott, hogy a fordítás nem minősíthető bonyolult feladatnak a nemzetközi kereskedelemben aktívan részt vevő magyar importáló felperes számára. A felperes tehát a Kúria értelmezésében egyértelműen hanyag módon járt el, ami kizárja, hogy élhessen a visszatérítési igénnyel.

A felsőbíróság reflektált továbbá az elsőfokú ítéletnek az Alaptörvényből fakadó alapvető garanciákra vonatkozó érvére. Hangsúlyozta, hogy az Alaptörvénynek az EU-ban használt nyelvek meghatározásáról szóló 1. tanácsi rendeletben lefektetett soknyelvűséggel való ütközése az Európai Bíróság azon joggyakorlatában oldódik fel, amely kizárja, hogy akár egyetlen nyelvi változat is szolgálhasson értelmezési alapul, megelőzve azt, hogy az érintettek a saját nyelvüket elsőbrendűnek tekintsék valamennyi hivatalos uniós nyelvvel szemben. Vagyis a jogállamisági, jogbiztonsági korlátot itt éppen az uniós jog egységességének igénye töri át, egy-egy nyelvi változat favorizálása fordítási hibák esetében ugyanis élesen ellentmondana az uniós jog egységes értelmezése követelményének. A jogbiztonsági határvonalat az Európai Bíróság e tekintetben máshol húzta meg: csak a kihirdetés hiánya vezethet a jogbiztonság sérelmére, de az egyes nyelveken történő „hibás” kihirdetés nem.

21 | Ország László, Magay Tamás: Angol–magyar nagyszótár, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1999.

IV. Zárzó

Az európai jog egyik nagy kérdése, ahogyan azt Tony Weir már 1995-ben, az éppen tizenötre bővülő és tizenegy hivatalos nyelvet számláló Unió vonatkozásában megállapította, hogy lehetséges-e a különböző nyelvű országokat a jog harmonizációja által ugyanarra a magatartásra rábírni.²² A harmonizált jog egységességének ténylegessége végül éppen a jogalkalmazó előtt fog megmérettetni, akinek ezen egységesség biztosítása érdekében számos új kihívással kell szembenéznie, így többek között azzal, hogy figyelemmel van az egységes jog soknyelvűségére, és nem tekinti saját nyelvi változatát kizárólagosnak. Ezzel pedig egyúttal a nemzeti jogban egyébként is rendelkezésére álló értelmezési eszközök mellett még egy további, a helyes értelmezést előmozdító módszerrel gazdagodik eszköztára.

22| Tony Weir: Die Sprachen des europäischen Rechts – eine skeptische Betrachtung. Zeitschrift für Europäisches Privatrecht, 3., 1995., 368–374. o.

Multilingwiżmu u pajjiżi żgħar



© Rene Rossignaud

Malta

— Tonio Borg

Tonio Borg LL.D. Ph.D. K.O.M. kien Kummissarju Ewropew responsabbli għas-saħħa bejn l-2012 u l-2014. Huwa kien Membru Parlamentari f'Malta bejn l-1992 u l-2012; kif ukoll Viċi Prim Ministru (2004-2012), Ministru għall-Intern (1995-96 u 1998-2008) u Ministru għall-Affarijiet Barranin (2008-2012). Illum huwa lettur anzjan fid-Dritt Pubbliku fl-Università ta' Malta. Huwa wkoll membru tal-Bord tal-Aġenzija Ewropea dwar il-Mediċini (EMA) tal-Unjoni Ewropea. Huwa awtur ta' diversi kotba ta' natura legali kif ukoll oħrajn dwar l-istorja politika.

L-eżistenza ta' iktar minn ilsien wieħed uffiċjali tal-Unjoni Ewropea hija prova ta' kemm l-Unjoni tirrispetta s-sovranià u l-identità ta' kull Stat Membru. Huwa għalhekk naturali li pajjiżi zgħar bħal Malta japprezzaw dan il-fatt daqs, jekk mhux iżjed, minn pajjiżi oħrajn.

Niftakar sew id-dibattiti fil-Kabinett tal-Ministri fis-snin qabel ma dhalna fl-Unjoni Ewropea fl-2004 dwar l-importanza li l-ilsien Malti jkun ukoll rikonoxxut bħala lingwa uffiċjali tal-Unjoni. Kienet il-Kummissjoni Ewropea taħt il-President Romano Prodi li fin-negozjati fl-aħħar aċċettat dan. Kien mument importanti għal Malta.

F'Malta għandna żewġ lingwi uffiċjali, il-Malti u l-Ingliż, iżda għandna lsien nazzjonali wieħed skont il-Kostituzzjoni u dak hu l-Malti; terġa' fil-qorti l-unika lingwa uffiċjali hija l-Malti. Il-lingwa, flimkien mar-religjon u fatturi u drawwiet oħra kienu l-għodda ta' identità ta' pajjiżi zgħir li dejjem aspira li jsir sovrani u indipendenti. Din ma kinitx biċċa xogħol faċli. Jekk wieħed iħares lejn il-mappa tal-baħar tal-Mediterran malajr jintebaħ illi f'dan il-baħar hemm biss żewġ gżejjer sovrani: Malta u Ċipru. Terġa' Malta, b'daqs ta' 318 kilometru kwadru u popolazzjoni dejjem taħt in-nofs miljun, hija l-iżgħar Membru tal-Unjoni, hija waħda mill-iżgħar Stati sovrani fid-dinja, u għandha wkoll rata qawwija ta' densità ta' popolazzjoni: xi 1 200 kull kilometru kwadru.

L-għarfien tal-ilsien Malti bħala lingwa uffiċjali Ewropea kellu tifsira storika oħra barra dik ta' rikonoxximent li anki l-iżgħar Stat Membru kellu dritt għall-identità tiegħu fi hdan l-Unjoni.

L-ilsien Malti huwa l-uniku lsien uffiċjali tal-Unjoni Ewropea li għandu nisel semitiku. Hija l-unika lingwa verament Mediterranea li ddakkret minn influwenzi mit-Tramuntana u min-Nofsinhar. Jekk wieħed jifli sew in-natura tal-ilsien Malti malajr jinduna li l-ilsien Għarbi huwa s-sies tal-lingwa stess. Hafa mill-vokabolarju tiegħu għandu nisel Għarbi. In-numri, il-ħwejjeġ tan-natura, il-partijiet tal-ġisem, l-għodda ta' industriji primittiva bħall-agrikoltura, il-proverbji, il-ġranet tal-ġimgħa, huma kollha riproduzzjoni kważi fidila ta' kliem Għarbi. Għalkemm il-maġġoranza tal-Maltin huma Kattoliċi, jitolbu u jqimu lil "Alla".

Iżda billi mis-sena 1090, kull min ikkolonizza lil Malta kien ġej minn pajjiż Ewropew, u billi Malta tinsab inqas minn 100 kilometru 'l bogħod mill-art ta' Sqallija, fuq dan is-sies semitiku nbena edificju ta' kliem mill-ilsna rumanzi, l-iktar it-Taljan. Hekk per eżempju kliem li jindikaw stil iktar raffinat tal-ħajja bħal furketta, tvalja, požati, gwardarobba, testiera, gradenza, huma meħuda mill-ilsien Taljan.

Dan il-fatt isaħħaħ ir-rabtiet politiċi, ekonomiċi u kulturali ta' Malta mal-pajjiżi tal-Afrika ta' Fuq u mad-dinja Għarbija. Meta Malta saret Membru tal-Unjoni Ewropea, kien hemm min beża' li r-rabtiet tradizzjonali mal-pajjiżi Għarab kienu se jiddgħajfu. Fil-fatt gara proprju l-kuntrarju. Il-fatt li l-Unjoni tirrispetta n-newtralità li għandhom uħud mill-Istati Membri tagħha, kien ifisser li Stati Membri li għandhom rabtiet speċjali ma' pajjiżi ġirien jew reġjuni barra mill-Unjoni, setgħu jikkontribwixxu għall-għarfien reċiproku tal-ħtiġijiet, u interessi tal-Ewropa u r-reġjuni u l-pajjiżi l-oħra.

Għadni niftakar, meta kont Kummissarju Ewropew għas-Saħħa, kienet giet organizzata mill-Presidenza Taljana u speċifikament mill-Ministru għas-Saħħa ta' dak iż-żmien Beatrice Lorenzin, konferenza f'Ruma għall-Ministri kollha tas Saħħa tar-reġjun tal-Mediterran. Dan kien f'Ottubru tal-2014 ftit qabel ma għalaq it-terminu tiegħi bħala Kummissarju. Iddeċidejt illi fl-ewwel ftit minuti nindirizza l-konferenza bl-ilsien Malti b'messaġġ dirett lejn il-pajjiżi Għarab. Għadni niftakar lill-Ministru Lebañiż, waqt li qed nitkellem, jinstema' jgħid "fhimt kollox, fhimt kollox". Il-fatt li Kummissarju Ewropew kien qed jesprimi ruħu b'lingwa uffiċjali tal-Unjoni Ewropea li kien fiha biżżejjed kliem Għarbi li Ministru Lebañiż seta' jsegwi d-diskors, ħoloq pont ta' kooperazzjoni potenzjali bejn l-Unjoni u d-dinja Għarbija f'dak il-qasam partikolari.

Fl-ogħla istituzzjonijiet bħall-Kunsill tal-Ministri u l-Parlament Ewropew, li tisma' l-lingwa tiegħek ta' pajjiż żgħir, waħda minn 24, tiġi użata fil-forum ewlieni demokratiku tal-Unjoni, jimlik bi kburiya li inti Malti. L-istess quddiem il-Qorti tal-Ġustizzja wieħed jista' jindirizza lill-Qorti bl-ilsien Malti. Fid-deliberazzjonijiet iżda interni bejn l-Imħallfin meta wieħed jiġi biex jiftiehem fuq id-deċiżjoni li għandha tagħti l-Qorti tal-Ġustizzja, l-unika lingwa li tintuża hija l-Franċiż. Maż-żmien naħseb li din ir-regola interna, li ma tinstabx fit-Trattati, tiġi mibdula. Kienet tagħmel ħafna sens fil-bidu nett meta tlieta mis-sitt pajjiżi fondaturi kienu jużaw il-Franċiż bħala l-lingwa tagħhom. Illum biż-żieda fi sħubija ta' żewġ ex kolonji Ingliżi, u ta' pajjiżi tal-Lvant tal-Ewropa li huma iktar komdi bl-Ingliż (bl-eċċezzjoni tar-Rumanija), hemm bżonn li tal-anqas jintużaw tliet "working languages" kif isir fil-Kummissjoni Ewropea (jiġifieri l-Franċiż, l-Ingliż u l-Ġermaniż). Wara kollox jekk din is-sistema taħdem fid-deliberazzjonijiet tal-fergħa eżekuttiva tal-Unjoni u cioé bejn is-27 Membru tal-Kummissjoni, għaliex ma għandhiex taħdem bejn 27 Imħallef tal-Qorti tal-Lussemburgu?

Meta niġu għall-Parlament Ewropew dan joffri l-ogħla grad ta' multilingwiżmu. Kull ċittadin Ewropew għandu d-dritt li joħroġ għall-elezzjoni għall-Parlament Ewropew. Ma jkunx raġonevoli li wieħed jitlob li Membru tal-Parlament Ewropew ikollu konoxxenza

sħiħa ta' waħda jew iktar mil-lingwi l-iktar użati bħall-Ingliż u l-Franċiż. Id-dritt ta' kull Membru li jaqra u jikteb dokumenti parlamentari, isegwi d-dibattiti u jittellem fil-lingwa tiegħu stess hija espressament rikonoxxuta fir-Regoli tal-proċedura tal-Parlament. Lċ-ċittadini kollha tal-Unjoni għandhom ikunu f'pożizzjoni li jkunu jistgħu jaqraw il-ligijiet li jolqtuom fil-lingwa ta' pajjiżhom. Bħala koleġiżlatur, il-Parlament Ewropew għandu wkoll id-dmir li jassigura li l-kwalità lingwistika tal-ligijiet kollha li jadotta tkun bla difetti u nuqqasijiet fil-lingwi uffiċjali kollha. Lċ-ċittadini Ewropej għandhom id-dritt li jsegu x-xogħol tal-Parlament, jistaqsu domandi u jirċievu risposti fil-lingwa tagħhom stess.

Ma hemmx dubju li l-użu ta' diversi lingwi uffiċjali jgħib miegħu spejjeż kbar ta' traduzzjoni u interpretazzjoni; u forsi wieħed jista' jsib xi mekkanizmu jew metodu li jirrazzjonalizza dan il-qasam; iżda bħalma l-Istati Membri sa issa għadhom ma rrinunzjawx illi kull Stat ikollu Kummissarju Ewropew, hekk ukoll naħseb li, għall-inqas fl-okkażjonijiet il-kbar u fl-istituzzjonijiet ewlenin leġiżlattivi, il-lingwi uffiċjali ta' kull Stat Membru għandhom jibqgħu fejn qegħdin. Dan hu s-sabiħ tal-Unjoni Ewropea: magħquda fid-diversità.

Bit-tkabbir tal-Unjoni Ewropea fil-futur, ma għandniex xi ngħidu, ser tinħoloq pressjoni fuq is-sistema. Nistgħu naħdmu b'Kummissjoni ta' ikbar minn 27 Membru? Jifilħu l-istituzzjonijiet, iżda wkoll is-servizzi ta' traduzzjoni u interpretazzjoni, għal zieda fis-ħubija? L-ewwel nett, naħseb li fadal żmien biex wieħed jilqa' għal din il-problema meta wieħed jikkunsidra s-sitwazzjoni politika attwali fl-Ewropa. It-tieni nett, f'affarijiet essenzjali bħalma huma l-lingwi, l-Unjoni trid toqgħod attenta li ma tagħtix l-impressjoni li min diġà daħal kollox sew, iżda min għad irid jidhol ikollu regoli differenti, jew ikunu parti minn Serje B. Biżżejjed hawn ċerti problemi maħluqa bil-fatt li wħud mill-Istati Membri fondaturi għandhom ċerti privileġġi li oħrajn ma għandhomx.

Jiena hawn niddikjara interess. Minn dejjem kont favur tkabbir fi sħubija; basta dan isir bis-sens. Jekk pajjiż hu kandidat għal sħubija, u jgħaddi mill-eżami, u jissodisfa r-rekwiżiti kollha, għala ma għandux jidhol? Unjoni ikbar hija Unjoni iktar b'saħħitha; jekk il-pajjiżi Balkani, ngħidu aħna, jibdw jintroduċu biżżejjed riformi sabiex jissieħbu fl-Unjoni, u jgħaddu mill-eżami, għaliex ma għandhomx jiġu promossi? X'utilità hemm li l-ewwel wieħed jirrikonoxxi pajjiż bħal wieħed "kandidat", iżda jekk jgħaddi mill-eżami, jibqa' fejn hu xorta waħda? It-tkabbir fi sħubija wkoll jassigura l-paċi f'reġjuni bħall-Balkani fejn fil-passat mhux imbiegħed kien hemm gwerer u twettqu reati serji kontra l-umanità. L-Unjoni tistagħna bi tkabbir fis-sħubija politikament u ekonomikament; iżda wkoll kulturalment bit-twaħħid ta' kulturi, lingwi u tradizzjonijiet godda ma' daww għa eżistenti fl-Unjoni. Terġa' bit-tluq tar-Renju Unit mill-Unjoni hemm bżonn li wieħed jibgħat

messaġġ, li għalkemm dan it-tluq għamel ħsara liż-żewġ naħat, hemm lista ta' pajjiżi li jridu jidhlu, mhux joħorġu, mill-Unjoni. Tkabbir moderat, bis-sens u bil-għaqal jagħti dak il-messaġġ li l-Unjoni għandha bżonn sabiex tiżdied il-fiduċja fiha u fil-gejjieni tagħha.

L-użu ta' diversi lingwi uffiċjali ma jgħallix Torri ta' Babel. Bil-lingwi uffiċjali tal-lum, il-politiċi, parlamentari, burokrati u membri tas-servizz ċivili tal-Unjoni dejjem ftehm. Kien fl-Ewropa li twieled il-kunċett ta' Stat nazzjon. Għal żmien twil dan għab tensjoni u gwerer. Iż-żewġ gwerer mondjali s-seklu l-ieħor bdew fl-Ewropa. Illum l-identità nazzjonali ma hijiex kawża ta' tensjoni. Dan gara għaliex l-Unjoni għarfet tadatta ruhha għaž-żminijiet u flok toħnoq id-diversità, tippromwoviha, basta kulhadd jaċċetta r-regoli ġenerali u speċifiċi tal-organizzazzjoni. Diversità ma tfissirx li kulhadd jagħmel li jrid iżda li f'din il "Federazzjoni ta' Stati Sovrani", kif kien iħobb isejhilha l-President Barroso, hemm post għal kulhadd, u kulhadd iġib miegħu t-tradizzjonijiet, il-lingwa u l-kultura tiegħu, però jeżerċitahom fi ħdan parametri ta' normi u regoli. Żgur li hadd ma jhossu inqas Malti, inqas Franċiż jew inqas Pollakk, għax qiegħed fl-Unjoni Ewropea. Biex dan jibqa' hekk, importanti li l-multilingwiżmu jinżamm.

Il-multilingwiżmu jfisser ukoll li l-Unjoni tneġġeġ kemm jista' jkun ċittadini Ewropej biex ikunu jafu lingwi oħra oltre dik tagħhom. Il-Maltin, minhabba ċ-ċokon tagħna u l-fatt li l-ilsien Malti hu mitkellem biss mill-Maltin, bilfors jistudjaw lingwi oħra bl-Ingliš jieħu l-ewwel post, segwit mit-Taljan (li sal-1934 kien għadu lingwa uffiċjali f'Malta) u l-Franċiż. Il-fatt li iktar nies fl-Ewropa jitgħallmu lingwi oħra jgħin sabiex ir-rabtiet u l-kooperazzjoni jiżdiedu u nifhmu lil xulxin iktar, mhux biss bħala komunikazzjoni ta' lingwa iżda anki ta' kunċetti u ideat. Tant hu hekk li l-Kunsill Ewropew fil-konklużjonijiet tiegħu fl-2017 stqarr li l-Unjoni kienet sejra "issaħħaħ it-tagħlim tal-lingwi sabiex iktar żgħażaġh jibdeu jgħallmu għall-inqas żewġ lingwi Ewropej b'żieda mal-ilsien tagħhom."

Prinċipju importanti tal-Unjoni Ewropea huwa li legalment fi ħdan l-Unjoni kulhadd huwa ugwali. Naturalment il-pajjiżi l-kbar għustament għandhom is-saħħa li ġejja mill-fatt li huma kbar. Hadd ma jippretendi li pajjiż ta' nofs miljun u pajjiż ta' 80 miljun ikollhom l-istess rappreżentanza fil-Parlament Ewropew. Iżda proporzjonalment Malta għandha *per capita* rappreżentanza aħjar minn, ngħidu aħna, il-Ġermanja. L-istess japplika għall-Kunsill tal-Ministri. Għalkemm ir-regoli tal-Unjoni għustament jagħtu iktar voti meta tittieħed deċiżjoni lill-pajjiżi b'popolazzjoni u daqs kbir, fil-prattika wieħed dejjem jevita voti formali sabiex jintlaħaq *consensus*. Fil-Kummissjoni l-Istati Membri kbar u żgħar jibagħtu Kummissarju wieħed li, għalkemm ma jirrapprezentax lill-Gvern li nnominah xorta jipparteċipa fil-Kummissjoni bħala espert ta' materji li jolqtu "il-pajjiż li jaf l-aħjar" - "*the country I know best*" - frażi li konna nużaw bejnietna fil-Kummissjoni

biex ma nsemmux isem pajjiżna, biex nişqu li aħna ma konniex qed nirrappreżentawh. Għalhekk jagħmel sens li l-użu ta' diversi lingwi uffiċjali jitkompla, u mhux jitnaqqar. B'hekk kulhadd iħossu komdu fl-Unjoni u kulhadd iħossu ugwali.



Europees recht in de polder: Nederlands als connector



Nederland

— **Prof. dr. J. W. van de Gronden**

Hoogleraar Europees recht bij het Onderzoekscentrum voor Staat & Recht, Radboud Universiteit in Nijmegen, en staatsraad in buitengewone dienst bij de Afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Inleiding

Iedereen heeft weleens de volgende ervaring gehad: men probeert een apparaat op een ander apparaat aan te sluiten (bijvoorbeeld een computer op een beeldscherm) en komt dan tot de conclusie dat beide apparaten verschillende aansluitingen kennen. Een connector biedt dan uitkomst. Door dit verbindingstukje te gebruiken, kunnen de beide apparaten alsnog samen functioneren.

Naar mijn mening heeft het gebruik van de taal Nederlands een functie die vergelijkbaar is met die van een connector. Het is algemeen bekend dat het Europees recht een grote invloed uitoefent op de nationale rechtsordes van de lidstaten, inclusief die van Nederland. Bij de ontwikkeling van het Europees recht speelt zowel het Engels als het Frans een zeer grote rol. Toch moet dit recht ook in landen als Nederland worden toegepast. Dit proces, dat aanleiding geeft tot ingewikkelde vraagstukken, wordt gefaciliteerd door het beschikbaar zijn van belangrijke juridische teksten, zoals de wetgeving en de rechtspraak van de Unie, in de officiële talen van de lidstaten, waaronder het Nederlands. Hierdoor verbindt de Nederlandse taal het Europees en nationaal recht met elkaar in de Nederlandse rechtsorde.

De rol van het Nederlands wil ik hieronder verder toelichten. In de eerste plaats komt de alsmaar groeiende invloed van het Europees recht op het Nederlands recht aan de orde. Dan wil ik kort stilstaan bij de problematiek van termen en begrippen. Verder wil ik als hoogleraar Europees recht mijn ervaringen in het onderwijs, waarin een nieuwe generatie studenten wordt getraind om jurist te worden, delen.

Invloed van het Europees recht op de Nederlandse rechtsorde

De alsmaar uitdijende invloed van het Europees recht is spectaculair te noemen. Uiteraard is dit proces begonnen met de opkomst van klassieke doctrines, zoals die van de voorrang van het Europees recht¹, rechtstreekse werking en het vrije verkeer. Een van de basisarresten betrof een prejudiciële verwijzing uit Nederland: het arrest

1 | Zie bijvoorbeeld zaak 6/64, Costa, 15 juli 1964, EU:C:1964:66, en recentelijk zaak C-824/18, A.B. e.a. (Benoeming van de rechters bij de Sąd Najwyższy – Beroep), 2 maart 2021, EU:C:2021:153.

Van Gend & Loos.² Al snel werd duidelijk dat het Nederlands recht niet beoefend kon worden zonder kennis te hebben van het Europees recht.

Van groot belang is verder geweest dat het nationaal procesrecht ook beïnvloed werd en nog steeds wordt door het Europees recht. In de bekende arresten van Rewe³ en Comet⁴ bleek dat het nationale procesrecht het invoeren van rechten ontleend aan Europese regels niet (nagenoeg) onmogelijk mag maken en deze rechten niet ongunstiger mag behandelen dan rechten ontleend aan nationale regelgeving. Deze rechtspraak bleek een startschot te zijn voor de ontwikkeling van meer specifieke benaderingen voor traditioneel nationaalrechtelijke concepten, zoals ambtshalve toetsing door de rechter.⁵ Het procesrecht speelt een essentiële rol voor rechtzoekenden die hun aanspraken ontleend aan rechtsregels willen verzilveren. Niet voor niets is het recht op een doeltreffende voorziening in rechte vastgelegd in artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de EU. Doordat het Unierecht het procesrecht niet onberoerd heeft gelaten, is er een juridische infrastructuur gecreëerd voor de doorwerking van de Europese regelgeving. Het procesrecht kanaliseert de rechtsstrijd en is bepalend voor de gang naar de rechter. Verder is dit recht nauw verbonden met de soevereiniteit van een land. Hierbij speelt de taal uiteraard een belangrijke rol. Voor het Nederlands procesrecht is vanzelfsprekend het Nederlands cruciaal. Niet uit het oog mag worden verloren dat het Nederlands een rechtstaal is en dat deze taal wordt gebruikt ter beslechting van geschillen die onder meer aan de rechter in Nederland worden voorgelegd. De invloed van het Unierecht op het nationale procesrecht heeft dan ook geleid tot een intrigerende wisselwerking tussen Nederlandse en Unierechtelijke concepten.⁶

Een andere belangrijke ontwikkeling houdt verband met de steeds omvangrijker wordende Europese harmonisatie. De ontwikkeling van beleid op Unieniveau leidt tot

2| Zaak 26/62, Van Gend & Loos, 5 februari 1963, EU:C:1963:1.

3| Zaak 33/76, Rewe-Zentralfinanz en Rewe-Zentral, 16 december 1976, EU:C:1976:188.

4| Zaak 45/76, Comet, 16 december 1976, EU:C:1976:191.

5| Zie hierover bijvoorbeeld S. Prechal en R.J.G.M. Widdershoven, *Inleiding tot het Europees bestuursrecht*, Nijmegen, 2017, blz. 410 e.v.

6| Deze ontwikkeling wordt onder meer beschreven in S. Prechal en R.J.G.M. Widdershoven, *Inleiding tot het Europees bestuursrecht*, Nijmegen, 2017; B. Hessel, *Het recht van de EU voor decentrale overheden*, Nijmegen, 2016, en A. Hartkamp, *Vermogensrecht algemeen – Europees recht en Nederlands vermogensrecht*, Deventer, 2019.

de totstandkoming van EU-regelgeving. De hoeveelheid regelgeving die in de loop van de jaren is aangenomen is zeer groot. Veel verordeningen en richtlijnen van de Unie zijn van toepassing op allerlei beleidsterreinen. Zoals bekend, dient een richtlijn te worden omgezet in nationale regelgeving.⁷ Voor verordeningen bestaat er daarentegen een verbod op omzetting.⁸ Dit wil echter niet zeggen dat er geen nationale wetgevingsactie vereist is om een verordening te kunnen toepassen en handhaven. Het tegendeel is waar: zowel bij een richtlijn als bij een verordening dienen nationale bevoegde instanties (onder andere voor de handhaving) te worden aangewezen, nationale regels (bijvoorbeeld van procesrecht) te worden aangepast en algemene Unierechtelijke concepten te worden uitgewerkt.⁹ Hieruit blijkt dat voor de implementatie, inclusief toepassing en handhaving, het Unierecht in grote mate afhankelijk is van het nationale rechtssysteem van de lidstaten. Zonder het nationale rechtskader is het Unierecht tandeloos. Kortom, de Europese normen en regels dienen hun plek te krijgen in dit nationale kader. Op grond van artikel 4, lid 3, EU-Verdrag dienen de lidstaten ervoor te zorgen dat zij hun Unierechtelijke verplichtingen nakomen. Voor Nederland betekent dit uiteraard dat de Nederlandse versie van de Europese normen en regels haar weg moet vinden in de Nederlandse wetgeving. Het Nederlands leidt ertoe dat het in Brussel, Straatsburg en Luxemburg ontwikkelde recht ook door de Nederlandse autoriteiten gehanteerd kan worden. Nu heeft, zoals gezegd, de Europese harmonisatie – dat wil zeggen richtlijnen, verordeningen en andere maatregelen – een grote vlucht genomen. Hierdoor moet steeds meer Europese regelgeving worden geïmplementeerd in de nationale rechtsorde. Voor de implementatie zet Nederland vaak zijn reeds bestaande nationale wetgevingscomplexen in, zoals het Burgerlijk Wetboek, bepaalde bestuurlijke wetten (Wet milieubeheer, Mededingingswet etc.) en strafwetgeving. Dit betekent dat vele Europese regels en normen zich nestelen naast bepalingen van Nederlands recht. In zekere zin vindt er een „osmose” plaats tussen regels en normen van Europese of Nederlandse oorsprong. Dankzij de Nederlandse taal is dit samengaan mogelijk. De officiële Nederlandse versie van Unieregelingen stelt de Nederlandse autoriteiten in staat om het Europees recht in nauwe samenhang met het nationale recht toe te passen.

7| Zie artikel 288, derde alinea, VWEU.

8| In onder meer zaak 94/77, Zerbone, 31 januari 1978, EU:C:1978:17, leidde het Hof dit af uit artikel 288, tweede alinea, VWEU.

9| Zie bijvoorbeeld punt 17 van zaak 205/82–215/82, Deutsche Milchkontor e.a., 21 september 1983, EU:C:1983:233, en punt 33 van zaak C-367/09, SGS Belgium e.a., 28 oktober 2010, EU:2010:648.

Deze „synchrone” toepassing vindt door de toenemende Europese harmonisatie steeds vaker plaats en is voor vele beoefenaars van het recht onderdeel van de dagelijkse praktijk geworden. Het Europese beleid wordt op deze wijze naar mijn mening ook dichterbij de burger gebracht. De garantie waarop een Nederlandse consument bij aankoop recht heeft, wordt in grote mate beheerst door regels van Europese oorsprong. Er is mijns inziens wel een aandachtspunt. Door de Europese regels naadloos te laten opgaan in nationale wetgevingssystemen hebben vele burgers en zelfs ook juridische professionals niet meer door dat deze regels uit Europa komen: op het eerste gezicht lijken zij afkomstig te zijn van Hollandse bodem. Het kan daarom zeker geen kwaad als hier een bewustwordingsproces in gang wordt gezet, waardoor men meer kennis krijgt van dit mooie „duet tussen het Europese en Nederlandse recht”.

Termen en begrippen

De Nederlandse taal speelt een cruciale rol bij de doorwerking van het Europees recht naar de rechtsorde in de Hollandse polder. In het recht wordt uiteraard veel aandacht besteed aan termen en begrippen. Bepaalde begrippen uit het Nederlandse recht kunnen dankzij het Europees recht een andere inhoud krijgen. Doordat er een officiële Nederlandse term bestaat voor bepaalde Unierechtelijke begrippen kunnen wijzigingen op relatief eenvoudige wijze doorwerken naar de Nederlandse rechtsorde. Een voorbeeld uit het verleden is het begrip afval.¹⁰ Aanvankelijk werd onder dit begrip in het Nederlands recht verstaan alleen voorwerpen die definitief verwijderd worden. Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de EU volgde echter dat deze benadering te beperkt was. Ook stoffen die kunnen worden hergebruikt, dienen als afval te worden gezien.¹¹ Het gaat hier niet om een semantische kwestie maar om de vraag of wetgeving die in het leven is geroepen om het milieu en de mens te beschermen, van toepassing is. Dankzij het bestaan van de officiële Nederlandse versie voor de Unierechtelijke term afval, die was opgenomen in de Nederlandse wetgeving, vond de interpretatie gegeven door het Hof van Justitie van de EU snel zijn weg naar de rechtspraktijk.

10 | Zie hierover J.W. van de Gronden, *De Implementatie van het EG-milieurecht door Nederlandse decentrale overheden*, Deventer, 1998, blz. 260-266.

11 | Zie bijvoorbeeld punt 31 van zaak C-129/96, *Inter-Environnement Wallonie*, 18 december 1997, EU:C:1997:628.

Een ander voorbeeld houdt verband met het begrip vergunning(stelsel). In de Dienstenrichtlijn ¹² wordt ingegaan op de vergunningstelsels die lidstaten in het leven hebben geroepen. Dergelijke stelsels kunnen onder bepaalde voorwaarden tot ongerechtvaardigde beperkingen van de vrijheid om diensten aan te bieden leiden. In het Engels wordt de term „authorisation” gebruikt, terwijl dit in het Frans „autorisation” is. De Nederlandse versie van de Dienstenrichtlijn maakt gebruik van het Nederlandse woord „vergunning”. Hierdoor was het mogelijk dat de Nederlandse wetgever bij de implementatie van deze richtlijn kon aansluiten bij de reeds in het Nederlands bestuursrecht bestaande term vergunning. Dit heeft het implementatieproces vereenvoudigd. Voor de bevoegde autoriteiten is duidelijk dat nationale besluiten die in het Nederlands als vergunningen worden omschreven aan de Dienstenrichtlijn dienen te worden getoetst. Daarbij is het wel van groot belang dat de definitie voor het begrip vergunning uit de Europese Dienstenrichtlijn nauwgezet wordt gevolgd, hetgeen kan leiden tot aanpassingen van het traditionele begrip vergunning uit het Nederlands recht. In artikel 4 van deze richtlijn is een definitie opgenomen van het begrip vergunningstelsel, ook in de Nederlandse taalversie ¹³, zodat deze definitie ook zijn weg kan vinden naar de Nederlandse rechtspraak. Het wekt dan ook geen verwondering dat de Dienstenwet een definitie van vergunningstelsel geënt op de richtlijn bevat. ¹⁴

Door de grote vlucht die het streven naar Europese harmonisatie heeft genomen, zijn veel termen uit het Europees recht opgenomen in het Nederlands recht. Vanuit juridisch perspectief is dit een uitdagende operatie. Een zeer gunstige factor is daarbij zonder twijfel de beschikbaarheid van belangrijke juridische bronnen in de Nederlandse taal. In Nederland zijn zelfs voorbeelden te vinden van spontane harmonisatie. In dat geval zoekt de nationale wetgever vrijwillig aansluiting bij het Europees recht zonder dat dit verplicht is krachtens dit recht. Het bekendste voorbeeld in dit verband is de

12| Richtlijn 2006/123 betreffende diensten op de interne markt, PB 2006, L 376, blz. 36.

13| Deze definitie luidt als volgt: „elke procedure die voor een dienstverrichter of afnemer de verplichting inhoudt bij een bevoegde instantie stappen te ondernemen ter verkrijging van een formele of stilzwijgende beslissing over de toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit”.

14| In artikel 1 van de Dienstenwet wordt vergunningstelsel als volgt omschreven: „procedure die voor een dienstverrichter of afnemer de verplichting inhoudt bij een bevoegde instantie stappen te ondernemen ter verkrijging van een vergunning”.

Nederlandse Mededingingswet.¹⁵ De materiële normen van deze wet zijn afgeleid uit de artikelen 101 en 102 VWEU en de Europese Concentratieverordening¹⁶, hoewel het Unierecht dit niet vereist.¹⁷ Dat er een officiële Nederlandstalige versie van het Verdrag en de Concentratieverordening bestaat, heeft dit proces in grote mate gefaciliteerd. De correcte termen en begrippen waren reeds beschikbaar in het Nederlands. De wetgever heeft daarom kunnen aansluiten bij deze mededingingsrechtelijke begrippen die van essentieel belang zijn, zoals onderneming, overeenkomst, economische machtspositie en concentratie. Bij bepaalde termen wordt zelfs rechtstreeks verwezen naar de corresponderende begrippen uit het EU-recht: bepaald wordt namelijk dat een onderneming en een overeenkomst in de zin van de Mededingingswet hetzelfde inhouden als de equivalente begrippen uit artikel 101 VWEU. De consequentie hiervan is dat de uitleg gegeven in de rechtspraak van de Unierechters over termen, zoals overeenkomst en onderneming, ook automatisch de interpretatie van de vergelijkbare begrippen uit de Nederlandse Mededingingswet vormt.¹⁸

Unierechtelijk onderwijs in het Nederlands

De toenemende Europeanisering van het recht heeft ertoe geleid dat het onderwijs in het Europees recht een vaste plaats heeft gekregen in het curriculum in de rechtenstudie aan de Nederlandse universiteiten. Daarnaast is door de globalisering ook de internationalisering van het rechtenonderwijs op de agenda geplaatst. De vraag is daarbij gerezen of de vakken op het terrein van het EU-recht volledig in het Engels dienen te worden gegeven. Naar mijn overtuiging verdient het antwoord op deze vraag een genuanceerde benadering. Aan de ene kant is het van groot belang dat juristen in staat zijn om met vakgenoten uit andere landen te discussiëren over belangrijke

15| Zie Kamerstukken II, 24 707, nr. 3, blz. 10.

16| Verordening 139/2004 betreffende de controle op concentraties van ondernemingen, PB 2004, L 24, blz. 1.

17| Een aantal handavingsaangelegenheden in het mededingingsrecht is overigens wel voorwerp van verplichte harmonisatie. Zie Richtlijn 2019/1 tot toekenning van bevoegdheden aan mededingingsautoriteiten van de lidstaten voor een doeltreffende handhaving en ter waarborging van de goede werking van de interne markt, PB 2019, L 11, blz. 3.

18| Voor de verschillende methoden, waarop de Mededingingswet aansluiting heeft gezocht bij het Europees recht, zie M.R. Mok, *Kartelrecht I – Nederland: de Mededingingswet*, Deventer, 2004, blz. 69-72.

kwesties en vraagstukken. Aan de andere kant is hun opdracht ook om het Europees recht te hanteren in de nationale arena. Dit heeft als consequentie dat het de voorkeur verdient dat Europees recht zowel in het Engels als Nederlands wordt gedoceerd op universiteiten in Nederland. In het eerste jaar kunnen studenten in hun eigen taal kennis maken met het Europees recht en dit rechtsgebied ook in verband brengen met het nationale recht, waarmee zij uiteraard ook voor het eerst worden geconfronteerd in deze fase van hun studie. In een later stadium kunnen studenten vertrouwd worden gemaakt met Unierechtelijke vraagstukken en onderwerpen in het Engels. Mijn ervaring met het onderwijs aan de Radboud Universiteit in Nijmegen, waar ik zelf Europees recht mag doceren, is dat deze meertaligheid een verrijking is. De studenten krijgen zo een goede kijk op de meertalige dimensie van het Europees recht. Verder wordt hun duidelijk dat de beoefening van het Europees recht tot volle bloei komt, indien daarbij aandacht wordt besteed aan het nationaalrechtelijk kader. Zelfs de studenten van de *European Law School* in Nijmegen worden daarom de kernonderdelen van het Nederlands recht onderwezen, naast het Europese en internationale recht. Zoals reeds is opgemerkt, is Nederlands een rechtstaal, omdat deze taal wordt gebruikt in de procedures voor de Nederlandse rechter. Het is van groot belang dat de toekomstige specialist Europees recht een goed begrip heeft van het nationaalrechtelijk kader waarin zij of hij zijn specialisme gaat toepassen en van de taal die in dit kader wordt gehanteerd. Het is bijvoorbeeld van belang om te weten wat een onrechtmatige daad naar Nederlands recht is, als men nagaat of een Nederlands overheidslichaam op grond van de Francovich-rechtspraak¹⁹ van het Hof van Justitie van de EU aansprakelijk is voor schade veroorzaakt door een schending van het Unierecht. Een ander voorbeeld heeft te maken met de toekenning van een subsidie. Indien men deze toekenning wil aanvechten omdat er sprake zou zijn van met EU-recht strijdige staatssteun, is het van belang om na te gaan of deze subsidie is verleend in de vorm van een besluit dat appellabel is bij de Nederlandse bestuursrechter.

Meertaligheid betekent in Nijmegen dat niet alleen aan het Engels en het Nederlands maar ook aan het Frans aandacht besteed wordt. In het bachelor-programma *European Law School* kunnen studenten de track „Juridisch Vertalen” volgen. Deze track is erop gericht om studenten kennis te laten maken met het vertalen van juridische teksten

19| Zie onder meer gevoegde zaken C-6/90 en C-9/90, Francovich e.a., 19 november 1991, [EU:C:1991:428](#), en gevoegde zaken C-46/93 en C-48/93, Brasserie du Pêcheur en Factortame, 5 maart 1996, [EU:C:1996:79](#).

uit het Frans naar het Nederlands. Uiteraard speelt het Frans van oudsher een centrale rol in het Europees recht. Zoals bekend, is deze taal bij het Hof van Justitie van de EU en het Gerecht de voertaal. Dankzij de track „Juridisch Vertalen” wordt het studenten duidelijk op welke wijze bij de Unierechters het Europees recht beoefend wordt. De studenten krijgen zowel colleges over het vertalen en over belangrijke aspecten van het Europees recht als concrete instructies over hoe juridische teksten vanuit het Frans naar het Nederlands vertaald dienen te worden. De betrokken docenten hebben veel praktijkervaring. Koen Wolfs, hoofd van de Nederlandstalige vertaaleenheid bij het Hof, draagt ook bij aan de cursus, zowel als docent als inspirator. Naar mijn mening is de toevoeging van de Franse taal aan het curriculum een zeer mooie verrijking van het programma van de *European Law School* in Nijmegen. De track „Juridische Vertalen” doet recht aan de vertaalslag die vanuit Unieniveau naar het nationale domein moet worden gemaakt.

Verder laat de track „Juridisch Vertalen” de studenten ruiken aan het vertalersvak. Degenen die verantwoordelijk zijn voor het vertalen van bijvoorbeeld een arrest uit het Frans naar het Nederlands leveren een niet te onderschatten bijdrage aan de implementatie van het Europees recht in de nationale rechtsorde. De Unie is gebaseerd op meertaligheid en daarom vervullen vertalers een scharnierfunctie.

Naar mijn mening kan de opgedane kennis zeer zeker ook van pas komen in allerlei soorten functies (naast de betrekking van vertaler). Studenten zijn immers vertrouwd geraakt met de meertaligheid van het Europees recht. Indien zij bijvoorbeeld later een baan in de rechterlijke macht krijgen, dan kan de kennis van het Frans ze helpen bij de interpretatie van bepaalde arresten en bepalingen van EU-recht. Ook kan het zo zijn dat zij, in hun functie bij de rechterlijke macht, dienen bij te dragen aan de formulering van prejudiciële vragen voor een zaak waarin Unierechtelijke kwesties spelen. Bij het formuleren kunnen zij er dan rekening mee houden dat deze vragen onder andere naar het Frans dienen te worden vertaald. Als zij als ambtenaar bij een ministerie komen te werken en geconfronteerd worden met een Unierechtelijk probleem, kunnen zij bijdragen aan de oplossing hiervan door mede de relevante rechtsbronnen in het Frans en uiteraard het Engels te raadplegen.

Slot

Voor de beoefening van het Europees recht is het Nederlands van groot belang. De EU-regels dienen te worden geïmplementeerd in de nationale rechtsorde en deze implementatie is daarom voor een groot deel afhankelijk van het nationale recht. De officiële Nederlandse versie van Uniemaatregelen faciliteert de overname van het EU-recht in de Nederlandse rechtsorde in grote mate en daarmee ook de effectieve implementatie van deze maatregelen. Hiermee is de Nederlandse taal de connector tussen het EU-recht en de nationale rechtsorde in Nederland. De meertaligheid is een belangrijke dimensie van het Unierecht. De beschikbaarheid van belangrijke bronnen van Unierecht in meerdere talen brengt de EU en haar recht dat gebaseerd is op de verschillende rechtstradities van de lidstaten dicht bij de burger en de rechtzoekende.



Het belang van meertaligheid voor de Europese universiteit van de toekomst



België

— Prof. dr. Jan Wouters

Jan Wouters is gewoon hoogleraar internationaal recht en internationale organisaties en Jean Monnet-leerstoelhouder *ad personam* aan de KU Leuven, waar hij tevens directeur is van het Instituut voor Internationaal Recht en het Leuven Centre for Global Governance Studies, alsmede voorzitter van de Raad voor Internationaal Beleid. Hij is lid van de Koninklijke Vlaamse Academie van België, gasthoogleraar aan Columbia University, het Europacollege te Brugge, Paris 2 Panthéon-Assas, Sciences Po en LUISS, en advocaat aan de balie van Brussel.

Inleiding

In deze bijdrage wil ik reflecteren over het belang van meertaligheid voor de Europese universiteit van de toekomst. Het is een persoonlijk getuigenis van een hoogleraar die gedurende heel zijn carrière begeesterd is geweest door de Europese eenmaking en door de rijke culturele diversiteit van Europa. Ik heb altijd een passie gehad voor het Europese Unierecht als werktuig van integratie, maar zie het ook als een uitgelezen instrument van dialoog met de nationale en regionale culturen en rechtsstelsels van de lidstaten, en met het internationale recht, waaruit de Europese rechtsorde is voortgesproten.¹

Toen ik afstudeerde aan de Universiteit Antwerpen, in juli 1987, was de Europese Akte juist in werking getreden. Velen weten het niet meer, maar dit verdrag betekende een belangrijke herlancering van de Europese eenmaking, niet alleen met het oog op het „1992-project” voor de interne markt, maar ook voor de Europese Politieke Samenwerking (de voorloper van het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid, het GBVB), het Europese milieubeleid, de toenemende rol van het Europees Parlement, en nog veel meer. Mijn eerste publicatie in 1988 ging over de vrijmaking van het Europese kapitaalverkeer, dat gedurende vele jaren in het EEG-Verdrag het zwakkere broertje van de fundamentele vrijheden was geweest. Vooral het Verdrag van Maastricht van 1992 vormde een historische doorbraak in de eenmaking van het Europese continent en bracht zowel een sterke verdieping (de economische en monetaire unie als „dak” op het gebouw van de douane-unie en de interne markt) als verbreding (een politieke unie, met een burgerschap van de Unie, GBVB, samenwerking in justitie en binnenlandse zaken enzovoorts) van de integratie.

Het was ook het Verdrag van Maastricht dat het EG-Verdrag verrijkte met een „cultuurhoofdstuk”. Hier ligt de oorsprong van de mooie formule dat de Gemeenschap, en later de Unie, dient bij te dragen „tot de ontplooiing van de culturen van de lidstaten onder eerbiediging van de nationale en regionale verscheidenheid van die culturen, maar tegelijk ook de nadruk leggend op het gemeenschappelijk cultureel erfgoed”²: kortom, eenheid in verscheidenheid! Bij het schrijven van een boek over het Verdrag van

1 | Helaas zijn er wel wat spanningspunten tussen het internationaal recht en het EU-recht de dag van vandaag. Zie een eerdere bijdrage: J. Wouters, „The Tormented Relationship between International Law and EU Law”, in P.H.F. Bekker, R. Dolzer en M. Waibel (eds.), *Making Transnational Law Work in the Global Economy. Essays in Honour of Detlev Vagts*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 198-221.

2 | Thans neergelegd in artikel 167, lid 1, Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie (VWEU).

Maastricht³ in de jaren 1994-1996 gebruikte ik alle toenmalige taalversies van het Verdrag. Het maakte me sterk bewust van de enorme kracht die van juridische meertaligheid uitgaat. En het heeft mijn bewondering voor de vertalers van de EU enkel versterkt: probeer bijvoorbeeld de weerbarstige definitie van het subsidiariteitsbeginsel⁴ maar eens eensluidend te vertalen in alle officiële EU-talen! Mijn grote respect voor de vertalers en tolken van de EU dateert al van de periode dat ik als referendaris werkte bij het Hof van Justitie in 1991-1994, toen de vertaaldiensten beefden onder de soms omvangrijke ontwerpconclusies (met inbegrip van de vele voetnoten) die we met advocaat-generaal Walter van Gerven naar hen toestuurdten.⁵

Sinds eind 2017 ben ik ook sterk geëngageerd in de dynamiek inzake „Europese universitaire allianties” en heb ik mede de grondslagen gelegd voor één van die allianties, Una Europa⁶. In dat kader hebben we de laatste jaren niet alleen hard gewerkt aan het leggen van de funderingen voor de universiteit van de toekomst, waarin meertaligheid een centrale rol speelt, maar ook om een gezamenlijke interdisciplinaire bachelor in Europese studies tot stand te brengen, waarin meertaligheid één van de belangrijke aandachtspunten is. Op een en ander ga ik nu graag wat dieper in.

3| Zie W. Devroe en J. Wouters, *De Europese Unie. Het Verdrag van Maastricht en zijn uitvoering: analyse en perspectieven*, Leuven, Peeters, 1996, bekroond met de Stibbe Prijs.

4| Thans vervat in artikel 5, lid 3, Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU); in zijn oorspronkelijke versie artikel 3 B van het EG-Verdrag.

5| Ooit was er enig protest vanuit de vertaaldiensten, en besprak de administratieve vergadering van het Hof een nota, m.b.t. het uitbundig gebruik van voetnoten in de conclusies van bepaalde advocaten-generaal. Advocaat-generaal Walter van Gerven stuurde vervolgens zelf een nota rond met een citaat uit het toneelstuk *Amadeus* van Peter Shaffer. Het betreft het antwoord van Mozart op de opmerking van Keizer Jozef II dat zijn opera *Die Entführung aus dem Serail* „too many notes” had. Mozart repliceerde: „There are just as many notes, Majesty, as are required. Neither more nor less.”

6| Zie <https://www.una-europa.eu/>.

Iets over het Initiatief Europese Universiteiten en Una Europa

In de befaamde toespraak die hij hield in de Sorbonne op 26 september 2017 deed de Franse president Emmanuel Macron een warme oproep voor Europese universiteiten:

„Je propose la création d’universités européennes qui seront un réseau d’universités de plusieurs pays d’Europe, mettant en place un parcours où chacun de leurs étudiants étudiera à l’étranger et suivra des cours dans deux langues au moins. Des universités européennes qui seront aussi des lieux d’innovation pédagogique, de recherche d’excellence. Nous devons nous fixer, d’ici à 2024, en construire au moins une vingtaine. Mais nous devons, dès la prochaine rentrée universitaire, structurer les premières, avec de véritables semestres européens et de véritables diplômes européens.”⁷

Het voorstel van de Franse president kreeg steun op de Europese topvergaderingen van Göteborg en Brussel in het najaar van 2017 en is bekend geworden als het „Initiatief Europese Universiteiten”. De conclusies van de Europese Raad van 14 december 2017 vermelden trouwens, onmiddellijk na de passage over de Europese universiteiten, als doelstelling eveneens „het stimuleren van het leren van talen, opdat meer jongeren ten minste twee Europese talen spreken naast hun moedertaal”.⁸

Dit initiatief heeft ons aan de KU Leuven meteen begeistert. In het voorjaar van 2018 hebben we de grondslagen gelegd voor een universitaire alliantie met vergaderingen in Parijs en Bologna, gevolgd door diepgaande besprekingen in Madrid en Berlijn in de zomer van dat jaar. Zo werd Una Europa geboren, inmiddels een alliantie van negen prominente Europese universiteiten: Freie Universität Berlin, Alma Mater Studiorum Università di Bologna, University of Edinburgh, Uniwersytet Jagielloński w Krakowie, Helsingin yliopisto/Helsingfors universitet, KU Leuven, Universidad Complutense de Madrid, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en Universiteit Leiden.⁹ Men ziet al meteen de meertaligheid in de namen van de universiteiten!

7| <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/09/26/initiative-pour-l-europe-discours-d-emmanuel-macron-pour-une-europe-souveraine-unie-democratique>.

8| <https://www.consilium.europa.eu/media/32430/14-final-conclusions-rev1-nl.pdf>.

9| Binnenkort komen hier een tiende en elfde partner bij, maar daarover dien ik nog de nodige discretie te bewaren.

Una Europa is niet zomaar een zoveelste „consortium” of „project” tussen een aantal Europese universiteiten. Zelfs de term „alliantie” doet tekort aan zijn talrijke dynamieken. Het gaat in wezen om een grensverleggende, unieke, steeds hechtere lotsverbondenheid en integratie van ons werk in een groeiend aantal domeinen van onderzoek, onderwijs en maatschappelijke dienstverlening, een echte Europese universiteit van de toekomst. Waar we gestart zijn met Europese studies, cultureel erfgoed, duurzaamheid, datawetenschappen en artificiële intelligentie, zijn daar inmiddels domeinen als gezondheid en toekomstige materialen aan toegevoegd. We zijn ook geen debutanten: de meeste partneruniversiteiten hebben honderden jaren – soms bijna 1 000 jaar – intellectuele geschiedenis op de teller, en samen onderwijzen we een 450 000-tal studenten, om de digitale leergroepen (die in de miljoenen gaan) niet te noemen.

Van bij het begin heeft Una Europa resoluut gekozen voor meertaligheid; wij gebruiken immers maar liefst negen talen in de partnerinstellingen: het Duits, Engels, Fins, Frans, Italiaans, Nederlands, Pools, Spaans en Zweeds. Het loont de moeite het *Manifest over de universiteit van de toekomst* te lezen waarin Una Europa in zijn ziel laat kijken. Dit manifest benadrukt onder meer dat Una Europa „geen plek is, maar een verzamelplaats voor kennis, ideeën en waarden, die vrij evolueert over de grenzen, uitingsvormen en tijdperken heen” en „een spiegel [...] van de mensheid in al haar verscheidenheid, en die culturen en talen, conventies en ontwrichtingen reflecteert”.¹⁰ Meertaligheid figureert centraal tussen andere kerndoelstellingen, zoals interdisciplinariteit, inclusie, innovatie, interactiviteit, impact en internationale openheid.

Zijn engagement voor meertaligheid indachtig, plant Una Europa voor de toekomst het openstellen van de taalvakken van alle universiteiten voor elkaars studenten, het creëren van taaltandems¹¹, het mogelijk maken dat studenten vakken volgen in andere talen dan deze van hun thuisuniversiteit middels virtuele mobiliteit en de mobiliteit

10 | Zie <https://www.una-europa.eu/about>.

11 | Taaltandem of conversatie-uitwisseling gaat om het leren van een taal door een wederzijdse taaluitwisseling tussen twee personen die elk met elkaar converseren in hun (verschillende) eerste taal als taal die de andere persoon wenst te leren.

van onderwijsstaf, en het aanmaken van MOOCs ¹² om het aanleren van talen op beginnersniveau te stimuleren. Op de meertaligheid in de nieuwe gezamenlijke bachelor Europese Studies ga ik zo dadelijk in.

De visie van Una Europa spoort met de zienswijze van de Raad van de EU, die op 22 mei 2019 een aanbeveling aannam „inzake een alomvattende benadering van het onderwijs en leren van talen” ¹³, al gaat die aanbeveling vooral over primair en secundair onderwijs en beroepsopleidingen. Toch zou men mutatis mutandis wat de Raad stelt over talenbewustzijn in scholen ook kunnen toepassen op het universitaire onderwijs:

„Talenbewustzijn in scholen kan onder meer betekenen dat de school zich bewust is van en inzicht heeft in de geletterdheid en de competentie in meerdere talen van alle leerlingen, alsook van kennis van talen die niet op school worden onderwezen. Scholen kunnen een onderscheid maken tussen verschillende niveaus van competentie in meerdere talen, naargelang de context en het doel waarvoor zij nodig zijn en in overeenstemming met de omstandigheden, behoeften, capaciteiten en interesse van de leerders.” ¹⁴

Toch is het enigszins verwonderlijk dat, ondanks alle aandacht die Europese beleidsmakers voor het Initiatief Europese Universiteiten hebben, er vooralsnog geen enkel beleidsdocument lijkt te bestaan dat op universitair niveau de problematiek van (het gebrek aan) meertaligheid aankaart. In haar mededeling *De Europese onderwijsruimte tegen 2025 tot stand brengen* van 30 september 2020 acht de Europese Commissie weliswaar „het bevorderen van talenonderwijs en meertaligheid” een onderdeel van de kwaliteitsdoelstelling voor de Europese onderwijsruimte; immers, „[o]m in het buitenland te kunnen studeren en te werken en de culturele diversiteit van Europa ten volle te kunnen ontdekken is het zaak meerdere talen te spreken. Dankzij talenkennis kunnen

12| Een MOOC, wat staat voor „massive open online course”, is een cursus die werd geconcipieerd met het oog op massale deelname en waarbij het cursusmateriaal (dat geschreven maar ook audiovisueel materiaal kan omvatten) wordt verspreid over het internet, zodat deelnemers niet aan een bepaalde locatie zijn gebonden.

13| *Publicatieblad van de Europese Unie*, 5 juni 2019, C 189, blz. 15.

14| 16e considerans van de preambule van de aanbeveling.

lerenden en leerkrachten profiteren van een echte Europese leerruimte.”¹⁵ Maar de Commissie ontwikkelt hier geen nieuwe voorstellen voor, en verwijst in essentie naar de hogergenoemde aanbeveling van de Raad van 2019, die niet op het universitaire onderwijs is gericht.

Ook de Erasmus+ 2022-oproep voor voorstellen voor Europese universiteiten is op dit vlak niet bijzonder specifiek.¹⁶ Europese universiteiten worden weliswaar gevraagd om zich te engageren voor de beleidsdoelstellingen van de Europese onderwijsruimte, waaronder meertaligheid, maar die verwijzing is niet anders ten opzichte van de eerste oproep, in 2018, voor voorstellen van Europese universiteiten. Het lijkt erop dat de visie van de Europese Commissie op meertaligheid de laatste jaren niet sterk geëvolueerd is. Zo bevat haar mededeling *Een Europese strategie voor universiteiten* van 18 januari 2022 zelfs geen enkele verwijzing naar meertaligheid of naar specifieke initiatieven of activiteiten in dit verband.¹⁷

Over de gezamenlijke bachelor Europese Studies

Vanaf academiejaar 2022-2023 bieden de Una Europa-universiteiten een gezamenlijke interdisciplinaire „Joint Bachelor of Arts in European Studies” (BAES) aan.¹⁸ Zij hebben hiertoe een veeleisend accreditatieproces ondergaan, zowel via de zgn. Europese Aanpak voor Kwaliteitsborging voor Gezamenlijke Programma’s („European Approach for Quality Assurance of Joint Programmes”)¹⁹ voor de Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie (NVAO) in 2021, als onder verscheidene nationale procedures.

15| Europese Commissie, *De Europese onderwijsruimte tegen 2025 tot stand brengen*, mededeling aan het Europees Parlement, de Raad, het Europees Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio’s, 30 september 2020, COM(2020) 625 final, blz. 7.

16| Zie <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/news/2022-erasmus-european-universities-call>.

17| Europese Commissie, *Een Europese strategie voor universiteiten*, mededeling aan het Europees Parlement, de Raad, het Europees Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio’s, 18 januari 2022, COM(2022) 16 final.

18| Voor nadere informatie, zie <https://www.una-europa.eu/stories/introducing-the-una-europa-joint-bachelor-in-european-studies>, <https://baes.una-europa.eu/overview>, en www.jointbaes.eu.

19| https://www.eqar.eu/assets/uploads/2018/04/02_European_Approach_QA_of_Joint_Programmes_v1_0.pdf.

Met BAES willen we studenten uit Europa en de hele wereld vormen in waar „Europa” voor staat: zijn fundamentele waarden, geschiedenis, beleid, instellingen, economie, maatschappij, recht, ..., maar ook zijn culturele identiteit en verscheidenheid. Bij de leerdoelen van dit nieuwe programma is uitdrukkelijk meertaligheid opgenomen: aan het einde van het programma – dat een driejarige opleiding omhelst voor in totaal 180 ECTS onder het Europese systeem voor het overdragen en verzamelen van studiepunten – moeten studenten zich kunnen uitdrukken in minstens één Europese taal naast hun eerste taal en het Engels zodat zij zich kunnen engageren in de meertalige Europese realiteit. Hoe willen we dat realiseren?

In de allereerste plaats gaat er veel aandacht naar meertaligheid in het verplichte onderdeel van deze bacheloropleiding, de zogenaamde *truncus communis*. Deze *truncus communis* wordt momenteel door vier van de Una Europa-universiteiten (Bologna, Krakau, Leuven en Madrid) aangeboden. Het gaat om een krachtige bundeling van, enerzijds, introducties tot kerndisciplines van de humane en sociale wetenschappen, alle gedoceerd in een Europees perspectief (economie, filosofie, geschiedenis, politieke wetenschappen, recht, met verdere verdiepingsvakken inzake de Europese economie, internationale relaties en het Europees en internationaal recht), en, anderzijds, sterk multidisciplinaire vakken, waaronder in het bijzonder twee grote opleidingsonderdelen over, respectievelijk, Europese culturen en maatschappijen, en over de Europese integratie. Veel aandacht gaat tevens uit naar het aanleren van onderzoeksvaardigheden en -methodologieën, want naar het einde van hun opleiding toe dienen studenten een multidisciplinaire bachelorscriptie te redigeren. In het kader van de *truncus communis* wordt een gezamenlijke taal cursus aangeboden die moet garanderen dat studenten zich kunnen uitdrukken in minstens één Europese taal naast hun eerste taal en het Engels, en die tevens hun bekwaamheid moet aanscherpen om te werken en onderzoek te verrichten in een meertalige context.

Maar ook na de *truncus communis* blijft meertaligheid centraal staan, want dan komt de fase van de intra-Europese mobiliteit. Studenten zullen vanaf het tweede academiejaar moeten kiezen voor verder studeren aan één, en mogelijks zelfs twee andere Una Europa-universiteiten. Dit zal hun kennis van Europese talen en culturen eveneens ten goede komen, aangezien aan al deze partneruniversiteiten tevens vakken in de eigen taal van deze instellingen worden aangeboden.

Ten slotte wordt in het kader van de specialisatie in de jaren 2 en 3 van de BAES – studenten kunnen kiezen uit een twintigtal *majores* en een dertigtal *minores* – ook het studiegebied „talen en cultuur” aangeboden.

Enkele kritische beschouwingen

Ondanks het bijzonder harde werk aan de toekomststrategie van Una Europa en in het bijzonder de uitwerking en operationalisering van de BAES – men moet zich er rekenschap van geven dat dit programma verenigbaar diende te zijn met de nationale en/of regionale regelgeving van alle Una Europa-landen, wat een gigantische uitdaging vormde – is het belangrijk om kritisch te blijven omgaan met de bereikte resultaten en de verdere planning, met name ook vanuit het perspectief van meertaligheid.

Men mag er geen doekjes om winden: het Engels is, zelfs na het vertrek van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie, de *lingua franca* voor de universiteiten in Europa. Het is de werktaal binnen Una Europa en zijn organen. Dit is natuurlijk een keuze om efficiëntieredenen, al moet men zich realiseren dat niet ieders Engels even goed is en dat voor heel wat leden van de universitaire gemeenschap binnen Una Europa het denken, spreken en schrijven in het Engels een enorme opgave vormt. Een Europese universitaire alliantie heeft echter niet de middelen om voortdurend met tolken en vertalers te werken.

De dominantie van het Engels drukt natuurlijk ook zijn stempel op het onderwijsaanbod. Teneinde zo veel mogelijk studenten onderwijs aan te bieden zijn de meeste door Una Europa opgezette opleidingen – of het nu gaat om de BAES, doctorale opleidingen of MOOCs – overwegend in het Engels. Om aantrekkelijk te zijn voor de toekomstige studentengeneraties die een BAES of andere opleiding zullen komen volgen, van waar ze ook in Europa of in de wereld mogen komen, zal er ongetwijfeld sterk verder geïnvesteerd worden in het Engelstalige onderwijsaanbod van de Una Europa-universiteiten.

We moeten op dit vlak waakzaam blijven dat het onderwijs in onze eigen taal, en meer algemeen onze rijke culturele diversiteit, hier niet onder lijdt. Zo zou het geen goede ontwikkeling zijn om vakken te „verengelsen”, louter en alleen om een interessanter aanbod voor gezamenlijke opleidingen, bijvoorbeeld in het kader van een Europese universitaire alliantie, te kunnen genereren.

Het lijkt evident, maar is dat in de praktijk vaak niet, dat studenten die minstens één semester, of zelfs twee of drie semesters aan dezelfde universiteit studeren (wat met de *truncus communis* van de BAES het geval zal zijn), zich de eerste taal van deze universiteit en haar leefomgeving minstens op elementair niveau eigen maken. Mijn persoonlijke ervaring met Erasmus-uitwisselingsstudenten in Leuven wijst evenwel uit dat dit, althans in Vlaanderen, nauwelijks het geval is. Het komt mij voor dat we dit kritisch moeten durven bekijken en dienen te zoeken naar positieve aansporingen en instrumenten om buitenlandse studenten ook basisbegrippen in het Nederlands bij te brengen. Hetzelfde geldt voor elke andere Una Europa-universiteit die een *truncus communis* dan wel mobiliteit in de latere jaren van de BAES aanbiedt. Het gaat niet enkel om het curriculum, maar ook om het culturele aanbod en het sociale leven in de ontvangende universiteit en de leefwereld eromheen. Een studentengemeenschap, ook indien deze bijzonder internationaal is samengesteld, mag geen opzichzelfstaand gegeven worden. Zoiets kan leiden tot een gevaarlijk isolement en tot zeer kunstmatig van elkaar gescheiden leefwerelden, waar vaak nauwelijks enige interactie plaatsvindt met de lokale studenten en leefomgeving. Lokale gemeenschappen mogen verwachten dat buitenlandse studenten een inspanning verrichten om met hen in de eerste taal van deze gemeenschappen een elementaire conversatie te voeren. Als we hier niet op inzetten, dreigt „Europa” altijd een eliteproject te blijven. Dan blijven we in gebreke om de fundamente te leggen voor een duurzaam en hecht Europa, zowel intern als in de wereld.



Ile języków, tyle światów



Polska

— **Katarzyna Kłosińska**

Katarzyna Kłosińska – profesor Uniwersytetu Warszawskiego, językoznawczyni specjalizująca się we współczesnej polszczyźnie. Od 2019 r. jest przewodniczącą Rady Języka Polskiego przy Prezydium PAN (w latach 1999–2019 była jej sekretarzem naukowym). Oprócz działalności naukowej zajmuje się popularyzacją wiedzy o języku – szerszej publiczności znana jest dzięki cyklicznym audycjom radiowym, które prowadzi stale od 2004 r. Od 2018 r. kieruje pracami Obserwatorium Językowego Uniwersytetu Warszawskiego, w którym powstaje słownik polskich neologizmów.

Język to świat. Świat, który jest wokół nas, ludzi – świat, który nas otacza. Świat, który jest w nas, ludziach – świat naszych myśli, przeżyć, wyobrażeń. Świat, który jest między nami, ludźmi – świat naszych relacji z innymi oraz świat, który się rodzi w wyniku rozmów i obcowania z tekstami.

Język reprezentuje to, co jest w świecie zewnętrznym: rzeczy, zjawiska, sytuacje, wydarzenia... – wyodrębnia poszczególne elementy rzeczywistości, nazywa je, opisuje, klasyfikuje, wartościuje, wskazuje na relacje pomiędzy nimi. W ten sposób porządkuje rzeczywistość, a my dzięki temu możemy się w niej poruszać i ją rozumieć: obserwujemy świat, w którym coś zawsze przypomina coś, a to podobieństwo odkrywamy dzięki słowom i formom gramatycznym. Na przykład jesteśmy sobie w stanie wyobrazić, czym jest samopowielający się szkodliwy program komputerowy, gdyż został on nazwany tak samo jak zakaźny twór atakujący nasze organizmy: *wirus*.

Rodzimi użytkownicy języków w niewielkim na ogół stopniu zdają sobie sprawę z tego, jak bardzo ich myślenie jest zanurzone w języku. Polak czy Polka, zanim użyje czasownika w liczbie mnogiej, musi sobie uzmysłowić, czy będzie on połączony (choćby w myśli) z rzeczownikiem, który nazywa mężczyzn, czy z takim, który odnosiłby się do kobiet, zwierząt, dzieci czy rzeczy. W tym pierwszym wypadku posłuży się rodzajem męskoosobowym, w tym drugim – niemęskoosobowym. Ta kategoria gramatyczna „podzieliła” świat na dwie grupy: mężczyzn i resztę (co bywa powodem do uznawania polszczyzny – przez jej użytkowniczkę – za język mizoginistyczny, lecz w istocie nie da się przyjąć takiej prostej interpretacji). Słoweniec czy Słowenka, gdy mówią o więcej niż jednej rzeczy, muszą doprecyzować, ile to „więcej niż jeden”: dwa czy więcej niż dwa. Język słoweński bowiem oprócz liczby pojedynczej i mnogiej, znanej innym językom, ma liczbę podwójną (którą zresztą posiadała polszczyzna do XVI wieku) – rzeczowniki odnoszące się do dwóch obiektów przybierają inną formę niż te, które nazywają jedną rzecz, i te, które nazywają trzy, cztery, pięć i więcej rzeczy. Węgier lub Węgierka z kolei, gdy mówią o jakiejś czynności, muszą rozstrzygnąć, czy obiekt, do którego ta czynność się odnosi, jest znany odbiorcy, czy nie. W zależności od tego ten sam czasownik będzie odmieniony według jednej z dwóch koniugacji – przedmiotowej lub podmiotowej. Dla użytkowników polszczyzny nie jest istotne to, czy rozmówca już słyszał o rzeczy lub osobie, o której mówimy (może z wyjątkiem sytuacji, w której chcemy połączyć nazywającą ją rzeczownik z liczebnikiem oznaczającym dwa – jeśli wiemy, o kim lub o czym mowa, to zamiast dwa powiemy obydwu) – jest to jednak podstawowa myśl pojawiająca się w głowie Niemca, Francuza czy Anglika (zapewne pojawia się tak szybko, że nie zdąży on

zdać sobie sprawy z jej istnienia), który używa rzeczowników i musi dobrać odpowiedni rodzajnik (określony bądź nieokreślony) lub przedimek.

Każdy język nakłada na rzeczywistość swoistą siatkę pojęć, co odkrywamy na ogół dopiero wtedy, gdy ucząc się języka obcego, musimy się „przestawić” na myślenie w nim. Na przykład Polak, który ma opisać w języku angielskim jakąś czynność z przeszłości, musi za każdym razem „uruchamiać” wyobrażenie o tym, czy skutki tej czynności są wciąż odczuwalne, czy nie (w zależności od tego użyje, jak wiemy, czasu Present Perfect albo Past Simple). Tak jak dla Polaka pewną trudność (nie gramatyczną, lecz mentalną) będzie stanowiło odróżnienie form *I have bought (something)* od *I bought (something)*, tak Anglikowi będzie trudno zrozumieć (i przełożyć na swój język) zdanie: *Pisałam wczoraj artykuł, ale go nie napisałam* – w którym występują dwa różne czasowniki (niedokonany i dokonany) odpowiadające angielskiemu *to write* (a co najistotniejsze, kłopot ten będzie się pojawiał za każdym razem, gdy Brytyjczyk, Amerykanin lub użytkownik jakiegokolwiek innego języka nieodróżniającego czasowników dokonanych od niedokonanych będzie chciał przyłożyć wyobrażenie o relacjach czasowych, ukształtowane pod wpływem własnego języka i panującego w nim systemu czasów, do polszczyzny).

Pojęcia mają, co oczywiste, swoje reprezentacje w postaci słów. Jak wiadomo, słowa należące do różnych języków, uważane na ogół za odpowiedniki, mogą się różnić zakresami użycia. I tak angielskiemu *to go* czy francuskiemu *aller* odpowiadają dwa polskie czasowniki ruchu: *iść* („poruszać się na własnych nogach”) i *jechać* („używać środka lokomocji”). Polszczyzna odróżnia zatem poruszanie się pieszo od przemieszczania się jakimś środkiem transportu, jednak nie różnicuje tego drugiego. Tymczasem w języku angielskim *iść* i *jechać* to jeden czasownik: *to go*, jednak nie każdemu polskiemu *jechać* on odpowiada, ponieważ z rzeczownikami takimi jak *rower (bike)* czy *koń (horse)* używa się innego verbum – *to ride*. A zatem linia podziału zakresu użycia słów dotyczących poruszania się przebiega w języku angielskim w zupełnie innym miejscu niż w polszczyźnie. Różnice między językami w konceptualizacji wycinków świata są szczególnie wyraźne, gdy chodzi o pojęcia mentalne. Na przykład polszczyzna, w odróżnieniu od niektórych innych języków, wyodrębnia dwa rodzaje dyskomfortu związanego z tym, że nie ma się tego, co ma jakaś inna osoba – jeśli temu uczuciu nie towarzyszą złe myśli kierowane w stronę tej osoby, to jest to tylko *zazdrość*. Jeśli zaś dodatkowo osobie tej życzymy wszystkiego najgorszego, to jest to już *zawiść*. Język węgierski ma dwa przymiotniki oznaczające kolor czerwony: *piros* i *vörös*, których zakres użycia nie jest wyznaczony jakąś cechą wyodrębnianą obiektywnie (np. odcieniem barwy), lecz jedynie skojarzeniami,

jakie może budzić w nas czerwień – raz jest to kolor „neutralny emocjonalnie” (*piros*), a innym razem czerwień budząca silne emocje (*vörös*).

W miarę jak przyswajamy obcy język, „wtapiamy się” w świat społeczności, która go używa. Język gromadzi doświadczenia kolejnych pokoleń jego użytkowników, będąc symbolicznym przewodnikiem po kulturze. Poznawane zwykle na początkowym etapie nauki nazwy świąt, obrzędów, zwyczajów czy specyficznych potraw (polskie pierogi, bigos czy *gołąbki*, czeski *knedlík* i słowacka *knedľa*, włoskie *spaghetti* czy węgierski *pörkölt*) są swoistą przepustką do kultury duchowej i tradycji. Frazeologia każdego języka pokazuje, jak ludzie żyli, czym się zajmowali, jakie wartości im przyświecały. Polszczyzna na przykład dysponuje o wiele większą liczbą wyrażen czy zwrotów odwołujących się do kultury rolniczej niż takich, które utrwaliły kulturę mieszczańską – nic dziwnego, skoro przez wieki dominowała ta pierwsza. Niewiele jest w języku polskim odniesień do żeglarstwa, a za to sporo do jazdy konnej – bo dla mieszkańców kraju z niewielkim (w porównaniu np. z Francją, Hiszpanią czy Grecją) dostępem do morza żegluga nie była istotną częścią życia, natomiast hipika już tak. Na podstawie frazeologii można „odtworzyć” krajobraz typowy dla miejsca, w którym żyli lub żyją użytkownicy języka – takie polskie wyrażenia i zwroty, jak *sprać kogoś na kwaśne jabłko* ('bardzo kogoś zbić'), *obietcywać gruszki na wierzbie* ('składać nierealistyczne obietnice'), *wpuścić kogoś w maliny* ('podstępem sprawić, że ktoś znalazł się w niekorzystnej sytuacji'), *dziewczyna jak malina* ('piękna dziewczyna'), *wpaść jak śliwka w kompot* ('znaleźć się w kłopotliwej sytuacji, z której trudno wybrnąć'), uświadamiają nam, że na polskich wsiach rosną jabłonie, grusze czy śliwy, a nie np. drzewa oliwne czy daktylowce.

Język jest wreszcie przewodnikiem po świecie wartości, co bardzo wyraźnie ujawnia się w przysłowiach, które utrwaliły panujące od wieków normy moralne. I tak z polskich przysłów dowiemy się na przykład o tym, że trzeba być lojalnym wobec bliskich (*Zły to ptak, co własne kła gniazdo*) czy posłusznym wobec rodziców (*Kto nie słucha ojca, matki, będzie słuchał psiej skóry*). W wielu różnych polskich (ale zapewne także należących do innych języków) słowach, frazeologizmach i przysłowiach został „zapisany” specyficzny obraz człowieka jako istoty nieskazitelnej moralnie: *to jest człowiek przez duże „c”* ('to człowiek wartościowy, szlachetny'), *zrobić z kogoś człowieka* ('sprawić, że ktoś stanie się wartościowy, szlachetny'), *zachowuj się jak człowiek* ('postępuj zgodnie z przyjętymi normami') itd. Tymczasem zwierzętom przypisuje się brak moralności, utożsamiając je z nieetycznymi aspektami zachowania: *świnia* ('osoba zachowująca się nieetycznie'), *bydlak* ('osoba podła'), *małpia złośliwość* ('zachowanie wyjątkowo złośliwe, a przy tym wyrachowane, podstępne'), *zejść na psy* ('zdegradować się'), *łgać jak pies* ('kłamać

bezczelnie'), *żyć na kocią łapę* ('żyć jak mąż z żoną, lecz bez ślubu, czyli w grzechu') itp. Przykłady te (z oczywistych względów w tym tekście nieliczne) dostarczają nam bardzo cennej wiedzy o tym, że człowiek postrzega siebie jako centrum świata (nieprzypadkowo o języku potocznym mówi się, że jest antropocentryczny): do wszystkich elementów rzeczywistości przykładą „ludzkie” kategorie, nawet takie, które w rzeczywistości nie mają do nich odniesienia. Bo przecież świni czy psu nie można przypisać braku etyki, gdyż zwierzęta nie działają według ludzkich norm. To my interpretujemy ich zachowania, mierząc je naszą, ludzką miarą – w tym wypadku miarą moralną (co zresztą często ma swe korzenie w najważniejszym dla kultury europejskiej tekście, jakim jest Biblia). Człowiek stanowi dla siebie punkt odniesienia także wtedy, gdy wskazuje na odległości, rozumiane zarówno konkretnie, jak i abstrakcyjnie – język potoczny operuje takimi „jednostkami miary”, jak krok (*mieszkam dwa kroki stąd*), ręka (*mam to pod ręką*) nos (*autobus uciekł mi sprzed nosa*) czy włos (*było o włos od tragedii*).

Powiedzieliśmy na wstępie, że język to świat wokół nas i świat wewnątrz nas – świat rzeczy, realiów i świat wartości, przekonań, przeżyć. Dla rodzimych użytkowników jest sposobem wyrażania doświadczeń kolejnych pokoleń (co na ogół zresztą nie jest uświadamiane) i nawet jeśli w ciągu wieków zmienili oni swe poglądy na różne sprawy, to zwykle nie porzucili utrwalonych od dawna sposobów mówienia o nich (na przykład nadal mówimy, że coś *zeszło na psy*, choć już dawno przestaliśmy postrzegać psa jako zwierzę nieczyste). Dla osób z zewnątrz, tych, które uczą się obcego języka, jest on kluczem do kultury duchowej i materialnej innego narodu.

Język to też świat między nami. Co oczywiste, jest podstawowym narzędziem porozumiewania się – służy do wyrażania myśli, uczuć, nawiązywania i utrzymywania relacji. Ale tworzenie świata między ludźmi za pomocą języka można też rozumieć inaczej – w taki oto sposób, że język kształtuje wyobrażenie o porządku społecznym i to wyobrażenie utrwała, przez co każdy z nas występuje na tym świecie w roli przypisanej mu przez język. Przez wieki na przykład ludzi postrzeganych jako zaburzonych psychicznie opisywano przy użyciu słów mających zabarwienie komiczne (np. *ma kuku na muniu*, *dostał fiksum-dyr dum*, *szurnięty*, *ma szmery pod czaszką*), co narzucało sposób myślenia o tych osobach jako o dziwnych odszczepieńcach (a wynikało to na ogół z lęku przed nimi). Utrwalał się zatem taki oto porządek, w którym ktoś, kto odstaje od normy (jakkolwiek rozumianej), jest śmieszny i godny co najwyżej politowania. Obecnie, staraniem wielu osób i różnych instytucji prowadzących kampanie społeczne, dąży się do zmiany tego porządku – przez zachęcanie do rezygnacji z używania (przynajmniej w sferze publicznej) słów, który ten porządek ustanowiły, i ukazywania nieneurotypowości jako jednej z

wielu odmienności, tak naturalnych w świecie. I nie chodzi tu nawet o to, by nie nazywać osób chorych psychicznie *wariatami*, *czubkami* czy *świrami* (bo tę lekcję dziennikarze czy politycy dawno już odrobili), lecz na przykład o to, by zamiast rzeczowników, które „skupiają” w sobie daną cechę, czyniąc ją pierwszoplanowym elementem charakterystyki danej osoby, stosować wyrażenia, w których cecha ta jest „odsunięta” od rzeczownika. Dotyczy to zresztą nie tylko nazw osób z zaburzeniami psychicznymi, ale też innych grup, które były w sposób niejako systemowy dyskryminowane przez język. Dąży się do tego, by ujmować nienormatywność jako dodatkową, a nie podstawową cechę danej osoby – dlatego odchodzi się od używania takich słów, jak *schizofrenik*, *autystyk*, *homoseksualista*, *bezdumny*, *kaleka* (*niepełnosprawny*), *otyły*, *anorektyczka*, *mańkut*, *na rzecz takich określeń, jak osoba ze schizofrenią, osoba w spektrum autyzmu, osoba nieheteroseksualna, osoba w kryzysie bezdumności, osoba z niepełnosprawnością, osoba z otyłością, kobieta z anoreksją, osoba leworęczna*. W ten sposób powoli przenosimy się ze świata, w którym status danego człowieka jest wyznaczany przez to, czy odpowiada on powszechnym (czytaj: większościowym) wyobrażeniom o „normalności”, do świata, w którym każdy jest przede wszystkim człowiekiem, a dodatkowo może być scharakteryzowany ze względu na jakąś cechę (niepełnosprawność, bezdumność czy leworęczność), w którym podmiotowość człowieka nie jest redukowana orientacji seksualnej, dyspozycji intelektualnej czy wyglądu zewnętrznego. Na nic by się zdały działania instytucji zmierzające do poprawy sytuacji osób „odmiennych” i przez dziesięciolecia dyskryminowanych społecznie, gdyby działaniom tym – podejmowanym na ogół w sferze legislacyjnej – nie towarzyszyła zmiana zwyczajów językowych, gdyż to głównie język ustanawia relacje międzyludzkie.

To właśnie dlatego w ostatnich latach czynione są starania o to, by język w większym stopniu „dostrzegał” kobiety. W polszczyźnie coraz częściej używa się żeńskich nazw funkcji i zawodów (*dyrektorka*, *architektka*, *profesorka*), zmieniając w ten sposób utrwalony zwyczaj nazywania prestiżowych stanowisk, nawet jeśli są piastowane przez kobiety, za pomocą form męskich. Już dawno odeszło się (co nastąpiło samoistnie, wraz ze zmianami społecznymi) od nazywania kobiety funkcją jej męża (*dyrektorkowa*, *doktorkowa*) – obecnie rzadko spotkamy się z sytuacją, w której jakąś kobietę się przedstawia, mówiąc o niej na przykład *profesorkowa*. Większość polityków i dziennikarzy (a więc osób, które w dużej mierze kształtują nasze zwyczaje językowe) nie używa już (przynajmniej publicznie), z jednej strony, pogardliwych wyrażen i zwrotów utrwalających wizerunek kobiety jako istoty głępszej niż mężczyzna (*babska logika* – ‘brak logiki’, *babskie gadanie* – ‘mało istotne treści’), a z drugiej strony, takich, które stawiają mężczyznę w uprzywilejowanej intelektualnie pozycji (*męska decyzja* – ‘słuszna decyzja’, *męska rozmowa* – ‘rozmowa wymagająca odwagi’).

O swoje prawa językowe dopominają się osoby niebinarne, słusznie głosząc, że polszczyzna (a także inne języki) ich nie dostrzega. Nie dziwi ani jedno, ani drugie. Niebinarność płciowa nie ma swej reprezentacji w języku, gdyż utrwalił on wizję świata wynikającą z obserwacji czynionych nie w gabinetach specjalistów, lecz w naszym codziennym życiu, za pomocą narzędzi dostępnych zwykłemu człowiekowi, czyli jego zmysłów. Zgodnie z tą wizją ktoś jest albo kobietą, albo mężczyzną – osób o innej tożsamości płciowej po prostu nie widzimy. Nic więc dziwnego, że i język ich nie widzi. Nie może też jednak dziwić to, że ta część społeczeństwa ma prawo do językowego samostanowienia. Niebinarność zaczyna „istnieć” w języku, co na razie przejawia się głównie stosowaniem imion niewskazujących na płeć (jest to dużym novum, gdyż noszone przez Polaków imiona zawsze pozwalały zidentyfikować płeć). Pojawiają się też próby (mniej lub bardziej udane) konstruowania nowych form gramatycznych, jednak tu raczej nie należy wróżyć sukcesu, gdyż gramatyka o wiele wolniej niż słownictwo poddaje się zmianom, a przede wszystkim nie jest podatna na „odgórne” regulacje.

Ile języków, tyle światów – to tytułowe stwierdzenie można rozumieć na dwa sposoby. Po pierwsze, poznając nowy język, wybieramy się w fascynującą podróż do nowego świata. Po drugie, wybierając sposób mówienia (w obrębie jednego języka) o jakichś zjawiskach, przede wszystkim ludziach, wybieramy świat, w którym będziemy żyć – język szacunku to świat szacunku, język pogardy to świat pogardy.

Multilinguismo — Testemunho de uma académica e juíza

Portugal



— **Ana Maria Guerra Martins**

Juíza no Tribunal Europeu dos Direitos do Homem desde 1 de abril de 2020. Juíza no Tribunal Constitucional de Portugal, entre 2007 e 2016. Professora na Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa. Investigadora convidada no Instituto Max-Planck de Direito Público Comparado e de Direito Internacional em Heidelberg, Alemanha, 1997-1999. Professora de Direito Internacional e Europeu dos Direitos Humanos, 1999-2020. Professora convidada da Faculdade de Direito Jean Monnet, Universidade de Paris XI, 2004. Professora convidada da Universidade Eduardo Mondlane de Maputo, Moçambique, 2004-2005. Membro da *European Network of Legal Experts in Gender Equality and Non Discrimination* da Comissão Europeia, 2016-2020. Professora convidada no IREDIES (Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne), École de Droit, Universidade Paris I Panthéon Sorbonne, 2019.

Escrever sobre multilinguismo não é tarefa fácil, especialmente para quem, como eu, não é linguista de profissão. Assim sendo, pensei que a forma mais genuína de expressar o meu ponto de vista a este propósito será contando a minha experiência pessoal em matéria de aprendizagem e utilização da língua, ou melhor dito, das línguas com as quais trabalho.

Antes, porém, há que esclarecer o meu ponto de partida. Se é certo que o multilinguismo implica a capacidade de uma pessoa ou de um povo se expressar em várias línguas, não é menos certo que a língua é a expressão da cultura de um povo, pelo que cada vez que uma língua desaparece ou passa a falar-se menos, ficamos todas e todos culturalmente mais pobres.

Tendo nascido num país que vivia um regime ditatorial que canalizava a maior parte dos seus recursos financeiros para o esforço de uma guerra colonial, quando todos os outros já tinham aceitado o princípio da autodeterminação dos povos e, conseqüentemente, descolonizado, é natural que a pobreza e o isolamento político crescentes não contribuíssem para estimular o estudo de línguas.

Nos liceus — a que só uma minoria tinha acesso — estudava-se a língua e literatura portuguesas, permitidas pelo regime, relegando para um segundo plano as línguas estrangeiras. Além disso, estas eram ensinadas por professores que, muitas vezes, nunca tinham sequer visitado os países onde essas línguas se falavam. O resultado — como é de imaginar — não era muito positivo.

É de notar, contudo, que a situação política, a guerra colonial e a pobreza generalizada que se vivia em Portugal, durante a ditadura, levaram milhões de portugueses a emigrar para países como a França, a Suíça, o Luxemburgo ou a Alemanha, entre outros, à procura da liberdade que não tinham em Portugal ou em busca de uma vida económica e socialmente melhor, ou ainda como meio de fugir à guerra colonial. Em todos esses casos, os portugueses tiveram necessidade de aprender as línguas dos países onde se instalaram, frequentemente sem qualquer apoio pedagógico, o que conduzia, na maior parte dos casos, a um deficiente desempenho linguístico.

Com a queda da ditadura, em 25 de abril de 1974, a construção do regime democrático exigiu muita energia e esforço de todos os setores, pelo que o estudo das línguas, como é bom de ver, continuou a não ser a principal preocupação do Estado.

Foi a abertura de Portugal ao mundo, a que se assistiu, após o 25 de abril, com a adesão a diversas organizações internacionais, como, por exemplo, o Conselho da Europa, em 1976, mas, sobretudo, a adesão de Portugal às então Comunidades Europeias, em 1986, que impulsionou a aprendizagem de línguas estrangeiras. A livre circulação de pessoas que a integração europeia proporcionou levou ao aumento das saídas de portugueses para o estrangeiro com o objetivo de trabalhar, estudar ou simplesmente passear assim como contribuiu para o incremento das entradas de estrangeiros em Portugal. Tal criou para os portugueses a necessidade de comunicar noutras línguas tanto cá dentro como lá fora.

Muitos de nós, devido aos poucos conhecimentos de línguas estrangeiras que tínhamos adquirido no liceu, recorremos a institutos de línguas — no meu caso, a *Alliance Française*, o *British Institute* e o *Goethe Institut* — para melhorar as competências nessa área. Ora, isso viria a revelar-se muito útil no futuro.

Com efeito, enquanto investigadora no domínio do direito da União Europeia e do direito internacional, o estudo da doutrina e da jurisprudência estrangeiras assumiu um enorme relevo na minha vida profissional, tal como os contactos com académicos de outros países. A comunicação, falada e escrita, em inglês, francês e alemão afigurou-se, pois, essencial na prossecução dos objetivos académicos a que me propus. A minha dissertação de doutoramento foi preparada, na Alemanha, onde estive dois anos e meio, como investigadora convidada, num ambiente totalmente internacional — o *Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* — em Heidelberg. Aí, tive não só acesso a uma das melhores bibliotecas de direito público europeias como também às discussões semanais da atualidade juspublicista mundial, o que contribuiu para a construção progressiva de uma visão cosmopolita do direito, que ainda hoje mantenho. Além disso, conheci, nessa época, investigadores de todo o mundo, que, tal como eu, se encontravam no início das suas carreiras e que, entretanto, ocupam lugares de relevo ao nível nacional e internacional. A rede de contactos que então criei permitiu-me a participação em grupos de trabalho internacionais que ainda hoje perdura.

Naturalmente que os conhecimentos linguísticos prévios facilitaram a minha integração nos vários ambientes internacionais em que tenho participado na minha vida profissional.

Não é, pois, novidade para ninguém que, no mundo globalizado em que atualmente vivemos, o conhecimento de línguas estrangeiras é fundamental, o que tenho tentado transmitir aos meus alunos.

Note-se, no entanto, que o domínio — ainda que muito elevado — de uma língua estrangeira raramente atinge um nível de proficiência idêntico ao da nossa língua materna.

Como juíza do Tribunal Europeu dos Direitos Humanos deparo-me diariamente com esse problema. Sendo as línguas oficiais do Tribunal apenas o francês e o inglês e sendo a terminologia jurídica muito precisa, naturalmente que os colegas originários de Estados em que se fala uma das duas línguas oficiais estão, sem dúvida, numa posição privilegiada em relação àqueles que vêm de Estados onde se falam outras línguas.

Daí que, nos *fora* internacionais, a situação ideal seria que cada um se pudesse exprimir na sua própria *língua*. Porém, sabemos que isso é insustentável, do ponto de vista financeiro, especialmente quando está em causa um número muito elevado de Estados e de línguas, como é o caso, por exemplo, no âmbito das Nações Unidas. Nessas situações, a aceitação de um número restrito de línguas oficiais é imperiosa.

Consequentemente, nos casos em que o número de Estados é reduzido, é preferível que todos se possam expressar na sua língua materna, pois o contrário implica aceitar a subalternização de uma ou várias línguas em relação a outras. Ora, se, como atrás se disse, a língua é a expressão da cultura de um povo, aceitar a supremacia de uma ou várias línguas em relação a outras implica aceitar a hierarquização de culturas, o que é contrário aos mais elementares princípios de direito internacional. Por outro lado, um tratamento diverso de certas línguas implica colocar os cidadãos que falam as línguas oficiais numa posição privilegiada em relação aos outros. Daí que se deve frisar que o multilinguismo não deve excluir a língua portuguesa, a qual é a quinta mais falada no mundo.

Em suma, a expressão em língua portuguesa nos *fora* internacionais em que o português é língua oficial, como, por exemplo, na União Europeia, revela-se imperativa.

Com efeito, a possibilidade de se expressar na sua própria língua contribui não só para a afirmação da igualdade entre todos os Estados mas também para a afirmação da igualdade entre todos os cidadãos, na medida em que se um cidadão de um determinado Estado não tiver acesso aos documentos na sua língua fica, naturalmente, em desvantagem em relação aos cidadãos dos Estados que têm acesso aos documentos na sua língua materna.

Na prática, com os sucessivos alargamentos da União Europeia, tem-se assistido a um fenómeno de «anglicização» da União Europeia, na medida em que se os documentos

finais e mais importantes, como, por exemplo, os regulamentos e as diretivas, são traduzidos em todas as línguas, já os documentos preparatórios e não vinculativos estão, frequentemente, disponíveis somente em inglês.

Ora, essa realidade tem como consequência um maior afastamento dos cidadãos em relação às questões europeias. Porém, se se pretende uma maior participação dos cidadãos na União, então o investimento nas línguas deve ser encarado como um meio de assegurar essa participação.

Em conclusão, diria que, como tudo na vida, há que encontrar um equilíbrio entre, por um lado, o multilinguismo e, por outro lado, a manutenção e defesa das várias línguas.

**Interpretare
humanum est**



© Radu Sandovici

România

— Radu Paraschivescu

Radu Paraschivescu (n. București, 1960) este scriitor și traducător. Are 30 de cărți scrise și aproape 120 traduse. A scris romane (*Fluturele negru*, *Cu inima smulsă din piept*, *Acul de aur și ochii Glorianei*, *Astăzi este mâinele de care te-ai temut ieri*), cărți de proză scurtă (*Bazar bizar*, *Aștept să crăpi*, *Omul care mută norii*) și cărți de analiză a moravurilor românești (*Ghidul nesimțitului*, *Două mături stau de vorbă*, *În lume nu-s mai multe Români*). A tradus din autori ca Julian Barnes, Salman Rushdie, Jonathan Coe, Martin Amis, Kazuo Ishiguro, Stephen Fry, William Burroughs, John Steinbeck etc). Este colaborator permanent al posturilor de radio Digi FM și Rock FM, precum și al postului TV Digi Sport.

Când a apărut *Interpretul grec*, eram la capătul a ceea ce se poate chema, cred, o carieră greu de anticipat în comunism. *Interpretul grec* este un roman scris de Max Davidson și conține povestea unui interpret de conferință. A unui om care mută vorbe dintr-o limbă în alta și asudă într-o cabină contraindicată claustrofobilor. Protagonistul se numește Stavros de Battista și e un ghiveci identitar: pe jumătate neamț, pe jumătate grec, cu un tată vitreg italian și o consoartă irlandeză stabilită în Elveția. Multilingvism la purtător, cum s-ar spune. Cu un asemenea arbore genealogico-marital, omul nostru nu putea fi altceva decât agent de legătură al ideilor peste frontierele limbilor. În România cartea apare la Humanitas în 2005, într-o colecție uitată astăzi: „Râsul lumii”. Este colecția de care m-am ocupat după aproape cincisprezece ani în care făcusem la rândul meu interpretariat – nu neapărat de conferință, dar inclusiv. Traducerea aparține Corneliiei Bucur – fostă interpretă de conferință, fostă colegă de cabină la Praga și la Sibiu, la Bușteni și la Timișoara. Chiar dacă „e lung pământul”, lumea rămâne mică.

Dragi colegi. *Dear colleagues. Chers collègues.*

Așa începe totul.

Sunt cuvintele care deschid aventura. O aventură în care tu, interpretul, ești echivalentul cascadorului din film. Nu-ți cere nimeni să sari de pe un bloc în flăcări sau să te sui în tren din mers, cum fac cei care-i dublează pe actori în scenele de acțiune. Însuși cuvântul „acțiune” pare o exagerare comică a ceea ce ești chemat să faci. „Intepretariatul și șahul sunt două dintre marile furnizoare de hemoroizi” a spus un comic scoțian și n-a greșit. În aventura ta din cabină ești obligat să stai pe un scaun, să-ți pui o pereche de căști pe cap și să nu te îndepărtezi de microfon. Ai câteva drepturi consfințite într-o constituție nescrisă: dreptul de a-ți se usca gura de emoție, dreptul de a bea apă în așa fel încât să nu fii auzit în căști de participanți, dreptul de a-ți face vânt dacă e cald (de obicei, e), dreptul de a te ține când te taie câte o nevoie pârdașnică. Și mai ai ceva: o ditamai sabia lui Damocles deasupra capului. Când polițistul îl prinde pe făptaș în filme, scenariul îl obligă la clișeul *Anything you say may be used against you*. Așa și la conferință. Se întâmplă uneori ca interpretul să fie ȝapul ispășitor al vorbitorului care gafează la microfon și care, spre evitarea conflictului diplomatic, preferă să dea din umeri când vede stupoarea mefientă a asistenței și să arate spre cabină: „Nu asta am spus, dobitocul din colivie a tradus greșit”. Și chiar dacă știi că ai spus ce trebuia să spui, fără atenuări

și acomodări, iată-te în postura infractorului din film: ceea ce ai rostit poate fi folosit împotriva ta. Când o echipă de fotbal are rezultate proaste, e sacrificat antrenorul. Când o conferință riscă să găzduiască episoade tensionate, e sacrificat interpretul. Nu doar Stallone, Lundgren, Statham și Jet Li pot juca în *The Expendables*. Orice interpret poate primi un rol dacă nimerește fără voia lui în conjunctura nepotrivită.

Se poate filozofa subtil despre sensurile și relevanța multilingvismului. I se poate sublinia necesitatea, i se pot exemplifica foloasele. Dar, la temperatura evenimentului și a cabinei, oricine și-a pus vreodată căștile pe urechi știe că afacerea se reduce la o chestiune de *here and now*. Interpretariatul de conferință e o cură de slăbire pe care nutriționiștii nu o recomandă. De ce? Fiindcă nu le dă prin cap că la sfârșitul unei zile de cabină, eventual cu un coleg distrat și cu vorbitori confuzi, greutatea interpretului e mai mică decât la începutul zilei. Asta chiar dacă ai luat un prânz îndestulător – când ai *apucat* să-l iei. (Există, se știe, participanți care doresc să discute despre discursurile din plen în pauza de prânz și apelează pentru asta la un interpret care turuie cu chifteaua în furculiță, pândind prilejul s-o vâre în gură și s-o mestece expeditiv, cât timp participantul bea apă, mai cere un desert sau răspunde la mobil.)

Glumă-glumă, dar interpretariatul de conferință chiar te stoarce de puteri. Intri în cabină portocală și ieși suc și coajă. Intri cu 75 de kilograme și ieși cu 73,5. Nici sauna nu e mai eficientă. Pe lângă asta, în saună doar zaci și transpiri, pe când aici roțițele minții ți se învârt cu viteză de TGV. O secundă de neatenție poate compromite mai mult decât sensul unei fraze. Un strănut strică în orice caz feng-shui-ul enunțului. Sigur, interpretul se schimbă din douăzeci în douăzeci de minute, dar și aici pot apărea capcane greu de dibuit. De pildă, există interpreți care pot vorbi pentru patru sute de urechi, dar se jenează de colegul de cabină. Fiindcă, spre deosebire de participanți, el, colegul, îi simte tensiunea corpului, îi miroase transpirația, îi vede ticurile, frământarea mâinilor și luciul frunții. De aici, crisparea. De aici, teama de a nu greși. De aici – *of course* – greșeala. Și nici nu poți să-i spui colegului „leși și revino peste douăzeci de minute”. Încalci regulamentul de funcționare și riști să nu mai fii chemat.

Multilingvismul, ilustrat, printre altele, de interpretariatul de conferință, nu e strict o formă de curtoazie și de egalitate a șanselor. Da, Malta și Germania merită condiții echitabile, însă nu e doar asta. A existat o vreme – privită astăzi drept un jurasic al conferințelor – când totul se desfășura în engleză. Știai limba, participai. N-o știai, trimiteai pe cineva care o știa. Lucrurile s-au petrecut la fel și în România de la începutul anilor '90, colindată de lectori străini veniți să vorbească despre privatizare, editarea de carte, relația dintre sindicate și patronat, medicina muncii, combaterea traficului de

droguri și alte o mie. Totul era în engleză, inclusiv aportul cursanților români. Lucrurile au funcționat convenabil până când un domn emotiv a spus *I want to undress you* în loc de *I want to address you* în fața unei asistențe predominant feminine, care includea câteva doamne de o sculpturală frumusețe. Reacțiile au fost diverse, de bună seamă. Invitatul de onoare, *the key-note speaker*, cum s-ar zice, a încercat să ia povara de pe umerii domnului emotiv și a povestit că, în drum spre micul dejun din hotelul unde fusese cazat, văzuse următorul anunț destinat oaspeților străini: *Take a tour of Bucharest by carriage. We guarantee no miscarriages*. Lumea s-a amuzat, dar organizatorii au decis că nu se mai poate așa și că e nevoie de interpreți.

Dincolo de arcanele limbii-sursă și ale limbii-țintă, dincolo de protocolul țeapăn al întâlnirilor și de ștaful mai greu de topit al unora dintre participanții la congres sau conferință, interpretul trebuie să știe bine un lucru: că invitatul care își pune căștile pe urechi nu aude altă voce decât pe a *lui*, a interpretului. Ceea ce-l obligă nu doar la veridicitate, ci și la coerență. Mesajul care ajunge la participanți trebuie să fie conform cu originalul și logic. Nu poți servi doar frânturi de frază, începuturi sau sfârșituri. Fraza trebuie exprimată integral. Pare simplu; asigur pe toată lumea că nu e. Interpretul poate avea ghinionul unui vorbitor dezlânat, discursiv și nepreocupat să se țină de discursul scris a cărui copie a ajuns și la interpret. Pe lângă asta, există vorbitori fascinați de calambururi, ceea ce nu reclamă doar atenție din partea interpretului, ci și o inspirație care nu răspunde întotdeauna la comenzi. Englezii, de care între timp Europa a cam scăpat, au reputația unor fachiri ai jocurilor de cuvinte. Unul dintre ei chiar a cotrobăit în sacul cu bancuri îndrăznește și s-a interesat la o conferință, într-un cadru mult prea solemn pentru decolteul întrebării: *What happened when Jesus went to Mount Olive? Popeye got pissed*.

Așa, acum să-i vedem pe interpreți.

După ce-i vedem, să-i căinăm. Iar după ce-i căinăm, să-i admirăm. Merită. Fiindcă sunt ceea ce se cheamă oameni-cratimă. Oameni care leagă idei, culturi, direcții și influențe. Oameni care fac o navetă teribil de complicată (și spune asta un fost navetist în mediu ostil): cea dintre două limbi diferite și dintre două tipuri de topică diferite. Oameni de o extremă elasticitate a minții și a exprimării. Oameni care nu livrează sec un mesaj, ci îi adaugă autenticitatea convingerii, făcând prin asta și o rareori observată muncă de actor.

Căci până la urmă, da, interpretul e un actor. I se dă un rol pe care-l joacă fără multe repetiții. Azi rolul ține de *rolling assets* (active circulante, pentru cine nu știe). Măine ține

de *mixed feeds* (nutrețuri furajere, pentru cine e curios). Poimăine, de *shop stewards* (lideri de grupă sindicală, pentru cine întreabă). Și trebuie să se cheltuie cu totul în rol, fără să-și conserve energiile. Interpretul care se menajează nu e interpret. După cum interpretul căruia nu-i vine la un moment dat să înghită microfonul cu tot cu căști e o specie rară.

Și mai e ceva interpretul: entitatea căreia se întâmplă uneori ca lumea să nu-i mulțumească. Doar cine a mâncat pâinea asta știe cât de mult contează o vorbă bună din partea organizatorilor și a vorbitorilor. Nu fiindcă îți pune miere pe ego. Ci fiindcă îți reconfirmă statutul de cratimă. La fel cum lipsa sau prezența cratimei provoacă sau elimină buclucul, tot așa lipsa sau prezența interpretului întreține sau limpezește impasuri. Poate că de fapt acesta este unul dintre foloasele multilingvismului: vorbitorul se exprimă în limba lui, cu toată încrederea pe care i-o asigură veșmântul nativ. O face recurgând la nuanțe, la stil, la metafore. Și știe că, undeva în spate, zidit în sticlă, palpită un ins atent și asudat, care va face vraja – pentru mulți imposibilă – de a reda ideea cu aceleași nuanțe și cu același stil în altă limbă.

Așa se prezintă vehiculele multilingvismului în realitate. Ele nu arată cu mult diferit nici în cărți. Iată:

„Dezbaterea propriu-zisă începu douăzeci de minute mai târziu. Se ajunsese la un compromis oficial prin bunele servicii ale monseniorului de Sainte Croix, rubicondul nunțiu papal din Singapore, care participa la conferință. Adunarea urma să facă totuși o pauză de prânz, dar numai o oră, în locul obișnuitelor trei; pentru a recupera timpul pierdut, aveau să reducă timpul de microfon de la opt minute și jumătate la șapte minute și jumătate per invitat. Toată lumea aplaudă ingeniozitatea aranjamentului, cu excepția interpreților, care emiseră gemete de protest. Știau ce avea să urmeze. Delegații nu aveau să-și scurteze discursurile, ci să țină aceleași discursuri cu o viteză mai mare. Își amintiră de Strasbourg în 1986, când un turc vorbitor de spaniolă ținuse un discurs de douăzeci de minute pe tema Ciprului în cinci minute fix, reducându-i pe cei mai buni filologi din Europa la o bălbăială neputincioasă.” (Max Davidson, *Interpretul grec*, Editura Humanitas, 2005, p 110-111.)

Pare cunoscut, nu?

Multilingvizmus



Slovensko

— Stanislav Vallo

Stanislav Vallo (1951), bývalý diplomat a naďalej prekladateľ, vyštudoval francúzštinu a taliančinu na Univerzite Komenského v Bratislave, po 14-ročnom pôsobení vo vydavateľstve Slovenský spisovateľ vstúpil do česko-slovenských diplomatických služieb a od 1. januára 1993 pôsobil v diplomacii novovzniknutej Slovenskej republiky. Zastával posty zástupcu veľvyslanca v Ríme a v Paríži a veľvyslanecký post opäť v Ríme a neskôr v Bruseli. Je naďalej aktívny v oblasti literárneho prekladu z taliančiny.

„Ochrana multilingvizmu je nevyhnutným nástrojom zabezpečenia demokratickej účasti občanov na budovaní Európy dneška i zajtrajška“. Tento citát, spolu s ďalšími, nemenej významnými myšlienkami, pochádza z rozsiahlej, a najmä podnetnej recenzie diela Ginevry Peruginelli **Multilingvismus a systémy prístupu k právnej informácii** (vyd. Giuffrè Editore, 2009), ktorej autorkou je talianska vedkyňa a výskumníčka v oblasti knihovníctva (univerzita v Padove) Antonella De Robbio. V podstate je to citácia citátu z uvedeného diela, lebo Ginevra Peruginelli sama cituje Davida Mellinkoffa (Jazyk práva). Antonella De Robbio cituje aj autora predсловu Nicola Palazzolu, ktorý zdôrazňuje, že „právo je jazyk a jazyk je právo, pretože právo nemôže existovať bez jazyka, ktorý je jeho nositeľom“. A vracia sa ešte k Mellinkoffovi, podľa ktorého sa právo nezaobíde bez jazyka, lebo „jazykoveda a právna veda boli vždy navzájom úzko prepojené a jedna sa rozvíjala prostredníctvom a pomocou tej druhej“.

Citát za citátom v recenzovanom diele, ako aj citácie citátov týchto aj ďalších autorov v recenzii zdôrazňujú opodstatnenosť mnohojazyčnosti – multilingvizmu – a pridávajú mu na váhe predovšetkým v európskom a právnom kontexte. Na druhej strane sa autorka publikácie nevyhýba – skôr naopak! – zmienkam o hrozbách, ktorým je multilingvismus vystavený. Pripomeňme si, že knižku napísala a uverejnila v roku 2009. Dnes sú tieto hrozby stále aktuálne. Neutíchajúci a čoraz intenzívnejší imperatív optimalizácie výdavkov na riadenie vecí verejných vedie k pseudoriešeniam spočívajúcim v obmedzení používania úradných jazykov Európskej únie opomínajúc tak základný kameň, na ktorom je vybudovaná: zásada rovnosti prístupu k právnym predpisom, judikatúre a informáciám vo všeobecnosti.

Ibaže. Ibaže s jazykom sa nežartuje. Jazyk nielenže slúži ako dorozumievací prostriedok v určitej skupine ľudí, povedzme národe, jazyk je tiež jedným zo základných atribútov príslušnosti k spomenutej skupine. Ba čo viac, efektívnym a súbežným používaním viacerých jazykov sa môže uskutočniť plnohodnotná komunikácia v rámci väčšieho celku, vytvárajúc tak nekonečné možnosti zdieľania myšlienok, názorov či potrieb človeka. Nie je toto jadrom demokratickej spoločnosti, akou je Európska únia, na budúcnosti ktorej sa aktívne podieľajú jej občania? Vlastný jazyk je právom, multilingvismus výsadou. Ibaže. Ibaže tieto slová znamenajú oveľa viac, než si môžeme myslieť.

Najprv by som sa rád podelil o svoje osobné skúsenosti s používaním jazyka. Som príslušník nevelkého národa, ktorého jazyk – slovenčinu – používa podľa tabuľky v publikácii Ginevry Peruginelli 5 600 000 ľudí a možno sa ním dohovoriť ešte v Česku a Maďarsku. Pokojne by som pridal dosť rozsiahle oblasti napríklad Srbska, Rumunska a hádam aj časť argentínskej provincie Chaco. A vždy ma fascinovalo, keď na podujatiach, na ktorých som mal česť zúčastniť sa, zahraničný hosť (diplomat, prezident, verejný činiteľ, umelec) začal svoj príhovor po slovensky: „*Dobry deň, vážené dámy, vážení páni, dobrý deň, priatelja*“. Pocity pri takomto drobnom a na prvý pohľad možno bezvýznamnom počine len ťažko dajako vystihnúť: zmes hrdosti? – vďačnosti? – uznania? – tichej radosti? Bolo tam všetko. A publikum vždy, vždy a neomylné zareagovalo potleskom. A nie iba tu, na Slovensku. Zažil som to všade, kde mi bolo cťou a potešením zastupovať ako diplomat moju krajinu. Pochopiteľne, sám som sa často ocitol na opačnej strane, na pódiu. V Taliansku, vo Francúzsku a v Belgicku. V tých dvoch prvých som plynule pokračoval v taliančine či vo francúzštine a teda za trochu prekvapený potlesk (najmä v malých mestách) po mojom úvode som sa teda odvdčil ja. Vždy ma vábilo využiť jazyk na niečo nezvyčajné, pútavé, aspoň trochu sa vymykajúce z toho, čo publikum od diplomata hádam už očakáva. Snažil som sa teda osloviť môjho poslucháča niečím, čím mu spravím radosť, prekvapím ho či vyčarím úsmev na tvári. Hoci aj úprimne mysleným vtipom. V jazykovej nepohode som sa ocitol v Belgicku, lebo som (na rozdiel od predchádzajúcich misií v Ríme a v Paríži) neovládal jeden z dvoch úradných jazykov, flámčinu. Opäť som si ale aj tam vymyslel niečo, a to vďaka šťastnej náhode, čo by som označil ako *captatio benevolentiae* flámskeho publika. V úvode každého príhovoru som povedal vo flámčine: „*Dobry večer, dámy a páni, som slovenský veľvyslanec, nehovorím po flámsky, učím sa usilovne, ale cesta je ešte veľmi, veľmi dlhá*“. Nato som už vo francúzštine porozprával, ako mi vtedajší predseda flámskej vlády Gerd Bourgeois podaroval pri mojej zdvorilostnej návšteve po nástupe do funkcie šál s akýmisi písmenami. Keď som zistil, o čo ide, bol som naozaj očarený: išlo totiž o text najstaršej, teda prvej písomnej ukážky starej holandsčiny z XI. storočia. Objavili ju v tridsiatych rokoch minulého storočia v akomsi kódexe v Anglicku. Ide o dve krátke vety, ktoré mních prepisujúci kódex napísal namiesto zaužívanej latinskej formulky „*Probatio pennae si bona sit*“ pri skúške nového husieho brka. Spomenutý mních, podľa všetkého pôvodom zo západného Flámska, namiesto nej napísal: „*Hebban olla vogala nestas hagunnan hinase hic enda thu, wat*

unbidan we nu?” (čiže: Všetky vtáky si už zbudovali hniezda, len ja a ty ešte nie – na čo čakáme?). A *benevolentia* zo strany publika sa dostavila, veď som poznal a spomenul niečo, čo všetci dôverne poznali zo školy a čo tvorilo súčasť ich identity a aj národnej hrdosti. Podobné jazykové pamiatky si ako vzácny poklad uchováva väčšina národov.

Ako diplomat som sa vždy usiloval vzdať poctu jazyku partnera a z reakcií som vycítil, že sa tým nijako neprehrešujem voči etikete – skôr naopak – partner to vždy vnímal ako prekvapenie, možno trochu nečakané, ale o to príjemnejšie. Keď som v máji 2006 odovzdával poverovacie listiny do rúk vtedajšieho prezidenta Maltý Fenecha Adamiho, nepredniesol som zaužívanú formulu v angličtine, ale som ju prečítal v maltčine. A prítomní to skutočne prijali, ako som sa neskôr dozvedel z reakcií, ako veľmi prekvapujúcu a vítanú formu vzdania úcty rodnému jazyku Malťanov.

A keď som v pozícii veľvyslanca Slovenskej republiky v Belgickom kráľovstve usporiadal pri príležitosti nášho predsedníctva v Rade EÚ tradičný komunitárny obed pre kolegov, veľvyslancov členských krajín EÚ, záverečné slová môjho úvodu, „*Vitajte a dobrú chuť*“, zazneli v 23 jazykoch.

Domnievam sa preto, že multilingvizmus plní nenahraditeľnú a nespochybniteľnú úlohu pri budovaní a fungovaní väčšieho celku, akým je Európska únia, pri tvorení jej spoločného povedomia a posilňovaní jej súdržnosti a solidarity. Je tiež prejavom úcty k stáročiam vývinu rodných jazykov jej obyvateľov a zároveň umocňovateľom ich kultúrneho dedičstva. Zo samotnej, často i krehkej a zraniteľnej podstaty samotného multilingvizmu vyplýva nevyhnutnosť chrániť ho o to urputnejšie, o čo nástojčivejšie sa ekonomická výhodnosť pokúša odsunúť ho kdesi do arzenálu nepotrebností a odsúdiť ho v mene používania jediného, univerzálneho a celoplošného jazyka.

Jeden z najvýznamnejších mozgov našej súčasnosti, taliansky spisovateľ Umberto Eco, zaujal k tejto problematike jasný a vyhranený postoj, keď sa vyjadril v tom zmysle, že spoločným jazykom Európy je preklad. Ako jeden z množstva jeho prekladateľov si veľmi dobre a rád spomínam na rozsiahle, veľmi konkrétne pokyny a vysvetlenia, ktoré nám rozosielať k prekladu toho či onoho svojho diela. Z tých pokynov a usmernení vyžarovala radosť z hry s jazykom, s jeho odtienkami, skrytými zákutiami.

Ecova krajanka Ginevra Peruginelli označila vo svojej publikácii ochranu jazykovej diverzity za symbol politiky zachovávanía jednotlivých národných individualít vo vnútri Európskej únie. Odkaz jasný a zrozumiteľný vo všetkých jazykoch. No a pri silnejšom tlaku ekonomickej výhodnosti aj čoraz nástojčivejší.

Izkušnje in razmišljanja o institucionalni večjezičnosti na ravni Evropske unije



Slovenija

— Prof. dr. Rajko Knez

Prof. dr. Rajko Knez je sodnik Ustavnega sodišča Republike Slovenije in profesor na Pravni fakulteti Univerze v Mariboru. Bil je nosilec Jean Monnet Center of Excellence in ima pridobljen naziv Jean Monnet Professor. Med letoma 2015 in 2017 je bil kot višji pravosodni svetovalec zaposlen na upravnem oddelku Vrhovnega sodišča Republike Slovenije, kjer je primarno opravljal delo s področja prava Evropske unije. Je avtor številnih znanstvenih in strokovnih člankov, monografij in komentarjev zakonov. Leta 2017 je postal sodnik Ustavnega sodišča, od leta 2018 do leta 2021 je bil njegov predsednik. Mandat ustavnega sodnika se mu izteče aprila 2026.

I. Uvod

Povabilo deliti izkušnje in misli o pomenu večjezičnosti v Evropski uniji sem sprejel z veseljem. Vprašanje vloge jezika v določeni skupnosti in pri medosebnih odnosih, zlasti pri vzpostavitvi zaupanja na eni strani ali občutka izločenosti na drugi, me je vedno fasciniralo. Zanimali so me različni vidiki tega vprašanja, na primer jezik kot vprašanje vizij in pripadnosti določeni državi, ne le narodnosti, jezik kot pravica manjšin ali jezik kot nedovoljen diskriminatorni pogoj in tudi jezik kot element različnosti, ki pa lahko tudi povezuje. Prav slednji vidik, ki zveni kontradiktorno, me je vedno najbolj zanimal in je tudi tisti vidik, ki je svojstven za Evropsko unijo. O njem želim deliti misli in izkušnje. Pred tem pa želim pojasniti še, da so na mojo afiniteto do teh razmišljanj vplivale tudi povsem osebne okoliščine. Naj začnem s temi.

II. Izkušnja iz otroštva

Otroštvo in mladost sem preživel v takrat mladem, industrijskem in hitro razvijajočem se mestu, v katerem je bilo prav zaradi omenjenih značilnosti veliko priložnosti za zaposlitev. To mesto je bilo zato ciljno mesto za številne priseljence iz republik nekdanje Jugoslavije. Jezik priseljencev in njihovih družin je bil drugačen, ne tako zelo podoben. Vendar ni bilo redko, da smo se s sošolci ali kasneje s sodelavci sporazumevali v domačinom nematernem jeziku. Srbohrvaščino, ki danes uradno ne obstaja več, smo se v osnovni šoli tudi učili. Prav tako smo se učili cirilico. V osnovni šoli sem doživel prvo s tem povezano zelo prijetno izkušnjo. S priseljenci so namreč prihajale tudi njihove družine (ali pa za njimi, ko so si očetje ali matere našli zaposlitev in dovolj stalen vir zaslužka). Otroci teh družin so morali pogosto kar med šolskim letom spremeniti okolje. Gotovo jim ni bilo lahko. Ko so prvič vstopili v razred moje osnovne šole, so učitelji k njim pristopili zelo senzibilno in poskušali najti med nami sošolca, ki bi lahko novemu učencu kar najbolj pomagal oziroma s katerim bi ta lahko najlažje navezal stik. To je pogosto pomenilo tudi, da smo sošolci »rotirali« oziroma se menjavali; novi sošolec je dobil določeno sedežno mesto, mi pa smo izmenjaje se prisedali k njemu. Vsak je z njim preživel nekaj časa, nekaj dni ali nekaj tednov. Odvisno od tega, kako smo se ujeli. Učitelji so to spremljali. Na ta način smo poskušali preseči številne prepreke, tudi jezikovno. Ko se danes tega spominjam, vidim v tem izjemno velik integracijski pomen. Takrat, kot otrok, te situacije nisem dojemal kot tako pomembne, temveč sem vse dojemal kot običajen del vsakdana. Čutil pa sem, da je to priseljencem – otrokom – prijazen pristop. Posledično tudi za starše,

celotne družine. To se je kazalo tudi v drugih vidikih naših življenj. Druženje in takšno skupno življenje je bilo samoumevno. Integracije v novo okolje pa uspešne. Mislim, da so me te izkušnje, ne da bi se tega prav zavedal, vendarle zaznamovale. Pozitivno. Tudi ko razmišljam o vlogi jezika v EU, jezik dojemam kot močen integracijski element. K tej misli se v prispevku še vrnem.

III. Pravni vidiki v Sloveniji in EU

Opisano ni edini pozitiven pogled na vprašanje vloge jezika in integracije. Tudi pravila, ki to spodbujajo, orišejo okolje, v katerem je vloga jezika ustrezno prepoznana. Slovenija v najvišjem pravnem aktu, Ustavi Republike Slovenije (v nadaljevanju: Ustava), določa pravico do jezika tudi za narodne skupnosti in manjšine, konkretno za italijansko in madžarsko narodno skupnost.¹ Na območjih občin, kjer sta manjšini prisotni, je uradni jezik tudi jezik obeh manjšin (11. člen Ustave). Dalje, kar je po mojem mnenju pomembno, Ustava prepoveduje tudi vsakršno diskriminacijo na podlagi ali zaradi jezika (drugi odstavek 14. člena Ustave) in spodbuja izražanje narodne pripadnosti skozi jezik. Tako ima po 61. členu Ustave vsakdo pravico, da svobodno izraža pripadnost svojemu narodu ali narodni skupnosti, da goji in izraža svojo kulturo in uporablja svoj jezik in pisavo. Nedavno (2021) pa je bila v Ustavo zapisana tudi pravica do jezika slepih. Člen 62.a Ustave določa, da sta zagotovljena svobodna uporaba in razvoj slovenskega znakovnega jezika. Poleg tega je na območjih občin, kjer sta uradna jezika tudi italijanščina ali madžarščina, zagotovljena svobodna uporaba italijanskega in madžarskega znakovnega jezika.

Menim, da je slovenska ustava prepoznala osebnostno, antropološko, zgodovinsko, kulturološko, državotvorno in sociološko vrednost jezika. Vse to so pomembni vidiki. Pri jeziku ne gre za pravico do jezika kot takšnega, ampak za številne vidike, ki se lahko, odvisno od pristopa oblasti, pozitivno ali negativno odrazijo na številnih področjih družbenega življenja. Takšen občutek zavedanja vidim tudi v Evropski uniji in še pred njo v politikah institucij Evropske gospodarske skupnosti in Evropske skupnosti. Spominjam se ene prvih zadev, pri kateri sem se začel spraševati o teh različnih vidikih vpliva jezika v družbi. Najdem lahko vzporednice med zapisi iz slovenske ustave in svojim

1 | Italijanska in madžarska avtohtona skupnost uživata posebno varstvo tudi glede uporabe narodnostnih simbolov, vzgoje in izobraževanja, združevanja in ohranjanja kulturne identitete itd. Država jima pri tem tudi materialno pomaga. Obe skupnosti imata pravico tudi do svojih predstavnikov v predstavniških organih občin in parlamenta.

razumevanjem odločitve Sodišča Evropske unije v zadevi prepoznavne nizozemske umetnice *Anite Groener*, ki se je želela zaposliti v prosveti na Irskem.² Želela je poučevati likovno vzgojo. Zadeva je bila, vsaj po mojem vedenju, ena prvih, ki je sprožila vprašanje vloge jezika države članice v integracijskih procesih in izgradnje notranjega trga takrat še Evropske gospodarske skupnosti.

Sodišče je takrat prepoznalo vrednost nacionalnega jezika (irščine) in željo irskih oblasti za ohranitev jezika, ki ga je vse pogostejše zasenčila angleščina. Obdobje, v katerem je bilo v zadevi *Anita Groener* odločeno (pred več kot 30 leti), je bilo hkrati obdobje, ko smo pristneje živeli s takratnim motom Evropske (gospodarske) skupnosti in kasneje Evropske unije, namreč *da smo združeni v različnosti*. Ta moto je imel velik pomen, velikokrat je odigral zelo pozitivno in integracijsko vlogo, danes pa nanj pozabljamo in zdi se, da trenutno obdobje ni več tako združevalno, integracijsko. Ena država je zapustila Evropsko unijo, številni so drugačni pogledi na nacionalno identiteto, ki je pričela služiti kot razlog za različnost in izjeme, v nekaterih državah članicah oblasti pod vprašaj postavljajo primarnost prava Evropske unije, v sosesčinah Evropske unije so prisotni spori, grozijo vojne, različne politike Evropske unije delijo tako države članice in njihove oblasti kot posameznike (npr. migracijska politika) itd. Vprašanje integracijske vloge Evropske unije zato, v povezavi z večjezičnostjo, postavljam v ospredje. Prešli smo iz obdobja, v katerem je različnost, ki sem jo nekako tudi sam živel, kot opisujem zgoraj, bila, čeprav se sliši kontradiktorno, resničen motor za skupno oziroma integracijsko delovanje. S to mislijo se v nadaljevanju podrobneje posvetim prav vidikom večjezičnosti v Evropski uniji.

2| Zadeva C-379/87, *Anita Groener proti Minister for Education and the City of Dublin Vocational Educational Committee*. Umetnica je sprožila spor proti irskemu ministru za izobraževanje in odboru za poklicno izobraževanje mesta Dublin, kajti minister je zavrnil njeno imenovanje na stalno delovno mesto učiteljice likovne umetnosti za polni delovni čas. Razlog je bil v neopravljenem testu, namenjenem oceni njenega znanja irskega jezika. Po irskih pravilih je bilo stalno redno delovno mesto predavatelja v javnih zavodih za poklicno izobraževanje takšne narave, da je upravičevalo zahtevo po jezikovnem znanju. Sodišče Evropske unije je zahtevo prepoznalo kot skladno s pravili prava EU, pod pogojem, da je jezikovna zahteva naložena kot del politike za spodbujanje nacionalnega jezika, ki je hkrati prvi uradni jezik, in pod pogojem, da se ta zahteva uporablja sorazmerno in nediskriminatorno.

IV. Institucionalna večjezičnost Evropske unije

Jezik in občutek pripadnosti

Izhajam iz jezika kot izrazitega elementa pripadnosti, in to ne le določeni narodnosti, temveč tudi skupnosti. Skupnost je skupina ljudi, lahko seveda tudi milijonska, ki ima iste vrednote, cilje ali vizije (čeprav so ti težko oprijemljivi in dosegljivi), ki torej gleda v isto smer ter se želi razvijati in rasti v tej določeni smeri. Vendar je tudi v skupnosti lahko jezik ovira. Če postane ovira, porodi občutek meja. Lahko hromi. To zmanjšuje stopnjo občutka pripadnosti. In obratno. Bolj kot poznamo jezik(e), bolj se poveča občutek pripadnosti. Enako velja tudi, če posameznik jezika ne pozna, vendar pa lahko enakovredno uporablja svojega; bolj kot lahko uporabljaš svoj jezik enakopravno drugim jezikom, bolj se poveča občutek pripadnosti.

Spominjam se nekega davnega predavanja s področja mednarodnega zasebnega prava, na katerem je neka predavateljica razvijala misel, da se niti državljanstvo, kot (običajno primarna) navezna okoliščina za uporabo prava (za pravna stanja posameznika, npr. pravno in poslovno sposobnost itd.) v mednarodnih razmerjih, ne približa tako občutku pripadnosti določeni državi, kot to velja za jezik. Spomnim se, da sem takrat to misel zadržal v spominu in jo primerjal z nekaterimi primeri posameznikov, prijateljev in znancev, ki so se preselili v Slovenijo in vložili vlogo za sprejem v državljanstvo. Morali so dokazati tudi osnovno znanje slovenskega jezika. In spominjam se, kako so bili veseli, ko so opravili ta del obveznosti. V veselju so izražali vez do nove države svojega življenja. Bili so bolj veseli kot takrat, ko so prejeli odločbo o sprejemu v državljanstvo. Državljanstvo je umetna pravna konstrukcija, jezik pa, na drugi strani, dejanski vsakodnevni stik s socialnim okoljem. Tudi sam izhajam iz mešane družine, mati je Hrvatica, oče Slovenec. Iz osebnih izkušenj sem se prepričal, da so krvne in socialne povezave močnejše od pravnih. Občutek pripadnosti ima običajno manj opraviti s pravom, pravili, na njihovi podlagi izdanimi dokumenti. V ospredju so drugačni občutki posameznika; na primer koliko ga določena skupnost ali socialna okolica antropološko sprejme. Ali ima v žepu dokument ene ali druge države, ki izkazuje njegovo pravno vez, je pomembno, vendar ne toliko kot človeški občutek pripadnosti družbi, torej subjektivni vidik integracije. Pripadnost je eden izmed vidikov, ki posameznika definira. In ker je pripadnost, kot poskušam razložiti, tesno povezana z jezikom, je tesno povezana tudi z delovanjem EU.

Vloga večjezičnosti in institucij Evropske unije

Za obstoj in razvoj Evropske unije je namreč nujno potreben občutek pripadnosti tej ideji mednarodne integracije med prebivalci kontinenta. Gre torej za občutek pripadnosti, ki je izjemno pomemben. Zato podobno kot velja o odnosu vključenosti in pripadnosti med samimi posamezniki, o katerem sem razmišljal, velja tudi za odnos institucij do posameznika. Kako se torej Evropska unija z jezikom približa vsakemu posamezniku. Če se Evropska unija z večjezičnostjo oziroma z enakovredno obravnavo jezikov ne bi približevala prebivalcem prav vsake države članice, bi to pomenilo velik razkorak oziroma veliko globel med institucijami Evropske unije na eni strani in prebivalci tega kontinenta na drugi strani. S približevanjem in enakopravno obravnavo jezikov prebivalcev Evropske unije se izpolnjuje eden od elementov, potrebnih za delovanje skupnosti. Ta element namreč vodi k sočutnosti in enakopravnosti. In le delujoča skupnost lahko gradi zaupanje. Še posebej, če je ta skupnost umetno ustvarjena, in še posebej torej, če gre za unijo (unija namreč, poenostavljeno povedano, pomeni prenos več državne suverenosti na institucije Evropske unije). To me torej privede do spoznanja, da zaupanja, nujno potrebnega za delovanje in obstoj Evropske unije, ne bi bilo brez približevanja institucij posameznikom tudi z jezikom.

Delovanje v skupnosti prav tako zmanjšuje individualizem. Namreč, več kot je individualnosti, manj je možnosti skupinskega napredovanja, in obratno. Gre za obratno sorazmernost. Jezik je komponenta, ki bi lahko, v odsotnosti ustrezne politike, individualnost na ravni posameznika povečala. Posledično pa tudi na ravni držav članic. To pa vodi k spodbujanju nacionalnih elementov. Omenim naj zgolj ekonomske, na primer na notranjem trgu, ki je pogoj za delovanje Evropske unije kot institucije. Ta individualnost bi se lahko kazala v spodbujanju nacionalnih proizvajalcev, trgovcev, ponudnikov storitev, delovne sile itd. Še bolj nevaren pa je individualizem pri političnih vprašanjih. Vodi torej proč od integracije. Integracija pa ni plod individualne razumskega, ampak sposobnosti razmišljanja v velikih skupinah. To je omogočeno samo človeku. V tem je njegov uspeh razvoja. Doseči integracijo in jo vzdrževati ni vedno lahko. Večjezičnost tako raznolike skupnosti, kot je Evropska unija, je zato eden od osnovnih pogojev.³

3| Jezik torej ne sme predstavljati ovir. Na mikro ravni lahko opazujemo posledice jezika kot ovire; v mislih imam na primer različne bolj ali manj zaprto delujoče četrti, značilne za večja mesta z več ekonomskimi in drugimi priseljenci. Res v teh primerih ne gre zgolj za jezikovne ovire, ampak tudi za kulturne in druge okoliščine sociološke narave. Vendar je jezik ena večjih ovir. Ovire se poskušajo preseči s ponujanjem vsaj najosnovnejših storitev (npr. trgovin z osnovnimi živilskimi potrebščinami itd.) v jeziku prebivalcev določene četrti. Sčasoma to vodi v izoliranost oziroma individualnost.

Tovrstne učinke, ki jih jezikovne ovire lahko povzročijo, je Evropska unija od vsega začetka želela preprečiti. Njen pristop k spoštovanju nacionalnih jezikov in njihovi enakovredni obravnavi je svojevrsten (svetovni) fenomen. Evropa je kontinent s številnimi, tudi majhnimi državami s svojimi zgodovinskimi, verskimi in kulturnimi značilnostmi oziroma različnostmi. Med njimi je tudi jezik. Pravzaprav na svetu ni kontinenta, na katerem bi na tako omejenem ozemlju bilo toliko različnosti. Evropska unija je to uspela integrirati, združiti. Njeni začetniki so v mojih očeh pravi vizionarji in heroji. Heroji brez orožja, seveda. Z ekonomsko idejo poglobljenega trgovanja (ne gre torej le za trgovanje, ampak za enotni trg) so *Robert Schuman, Konrad Adenauer, Jean Monnet, Walter Hallstein, Paul Henri Spaak* in drugi začeli združevati Evropo v obdobju hladne vojne, ki je sledilo koncu druge svetovne vojne. To so bila odločilna leta; zaradi teh idej in predanosti njihovi uresničitvi se je razvoj (danes zgodovina) Evrope kot kontinenta obrnil v pravo smer. V tem pogledu sem, kot predstavnik babyboom generacije, lahko le vesel in srečen, da živim v tem obdobju, ki mi je omogočilo osebni razvoj po lastni meri. Ne vem, ali se vsi zavedamo tega (naj spomnim na zgoraj omenjeno obdobje dezintegracije, ki ga trenutno živimo).

V. Sklepno

Ko se je daljnosežna ideja in za Evropo odrešujoča vizija integracije začela uresničevati, jezik ni predstavljal ovire. Vendar to ni bilo samoumevno. Odstranitev jezikovnih ovir je bila del načrta evropske integracije, in kot poskušam pojasniti zgoraj, izrazito nujen del oziroma nujen element te integracije. Takšna prizadevanja moramo prepoznati tudi danes. Zato gre Evropski uniji vsa zasluga in priznanje za takšen pristop.

Zavedam se, da ta zahteva veliko angažiranosti. Pri tem prevajalci v različnih službah institucij Evropske unije opravljajo zelo pomembno delo. Pogosto jih spregledamo in jih jemljemo kot nekaj samoumevnega, vendar pa se osnovne misli, ki jih izražam v tem prispevku, močno dotikajo tudi njih. So izredno pomemben del tega velikega projekta, ki Evropsko unijo ohranja celovito, združeno v različnosti. Ne le da se tako ohranja mir tega zgodovinsko nemirnega kontinenta, temveč gre tudi za pomemben del mozaika, tako glede ekonomske prosperitete kot glede sožitja med številnimi narodi in kulturami.⁴

4| Glej več o tem tudi v Harari, Y. N., 21 nasvetov za 21. stoletje, Mladinska knjiga, 2020, str. 139.

Veliko je podobnosti med na začetku opisanim integracijskim pristopom iz večkulturnega mesta moje mladosti in večkulturno Evropo. Rdeče niti obeh zgodb lahko povežem; pri obeh gre za integracijske procese (ki niso hitri, a so pomembna vizija), v katerih jezik ni prepoznan kot ovira, temveč kot raznolikost, ki nas bogati in povezuje. Samo želim si lahko, da bi se ta vizija nekdanje Evropske gospodarske skupnosti, potem Evropske skupnosti in današnje Evropske unije nadaljevala in razvijala. Ne nujno hitro; vesel bom že, če bi hodili, s kakršnim koli tempom, po tej poti. Pristop do jezika, ki se je zgodovinsko razvijal, se je gotovo izkazal za zelo ustreznega. V njem lahko vidimo pomemben element izgrajene Evrope, ki tudi danes nujno potrebuje nadaljnje integracijske procese.



Monikielisyys ja oikeudellinen yhteistyö Pohjoismaissa



Suomi

— **Heikki E. S. Mattila**

Heikki Eero Sakari Mattila on oikeustieteen tohtori, vertailevan oikeustieteen dosentti ja oikeuslingvistiikan emeritusprofessori. Oikeuslingvistiikan alalla Mattila on tutkinut sekä juridista suomea että muita oikeuskieliä. Hän on julkaissut alalta teoksia ja artikkeleita, paitsi suomeksi ja ruotsiksi, myös englanniksi, espanjaksi ja ranskaksi. Nykykielten ohessa Mattilan tutkimusten kohteena on ollut lakimieslatina, nimenomaan se, missä määrin eurooppalaisissa oikeuskielissä esiintyy edelleen latinalaisia ilmauksia.

1. Yleiskatsaus Pohjoismaiden kielioloihin¹

Pohjoismaissa joillakin kielillä (islanti, suomi, norja, ruotsi ja tanska) on hallitseva asema kansallisella tasolla, kun taas toiset ovat vähemmistökieliä.²

Islanti, norja, ruotsi ja tanska ovat toistensa sukulaiskieliä: ne ovat suurimmat skandinaaviset (pohjoisgermaanisiet) kielet.³ Islantia (joka on lähempänä muinaisskandinaavia eli muinaisnorjaa) lukuun ottamatta näiden kielten vastavuoroinen ymmärtäminen on vaivatonta, erityisesti kirjallisessa muodossa. Kirjoitettujen tekstien ymmärtäminen on suurelta osin lähes automaattista tai vaatii vain totuttelua, ja tämä pätee myös oikeudellisiin teksteihin.⁴ Olisi kuitenkin vaarallista ajatella, että nämä kielet olisivat suhteessa toisiinsa täysin transparentteja, sillä norjan, tanskan ja ruotsin kielessä on joukko sanastollisia eroja ja nk. *faux amis* ("petollinen ystävä") eli sekaannussanoja (lisäksi norjan kielestä on olemassa kaksi eri varianttia, ks. jäljempänä 3.1 kohta). Suullinen kommunikaatio näiden kielten välillä on puolestaan paljon vaikeampaa, erityisesti kun kyse on tanskan kielestä, jonka ääntäminen eroaa huomattavasti ruotsin ja norjan ääntämisestä.

Suomen pääkieli, suomi, kuuluu eri kieliperheeseen. Skandinaavisten kielten ja suomen suhdetta voidaan verrata saksan ja unkarin väliseen suhteeseen: kielet ovat täysin erilaisia. Suomen rannikkoalueilla on kuitenkin ruotsinkielinen vähemmistö (hieman

1 | Suomen korkeimman oikeuden emerituspresidentti Timo Esko, joka on ollut mukana pohjoismaisessa yhteistyössä vuosikymmeniä, on ystävällisesti lukenut tämän artikkelin käsikirjoituksen ja kommentoinut sitä. Häneltä on saatu lukuisia asiantuntevia huomioita, jotka ovat parantaneet tätä käsikirjoitusta huomattavasti. Kirjoittajan ranskaksi kirjoittaman artikkelin raakaversio on tarkistanut yliopisto-opettaja Frédéric Nozais (Helsingin yliopiston kielikeskus). Käsillä olevan suomenkielisen version on ranskasta kääntänyt unionin tuomioistuimen vanhempi juristi-lingvisti Marja Liettilä. Kirjoittaja haluaa esittää lämpimät kiitoksensa näille kolmelle asiantuntijalle. On selvää, että kirjoittaja on yksin vastuussa lopullisessa julkaistussa versiossa mahdollisesti olevista virheistä tai puutteista.

2 | Näillä vähemmistökielillä (kuten saamen kielillä) voi olla virallisen kielen asema.

3 | Mainittakoon tässä yhteydessä myös fäärin kieli. Erinomaisen osuva yhteenveto Pohjoismaiden kieliolosuhteista ja niiden muutoksista on Karl Erland Gadeliin melko tuoreessa artikkelissa "Écologie des langues dans le Norden", *Nordiques*, nro 35, 2018, s. 77–93; <https://journals.openedition.org/nordiques/1570#tocto1n1>.

4 | Esim. sana oikeus on tanskaksi *ret*, norjaksi *rett* ja ruotsiksi *rätt*. Sana vakuutus on sekä tanskaksi että norjaksi *forsikring* ja ruotsiksi *försäkring*.

yli 5 % koko maan väestöstä). Huolimatta tämän vähemmistön pienestä koosta ruotsin kielellä on historiallisista syistä Suomen (toisen) virallisen kielen asema ja suomenkieliset opiskelevat sitä ylemmillä koululuokilla.⁵ Suomen lainsäädäntö on olemassa myös ruotsiksi, ja suomen- ja ruotsinkieliset versiot ovat täysin tasavertaisia. Myös monia muita virallismateriaaleja on saatavilla ruotsiksi. Lisäksi osa suomalaisesta oikeuskirjallisuudesta ilmestyy suoraan ruotsiksi (kuten alaviitteessä 15 on todettu).

Pohjoismaat ovat oikeuskulttuuriltaan pitkälti samankaltaisia, mikä johtuu yhteisistä arvoista, historiallisesta vuorovaikutuksesta⁶ ja lainsäädännöllisestä yhteistyöstä erityisesti 1900-luvulla.⁷ Merkittävä osa pohjoismaisesta lainsäädännöstä yhdenmukaistettiin 1800-luvun lopulta 1900-luvun jälkipuoliskolle. Nämä lait ovat nykyään varsin samankaltaisia ja joissakin tapauksissa jopa hyvin samankaltaisia, erityisesti yksityisoikeuden alalla. Lisäksi on olemassa pohjoismaisia valtiosopimuksia muun muassa kansainvälisen prosessioikeuden alalla (keskinäinen oikeusapu, tuomioiden täytäntöönpano jne.). Yleiseurooppalainen ja maailmanlaajuinen oikeudellinen yhteistyö on kuitenkin kaventanut tämän pohjoismaisen yleissopimusjärjestelmän merkitystä.⁸

Pohjoismaisten yleissopimusten yksityiskohtia on usein jouduttu oikaisemaan ristiriitojen välttämiseksi unionin oikeuden kanssa, mikä on johtanut siihen,

5| Ruotsin kielen taito ja käyttö on kuitenkin ollut Suomessa laskusuunnassa, myös viranomaisissa, mikä käy ilmi lukuisista viime vuosikymmeninä laadituista virallisista selvityksistä. Mm. Euroopan neuvosto on useaan otteeseen kiinnittänyt huomiota ruotsin kielen asemaan Suomessa, erityisesti kielen osaamiseen suomenkielisissä piireissä sekä sen olemassaolon ja käytön turvaamiseen maan koulu- ja hallintojärjestelmässä ja viime kädessä koko yhteiskunnassa.

6| Ruotsi ja Suomi muodostivat valtiollisen kokonaisuuden useiden vuosisatojen ajan, ja Tanskaa ja Norjaa yhdisti ensin personaaliunioni ja sitten reaaliunioni.

7| Tämän osalta hiljattain julkaistussa ranskankielisessä artikkelissa, jonka on toimittanut Marie-Louise Holle ("Le projet d'Ole Lando sur les contrats: le code sur le droit nordique des contrats", *Revue internationale de droit comparé*, osa 69, nro 4, 2017, s. 779–805), on sopimusoikeutta koskevan kattavan esityksen lisäksi relevantti yleiskatsaus pohjoismaisiin lainsäädäntöihin ja pohjoismaiseen oikeudelliseen yhteistyöhön yleisesti sekä suuri määrä alan lähteitä. Pohjoismaisten kirjoittajien näitä kysymyksiä koskevista artikkelikokoelmista mainittakoon Letto-Vanamo, P., Tamm, D. ja Mortensen, B. O. G. (toim.), *Nordic Law in European Context*, Springer, 2019, sekä Husa, J., Nuotio, K. ja Pihlajamäki, H. (toim.), *Nordic Law: Intersentia*, 2007.

8| Pohjoismaisten yleissopimusten yksityiskohtia on usein jouduttu oikaisemaan ristiriitojen välttämiseksi unionin oikeuden kanssa, mikä on johtanut siihen, että näistä yleissopimuksista muodostuva järjestelmä on nykyisin kokonaisuutena melko monimutkainen ja osittain jopa keinoitekoinen.

että näistä yleissopimuksista muodostuva järjestelmä on nykyisin kokonaisuutena melko monimutkainen ja osittain jopa keinotekoinen.

2. Kielten käyttö pohjoismaisessa oikeudellisessa kommunikaatiossa

Pohjoismainen yhteistyö ulottuu monille eri aloille (kulttuuri, oikeus, ympäristö, energia, talous, terveydenhuolto jne.), ja tämän yhteistyön työkielinä toimivat edellä mainitut kolme skandinaavista kieltä, joita käytetään sekä virallisissa että epävirallisissa yhteyksissä. Nykyisin on kuitenkin yhteistyöalueita, joilla englannin puhumisesta on tullut normi.⁹ Oikeudellinen yhteistyökään ei ole täysin immuuni tälle suuntaukselle, mutta skandinaavisilla kielillä on siinä kuitenkin edelleen vahva asema (ks. jäljempänä).

Pohjoismaisen yhteistyön kielellistä ulottuvuutta voidaan kuvata tarkemmin seuraavasti: norjalaiset voivat halutessaan käyttää jompaa kumpaa norjan kielivarianteista (ks. jäljempänä 3.1 kohta), ruotsalaiset ja suomalaiset käyttävät ruotsia (ks. jäljempänä 3.2 kohta) ja tanskalaiset, kuten tavallisesti myös islantilaiset, käyttävät tanskaa (jota opetetaan islantilaisissa kouluissa). Suullisessa viestinnässä voidaan käyttää myös sekakieltä (*skandinaviska*), joka sisältää elementtejä kahdesta tai useammasta skandinaavisesta kielestä ja jossa vältetään sanojen liian tanskalaista ääntämistä.

Erityisesti oikeuden alalla tämä tarkoittaa, että pohjoismaiset oikeus- ja hallintoviranomaiset tekevät tavanomaisesti yhteistyötä skandinaavisilla kielillä. Oikeusministeriöillä (etenkin lainvalmistelussa) ja tuomioistuimilla on tässä keskeinen asema: korkeimpien oikeuksien ja korkeimpien hallinto-oikeuksien¹⁰ presidenttien säännölliset tapaamiset ovat tästä oiva esimerkki. Muilla oikeudellisen toiminnan aloilla, kuten asianajotoiminnassa, skandinaavisten kielten käyttäminen on myös hyvin yleistä pohjoismaisissa yhteyksissä. Kun kahden tai useamman Pohjoismaan asianajotoimistot hoitavat yhteistä toimeksiantoa, kielivalinta määräytyy asian luonteen ja asiakkaan kielen mukaan. Näin esimerkiksi

9| Katso virallinen verkkosivusto <https://www.norden.org/en/language>.

10| Oikeuslaitos on Suomessa rakenteellisesti kaksijakoinen: se jakautuu siviilituomioistuihin ja hallintotuomioistuihin. Todettakoon lisäksi, että pohjoismaisten hovioikeuksien presidentit tapaavat myös toisiaan säännöllisesti.

oikeudenkäyntiä valmisteltaessa pohjoismaiset asianajajat käyttävät usein skandinaavisia kieliä, etenkin kun kyse on perheoikeudellisista asioista.¹¹

Kansainvälinen keskinäinen oikeusapu on tärkeä osa pohjoismaista virallista yhteistyötä. Tällä sektorilla yhteispohjoismaisten sopimusten mukaan viranomaisten välisessä viestinnässä on käytettävä tanskaa, norjaa ja ruotsia. Tämä koskee erityisesti asiakirjojen tiedoksiantoa (haasteet jne.), todistelua ja tuomioiden täytäntöönpanoa.¹² Nämä kolme kieltä ovat täysin tasavertaisessa asemassa. Suomalaiset voivat näin ollen kommunikoida ruotsiksi yhteydenpidossaan myös tanskalaisten ja norjalaisten kanssa. Eli kun suomalainen tuomioistuin pyytää Tanskassa tai Norjassa asuvan henkilön kutsumista todistajaksi suomalaiseen oikeudenkäyntiin, se lähettää pyyntönsä ruotsiksi. Vastaavasti pohjoismaisissa yleissopimuksissa lähdetään siitä, että Suomen viranomaiset ymmärtävät ruotsiksi laadittujen asiakirjojen lisäksi tanskaksi tai norjaksi laadittuja asiakirjoja.¹³ Helsingissä voidaan näin vastaanottaa tanskan- tai norjankielisiä hakemuksia elatusavun perimiseksi Kööpenhaminassa tai Oslolla asuvalle lapselle.

Oikeuskirjallisuuden osalta voidaan todeta, että kaikissa Pohjoismaissa akateemisten julkaisujen kieli on 2000-luvulla ollut yhä useammin englanti kansallisten kielten kustannuksella.¹⁴ Tämän muutoksen myötä ei ole enää harvinaista, että nuoret juristit

11| Kaupan alalla, missä kansainväliset sopimukset laaditaan tavallisesti englanniksi, tilanne on toinen. Englanninkielisen sopimuksen laatimista edeltävissä neuvotteluissa saatetaan kuitenkin käyttää skandinaavisia kieliä. Tietyissä tilanteissa neuvotteluja voidaan väärinkäsitysten välttämiseksi käydä myös kahdella kielellä (englanniksi ja jollakin skandinaavisella kielellä).

12| Esim. vuonna 1974 tehty sopimus Suomen, Islannin, Norjan, Ruotsin ja Tanskan kesken oikeusavusta tiedoksiannon toimittamisessa ja todistelussa (2 artikla) ja vuonna 1962 tehty Suomen, Islannin, Norjan, Ruotsin ja Tanskan välinen sopimus elatusavun perimisestä pakkotoimin (2 artikla). Näissä sopimuksissa edellytetään, että niiden nojalla lähetettäviin asiakirjoihin liitetään norjan-, ruotsin- tai tanskankielinen käännös, jos niitä ei ole laadittu jollakin näistä kolmesta kielestä (eli jos ne on kirjoitettu suomeksi tai islanniksi). Kaikki nämä kolme kieltä ovat päteviä näiden sopimusten kattamissa tapauksissa.

13| Tämä oletamus ei aina kuitenkaan vastaa todellisuutta, minkä vuoksi yksityisoikeudellista vaatimusta koskevien pohjoismaisten tuomioiden täytäntöönpanosta annetussa asetuksessa (5 §) säädetään, että jos täytäntöönpanoa koskeva hakemus tai siihen liitetty asiakirja on laadittu norjan tai tanskan kielellä, saa käräjäoikeus tarvittaessa käännettää asiakirjan suomen tai ruotsin kielelle.

14| Tämä käy ilmi mm. siitä, että Suomessa englanti on jo ohittanut suomen oikeustieteellisten tiedekuntien opettajien tieteellisten töiden julkaisukielenä (tiedekuntien keräämien tilastotietojen perusteella).

Suomesta – mutta myös muista Pohjoismaista – pitävät esitelmänsä englanniksi pohjoismaisissa konferensseissa tai seminaareissa. Oikeuskirjallisuudessa kokonaiskuva on kuitenkin erilainen. Ensinnäkin kaikki käytännön lakimiestoiminnassa käytettäväksi tarkoitetut julkaisut sekä monet teoreettiset akateemiset julkaisut ilmestyvät kansallisilla kielillä. Tanskalaisia, norjalaisia ja ruotsalaisia julkaisuja voi siis lukea kaikkialla Pohjoismaissa, ja sama pätee myös suomalaisiin julkaisuihin, sillä osa suomalaisesta oikeuskirjallisuudesta – vaikkakin vain pieni osa – julkaistaan ruotsiksi.¹⁵ Yhteispohjoismaisissa oikeudellisissa julkaisuissa julkaistaan artikkeleita tanskaksi, norjaksi ja ruotsiksi,¹⁶ minkä lisäksi kansallisissa julkaisuissa ilmestyy tekstejä (tosin melko harvoin) pohjoisten naapurimaiden kielillä. Samoin pohjoismaisten juristien tapaamisissa ja seminaareissa käytetään usein skandinaavisia kieliä.¹⁷ Erityisesti on mainittava pohjoismaiset lakimieskokoukset, joille kokoontuu suuri joukko sekä akateemisia että käytännön lakimiestoiminnan eri sektoreilla työskenteleviä juristeja.¹⁸ Ei siis voida missään nimessä väittää, että perinteinen monikielisyys olisi täysin menettänyt merkityksensä pohjoismaisten juristien akateemisessa tai koulutusyhteistyössä.

15| 2000-luvun alussa noin 5 % oikeustieteen monografioista ja noin 10 % alan artikkeleista julkaistiin Suomessa ruotsin kielellä (Suomen eduskunnan kirjaston henkilöstön laskelmien mukaan). Tässä yhteydessä on syytä mainita, että Suomessa oikeustiedettä on mahdollista opiskella ruotsiksi lakimiesammattiin pätevöitymiseksi. Tilanne oli pitkään se, että oikeustieteen opinnot voi suorittaa ruotsiksi ainoastaan Helsingin yliopistossa, joka on kaksikielinen korkeakoulu. Vasta hiljattain, tammikuusta 2022 alkaen, oikeustieteen tutkinto-opinnot on päätetty tarjota ruotsiksi myös Åbo Akademiassa, ruotsinkielisessä yliopistossa Turussa.

16| Näissä aikakausjulkaisuissa julkaistaan nykyisin artikkeleita myös englanniksi, usein juuri suomalaisten juristien kirjoittamina.

17| Ks. esim. Helsingin yliopiston vuonna 2019 järjestämä seminaari varallisuus oikeudesta Pohjoismaissa (*Nya trender och bärande principer i den nordiska förmögenhetsrätten*).

18| Viimeksi vuonna 2017 Helsingissä. Pohjoismainen lakimieskokous (*De nordiska juristmötena*, joskus myös ranskaksi: "Congrès des juristes nordiques" tai "Réunions des juristes nordiques") on erityisen tärkeä instituutio. Lakimieskokouksia on pidetty jo yli 150 vuotta ja nykyisin kokoukseen osallistuu kaikista Pohjoismaista jopa yli tuhat henkilöä. Osallistujat pitävät luentoja, esitelmiä, vaihtavat ajatuksia pohjoismaisesta lainsäädännöstä ja solmivat yhteistyösuhteita, usein iltaisin järjestettävissä tilaisuuksissa.

3. Pohjoismaiden välisen viestinnän ongelmat

Pohjoismaiden välinen viestintä skandinaavisten kielten avulla ei ole ongelmatonta, vaikka osallistujien äidinkieli olisikin tanska, norja tai ruotsi. Edellä jo esiin tuotujen ongelmien (erot yleiskielen sanastossa ja kieliopissa sekä ääntämisessä, erityisesti tanskan ääntämisen osalta) lisäksi ongelmia pohjoismaiden välisessä oikeudellisessa viestinnässä aiheuttavat ennen kaikkea sellaiset omaleimaiset juridiset termit, joita edes sukulaiskieliä puhuvat ulkomaalaiset eivät tunnista. Termistön poikkeavuus voi johtua paitsi oikeudellisten instituutioiden¹⁹ eroavaisuuksista myös muuten samanlaisten instituutioiden erilaisista nimistä. Tilannetta mutkistaa entisestään se, että Norjassa on kaksi kirjakielen varianttia, joilla on tasavertainen asema ja joissa sanojen oikeinkirjoitus – mukaan lukien oikeudelliset termit – on enemmän tai vähemmän erilainen. Tällaiset oikeudelliset termit voivat joskus olla kahdessa norjankielisessä versiossa täysin erilaisia. Vastaavasti Suomessa käytetty juridinen ruotsi voi poiketa Ruotsissa käytetystä oikeuskielestä, vaikka tämä on suhteellisen harvinaista ja erot ovat melko pieniä. Näitä ilmiöitä tarkastellaan lyhyesti seuraavissa kohdissa.

3.1 Yksi maa – kaksi varianttia samasta kielestä: norja

Historia kertoo, että kaikkialla maailmassa on ollut tilanteita, joissa kaksi saman kielen varianttia – kaksi vakiintunutta muotoa samasta kielestä – ovat kilpailleet keskenään yhteiskunnan kielinä,²⁰ juridiikka mukaan lukien. Norjassa tilanne on ollut tämä 1800-luvun lopulta lähtien. Tämä erityinen kielipoliittinen tilanne vaikeuttaa edelleen viestintää Pohjoismaiden välillä: muualla Pohjoismaissa juristien on kyettävä ymmärtämään

19| Erittäin selkeä esimerkki tästä on Norjan maatiloja koskeva perimysjärjestelmä (åsetesrett), jonka erityispiirteet selittyvät sillä, että tämän järjestelmän sääntelyssä lainsäätäjän oli otettava huomioon vanhanaikainen sukulunastusinstituutio (*odelsrett*), joka on edelleen voimassa Norjassa. Ks. tästä laajemmin Mattila, H., "Les successions agricoles et la structure de la société – Une étude en droit comparé", ranskankielinen teksti Rabier, J.-C., Helsinki, Juridica, 1979, s. 115 –.

20| Mainittakoon tässä esimerkkinä Kreikka, missä julkaistaan tekstejä sekä katharévousaksi ("puristinen", oppineiden kreikka) että dimotikiksi ("kansankreikka"). Näiden varianttien käytöstä juridiikassa ks. lyhyesti ranskaksi esimerkiksi Mattila, H., *Jurilinguistique comparée – Langage du droit, latin et langues modernes*, ranskankielinen teksti Gémard, J.-C., Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 2012, s. 101–107, tai englanniksi Mattila, H., *Comparative Legal Linguistics – Language of Law, Latin, Modern Lingua Francas*, 2. painos, kääntänyt Goddard, C., Farnham, Ashgate, 2013, s. 75–79.

kumpaakin näistä varianteista, jotka ovat kuitenkin melkein eri kieliä (vaikkakin sukua toisilleen).

Tämän erikoisen tilanteen ymmärtämiseksi on muistettava, että Tanska ja Norja muodostivat vuosisatojen ajan unionin, joka alkoi myöhäiskeskiajalla ja jatkui aina 1800-luvun alkupuolelle asti. Tämän pitkän ajanjakson aikana tanskan kieli tuli vähitellen muinaisnorjan (joka oli melko lähellä tanskaa) tilalle maan keskushallinnon kielenä. Muutos tapahtui myös paikallishallinnon tasolla.

Noin vuonna 1830, tuolloisessa kansallisromanttisessa ilmapiirissä, heräsi halu luoda norjan kirjakieli, joka erottuisi tanskasta. Tämän toteuttamiseen oli tarjolla kaksi eri lähestymistapaa. Ensimmäisen, maltillisemmän lähestymistavan mukaan uuden kirjakielen piti perustua Norjassa perinteisesti käytettyyn tanskan kieleen siten, että siihen lisättäisiin elementtejä norjan puhekielestä. Toisen radikaalimman lähestymistavan mukaan oli luotava kokonaan uusi kirjakieli muinaisnorjaan perustuvien norjan ”hyvien” murteiden pohjalta. Näin muokkautui ja syntyi vähitellen kaksi vakiintunutta muotoa norjan kirjakielestä.

Näillä kahdella variantilla – joista toinen perustuu tanskan kieleen (nykyisin bokmål, kirjanorja) ja toinen norjan murteisiin (nynorsk, uusnorja) – on monia yhtäläisyyksiä, mutta myös huomattavia eroja. Ennen kaikkea oikeinkirjoituksessa²¹ on lukemattomia pieniä eroja, ja tietyt sanat ovat täysin erilaisia (myös lakikielessä)²². Myös kieliopillisia eroja on olemassa (esimerkiksi sanojen taivutuksessa jne.).

Nämä kaksi varianttia kilpailevat edelleen toistensa kanssa. Uusnorjan käyttö laajeni aina 1900-luvun alkupuolelle, mutta viime vuosikymmeninä sen käyttö on tasaisesti vähentynyt. Molemmilla kielivaihtoehdoilla on tasavertainen virallinen asema, mutta kirjanorja on selvästi hallitseva kieli kaikilla yhteiskuntaelämän aloilla. Tämä koskee myös lainsäädännön, tuomioistuinten ja oikeustieteen kieltä. Lainsäädäntö laaditaan

21 | Esimerkiksi maan nimi on uusnorjaksi Noreg, mutta kirjanorjaksi Norge.

22 | Esimerkiksi yksi (vaikkakin hyvin harvinainen) uusnorjalainen vastine sanalle ”konkurssi” on buslit, joka esiintyy vain tässä kielivariantissa.

useimmiten kirjanorjaksi, ja valtaosa tuomareista ja akateemisista juristeista käyttää sitä työkielenään.²³

3.2 Ruotsi: kaksi maata ja joitakin kielellisiä eroja

Kuten edellä jo todettiin, ruotsi on Suomessa virallisen kielen asemassa. Ruotsissa käytetyn ruotsin ja Suomessa käytetyn ruotsin välisiä eroja on pyritty rajoittamaan mahdollisimman paljon niin yleis- kuin virkakielessäkin. Oikeuden alalla tämä käy ilmi toimenpiteistä, joilla on pyritty turvaamaan lakikielen asianmukainen käyttö. Pyrkimyksenä on ollut mahdollisimman samankaltainen kielenkäyttö kummassakin maassa. Suomenruotsi ei ole erillinen kieli niin yleiskielen kuin oikeudellisen kielenkäytönkään osalta.²⁴ Joitakin eroavaisuuksia on kuitenkin olemassa. Ne johtuvat pääasiassa tiettyjen oikeudellisten instituutioiden eroista näissä maissa. Mutta kun kyseessä ovat samanlaiset instituutiot, erot selittyvät historiallisesti²⁵ tai suomen kielen vaikutuksella (suomi on ollut jo sadan vuoden ajan maan pääkieli).

Oikeuskielen erojen rajoittaminen on tärkeää, koska niistä aiheutuu joskus väärinkäsityksiä Ruotsin ja Suomen välisessä kanssakäymisessä ja Pohjoismaiden välisissä suhteissa yleensä. Euroopan unionilla on tässä yhteydessä nykyisin merkittävä rooli. Unionissa käytetään näet vain yhtä varianttia ruotsin kielestä ja se on Ruotsille ja Suomelle yhteinen. Unionin direktiivit saatetaan osaksi jäsenvaltioiden oikeusjärjestystä kansallisella lainsäädännöllä, eikä direktiiveissä käytettyä ruotsinkielistä terminologiaa ole välttämättä omaksuttu sellaisenaan vaan sitä on mukautettu kulloinkin kyseessä olevan oikeudenalan säädösten terminologiaan Ruotsissa ja Suomessa. Tästä huolimatta voidaan sanoa,

23] Norjan kielen varianttien osalta on olemassa suuri määrä kansainvälisiä lähteitä eri kielillä. Ks. erityisesti oikeudellisen toiminnan osalta: Askedal, J. O. ja Lilleholt, K., "Sprache und Recht in Norwegen", *Europa ethnica*, 1 ja 2, 1999, s. 62–65, ja Mattila, H., 2012, s. 107–115 tai Mattila, H., 2013, s. 79–85 (ks. alaviite 20). Erityisen rikas yhteisjulkaisu norjaksi: Hæreid, G. O., Lilleholt, K., Skeie, I. Risnes ja Tollefsen, M. (toim.), *Mål og rett – Juristmållaget 75 år*, Oslo, Institutt for privatrett, 2010.

24] Ks. ohjeistus ruotsinkielisen lakikielen käyttöön Bruun, H. ja Palmgren, S. (toim.), *Svenskt lagspråk i Finland*, Helsingfors, Statsrådets svenska språknämnd & Schildts, 1998, s. 107 ja 108, ja yleisemmin, Reuter, M. ym., "Swedish in Finland in the 20th century", *The Nordic Languages – An International Handbook of the History of the North Germanic Languages*, 2017, nide 22/2, s. 1647–1656.

25] Ei pidä unohtaa, että monet oikeudelliset instituutiot perustettiin Suomeen 1800-luvulla, jolloin maa oli osa Venäjän keisarikuntaa autonomisena suuriruhtinaskuntana, jossa pääasiallisena oikeuskielenä oli vielä ruotsi.

että pitkällä aikavälillä Euroopan unionin toiminta on omiaan yhdenmukaistamaan Ruotsissa ja Suomessa käytettyä lakiruotsia. On muistettava, että tietyillä sektoreilla unioni käyttää usein lainsäädäntötyössään mekanismina asetuksia, mikä johtaa siihen, että ruotsinkieliset tekstit ovat lopullisessa muodossaan voimassa täysin identtisinä kummassakin maassa.

3.3 Terminologiset erot läntisen ja itäisen Pohjolan välillä

Kullakin Pohjoismaalla on luonnollisesti omat oikeudelliset instituutionsa, joita ei tunneta muualla (kuten *åsetesrett*, ks. alaviite 19). Lisäksi tietyllä instituutiolla voi olla monta eri nimeä, vaikka se olisi sellaisenaan täysin samanlaisena olemassa kaikissa Pohjoismaissa.

Huomionarvoista on yhtäältä se, että vaikka pohjoismaiset oikeusjärjestelmät muodostavat melko yhtenäisen kokonaisuuden – pohjoismaisen oikeusperheen – se voidaan jakaa kahteen osaan: läntiseen oikeusperheeseen (Tanska, Norja, Islanti) ja itäiseen oikeusperheeseen (Ruotsi, Suomi).²⁶ Käsitteelliset ja terminologiset erot ovat merkittävämpiä näiden ryhmien välillä kuin tällaiset erot ryhmien sisällä. Esimerkiksi tietyntyyppiset varallisuuden jakamiseen (perintö, aviovarallisuus, konkurssipesä) liittyvät kysymykset ovat Tanskassa ja Norjassa erillinen oikeudenala (*skifteret/skifterett*), ja sillä käytetään termejä, joita ei Ruotsissa ja Suomessa tunneta.

Toisaalta tanskalaisilla ja norjalaisilla oikeusinstituutioilla ja viranomaisilla on erityisiä omaperäisiä nimiä, vaikka niillä onkin selvä käsitteellinen vastine Ruotsissa ja Suomessa.²⁷ Pohjoismaista lainsäädäntöä yhdenmukaistettaessa näitä ongelmia on pyritty helpottamaan valitsemalla joko yhteinen tai sellainen käsitteistö, jossa eri kielivarianttien terminologia on helposti tunnistettavissa kaikissa Pohjoismaissa. Tällä linjalla ei kuitenkaan ole helppo edetä, sillä kansalliset perinteet ovat voimakas jarruttava tekijä uutta termistöä muodostettaessa.

Tämä merkitsee sitä, että näiden kahden pohjoismaisen kieliperheen alaryhmän välisessä asiakirjaliikenteessä käytettyjä oikeudellisia termejä ja joidenkin viranomaisten

26| Kuten voidaan nähdä, tämä oikeusjärjestelmiin perustuva ryhmittely ei vastaa kieliin perustuvaa ryhmittelyä. Ks. esim. ”Skandinaaviset kielet”, Wikipedia.

27| Esim. sanan ”ulosmittaus” ruotsinkielinen vastine on *utmätning*, mutta tanskankielinen vastine on *udlæg* tai – aiemmin – *udpantning*.

nimiä on joskus vaikea ymmärtää oikein. Yksi tapa välttää tämä on laatia monikielisiä malliasiakirjoja, joissa keskeiset oikeudelliset käsitteet ilmaistaan käyttämällä kussakin Pohjoismaassa käytössä olevia vastineita.

4. Monikielisyyden tulevaisuus pohjoismaisessa oikeudellisessa yhteistyössä

Pohjoismaiden välisen kommunikaation tarve säilyy varmasti myös tulevaisuudessa siitäkin huolimatta, että yhteistyö Euroopan unionissa jatkuvasti tiivistyy, erityisesti lainsäädännön alalla, mikä tietyssä määrin kaventaa pohjoismaista yhteistyötä. Pohjoismaat eivät enää voi (toisin kuin vielä 1900-luvun puolivälissä) saattaa voimaan unionin lainsäädännön kanssa ristiriidassa olevia lakeja, mutta ne voivat toisaalta yhdessä vaikuttaa tämän lainsäädännön muotoutumiseen.²⁸ On myös huomattava, että maiden ja ihmisten välisten yhteyksien lisääntymisen myötä pohjoismaisen yhteistyön merkitys on tietyillä aloilla entistä suurempi. Henkilöiden (tavaroiden, palvelujen...) liikkumisvapauden myötä Pohjoismaidenkin välillä syntyy yhä enemmän sekä jatkuvia että satunnaisia oikeussuhteita (kuten suomalaisten auto-onnettomuudet Norjassa, Tanskassa asuvan lapsen elatusapujen perintä Suomessa jne.). Akateemisten lakimiesten yhteistyö jatkuu sekin tiiviinä.

Kuten edellä on todettu, pohjoismaisessa oikeudellisessa yhteistyössä vallitsee makrotasolla monikielisyys. Alueella käytetään kolmea sukulaiskieltä (tanskaa, norjaa ja ruotsia), jopa neljää, mikäli norjan kaksi eri varianttia katsotaan erillisiksi kieliksi. Tässä monikielisessä ympäristössä lähdetään erityisesti virallisissa yhteyksissä mutta yleisemminkin siitä, että yhteistyökumppanit ja pohjoisten naapurimaiden viranomaiset ymmärtävät kukin tanskaa, norjaa ja ruotsia.

Ja kuten edellä on jo myös tuotu esiin, vakavampi ongelma pohjoismaisessa kommunikaatiossa johtuu siitä, että Suomen pääkieli eroaa täysin muista pohjoismaisista kielistä ja että ruotsin tosiasiallinen asema ja osaaminen on heikkenemässä Suomessa²⁹

28| Pohjoismaisen oikeudellisen yhteistyön tulevan kehityksen osalta ks. ruotsiksi Sevón, L., "Nordiskt lagstiftningssamarbete – forntid eller framtid?", *Tidskrift utgiven av Juridiska Föreningen i Finland*, 3 ja 4, 2009, s. 545–550.

29| Ks. alaviite 5.

(vastaavalla tavalla tanskan asema Islannin koulujärjestelmässä on aiempaa vaatimattomampi). Muissa Pohjoismaissa vallitsevia ongelmia ei myöskään ole syytä sivuuttaa. Norjalaistenkin on joskus vaikea ymmärtää tanskaa siitä huolimatta, että kirjanorja perustuu tanskan kieleen; kirjallisten tekstien ymmärtäminen ei myöskään ole aina itsestään selvää tanskalaisten, norjalaisten ja ruotsalaisten välillä ja vaatii harjoittelua. Skandinaavisuuden idea ei myöskään ole enää niin vahva kuin aiemmin eivätkä nuoret skandinaavit enää ole halukkaita näkemään vaivaa (vaikka suuria ponnistuksia ei todellakaan vaadittaisi) kyetäkseen lukemaan naapurimaidensa kielillä tai osallistuakseen monikieliseen keskusteluun toisiaan lähellä olevien kielten avulla.³⁰ Itse asiassa nuoret kaikkialla maailmassa ovat sitä mieltä, että englantia on luonnollinen ja neutraali viestintäväline kaikissa kansainvälisissä suhteissa, jopa sellaisten naapureiden kanssa, jotka puhuvat hyvin samanlaista kieltä.³¹ On muistettava myös nk. ”petollisiin ystäviin” eli samanlaisiin mutta merkitykseltään erilaisiin sanoihin liittyvät ongelmat. Toisena, ulkopuolisena tekijänä on ollut itsenäistyneiden Baltian maiden pyrkimys lähentyä Pohjoismaita³² (Neuvostoliiton hajoamisen jälkeen), mitä voidaan pitää luonnollisena historiallisista syistä (1600-luvulla Itämeren pohjoisosat kuuluivat Ruotsin kuningaskuntaan). On hyvin harvinaista, että Baltian maissa juristi ymmärtäisi skandinaavisia kieliä.

Tämä kaikki huomioon ottaen on vaikea varmuudella sanoa, tulevatko skandinaaviset kielet säilyttämään asemansa pohjoismaisen yhteistyön välineenä. Edellä tarkasteltuja argumentteja ei pidä ottaa kevyesti, mutta on muistettava, että pohjoismainen yhteistyö toimii melko kiitettävästi erityisesti kirjallisessa muodossa skandinaavisilla kielillä. Lisäksi nämä kielet antavat skandinaaveille (islantilaisia lukuun ottamatta) merkittävän edun: heidän on helppo kommunikoida aktiivisesti, koska he voivat käyttää äidinkieltään kirjallisessa ja suullisessa ajatustenvaihdossa. On myös paljon helpompaa keskustella Pohjoismaille ominaisista oikeudellisista ilmiöistä käyttämällä skandinaavisissa kielissä jo

30| Tämä käy selvästi ilmi Pohjoismaiden ministerineuvoston tuoreesta raportista (*Har Norden et språkfelleskap?*, 2021). Tutkimuksessa pohjoismaisilta nuorilta kysyttiin, mitä kieltä he puhuvat, kun he tapaavat henkilön, jonka äidinkieli on jokin muu skandinaavinen kieli. Noin 60 % näistä nuorista vastasi valitsevansa englannin kielen.

31| Pohjoismaisen oikeuden professori Johan Bärnlund totesi tämän – pahoitellen – oikeustieteen opiskelijoiden osalta vuoden 2019 pohjoismaisessa seminaarissa (ks. alaviite 16).

32| Tämä on jo havaittavissa asianajajayhdistysten kansainvälisessä yhteistyössä. Siitä lähtien, kun Baltia tuli mukaan pohjoismaisten asianajajayhdistysten yhteistoimintaan, englantia on käytetty siinä laajalti.

olemassa olevaa termistöä sen sijaan, että turvauduttaisiin johonkin muuhun välittävään kieleen (englanninkieliset käännökset ovat usein epätarkkoja).

Vaikka pohjoismaisessa oikeudellisessa yhteistyössä siirryttäisiinkin tulevaisuudessa yleisesti käyttämään englantia, se ei radikaalisti vaikuttaisi tarpeeseen osata naapurimaiden kieliä ainakin kirjoitettujen tekstien ymmärtämisen osalta. Euroopan unioniin liittyviä asioita lukuun ottamatta käytännön oikeudellisissa kysymyksissä (lainsäädäntöpolitiikka jne.) kansallisen tason keskustelut käydään kaikkialla valtion virallisilla kielillä. Vain satunnaisesti voidaan löytää sellaisia näitä keskusteluja koskevia tekstejä, jotka olisi laadittu englanniksi, minkä lisäksi käännöstekstit ilmestyvät aina viiveellä. Tiettyä käytännön juridista ongelmaa koskevista pohjoismaisista keskusteluista voi tämän johdosta saada täydellisen ja tasapainoisen kuvan vain perehtymällä skandinaavisilla kielillä julkaistuihin dokumentteihin (juridisiin monografioihin ja artikkeleihin).

Tästä on hyvä olla tietoinen, erityisesti nykyisin, kun nuoret pohjoismaalaiset ovat vakuuttuneita englannin kielen kaikkivoipaisuudesta. Jos pohjoismaiseen yhteistyöhön osallistuvat juristit ymmärtäisivät edes kirjallisessa muodossa tanskaa, norjaa ja ruotsia, he saisivat paremman ennakkokäsityksen tässä yhteistyössä tarkasteltavista kysymyksistä. Lukemalla naapurimaan keskeisiä tekstejä alkukielisinä kaikissa näissä maissa vallitseva todellisuus ja siellä käytävissä keskusteluissa esitetyt argumentit tulevat heille tutuiksi. On selvää, että tällaiset tiedot vaikuttavat yhteistyöhön osallistuvien henkilöiden panokseen ja parantavat heidän mahdollisuuksiaan löytää kysymyksiin relevantteja vastauksia.

On niin ikään tärkeää, että pohjoisissa naapurimaissa puhuttuun kieleen harjaannutaan keskustelujen käymiseksi näillä kielillä.³³ Henkilö, joka ei ymmärrä skandinaavisia kieliä, jää helposti niiden käytävillä ja illanvietoissa käytävien keskustelujen ulkopuolelle, joissa muotoutuvat myöhemmin virallisissa yhteyksissä esitettävät puheenvuorot. Ei myöskään ole syytä unohtaa kielitaidon sosiaalista puolta. Illallispöytä, jossa keskusteluja käydään vapaasti ja vuoron perään eri skandinaavisilla kielillä, on omiaan vahvistamaan pohjoismaista identiteettiä aivan erityisellä tavalla.

33| Tämä tarkoittaa suomen- tai islanninkielisten osalta aktiivista ruotsin-, tanskan- tai norjan kielen harjoittelua keskustelujen aikana ja edellyttää tanskankielisiltä erityisen selkeää artikulaatiota.

Språket som nyckelknippa



© 2016, Uppsala Universitet

Sverige

— **Stig Strömholm**

Stig Strömholm var Uppsala universitets rektor 1989–1997 och är professor emeritus i civilrätt med internationell privaträtt. Strömholm var tidigare professor i allmän rättslära vid samma universitet. Han har författat åtskilliga juridiska, historiska och även litterära skrifter och erhållit utmärkelser i flera europeiska länder för sin flerspråkiga verksamhet inom nationell och internationell juridik och för sitt författarskap på flera europeiska språk.

Une science est une langue bien faite – "En vetenskap är ett välgjort språk" – är ett uttalande som tillskrivs den franske fysikern Henri Poincaré (1854–1912), en av de sista stora polyhistorerna. Hans karakteristik är särskilt träffande i fråga om rättsvetenskapen. Den förfogar inte över andra uttrycksmedel eller hjälpmedel än det naturliga språket. Det kan inte helt ersättas av siffror eller formler, hur ambitiöst vissa rättsteoretiker än må ha försökt utnyttja sådana för att förmedla ett rättsligt innehåll. Det är främst om det juridiska språket som det följande skall handla.

Såväl allmänna rättsprinciper som konkreta detaljregler uttrycks, återges, beskrivs och definieras med hjälp av ett språk som visserligen är "naturligt" (till skillnad från artificiellt eller formaliserat) men som ofta inte endast är specialiserat – och redan därför svårtillgängligt för den oinvidde – utan också ålderdomligt. I ett samhälle med en lång obruten historia är det oundvikligt att detta språk, med sitt ursprung i samhällsförhållanden som inte längre är för handen, ibland rentav talar om föremål, föreställningar och handlingar som är obekanta för den nutida språkgemenskapens medlemmar.

I högt utvecklade rättsordningar utgör det juridiska språket ett komplicerat system, präglad både av "normala" logiska meningsrelationer och av en egen hierarkisk ordning, vars uppbyggnad läsaren/åhöraren måste känna till åtminstone i dess huvuddrag för att kunna helt tillägna sig en text på det språket. Detta system är resultat av en historisk utveckling som förlöpt olika i olika kulturer och länder. Ibland finns tydliga och praktiskt betydelsefulla skillnader mellan systemen i små, i de flesta hänseenden näraliggande, närbesläktade och såväl politiskt/ekonomiskt som kulturellt lika samhällen. Förståelse av såväl språkets ord och dess struktur som regelsystemets logiska och hierarkiska uppbyggnad är en oundgänglig förutsättning för att någon skall kunna inte bara intellektuellt begripa utan också – för att använda ett allmänt och neutralt ord – "hantera" ett rättssystem. Den vanligaste och sakligt viktigaste formen av "hantering" är givetvis regeltillämpning, d.v.s. beslut genom vilka regelinnehållet omsättes i handling, såsom fallet är exempelvis när en straffrättslig lagregel åberopas till stöd för en fällande dom eller när en civilrättslig regel av en advokat föreslås gälla beträffande ett avtal. Intill åtminstone mitten av 1900-talet – på många områden betydligt senare – hade juridiska universitetsstudier i alla länder en snävt nationell inriktning, och på den praktiska tillämpningens plan var det ett enda, i regel nationellt begränsat, system som överhuvudtaget kom i betraktande.

Den europeiske – och för den delen också den amerikanske, afrikanske eller asiatiska – juristen kan sägas ha varit, och i mycket stor utsträckning alltjämt vara, instängd i en egen, oftast nationellt avgränsad, språkvärld. Det är inte förvånande.

De begreppsbestämningar och tolkningar som "fungerar" i den egna språkvärlden – det vill säga: som låter sig med framgång "hanteras" där – uppfattas därför också som de "rätta", kanske till och med "de enda rätta". Någorlunda välinformerade jurister vet naturligtvis att det finns andra begreppsbestämningar och tolkningar och att de fungerar i andra nationella system. Till dessa andra system leder, i de situationer där det av olika skäl anses påkallat, de smala reservutgångar som tillhandahålls av den internationella privaträtten (och i vissa speciella situationer den allmänna folkrätten). Någorlunda välinformerade jurister vet också att stora delar av det system de anser sig bundna av har ett historiskt ursprung – romerskrättsligt, kyrkorättsligt, germanskt – som är gemensamt för flera system. I det stora flertal situationer som den rättstillämpande juristen står inför i sin yrkesutövning är denna historiska kunskap emellertid inte av omedelbart praktiskt intresse. De konkreta problemlösningar som han eller hon är ute efter måste sökas inom det egna systemet, med hjälp av det egna rättsspråket. Jag tror inte det är någon överdrift att påstå att erfarna jurister medvetet eller omedvetet bär med sig bilden av ett slags karta över det rättssystem inom vilket de verkar. Kartan är ett resultat av de juridiska studiernas och läroböckernas liksom – kanske i särskilt hög grad – lagstiftningens ämnesindelning och ordning.

Det sagda gäller den juridiske praktikern, rättstillämparen, men det är från denna historiskt givna situation som också den teoretiskt verksamme juristen måste utgå när han eller hon i det ena eller andra syftet bedriver jämförande studier. Från samma utgångspunkt måste också lagstiftaren inleda sitt arbete i sökandet efter nya lösningar, vare sig det gäller nationell lagstiftning eller stiftandet av regler som avses bli gemensamma för flera rättssystem. Det komparativa arbetet försvåras i hög grad av att likheterna (och skillnaderna) mellan det reella sakinnehållet i de nationella rättsordningarnas lösningar av samhällsliga problem inte sällan kan döljas av sådana terminologiska och andra språkliga olikheter, som kan betecknas som slumpmässigt eller godtyckligt tillkomna snarare än som uttryck för betydelsefulla skillnader i sak.

För att behärska de problem som det komparativa arbetet ställer måste juristen ha en tämligen djupgående kunskap om de berörda rättssystemens mer eller mindre fast etablerade språkvanor och till och med om sådana skenbart ytliga skillnader som kommer till uttryck i valet av uppslagsord i register, rättsfallsrubriker och bibliografiska förteckningar.

Här skall ur egen erfarenhet ges exempel på några typer av problem som inställer sig i olika typer av språkmöten och översättningar på det rättsliga området. Det är min förhoppning att exemplen förmår illustrera hur mångsidigt och hur krävande översättarens arbete kan gestalta sig även inom ett så begränsat och relativt väldefinierat område som det juridiska. Den ena översättningen är mycket sällan den andra lik.

På sommaren 1956 arbetade jag – då juris studerande – som oavlönad praktikant vid den svenska handelskammaren i Paris, som då hade sina lokaler i "svenskhuset" vid 125, avenue des Champs-Élysées. Till de vanligaste arbetsuppgifterna hörde översättning av affärskorrespondens från svenska till franska och vice versa. Jag hade avlagt en fil. kand.-examen med högsta betyg i romanska språk och läst en mängd fransk litteratur. Dessutom älskade jag språket, och det beredde mig sällan några svårigheter. En dag kom en företrädare för ett stort franskt konstruktionsföretag till handelskammaren och frågade om man kunde hjälpa hans bolag med en översättning till franska av det svenska Mekanförbundets krannormer. Det franska företaget avsåg att lämna in en offert på byggandet av flera stora lyftkranar i en svensk hamn. Handelskammarens praktikanter hade rätt att privat och mot betalning åtaga sig sådana uppdrag, om de kunde anses ha nära samband med kammarens verksamhet som främjare av fransk-svenska ekonomiska förbindelser. Efter en ganska ingående diskussion med den franska ingenjören åtog jag mig uppdraget.

Uppgiften skulle visa sig mycket arbetskrävande, men den var å andra sidan egentligen tämligen okomplicerad. Det kan sägas ha handlat om att strikt korrekt och med maximal precision i fråga om inte endast terminologi utan också syntax lyfta över ett stycke klar och distinkt teknisk prosa – vars konkreta innebörd jag naturligt nog inte fullt ut begrep vare sig på det ena språket eller det andra – till franska från svenska. Någon idiomatisk eller stilistisk ambition eller något sökande efter nyanser fanns det självfallet inte plats för. Arbetet ställde framför allt krav på den noggrannhet som var nödvändig för att uppnå absolut riktighet i terminologin, såväl när det gällde beteckningar för material och konstruktion som i fråga om beskrivningen av de lyft- och transportoperationer som produkterna skulle kunna utföra. Det mesta visade sig tillgängligt – ibland efter flitigt sökande – i relevanta uppslagsverk – men ett och annat var svårt att finna. I mitt minne lever fortfarande den tidskrävande jakten efter en helt korrekt fransk motsvarighet till de svenska krannormernas uttryck *maximal tillåten skjuvpåkänning*. Då och då under de hektiska dagar i julihettan när jag satt böjd över uppgiften såg jag för mitt inre öga en gigantisk lyftkran i en idyllisk svensk hamn med brak störta samman på grund av ett fel i min översättning. Slutresultatet blev emellertid att den franska beställaren godkände

texten utan frågor eller invändningar. Den tycks ha blivit användbar. Om det blev någon beställning vet jag inte. Inte heller innehöll svenska tidningar de närmaste åren några uppgifter om sammanstörtande lyftkranar i svenska hamnar.

Mitt andra exempel hör hemma i en helt annan intellektuell provins. En av de svenska rättsvetenskapsmän som tidigt insåg vikten av att de nordiska rättssystemen och nordisk rättsvetenskap kom i aktiv kontakt med den värld som öppnade sig efter det andra världskriget var Stockholmsprofessorn Folke Schmidt (1909–1980), pionjär inom den nya och i omfång och betydelse snabbt växande disciplinen arbetsrätt. Han var den ledande i den krets av nordiska rättsvetenskapsmän som tillsammans grundade och ledde den engelskspråkiga årsboken *Scandinavian Studies in Law*, vars första årgång utkom i Stockholm 1957. Schmidt förblev publikationens redaktör till sin död 1980, och han nedlade ett stort arbete på årsboken.

Varje årgång av *Scandinavian Studies* bestod av ett urval nyligen publicerade nordiska rättsvetenskapliga artiklar som bedömdes vara av internationellt intresse. Schmidt biträdades av en redaktionskommitté bestående av Stockholmsprofessorer. I vart och ett av de nordiska länderna fanns en korrespondent som hade till uppgift att utvälja och föreslå artiklar från det egna landet. Jag hade lärt känna Schmidt i slutet av 1950-talet, och jag kom att översätta hans lärobok Kollektiv arbetsrätt till engelska. Tidigt på 1960-talet blev jag redaktionssekreterare i *Scandinavian Studies in Law*, ett uppdrag som jag kom att inneha i flera år. Principiellt skulle de nordiska författarnas bidrag föreligga i engelsk språkdräkt när de nådde redaktionen, men de krävde ofta, särskilt i början, en omfattande språklig översyn, som främst kom att företas av Folke Schmidt och mig. Slutgranskningen genomfördes av en erfaren engelsk översättare, Richard Cox. Ambitionsnivån i fråga om språkdräkt, ortografi och även grafisk utformning var från början mycket hög. Redaktionskommittén gjorde en stor insats med granskning och korrekturläsning av bidragen, men det behövdes många ögon, och uppdraget som redaktionssekreterare var arbetskrävande. En bunt med manuskript eller korrektur var under de år då jag var redaktionssekreterare mitt självklara sällskap på alla resor med flyg, tåg eller båt.

Vårt arbete med att översätta de nordiska texterna till engelska i *Scandinavian Studies in Law* hade ett bredare och mer långsiktigt sekundärt syfte vid sidan av årsbokens primära uppgift, som var att göra de enskilda bidragen tillgängliga för en engelskspråkig läsekrets och därmed skapa förutsättningar för en internationell vetenskaplig diskussion. Om denna läsekrets hyste vi den som det skulle visa sig realistiska uppfattningen att

den i allt väsentligt skulle bestå av en begränsad grupp av rättsvetenskapligt – eller i varje fall samhällsvetenskapligt – intresserade, välutbildade och ofta yrkesverksamma personer. Det sekundära syftet var att successivt bygga upp ett någorlunda allmängiltigt förråd av engelska termer, som skulle kunna användas för att återge nordiska begrepp och institutioner i det fortsatta internationella idéutbyte som vi hoppades på. Naturligt nog växte detta förråd av termer för varje årgång av *Scandinavian Studies*. Richard Cox sammanställde de nya orden årsvis, men våra planer på att få fram tillräckligt material till en mer fullständig svensk-engelsk juridisk ordbok kom aldrig att förverkligas. Det var i och för sig inte förvånande. De artiklar som kom att ingå i årsboken utvaldes främst med hänsyn till deras vetenskapliga intresse och kvalitet, och de var ofta ämnesmässigt tämligen smala och specialiserade. På 1950- och 1960-talen fanns i västvärlden en viss nyfikenhet och i bästa fall ett respektfullt intresse för nordiska samhällsliga lösningar. Föreställningen om Norden, och särskilt Sverige, som företrädare för *a middle way* mellan socialism och kapitalism var tämligen utbredd bland jurister och samhällsvetenskapliga författare i västvärlden. Även om breda överblickar över större ämnesmässiga fält inte saknades helt i urvalet blev presentationen av nordisk rätt alltför selektiv för att även ett ganska stort antal årgångar – var och en omfattande ett tiotal artiklar, sammanlagt mellan 200 och 300 sidor – skulle, inom rimlig tid, tillföra tillräckligt material för en användbar allmänjuridisk ordbok. Ett problem som tidigt aktualiserades när ordboksplanerna började förverkligas var skillnaden mellan brittiskt och amerikanskt juridiskt språk. Ofta krävdes fler vokablar än en för att på engelska återge en svensk juridisk term.

Till skillnad från förhållandet med Mekanförbundets krannormer fanns det vid översättningen av de rättsvetenskapliga texterna i *Scandinavian Studies in Law* ett visst utrymme för stilistiska och rentav estetiska överväganden. Vår ambition var att presentera nordisk rättsvetenskap i en så tilltalande engelsk språkdirkt som möjligt utan att ge avkall på den vetenskapliga stringensen. Den ambitionen ledde inte sällan till att man vid översättningen av rättsliga termer, kanske särskilt namn på ämbeten, funktioner och institutioner men även rättsteoretiska begrepp, stod inför ett dilemma som enligt min mening är ofrånkomligt vid all kvalificerad översättning av texter som berör samhällsliga förhållanden.

Förenklat skulle detta dilemma kunna uttryckas så: skall man välja en stilistiskt tilltalande och kanske idiomatiskt acceptabel men i gengäld sakligt vag och approximativ lösning eller göra sig mödan att tillverka en språkligt tungfotad detaljdefinition, som är försedd med förklarande tillägg och som ibland för att överhuvudtaget bli begriplig visar sig

kräva en sådan mängd av information beträffande faktiska omgivande samhälleliga förhållanden att översättningen av ett enda begrepp växer ut till ett eget litet kapitel.

Vid valet mellan dessa två principiella lösningar är det ofrånkomligt att försöka göra sig en föreställning om den sannolika läsekretsens användning av texten. I det föreliggande fallet tedde det sig – och ter det sig generellt – osannolikt att den skulle komma att nyttjas av praktiserande jurister som information av det slag dessa behöver för sitt beslutfattande. Sådan information skaffar sig praktiska jurister regelmässigt på andra vägar, inte genom läsning av akademiska årsböcker. Syftet med studiet av nordisk rätt kunde med stor sannolikhet förmodas vara av teoretisk natur. Den bedömningen gav – och ger – en viss övervikt åt argumenten för ett idiomatiskt och stilistiskt lättflytande framställningssätt snarare än ett detaljrikt, deskriptivt och utredande. Samma bedömning motiverar emellertid också en varning: texten får inte bli så idiomatisk att den överskyler reella skillnader mellan de regler och institutioner som är föremål för framställningen. Då kan den bli direkt vilseledande. Det främmande måste få vara främmande även om det är infattat i en välkänd språklig dräkt. Det är knappast en överdrift att hävda att det på det språkliga och terminologiska området råder större likhet mellan nordisk och tysk (och faktiskt också fransk) rätt än mellan de skandinaviska rättsordningarna och de rättssystem som tillhör eller bygger på engelsk-amerikansk *common law*. Därmed inte sagt att de nordiska rättssystemen skulle helt sakna den språkliga exotism som ofta – i en utländsk betraktares ögon – präglar engelsk och nordamerikansk rätt. Ett enda exempel må anföras. Det gäller en numera försvunnen funktionär i det svenska rättssystemet som krävde tämligen utförliga förklaringar för att bli fullt begriplig i sin trefaldiga yrkesroll. Hur skulle man kunna prestera en någorlunda vederhäftig översättning av ordet *landsfiskal* till engelska, franska eller tyska (eller för den delen danska eller norska) utan att bli mångordig?

Ett tredje exempel pekar på helt andra översättningsproblem. Under årtiondena närmast efter andra världskriget kom frågor om *rättsligt skydd för individens privatliv* att få stark aktualitet i de västliga demokratierna. Det var framför allt det växande hotet mot individernas privata sfär genom avlyssning, smygfotoografering och nya tekniska förfaranden som kom att få europeiska och amerikanska jurister att intressera sig för dessa frågor. Diskussionen fick särskild näring genom att förespråkarna för ett stärkt rättsligt skydd för privatlivet knöt an till idén om grundläggande mänskliga rättigheter, som fått en kraftig konkretisering både genom FN-förklaringen 1948 och genom 1950 års Europarådskonvention till skydd för sådana rättigheter.

På den juridiska kartan hör de mänskliga rättigheterna och den "personlighetsrätt" (*Persönlichkeitsrecht*) som framför allt tyska jurister redan på 1800-talet försökt lansera som samlande beteckning för bland annat upphovsmans ideella rätt (ett ämne som jag behandlat i min doktorsavhandling i Uppsala 1966) hemma i olika provinser. De förra, med rötter både i USA:s rättighetsförklaring och i franska revolutionens *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, hänfördes till den offentliga rätten, den senare till privaträtten. Traditionella gränsdragningar av det slaget har en starkare styrande effekt på tanken än man föreställer sig.

Det internationella intresset för ett rättsligt skydd för privatlivet ledde till att *International Commission of Jurists* (ICJ), som hade sitt säte i Genève, beslöt anordna en konferens om ämnet i Stockholm på våren 1967. Kommissionens svenska sektion leddes av den framstående domaren Gustaf Petrén. Han övertalade mig att inför konferensen utarbeta en engelskspråkig rättsjämförande rapport i ämnet med förslag till diskussionsämnen och även rättsliga lösningar. Med viss hjälp av ICJ:s sekretariat lyckades jag färdigställa rapporten. Den utgavs senare under år 1967 i bokform (*Right of Privacy and Rights of the Personality. A Comparative Survey*, Acta Instituti Upsaliensis Iurisprudentiae Comparativae, 8, Stockholm, Norstedts, 1967, 250 sidor).

Syftet med min rapport var att som underlag för konferensen och för eventuella lagstiftningsförslag ge en klar och någorlunda fullständig bild av det faktiska läget i fråga om rättsligt skydd för individens privata sfär i de europeiska länder som kunde anses ledande på området och i USA. Den främsta svårigheten med uppgiften var att detta rättsliga skydd, i den mån det nu överhuvudtaget fanns, hörde hemma på så vitt skilda delar av de berörda juridiska kartorna och därför också hade så *olika namn*.

Vägen till en samlad framställning gick vid detta tillfälle via ett antal uppmärksammade rättsfall, som hade den gemensamma egenskapen att de – oberoende av de rubriker under vilka de återfanns – handlade om rättsligt skydd för den enskildes privata sfär. I samlingen återfanns bland annat några berömda avgöranden från 1900-talets början av nordamerikanska domare som kommit att beskrivas och analyseras som uttryck för en ny rättighet, *right of privacy*, en dom av Norges högsta domstol från tiden efter andra världskriget (där begreppet "privatlivets fred" kom till användning), ett par likaledes nya och prejudikatbildande avgöranden av den västtyska *Bundesgerichtshof*. Här gällde det inte att översätta ett eller flera rättssystemers termer till en eller flera termer i ett annat system. En förutsättning för att det skulle vara möjligt att genomföra översikten var att man inte fastnade i de terminologiska skillnaderna utan så att säga såg rakt igenom dem, till den juridiska lösningens substans. Vilket *namn* denna lösning skulle åsättas var

självfallet inte likgiltigt – namn är aldrig likgiltiga i ett meningsfullt språk – men det var en sekundär fråga; det betydelsefulla i utredningen var att de undersökta rättsordningarna på i huvudsak lika grunder tillhandahöll ett adekvat remedium.



**Court of Justice
of the European Union**

L-2925 Luxembourg

Tel. +352 4303-1

The Court on the Internet: curia.europa.eu

Text completed in December 2022

Neither the institution nor any person acting on behalf of the institution may be held responsible for any use that may be made of the information contained herein.

Luxembourg: Court of Justice of the European Union | Directorate-General for Multilingualism
Directorate-General for Information | Communications Directorate
Publications and Electronic Media Unit

Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2023

Photos : © European Union, 2019-2023; © Alan Xuereb, Artist, 2023;
© Joseph Alfred Izzo Clarke, Photograph, 2023

© European Union, 2023.

Reproduction is authorised provided the source is acknowledged.

Any use or reproduction of photos or other material of which the European Union is not the copyright holder is prohibited without the authorisation of the copyright holders.

Print	ISBN 978-92-829-3881-2	doi:10.2862/249037	QD-03-21-499-D5-C
PDF	ISBN 978-92-829-3882-9	doi:10.2862/51792	QD-03-21-499-D5-N

Camille de Toledo
Стефан Тафров
José Antonio Pascual
Tomáš Duběda
Anne Lise Kjær
Isolde Burr-Haase
Dr. Eva Vetter
Marina Kaljurand
Νικηφόρος Διαμαντούρος
Χρίστος Αρτεμίδης
Roberta Metsola
Barbara Cassin
Jean-Claude Wiwinius
Micheál D. Ó hUigínn
Marin Mrčela

Prof. Dr. Barbara Pozzo
Prof. *Dr. iur.* Sanita Osipova
Prof. dr. Danutė Jočienė
Dr. Somssich Réka
Tonio Borg
Prof. Dr. J. W. van de Gronden
Prof. Dr. Jan Wouters
Katarzyna Kłosińska
Ana Maria Guerra Martins
Radu Paraschivescu
Stanislav Vallo
Prof. dr. Rajko Knez
Heikki E. S. Mattila
Stig Strömholm



COURT OF JUSTICE
OF THE EUROPEAN UNION

Directorate-General for Multilingualism

Directorate-General for Information
Communications Directorate
Publications and Electronic Media Unit

May 2023

ISBN 978-92-829-3882-9

doi:10.2862/51792

QD-03-21-499-D5-N

